

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

AVRIL 2016

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

Fournir la liste des nouvelles mesures instaurées en 2015-2016 et 2016-2017 et, pour chacune, les mesures abolies en conséquence (application du cran d'arrêt). Ventiler selon que cela relève du ministère ou de l'un de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

Donner le détail des crédits existants en 2014-2015 qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016, en incluant des programmes qui ont été abolis. Ventiler selon que cela relève du ministère ou de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère et à ses organismes pour l'année financière 2015-2016 ainsi que les prévisions pour l'année 2016-2017 :

a) Programme 1 (Protection de l'environnement) :

- **Élément 1 : Politiques environnementales**
- **Élément 2 : Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement**
- **Élément 3 : Analyse et expertises régionales**
- **Élément 4 : Centre de contrôle environnemental du Québec**
- **Élément 5 : Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec)**
- **Élément 6 : Centre d'expertise hydrique du Québec**
- **Élément 7 : Direction**
- **Élément 8 : Services à la gestion**

b) Programme 2 (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement) :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4

Par programme, donner le niveau de crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017. Ventiler selon que cela relève du ministère ou de l'un de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir de la cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Fournir également le détail de toutes les autres demandes de compressions du Conseil du trésor. Ventiler selon que cela relève du ministère ou de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2016-2017 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur

	SAGIR					
	An. bud. 13-14		An. bud. 14-15		An. bud. 15-16	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Unités relevant de la sous-ministre	9	3%	10	4%	32	21%
SMA aux changements climatiques, à l'air et aux relations intergouvernementales	7	2%	5	2%	1	1%
SMA aux services à la gestion et au milieu terrestre	36	10%	26	10%	11	7%
SMA à l'état de l'environnement, à l'écologie et au développement durable	23	7%	18	7%	11	7%
SMA à l'eau, à l'expertise et aux évaluations environnementales	14	4%	8	3%	1	1%
Centre d'expertise en analyse environnementale	54	15%	44	17%	22	15%
Centre d'expertise hydrique	63	18%	62	24%	29	19%
Centre de contrôle environnemental du Québec	77	22%	48	19%	20	13%
Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionales	68	19%	36	14%	22	15%
SMA au secteur Faune*		0%	-	-	-	-
Total	351	100%	257	100%	149	100%

Nombre et pourcentage d'employés devenus permanents par secteur

	SAGIR					
	An. bud. 13-14		An. bud. 14-15		An. bud. 15-16	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Unités relevant de la sous-ministre	3	2%	5	7%	13	18%
SMA aux changements climatiques, à l'air et aux relations intergouvernementales	9	7%	1	1%	6	8%
SMA aux services à la gestion et au milieu terrestre	19	16%	17	23%	8	11%
SMA à l'état de l'environnement, à l'écologie et au développement durable	16	13%	3	4%	0	0%
SMA à l'eau, à l'expertise et aux évaluations environnementales	15	12%	-	-	6	8%
Centre d'expertise en analyse environnementale	12	10%	3	4%	6	8%
Centre d'expertise hydrique	12	10%	4	5%	0	0%
Centre de contrôle environnemental du Québec	22	18%	22	29%	20	28%
Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionales	14	11%	20	27%	12	17%
SMA au secteur Faune*		0%	-	-	-	-
Total	122	100%	75	100%	71	100%

* Afin d'assurer la cohérence dans la comparaison des trois années, le nombre total d'employés occasionnels de l'exercice 2013-2014 a été ajusté afin de tenir compte du transfert au 1er avril 2014 des activités fauniques. Au 31 mars 2014, le secteur Faune comptait 130 employés occasionnels et 29 employés de ce secteur étaient devenus permanents.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

Nombre de postes vacants abolis au cours de la dernière année, par région et par établissement.

Territoire de travail	Nombre de postes abolis
CENTRAL	22
RÉGIONS	
Bas-St-Laurent	
Saguenay—Lac-St-Jean	
Capitale Nationale	2
Mauricie	1
Estrie	
Montréal	1
Outaouais	1
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	
Lanaudière	
Laurentides	
Montréal	
Centre du Québec	
SOUS-TOTAL - RÉGIONS	5
TOTAL — MDDELCC	27

L'abolition de postes est consécutive aux orientations retenues par le Conseil du trésor : "Il a ainsi été demandé aux ministères et organismes de freiner la croissance de leurs effectifs dès 2014-2015, afin d'atteindre une réduction de leur consommation de 3% d'ici la fin de l'exercice 2015-2016." p. 33 des Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses 2015-2016

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8

Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15M des renseignements généraux.

Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2015-2016, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.

Nom : Campagne de sensibilisation portant sur le Québec et la lutte contre les changements climatiques

Coût : 1 217 858,65 \$

Firme : Cossette

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10

Liste de tous les sondages effectués en 2015-2016, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.

Sondage	Sujet		Firme retenue, le cas échéant	Coût
Sondage postcampagne	Campagne de sensibilisation portant sur le Québec et la lutte contre les changements climatiques		Ipsos (firme de recherche et sondage mandatée par l'agence de publicité Cossette)	20 757,00 \$

Nombre d'inspecteurs et d'ETC pour chaque direction du ministère et ses organismes, depuis 2011-2012. Ventiler par titre de l'activité ou programme.

- En 2015-16, le Centre de contrôle environnemental (CCEQ) du MDDELCC comptait 273 ETC inspecteurs (ETC = équivalent temps complet) répartis dans les directions régionales. Les inspecteurs du CCEQ sont polyvalents et possèdent l'expertise et les compétences pour effectuer des inspections dans plus d'un secteur d'activité ou programme.
- En plus des inspecteurs affectés aux inspections terrains, le Ministère compte 20 ETC répartis dans différentes directions du Ministère qui effectuent des tâches de contrôle associées à l'application de lois et règlements dans les domaines suivants :
 - Vérifications de la conformité de bilans et de rapports (matières dangereuses)
 - Suivi de la conformité par des mesures, des expertises, de l'exploitation et l'entretien de stations hydrométriques
 - Vérifications de déclarations en lien avec le marché du carbone
 - Vérifications relatives aux redevances (matières résiduelles)
 - Vérification de la conformité sur le terrain, visite pendant des travaux, surveillance des barrages
 - Vérifications effectuées dans le cadre des demandes d'octroi de droits (ventes, baux, et permis) ainsi que dans le but de s'assurer du non-empiétement sur le domaine hydrique
- De plus, en 2015-2016, le Ministère a embauché 79 étudiants pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de la conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques.
- Aussi, il convient de mentionner que le Ministère a des ententes avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et la Société de l'assurance automobile du Québec pour effectuer l'application des certains règlements : Loi sur les espèces menacées ou vulnérables; Règlement sur les normes environnementales applicables aux véhicules lourds.

Nombre d'interventions effectuées depuis 2011-2012 par des personnes qui n'ont pas le statut d'inspecteur du ministère et de ses organismes (ex : visites réalisées par des étudiants dans le cadre de programme de contrôle du CCEQ) Ventiler par activité ou programme de contrôle.

Étudiants

- Le ministère effectue dans le cadre des programmes étudiants permettent au ministère d'effectuer de la sensibilisation, de la promotion de la conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques.
- Pour les cas plus graves ou lorsqu'une possibilité de non-conformité est suspectée par l'étudiant, le dossier est référé aux inspecteurs et une inspection en bonne et due forme est effectuée par un inspecteur du ministère.

Tableau : Nombre d'interventions effectuées en 2015-2016 par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ

Programme	Sensibilisation	Promotion	Détection	2015-2016		
				Visite terrain	Autre vérification	Total
Atteinte de l'équilibre en phosphore (agricole) A-3 Volet A			X	0	645	645
Atteinte de l'équilibre en phosphore (agricole) A-3 Volet C	X	X	X	42	0	42
Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels G-1	X	X	X	865	0	865
Règlement sur les halocarbures I-11	X	X	X	322	30	352
Environnement-Plage M-5	X	X	X	992	0	992
Programme de contrôle estival des pesticides P-1	X	X	X	671	75	746
Total				2892	750	3642

Employés du MDDELCC autre qu'inspecteur

- En plus des inspecteurs du CCEQ, le Ministère compte des employés répartis dans différentes directions du Ministère qui effectuent des tâches de contrôle associées à l'application de lois et règlements.
 - 1250 Suivi de la conformité par des mesures, des expertises, de l'exploitation et l'entretien de stations hydrométriques
 - 800 Vérifications de déclarations en lien avec le marché du carbone
 - 700 Vérifications de la conformité de bilans et de rapports (matières dangereuses)
 - 400 Vérifications relatives aux redevances (matières résiduelles)
 - 600 Vérification de la conformité sur le terrain, visite pendant des travaux, surveillance des barrages
 - 150 Vérifications effectuées dans le cadre des demandes d'octroi de droits (ventes, baux, et permis) ainsi que dans le but de s'assurer du non-empiètement sur le domaine hydrique

Partenaires

- Aussi, il convient de mentionner que le Ministère a des ententes avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et la Société de l'assurance automobile du Québec pour effectuer l'application des certains règlements : Loi sur les espèces menacées ou vulnérables; Règlement sur les normes environnementales applicables aux véhicules lourds. Annuellement, les partenaires effectuent pour le compte du Ministère :

260 Interception de véhicules lourds par les contrôleurs routiers afin de s'assurer de la conformité aux normes d'émissions
100 Surveillance pour la détection de la cueillette illégale de l'ail des bois

Nombre d'interventions effectuées depuis 2011-2012 par des inspecteurs du ministère et de ses organismes ayant donné suite à une intervention de personnes qui n'ont pas le statut d'inspecteur du ministère et de ses organismes. Ventiler par activité ou programme de contrôle.

Pour l'année 2015-2016, 289 interventions ont été effectuées par des inspecteurs à la suite de l'intervention d'une personne n'ayant pas le statut d'inspecteur, ce qui représente 8% des interventions réalisées par des personnes n'ayant pas ce statut.

Ventilation par programme :

A-3 – Atteinte de l'équilibre en phosphore : 81

P-1 – Programme de contrôle estival des pesticides : 82

I-11 – Contrôle des entreprises visées par le Règlement sur les halocarbures : 65

G-1 – Programme de sensibilisation sur le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels : 21

M-5 – Environnement – Plage 2015 : 40

Depuis 2011-2012, indiquer :

- a. le nombre d'inspections à la suite de plaintes environnementales;
- b. le nombre d'inspections de conformité;
- c. le nombre d'inspections de suivi de manquement;
- d. le nombre d'inspections régionales;
- e. le nombre d'interventions de type inspection réalisées dans le cadre d'une activité ou d'un programme de contrôle.

Préciser le taux de réalisation par rapport à la programmation de chaque type d'inspection. Ventiler par région administrative et par mois.

Nombre d'interventions de type inspection planifiées et réalisées par le Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ) en 2015-2016

	Nombre d'interventions planifiées	Nombre d'interventions réalisées *	% de réalisation
Inspections reliées à des plaintes	2 683	2 448	91%
Inspections reliées à des programmes nationaux	6 316	6 022	95%
Inspections régionales	1 220	1 839	151%
Inspections de conformité	1 317	1 295	98%
Inspections pour suivi de manquement	2 252	1 980	88%
Inspection pour suivi d'urgence	162	267	165%
Intervention d'urgence-environnement (terrain)	500	529	106%
Surveillance aérienne	600	900	150%
Total	15 050	15 280	101%

- En plus des inspections terrains, les inspecteurs du CCEQ effectuent annuellement environ 16 000 vérifications de type :
 - Assistance-enquête
 - Information
 - Inspection pour suivi de manquement
 - Soutien technique
 - Suivi de manquement sans inspection
 - Suivi des cautionnements et garanties
 - Suivi des données transmises par l'exploitant
 - Suivi d'urgence-environnement (autre qu'inspection)
 - Suivi fréquence / qualité eau potable
 - Vérification (autre qu'inspection)

- En plus des inspecteurs du CCEQ, le Ministère compte des employés répartis dans différentes directions du Ministère qui effectuent des tâches de contrôle associées à l'application de lois et règlements.
 - 1250 Suivi de la conformité par des mesures, des expertises, de l'exploitation et l'entretien de stations hydrométriques
 - 800 Vérifications de déclarations en lien avec le marché du carbone
 - 700 Vérifications de la conformité de bilans et de rapports (matières dangereuses)
 - 400 Vérifications relatives aux redevances (matières résiduelles)
 - 600 Vérification de la conformité sur le terrain, visite pendant des travaux, surveillance des barrages
 - 150 Vérifications effectuées dans le cadre des demandes d'octroi de droits (ventes, baux, et permis) ainsi que dans le but de s'assurer du non-empiètement sur le domaine hydrique
- De plus, en 2015-2016, le Ministère a embauché 79 étudiants pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de la conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques. Le tableau ci-dessous présente leurs réalisations.

Programme	Sensibilisation	Promotion	Détection	2015-2016		
				Visite terrain	Autre vérification	Total
Atteinte de l'équilibre en phosphore (agricole) A-3 Volet A			X	0	645	645
Atteinte de l'équilibre en phosphore (agricole) A-3 Volet C	X	X	X	42	0	42
Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels G-1	X	X	X	865	0	865
Règlement sur les halocarbures I-11	X	X	X	322	30	352
Environnement-Plage M-5	X	X	X	992	0	992
Programme de contrôle estival des pesticides P-1	X	X	X	671	75	746
Total				2892	750	3642

- Aussi, il convient de mentionner que le Ministère a des ententes avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et la Société de l'assurance automobile du Québec pour effectuer l'application des certains règlements : Loi sur les espèces menacées ou vulnérables; Règlement sur les normes environnementales applicables aux véhicules lourds. Annuellement, les partenaires effectuent pour le compte du Ministère :
 - 260 Interception de véhicules lourds par les contrôleurs routiers afin de s'assurer de la conformité aux normes d'émissions
 - 100 Surveillance pour la détection de la cueillette illégale de l'ail des bois

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15

Indiquer le nombre et la liste des programmes de contrôle et activités d'inspection du CCEQ basés sur le risque en 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

Pour 2015-2016, le CCEQ a mis en œuvre 12 programmes de contrôle intégrant les notions de risque sur un ou l'autre de ces aspects en ce qui concerne la sélection des cibles et la fréquence des inspections. Pour 2016-2017, la situation est semblable.

Municipal : (3 programmes)

- M-1F : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés
- M-1 : Contrôle des lieux d'enfouissement, des installations d'incinération et des centres de transfert de matières résiduelles
- M-3C : Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable

Agricole et pesticides : (3 programmes)

- A-2 : Programme de contrôle des exploitations agricoles
- A-3 : Atteinte de l'équilibre en phosphore
- P-2 : Programme d'inspection des titulaires de permis d'utilisation – Spécifiquement les firmes d'entretien d'espaces verts (C4)

Nordique et minier : (1 programme)

- N-1 : Programme de contrôle des activités minières

Industriel : (5 programmes)

- I-8 : Gestion des données d'autosurveillance des rejets d'eaux usées d'origine industrielle
- I-9 : Programme d'inspection des matières dangereuses incluant les BPC
- I-20.7 : Contrôle des lieux d'enfouissement, des centres de traitement et des centres de transfert de sols contaminés
- I-27 : Inspections aléatoires des lieux industriels et des dossiers GTE n'ayant pas été visités depuis plus de 5 ans
- I-28 : Programme de contrôle aléatoire du secteur industriel

En 2015-2016, fournir les éléments suivants concernant les dossiers d'infraction :

a. Nombre d'inspections effectuées :

En 2015-2016
Nombre : 15 280

b. Nombre de notifications de manquement expédiées par le Centre de contrôle environnemental du Québec :

En 2015-2016
Nombre : 5 101

c. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.23 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
Nombre : 3	Montant total imposé : 2 250 \$

d. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.24 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
Nombre : 87	Montant total imposé : 211 500 \$

e. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.25 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
Nombre : 165	Montant total imposé : 733 000 \$

f. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.26 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
Nombre : 33	Montant total imposé : 390 000 \$

g. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une poursuite pénale est intentée :

En 2015-2016
Nombre : 44

h. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.29 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
Aucun dossier en vertu de l'article 115.29 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$
Aucun dossier en vertu des anciens articles (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$

- i. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.30 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
1 dossier en vertu de l'article 115.30 LQE ² (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 380 000 \$
32 dossiers en vertu des articles 123.1 et 121 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 306 000 \$

- j. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.31 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
7 dossiers en vertu de l'article 115.31 LQE ² (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 110 000 \$
53 dossiers en vertu des articles 21, 22, 32, 32.1, 66 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 175 000 \$

- k. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.32 LQE a été imposée (et le montant total imposé) :

En 2015-2016	
2 dossiers en vertu de l'article 115.32 LQE ² (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 160 000 \$
2 dossiers en vertu de l'article 20 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 8 000 \$

- l. Total des amendes imposées par la Cour :

En 2015-2016
Montant total imposé : 1 689 200 \$ ¹

¹ Le total inclut les amendes qui ont été imposées en 2015-2016 en vertu de la LQE et également en vertu des règlements qui découlent de cette loi (incluant des infractions perpétrées avant et après la Loi 89).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 17

Nombre de cas où le ministre s'est prévalu des dispositions en matière de mesures administratives et pénales de la Loi sur la qualité de l'environnement depuis 2011-2012. Vérifier par année. Préciser pour les articles suivants : Ordonnances : articles 114, 115.2 ou 115.3 - Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations : articles 115.5, 115.7 ou 115.10

Nombre d'ordonnances émises pour l'année 2015-2016 :

Ordonnances	
Article 114	3
Article 115.2	0
Article 115.3	0
Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations	
Articles 115.5 et 115.10	1
Article 115.7	0
Article 115.10	1

Le registre des ordonnances émises par le MDDELCC peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.registres.mddep.gouv.qc.ca/ordonnances/index.htm>

Fournir le nombre de condamnations et les montants d'amendes obtenus (sanctions administratives pécuniaires et sanctions pénales) par le ministère pour les manquements à la Loi sur la qualité de l'environnement et ses règlements en 2015-2016 :

- a. Article 115.23
- b. Article 115.24
- c. Article 115.25
- d. Article 115.26
- e. Article 115.29
- f. Article 115.30
- g. Article 115.31
- h. Article 115.32

a. Sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu de l'article 115.23 de la LQE.

En 2015-2016	
Nombre : 3	Montant : 2 250 \$

b. Sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu de l'article 115.24 de la LQE.

En 2015-2016	
Nombre : 87	Montant total imposé : 211 500 \$

c. Sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu de l'article 115.25 de la LQE.

En 2015-2016	
Nombre : 165	Montant total imposé : 733 000 \$

d. Sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu de l'article 115.26 de la LQE.

En 2015-2016	
Nombre : 33	Montant total imposé : 390 000 \$

En outre, s'ajoutent au total des SAP imposées en vertu des articles 115.23 à 115.26 de la LQE (288 SAP pour un montant total de 1 336 750 \$) 235 SAP imposées en vertu des règlements découlant de la LQE. Cela représente donc un total de 523 SAP imposées en 2015-2017 pour la LQE et ses règlements. Cela représente un montant total de sanctions administratives pécuniaires de 2 191 850 \$.

e. Amendes pénales imposées en vertu de l'article 115.29 de la LQE.

En 2015-2016	
Aucun dossier en vertu de l'article 115.29 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$
Aucun dossier en vertu des anciens articles (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$

f. Amendes pénales imposées en vertu de l'article 115.30 de la LQE.

En 2015-2016	
1 dossier en vertu de l'article 115.30 LQE ² (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 380 000 \$
32 dossiers en vertu des articles 123.1 et 121 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 306 000 \$

g. Amendes pénales imposées en vertu de l'article 115.31 de la LQE.

En 2015-2016	
7 dossiers en vertu de l'article 115.31 LQE ² (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 110 000 \$
53 dossiers en vertu des articles 21, 22, 32, 32.1, 66 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 175 000 \$

h. Amendes pénales imposées en vertu de l'article 115.32 de la LQE.

En 2015-2016	
2 dossiers en vertu de l'article 115.32 LQE ² (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 160 000 \$
2 dossiers en vertu de l'article 20 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 8 000 \$

En 2015-2016, le nombre total d'amendes pénales imposées pour des infractions à la LQE et aux règlements qui en découlent est de 74. Cela représente un montant total d'amendes pénales imposées de 1 689 200 \$.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 19

Indiquer le nombre de dossiers où, au 31 mars 2016, il n'y a toujours pas de retour à la conformité du contrevenant, et ce, après une période (depuis le constat d'infraction) de :

- a. Entre 1 et 2 ans**
 - b. Entre 2 et 5 ans.**
 - c. Entre 5 et 10 ans.**
 - d. Plus de 10 ans.**
-

Il n'est pas possible de fournir de données pour répondre à la question.

Évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes depuis 2011-2012, par année financière. Fournir également les projections pour les trois prochaines années, en ventilant par région administrative et par mois.

Exercice 2015-2016 Direction générale / région	Dépenses au 22 mars 2015
Centre de contrôle environnementale du Québec (CCEQ)	
Bureau de la direction générale du centre de contrôle environnemental	565 530
Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	2 260 152
Saguenay/Lac-St-Jean	3 527 554
Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	4 043 459
Mauricie et du Centre-du-Québec	2 266 687
Estrie et de la Montérégie	5 082 206
Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	3 720 521
Outaouais	1 428 481
Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	1 075 256
Côte-Nord	1 042 877
Total Centre de contrôle environnementale du Québec (CCEQ)	25 012 722
Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionale	
Bureau de la direction générale à l'analyse et à l'expertise régionales	427 961
Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1 566 806
Saguenay/Lac-St-Jean	1 183 562
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	3 644 337
Mauricie et Centre-du-Québec	5 867 958
Estrie et de la Montérégie	4 780 822
Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	4 571 933
Outaouais	861 138
Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	1 880 014
Côte-Nord	1 430 939
Total Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionale	26 215 470
Total général	51 228 192

Indiquer la somme dépensée depuis 2011-2012, par année financière, et les prévisions pour 2016-2017, par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Catégories	Sommes dépensées 2015-2016 (incluant le Fonds vert)
Maintenance et support des logiciels	850 900,00 \$
Matériel (achats logiciels et matériel)	625 432,00 \$
Services professionnels – Interne (Rémunération)	7 392 759,00 \$
Services professionnels - Externe	7 194 159,00 \$
Services professionnels - CSPQ	1 407 037,00 \$
TOTAL	17 470 287,00 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 22

Liste des formations, conférences, ateliers, missions ou journées d'activités (incluant hors-Québec) auxquels ont participé les employés du ministère et membres relevant du cabinet du ministre depuis 2011-2012, par année financière. Indiquer:

- a. le lieu et la date;
- b. le coût;
- c. le nombre de participants;
- d. le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
38 ^e Conférence régionale - Régions Bas St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	Réseau Environnement	90,00 \$	3
Abattage manuel	École de Foresterie et de technologie du bois de Duchesnay	1 774,30 \$	12
Access : Les premiers pas	Technologia - Formation et conseil	65,00 \$	1
Accueil ministériel des nouveaux employés	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	17
Adaptation de l'environnement bâti aux événements climatiques extrêmes	Institut de prévention des sinistres catastrophiques	0,00 \$	2
Adhésion annuelle à l'Institut de la gestion financière - IGF Québec	IGF-Québec (Institut de la gestion financière, section Québec)	640,00 \$	6
Administering System Center 2012 Configuration Manager	AFI Expertise - Formation et service conseil	2 500,00 \$	1
Aide à la décision pour une demande d'autorisation des rejets d'eaux usées en milieux humides	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	29
Animer une rencontre en visioconférence	SVI eSolutions Inc.	0,00 \$	2
Application de la Loi sur l'accès à l'information	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	3
Apprendre et appliquer les exigences du système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	6
Apprentissage des principaux outils de l'Atlas-géomatique	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	29
Aspects agronomiques en relation avec le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP)	CRAAQ (Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec)	45,00 \$	3
Atelier de révision du régime d'autorisation	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	3
Atelier pour l'utilisation de supercalculateurs	Calcul Québec	0,00 \$	1

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Attestation d'assainissement en milieu industriel	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Autocad Civil 3D - Digues et barrages	Solutions Consortech Inc.	3 400,00 \$	2
Biocycle REFOR15 : Renewable Energy From Organics Recycling	NEBRA (Northeast Biosolids and Residuals Association)	0,00 \$	3
Biodiversité II - Présentation pour le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Campagne Comité Entraide - Formation des bénévoles	Comité Entraide	0,00 \$	2
Caractérisation initiale des effluents des stations d'épuration municipales du Québec	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Carrefour de l'eau - Express	AESEQ (Association des entreprises spécialisées en eau du Québec)	0,00 \$	3
Cercle des jeunes leaders	ENAP (École nationale d'administration publique)	0,00 \$	4
Certificat en archivistique : Les principes fondamentaux du domaine de l'archivistique	Université Laval	622,30 \$	1
Colloque : Eau, air, sol - l'épuration par les plantes	Société québécoise de phytotechnologie	225,00 \$	1
Colloque : Le citoyen au cœur de nos organisations	ARGP (Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec)	0,00 \$	1
Colloque 2016 : Santé des sols - Lieu d'échanges de connaissances et d'expériences	MAPAQ (Ministère de l'Agriculture, Pêcheries, Alimentation)	260,91 \$	3
Colloque annuel : Réhabilitation - Un domaine multidisciplinaire	ACRSD/CLRA (Association canadienne de réhabilitation des sites dégradés)	515,00 \$	3
Colloque annuel sur la conjoncture économique	Association des économistes québécois	0,00 \$	1
Colloque : Chapitre St-Laurent - Sciences et génie de l'environnement	Chapitre Saint-Laurent	641,00 \$	2
Colloque sols et eaux souterraines	Réseau Environnement	0,00 \$	3
Colloque sur la gestion des matières résiduelles	Réseau Environnement	560,00 \$	29
Colloque sur la modernisation des autorisations environnementales	CRUDE (Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement)	200,00 \$	4
Colloque sur les plantes fourragères	CRAAQ (Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec)	130,00 \$	1
Colloque des représentants de l'industrie des composites du Québec	RICQ (Regroupement des Industries des Composites du Québec)	0,00 \$	5
Communication dans les organisations : Connaître les différentes écoles de pensées	TELUQ (Télé-Université du Québec)	429,91 \$	1
Communication en audience publique	Transfert Environnement et Société Inc.	2 700,00 \$	15
Communiquer efficacement	Université Laval	413,85 \$	1
Compétences politiques et relationnelles	CLDC (Centre de leadership et de développement des compétences)	295,00 \$	1

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Compilation des essais d'aptitude préliminaire et reprises	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Comportement des ouvrages de retenue en remblai et en enrochement : Avancées technologiques	Société canadienne de géotechnique	2 970,00 \$	12
Comprendre l'adoption de mesures agroenvironnementales par les agriculteurs : Des pistes de réflexion	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Comptabilité par activités, approche méthodologique	Contrôleur des finances	0,00 \$	1
Conducteur d'embarcation de plaisance	Examen Bateau	49,95 \$	1
Conférence annuelle : Des défis du Nord au Sud	Société canadienne de géotechnique	0,00 \$	4
Conférence des utilisateurs d'Esri Canada 2015	ESRI Canada limitée	300,00 \$	3
Conférence nationale annuelle sur le compost	Conseil canadien du compost	0,00 \$	4
Conférences techniques en génie agroalimentaire	AIAQ (Association des ingénieurs en agroalimentaire du Québec)	0,00 \$	3
Congrès : Construction Re-Cycle, ensemble pour partager, influencer, décider	3RMCDQ (Regroupement des Récupérateurs et des Recycleurs de Matériaux de Construction et de Démolition du Québec)	695,00 \$	1
Congrès annuel de l'association québécoise de la gestion parasitaire	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Congrès de la gestion responsable canadienne : Les grands enjeux de la gestion responsable	Conference on canadian stewardship	0,00 \$	3
Congrès de l'ABQ (Association des biologistes du Québec) : Enjeux liés à l'eau	ABQ (Association des biologistes du Québec)	0,00 \$	4
Consignes concernant les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	8
Délimitation et identification des milieux humides - Formation de niveau expert	ABQ (Association des biologistes du Québec)	2 000,00 \$	8
Détecteurs de gaz : Formation des formateurs	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	33
Détermination du niveau de complexité des emplois supérieurs	SCT (Secrétariat du Conseil du trésor)	0,00 \$	1
Developing Windows Applications with Microsoft Visual Studio 2010	AFI Expertise - Formation et service conseil	4 250,00 \$	2
Développement d'une culture d'amélioration continue	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Devenir évaluateur technique pour l'accréditation des stations de surveillance de la qualité	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	7
Devenir formateur SIMDUT (Système-Information-Matières-Dangereuses-Utilisées au Travail)	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	2
Déversement de produits pétroliers : Formation pratique	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	5 730,03 \$	29
Diffusion de la cartographie hydrogéologique : Rendre des données accessibles aux clientèles externes	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	9
Discoverer pour Sphair : Générer des rapports de validation de données	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Eau potable : Normes de qualité, analyses requises et rôle des laboratoires accrédités	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	17
Eaux souterraines du Sud-Ouest de la Mauricie	RQES (Réseau québécois sur les eaux souterraines)	0,00 \$	1
Éclairage et luminaires aux diodes électroluminescentes DEL	CIPE (Centre d'innovations en programmes éducatifs)	1 495,00 \$	1
Effet des produits pharmaceutiques vétérinaires dans l'environnement	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Élaboration de prévisions d'ensemble thermiques avec suivi de l'incertitude	INRS (Institut national de la recherche scientifique)	0,00 \$	1
Entretien de l'élevage de daphnies	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Entretien des cours d'eau en milieu agricole : Déploiement de la mise à jour de la procédure	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Espace clos : Travail sans entrée	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	2
Estimation de la résistance au cisaillement d'un contact roc-béton	Université de Sherbrooke	0,00 \$	1
États financiers consolidés : Principales modifications aux tableaux de renseignements complémentaires	Contrôleur des finances	0,00 \$	1
Développer vos compétences en rédaction	CSPQ (Centre de services partagés du Québec)	395,00 \$	1
Évaluation environnementale stratégique en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme	AQÉI (Association québécoise pour l'évaluation d'impacts)	1 050,00 \$	3
Exercice de mesures d'urgence - Raffinerie de pétrole, Suncor Energy	Suncor Energy	0,00 \$	1

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Exposition à des sous-produits chlorés dans les piscines municipales	CRAD (Centre de recherche en aménagement et développement)	0,00 \$	1
Faits saillants du Rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	24
Forfait institutionnel annuel à l'association des économistes du Québec	Association des économistes québécois	350,00 \$	1
Formation botanique : les plantes vasculaires désignées menacées, vulnérables ou à risque	FloraQuebeca	550,00 \$	3
Formation d'appoint sur le nouvel Atlas-géomatique ministériel avec branchement STH	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	28
Formation pour l'utilisation de boîtiers de vote interactifs	Turning Technologies Canada	0,00 \$	11
Formation santé et sécurité générale	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	4
Formation santé sécurité pour un chantier de construction - Échangeur Turcot	Consortium KPH Turcot	0,00 \$	1
Formation sur les pesticides en trois volets : Plan de réduction, impact dans l'eau, particularité aux terrains de golf	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	3
Formation Windows 7 personnalisée pour l'équipe de soutien aux utilisateurs	Versalys Formation	1 200,00 \$	17
Formation du nouveau personnel concernant le système de gestion du Centre d'expertise en analyse environnementale	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	35
Forum des gestionnaires en ressources financières	Gouvernement du Québec	0,00 \$	1
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	100,00 \$	1
Forum des secrétaires de comités de sélection	SCT (Secrétariat du Conseil du trésor)	0,00 \$	5
Forum régional sur l'eau en Chaudières-Appalaches	CRECA (Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches)	75,00 \$	1
Forum Santé Sécurité au travail 2015	CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail)	705,00 \$	3
Forum Science Environnement : La qualité de l'environnement en milieu industriel	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	129
Forum St-Laurent 2015 - Amélioration de la qualité de l'eau : Ce que nous pouvons faire de plus	Environnement Canada	0,00 \$	1
Gérer efficacement un site d'équipe dans SharePoint	AFI Expertise - Formation et service conseil	940,00 \$	1

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Gérer le volet humain du changement	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	12
Gestion 101 : Les nouveaux gestionnaires, leur rôle et responsabilités	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	3
Gestion des dépassements de normes dans le cadre du Règlement sur la qualité de l'eau potable	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Gestion des dossiers en milieux hydriques et humides	OAGQ (Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec)	0,00 \$	8
Gestion des eaux pluviales, on y gagne !	Réseau Environnement	0,00 \$	3
Gestion des épisodes de fleurs d'eau de cyanobactéries	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	10
Gestion des matières résiduelles organiques	CRECA (Conseil Régional de l'Environnement - Chaudières-Appalaches)	60,00 \$	1
Gestion du rendement	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	18
Grues Mobiles - Niveau 1	Kraning Inc. - Formations techniques et ingénierie légale Grues et Gréage	1 300,00 \$	1
Habiletés avancées pour configuration et gestion d'infrastructures virtuelles	AFI Expertise - Formation et service-conseil	1 430,00 \$	2
Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	15
Implantation d'une culture de gestion du changement	Université Laval	25,00 \$	1
Importance des interfaces du sol pour un développement durable	AQSSS (Association québécoise de spécialistes en sciences du sol)	225,00 \$	1
Information aux formateurs du programme de qualification des opérateurs en eau potable	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Ingénierie des puits de décharge en aval de la digue Moncouche	Société canadienne de géotechnique	0,00 \$	3
Initiation aux normes comptables du secteur public	Contrôleur des finances	0,00 \$	1
Inspection des équipements de protection contre les chutes	SPI Santé Sécurité	295,00 \$	2
Inspection des lieux et enquête suite à un accident ou un incident de travail : Formation pour les membres de comités santé et sécurité au travail	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	2

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Inspection pesticides - Secteur agricole	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	4
Installation et configuration de SharePoint Server 2013	Technologia - Formation et conseil	2 800,00 \$	2
Interprétation du règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	17
Intervention en cas d'accident nucléaire	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	38
Intervention en cas de déversement en milieu marin	Pêches et Océans Canada	0,00 \$	1
Interventions d'urgence lors de déversements de produits pétroliers	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	16
Introduction aux installations électriques	CIPE (Centre d'innovation en programmes éducatifs)	775,00 \$	1
Introduction aux urgences environnementales	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	14
Jeunes explorateurs d'un jour	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Journée annuelle de santé publique : Atelier méthodologique «Évaluer les impacts sociaux en environnement»	INSPQ (Institut national de santé publique du Québec)	300,00 \$	1
Journée de la chaire industrielle: Traitement et distribution des eaux potables	École Polytechnique de Montréal - Chaire de recherche en sciences naturelles et génie	0,00 \$	1
Journée d'innovation en géomatique : Projet d'application des sciences géomatiques à l'hydrologie	Ressources Naturelles Canada	0,00 \$	2
Journée «Portes Ouvertes» en lutte intégrée	Centre Local de Développement des Jardins-de-Napierville	0,00 \$	3
La Baie Missisquoi en vert et contre tous : Évolution temporelle et état actuel de la qualité de l'eau	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	20
La prévention, cela passe aussi par l'ergonomie	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	1
La recherche hydrologique au Québec : État des lieux et perspectives	ÉTS (École de technologie supérieure)	360,00 \$	6
La santé et la sécurité, c'est prioritaire !	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	7
Le code de déontologie des avocats fait peau neuve	Barreau du Québec	10,00 \$	1

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Le greffe numérique	OAGQ (Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec)	1 500,00 \$	7
Le leadership au cœur de la mobilisation	ENAP (École nationale d'administration publique)	150,00 \$	3
Les cendres d'incinération des boues municipales	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Les crédits : Assouplissements budgétaires	Contrôleur des finances	0,00 \$	1
Les outils pour assurer une cohérence dans l'action gouvernementale	IAPQ (Institut d'administration publique de Québec)	0,00 \$	1
Les ravageurs des semis en grandes cultures	Centre de recherche sur les Grains Inc. - CÉROM	0,00 \$	1
Les résidus agricoles et agroalimentaires : Une richesse inexploitée	AlAQ (Association des ingénieurs en agroalimentaire du Québec)	40,00 \$	1
L'éthique, ça a de la valeur pour moi !	RÉOQ (Réseau d'éthique organisationnelle du Québec)	0,00 \$	7
Lignes directrices sur l'industrie du sciage - Note d'instructions 15-03	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	41
L'influence du territoire sur la qualité de l'eau et le développement des modèles prédictifs	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	25
Logiciel AutoCAD Civil 3D - Essentiel	Solutions Consortech Inc.	4 570,00 \$	9
Logiciel Outlook 2002 - Trucs et astuces	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	7
Loi sur les espèces menacées ou vulnérables, formation donnée dans le cadre d'un cours universitaire	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Maintenance d'une tour d'injection	Agilent Technologies Canada	0,00 \$	2
Maîtres en mémoire : Limiter les risques d'une poursuite en responsabilité professionnelle	Barreau du Québec	0,00 \$	1
Maîtrise des fonctionnalités d'imagerie avec ArcGis server	ESRI Canada limitée	5 957,16 \$	12
Maniement sécuritaire des armes à feu	Casting Club du Québec	62,00 \$	1
Manutention industrielle - Niveau 1	Kraning Inc. - Formations techniques et ingénierie légale Grues et Gréage	2 400,00 \$	2
Matières résiduelles fertilisantes : Révision du guide	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	8
Mesure du débit et échantillonnage de l'eau	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	144
Mesures d'urgence lors d'incidents ferroviaires	CSX Transportation	0,00 \$	14

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Mesures transitoires : Publication 2015 - Guide des matières résiduelles fertilisantes	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	3
Méthode d'analyse en laboratoire	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	67
Méthodes de révision et de correction de textes	Accent Formation	421,00 \$	1
Mieux communiquer les changements climatiques : Est-ce possible ?	Université Laval	0,00 \$	3
Migration vers Windows 7	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Migration Windows 2003 vers 2012	Microsoft Canada	0,00 \$	8
Mise à jour du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Mise à niveau du logiciel SharePoint	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	23
Mise à niveau sur les sanctions administratives et pécuniaires	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	282
Mise en œuvre des plans de conservation des milieux humides naturels par la municipalité	ABQ (Association des biologistes du Québec)	330,00 \$	2
Modification au cadre légal et normatif en matière de dotation des emplois	CLDC (Centre de leadership et de développement des compétences)	62,50 \$	5
Module d'exploitation des données : Suivi des activités de développement	CLDC (Centre de leadership et de développement des compétences)	0,00 \$	1
Normalisation des standards DAO et gestion avancée du logiciel AutoCAD	Solutions Consortech Inc.	2 068,00 \$	4
Normes comptables : Situations particulières concernant les immobilisations au gouvernement du Québec	Contrôleur des finances	0,00 \$	1
Normes comptables du secteur public, principaux changements survenus en 2015	Contrôleur des finances	0,00 \$	4
Installations en lien avec gestion des matières résiduelles : Note d'instructions 15-05	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	4
Notions de microbiologie et analyse aux laboratoires de microbiologie	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	6
Notions des normes ISO 17025 pour les évaluateurs techniques de méthodes analytiques	BNQ (Bureau de la normalisation du Québec)	0,00 \$	1

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Nouveaux membres de comité de santé et sécurité au travail	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	2
Nouveaux outils et façons de faire : Inspection pour les dossiers de bruit	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	15
Nouvelle version de VIA : VIA 7 (visioconférence)	SVI eSolutions Inc.	0,00 \$	1
Optimiser les pratiques de gestion en période de turbulence organisationnelle	GP-Québec - Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	275,00 \$	1
Organics Ban Implementation, Logistics, Enforcement : Lessons Learned & Tools For the Future	American Biogas Council	129,02 \$	2
Outils de géotraitement via l'environnement d'automatisation par diagramme - Model Builder	ESRI Canada limitée	525,00 \$	1
Outlook 2013 : Options avancées	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines - PACES	COBARIC (Comité de bassin de la rivière chaudière)	45,00 \$	3
Plans agroenvironnementaux de fertilisation - PAEF	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Programme d'apprentissage pour professionnel - Adjoint exécutif	ENAP (École nationale d'administration publique)	1 950,00 \$	1
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - Chefs d'équipe	ENAP (École nationale d'administration publique)	0,00 \$	2
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise - PGAGL	ENAP (École nationale d'administration publique)	0,00 \$	8
Partage des rôles pour les projets assujettis aux procédures d'évaluation environnementales	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Partage d'outils dans le domaine de la planification de la conservation : Normes ouvertes	Conservation de la nature Canada	0,00 \$	8
Particules microplastiques dans les Grands Lacs	NWQMC (National Water Quality Monitoring Council)	0,00 \$	1
Passeport-Multi des comptables professionnels agréés	CPA (Ordre des comptables professionnels agréés du Québec)	3 298,00 \$	8
Passif au titre des sites contaminés	Contrôleur des finances	0,00 \$	2
Personne ressource en adaptation de poste de travail	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	3

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Pour joindre l'utile au développement durable	OIQ (Ordre des ingénieurs du Québec)	229,00 \$	1
Préparation à la retraite	Retraite Québec	5 000,00 \$	20
Présentation de la structure d'amélioration continue en place à la CSST	Mouvement québécois de la qualité	0,00 \$	1
Présentation de la plateforme VIA, pour donner de la formation par visioconférence	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	9
Présentation de maîtrise : Compensation des impacts - Milieux humides en territoire Cri	UQTR (Université du Québec à Trois-Rivières)	0,00 \$	1
Présentation des enjeux de la biodiversité au BAPE	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Présentation des nouveautés du suivi de la qualité de l'eau potable	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Présentation d'un projet d'aménagement de la promenade Jacques-Cartier à Gatineau	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Présentation eaux usées : Certification des opérateurs et position sur le phosphore	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	6
Prévention des chutes et glissades	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	120
Prévention, traitement et suivi des situations à risques d'agression dans les rapports avec la clientèle externe	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	61
Principes de base en analyse pour le bruit et les vibrations - Méthode FFT	Brüel & Kjaer	0,00 \$	2
Processus de prévision de la qualité de l'air : Données, modèles numériques et autres outils mis à contribution	Environnement Canada	0,00 \$	22
Programme de contrôle des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Programme de contrôle estival des eaux de baignade	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	30
Programme de contrôle estival des pesticides	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	14
Programme de formation sur les matières résiduelles fertilisantes	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	25
Programme de suivi de la biodiversité dans un Québec en changement	MFFP (Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs)	0,00 \$	19

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Projet d'optimisation : Rôle des gestionnaires et des leaders	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Protection contre les chutes, travail en hauteur	Le Groupe ACCISST	675,00 \$	23
Protection des sols et réhabilitation des terrains	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	6
Protection respiratoire et essais d'ajustement qualitatif	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	26
Qualification des opérateurs : Les tâches visées et les certificats	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	3
Qualification des opérateurs en eau potable	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	3
Qualité de l'eau des piscines et autres bassins versants artificiels	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	8
Quality of our Nation's groundwater : Where and why is it vulnerable to Contamination	NWQMC (National Water Quality Monitoring Council)	0,00 \$	1
Quaternaire et analyse des terrains	Université Laval	739,14 \$	2
Radioactivité et risque nucléaire au Québec	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Rédaction efficace en matière d'enquête administrative et pénale	Université Laval	465,00 \$	1
Réduction des impacts et la gestion des risques météorologiques	UQAM (Université du Québec à Montréal)	1 000,00 \$	1
Références techniques pour la délivrance de la première attestation d'assainissement municipale	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	2
Régime d'autorisation prévu à l'article 31.75 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE)	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	4
Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins versants artificiels	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Règlement sur la qualité de l'eau potable : Les différentes catégories de responsables visés	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	18
Règlement sur la qualité de l'eau potable : Les exigences de traitement	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	11

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Rencontre annuelle des gardiens de barrage	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	38
Rendez-vous des Organismes Bassins Versants	ROBVQ (Regroupement des Organismes de Bassins Versants du Québec)	0,00 \$	2
Rendre vos données accessibles avec ArcGIS Open Data	ESRI Canada limitée	0,00 \$	3
Renseignements complémentaires à fournir pour l'année financière 2014-2015	Contrôleur des finances	0,00 \$	1
Responsable du volet assiduité dans l'environnement SAGIR	CSPQ (Centre de services partagés du Québec)	0,00 \$	1
Restauration des berges et des littoraux	ACRSD/CLRA (Association canadienne de réhabilitation des sites dégradés)	545,00 \$	5
Résumé du nouveau logiciel SharePoint	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	24
Risques liés à la donnée financière	Contrôleur des finances	0,00 \$	1
Rôle et responsabilités du chef d'équipe	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	86
Saisie de géométrie pour les lieux d'intervention et leurs composantes	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	122
Salon sur les meilleures pratiques d'affaires	Mouvement québécois de la qualité	115,00 \$	1
Santé psychologique : Une opportunité pour les comités de santé et sécurité	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	3
Santé psychologique au travail : Pour y voir plus clair	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	0,00 \$	4
Sauvetage sur glace sans embarcation	Sauvetage Région 02 Inc.	7 258,60 \$	3
Secourisme en milieu de travail	Formation Prévention Secours Inc.	3 328,00 \$	62
Secourisme en milieu de travail	Ambulance Saint-Jean	222,00 \$	4
Secourisme en milieu de travail	Formation Urgence Vie	212,00 \$	8
Secourisme en milieu de travail	Santinel - Services en Santé Sécurité au Travail	0,00 \$	2
Secourisme en milieu de travail	Actions Secours Inc.	300,00 \$	4
Secourisme en milieu de travail	Secouriste Pierre Séguin	590,00 \$	6

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Secourisme en milieu de travail	Académie Paramédicale du Québec	3 016,00 \$	58
Secourisme en milieu de travail	Visa-Vie Inc. - Formation en secourisme et en R.C.R	1 976,00 \$	42
Secourisme en milieu de travail	Gestion Paramédical - Division DG Réanimation	1 040,00 \$	20
Secteurs hydriques et naturels : Formation des nouveaux employés 1 ^{ère} étape	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Secteurs hydriques et naturels : Formation des nouveaux employés 2 ^{ème} étape	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	30
Sécurité de base des petits bâtiments de navigation intérieure autres que les embarcations de plaisance	Institut maritime du Québec	430,00 \$	2
Sécurité ferroviaire et les interventions d'urgence avec le chlore	TRANSCAER	0,00 \$	9
Sécurité générale sur les chantiers de construction	APSSAP (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale)	300,00 \$	12
Séminaire sur les produits de mobilité et démonstration de Windows 10	Microsoft Canada	0,00 \$	1
Séminaire thématique en gestion des ressources humaines	TELUQ (Télé-Université du Québec)	350,34 \$	1
Sensibilisation à la gestion documentaire	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	50
Sensibilisation en matière de civilité, de conflit et de harcèlement psychologique en milieu de travail	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	46
SGR3 - Dotation en ligne	CSPQ (Centre de services partagés du Québec)	0,00 \$	1
SIMDUT (Système d'information des matières dangereuses utilisées au travail)	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	47
Stabilité géotechnique et conception des digues de retenue des résidus miniers	École Polytechnique de Montréal	2 115,74 \$	24
Stage en laboratoire d'analyse environnementale	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Stage en milieu de travail (étudiants)	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	29
Suivi d'exploitation des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Suivi du lampricide dans la Baie Missisquoi et à la prise d'eau potable de Bedford	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	19
Supervision de l'installation des collettertes étanches autour des puits	Cégep de Thetford	0,00 \$	2

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS DIRECTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Symposium Science et Technologie Agilent : Atomic Spectroscopy Seminar	Agilent Technologies Canada	0,00 \$	4
Symposium sur la gestion de l'eau	Réseau Environnement	0,00 \$	7
Symposium sur l'environnement et les mines	UQAT (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)	1 065,00 \$	2
Système eau potable : Formation livraison 2	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Tableaux dynamiques croisés et graphiques Excel	Formations Qualitemps	0,00 \$	1
Techniques du génie végétal pour la stabilisation des berges	Aubier Environnement	0,00 \$	1
The role of low dissolved phosphorus in the formation of Didymosphenia	Environnement Canada	0,00 \$	11
Transfert de connaissances sur les eaux souterraines en Montérégie-Est	RQES (Réseau québécois sur les eaux souterraines)	0,00 \$	1
Transition vers la suite Office 2013	MultiHexa Québec	595,00 \$	5
Transmission de connaissances : Remplacement d'un agent de bureau	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Transport des matières dangereuses par chemin de fer	Association des chemins de fer du Canada	0,00 \$	1
Utilisation d'outils de travail en région éloignée	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	5
Utilisation efficace du logiciel Word	MultiHexa Québec	225,00 \$	1
Utilisation responsable des pesticides	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	4
Utilisation sécuritaire de chariots élévateurs	ASFETM (Association Sectorielle Fabrication d'Équipement de Transport et de Machines)	290,75 \$	4
Utilisation sécuritaire des détecteurs de gaz	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	27
Version révisée des consignes sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	4
Visite des laboratoires et salles de travail	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	1
Volet assiduité - Système SAGIP	CLDC (Centre de leadership et de développement des compétences)	187,50 \$	3
Vulnérabilité des sources d'approvisionnement en eau potable	MDDELCC (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	0,00 \$	4

QUESTION PARTICULIÈRE N° 23

Liste des projets en ressources informationnelles, au ministère et au Fonds vert. Indiquer les dépenses en investissements prévus ainsi que les dépenses et investissements réels en 2015-2016 et en 2016-2017. Indiquer également leur état d'avancement au 31 mars 2016 (en % d'avancement) et les explications sommaires des écarts.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 12 des renseignements généraux.

Liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2015-2016 et 2016-2017. Ventiler par sous-ministère et par organisme et indiquer, pour chacun :

- a. le(s) mandats(s);
- b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
- c. les rencontres tenues en 2015-2016;
- d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2015-2016;
- e. les rencontres prévues en 2016-2017 avec l'objet et l'échéancier.

Comités	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2015-2016
Comité de gestion du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Veiller au bon fonctionnement du Programme de subvention, proposer les critères applicables au calcul des subventions, décider des réclamations litigieuses quant à l'admissibilité aux subventions et quant au respect des conditions de versement des subventions, approuver, sur la base des critères du Programme, le quantum des subventions du Programme et voir au suivi et à l'évaluation de celui-ci.	MDDELCC RECYC-QUÉBEC CMM MAMO (observateur)	Aucun
Comité technique du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Soutient, par ses travaux, le Comité de gestion du programme de subvention.	MDDELCC RECYC-QUÉBEC FQM UMQ CMM MAMOT (observateur)	Aucun
Comité de gestion des ententes Canada-Québec concernant les projets de biométhanisation financés dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte	Assurer le suivi des ententes de financement Canada-Québec dans le cadre du Programme de traitement des matières résiduelles par biométhanisation et compostage (PTMOBC)	MDDELCC Infrastructure Canada	59,25 \$

Comité de négociation MDDELCC – Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ)	Élaboration des orientations de la troisième attestation d'assainissement des établissements de pâtes et papiers (22 mai 2014 et 21 novembre 2014). Toutes les rencontres se sont tenues au Complexe G.	CIFQ et ses membres, MDDELCC	50 \$
Comité aviseur Projet UQAC - Gestion des biosolides papetiers	Conseiller et aviser le suivi du projet Mode de gestion des biosolides papetiers (coordonné par la Direction des matières résiduelles). Deux visioconférences.	CIFQ – industriels, NCASI, UQAC, MDDELCC	Aucun
Comité de travail sur le renouvellement des attestations d'assainissement du secteur de l'aluminium	Comité de travail afin de définir les orientations à suivre pour la deuxième attestation d'assainissement pour le secteur des alumineries.	MDDELCC, Association de l'aluminium du Canada (AAC)	165 \$
Comité conjoint MDDELCC – Association canadienne des carburants (ACCarburants)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	Différentes compagnies membres de ACCarburants MDDELCC MERN	36,80 \$
Comité conjoint MDDELCC – Association canadienne du ciment (ACC) (participation régionale)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	Différentes compagnies membres de l'ACC MDDELCC	31,80 \$
Comité conjoint MDDELCC – Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	CETEQ MDDELCC MESI Recyc-Québec	77,80 \$
Comité conjoint MDDELCC – Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	3R MCDQ MDDELCC Recyc-Québec MERN MFFPQ	43,46 \$

Comité multipartite sur les matières résiduelles fertilisantes	Action 3 de la Table de concertation sur le recyclage des matières organiques - Poursuivre les discussions et les démarches sur les problématiques et les pistes de solution (aspects agronomiques/professionnels et aspects administratifs) par rapport à l'émission des certificats d'autorisation et appuyer l'allègement des mesures administratives en cours pour le recyclage des matières résiduelles fertilisantes par épandage agricole et en sites dégradés (incluant le stockage).	MDDELCC Recyc-Québec Biogénie Viridis MAPAQ Ordre des agronomes du Québec UDA inc. Solinov FADQ	Aucune
Comité conjoint MSSS-MDDELCC-INSPQ permanent sur la gestion des échanges de données sur la qualité de l'air et le climat	Assurer un soutien scientifique et technique au MSSS et en particulier à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et aux directions de santé publique.	MDDELCC MSSS INSPQ	Aucun
Comité sur les bioénergies	Comité interministériel ayant pour but de partager de l'information, d'échanger et d'assurer une cohérence quant aux différentes initiatives en matière de bioénergies, dans les différents ministères qui oeuvrent dans ce domaine. (Environ quatre rencontres par année au MERN)	MERN (responsable) MDDELCC (DGBCC, DMR) MESI MÉES	

Comité-conseil sur les changements climatiques	Conseiller le ministre sur les orientations et sur les actions les plus porteuses en matière de lutte contre les changements climatiques	<p>Équiterre</p> <p>Conseil patronal de l'environnement du Québec</p> <p>Association du transport urbain du Québec</p> <p>Cascades</p> <p>Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec</p> <p>Dunsky Expertise en énergie</p> <p>Université Laval</p> <p>Écotach Québec</p> <p>Fondation David Suzuki</p> <p>Union des municipalités du Québec</p> <p>Centre hospitalier de l'Université de Montréal</p> <p>Vivre en ville</p> <p>HEC Montréal</p> <p>Gaz Métro</p> <p>Université de Sherbrooke</p> <p>MDDELCC</p>	5 000 \$
--	--	---	----------

Comité-conseil sur les matières résiduelles	<p>Le mandat du comité-conseil est de conseiller le ministre sur les dossiers relatifs à la gestion des matières résiduelles. Il pourra également formuler des recommandations sur les objectifs à court, à moyen et à long terme que le Québec devrait se donner pour créer une société sans gaspillage.</p>	<p>Association des organismes municipaux de gestion des matières résiduelles</p> <p>Fédération québécoise des municipalités</p> <p>Association de l'aluminium du Canada</p> <p>Éco Entreprises Québec</p> <p>Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec</p> <p>Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec</p> <p>Société de gestion des huiles usagées</p> <p>Fédération des plastiques et alliances composites</p> <p>Kruger Recyclage</p> <p>Owens-Illinois Canada corp.</p> <p>Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets</p> <p>Conseil régional de l'environnement de Montréal</p> <p>Regroupement québécois des entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles</p> <p>Réseau Environnement</p> <p>Centre de transfert technologique en écologie industrielle</p> <p>Coopérative de solidarité Collecte Pro</p>	4 221,05 \$
---	---	---	-------------

Comité de travail sur les piscines et autres bassins artificiels	Créé au printemps 2014 dans la foulée du Rapport sur l'opportunité de mettre à jour le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels, ce comité est chargé du développement d'outils de gestion et d'actions de promotion de la qualité de l'eau.	MDDELCC MSSS MAMOT INSPQ Société de sauvetage Association des responsables aquatiques du Québec Ville de Montréal Ville de Québec	Aucun
Comité interministériel de suivi et de recommandation - Projet de révision par la Commission mixte internationale de la régularisation des niveaux d'eau et des débits dans le système LOSLR (lac Ontario - fleuve Saint-Laurent)	Le comité interministériel, sous la coordination de la Direction des relations intergouvernementales du MDDELCC, permet de faire circuler entre les ministères l'information relative au dossier Lac Ontario - Fleuve Saint-Laurent et d'effectuer les consultations gouvernementales nécessaires à la définition de la position gouvernementale.	MDDELCC MDDELCC (CEHQ) MFFP MRIF MCE MERN MTMDET MSP MEIE MAMOT	Aucun
Comité interministériel de concertation Baie Missisquoi du Lac Champlain	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner la mise en œuvre du Plan d'action sur la réduction des charges de phosphore dans le bassin versant de la Baie Missisquoi (lac Champlain) dans le cadre de l'Entente Vermont/Québec. • 	MDDELCC (régional) MERN MAMOT MAPAQ MSP MTMDET MRIF RRSSS MFQ	Aucun

Groupe de travail technique sur la réduction du phosphore de la Baie Missisquoi	Participer au suivi de la qualité de l'eau de la Baie Missisquoi et de ses tributaires dans le but d'estimer l'impact des efforts d'assainissement déployés par les deux gouvernements en vue d'abaisser les concentrations de phosphore dans la Baie.	MDDELCC (régional et central) Vermont Department of Environmental Conservation Vermont Agency of Natural Resources	190 \$ (DIMAQ)
Comité interministériel - Nouvelles technologies environnementales	Mise à jour des programmes et des projets de nouvelles technologies environnementales afin d'avoir une vue d'ensemble du financement dans ce secteur.	MDDELCC MFQ MAPAQ MERN MDETQAEÉ	Aucun
Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE)	Le mandat du Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE) découle des objectifs de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection (Loi sur l'eau). Le CIGIE remplace la Table interministérielle de la Politique nationale de l'eau (TIPNE), car il est de portée plus large. Il est un forum d'échange d'information et de concertation.	MDDELCC MAMOT MAPAQ MERN MSP MRIF MTMDET MSSS MCE (SAA) MTOUR	Aucun
Approche de coopération en réseau pour l'information géomatique (ACRIGéo) – Comité interministériel de gestion et Table sur la production en réseau - co-présidence	Partage d'une vision commune de l'information géographique entre tous les acteurs gouvernementaux. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques. Le MDDELCC participe également aux travaux des sous-comités de l'ACRIGéo	MERN, MFFP, MTMDET, SQ, MSP, MAMOT, MDDELCC, FADQ, CPTAQ, MAPAQ, DGEQ, ISQ, MÉES,, MTESS, MSSS. MF, MT, MSG, CSPQ, Service Québec, Commission de toponymie, SHQ	Aucun
Centre de données du patrimoine naturel du Québec (CDPNQ) - Comité de coordination et de direction du CDPNQ - Présidence	Favoriser la concertation et les échanges entre les différents partenaires du CDPNQ.	MDDELCC, MFFP, Environnement Canada (EC)	Aucun

Comité de coordination du projet d'aires protégées polyvalentes - Présidence	Adapter le concept d'aires protégées polyvalentes au contexte du territoire québécois. Le projet d'expérimentation d'aires protégées polyvalentes est terminé. Le premier des trois tomes qui présentent les résultats de cette expérimentation est publié, les deux autres le seront prochainement.	MDDELCC, MERN, MFFP, SÉPAQ, Université Laval	Aucun
Groupe de travail interministériel sur les Objectifs D'Aichi - Présidence	Faire un portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi, établir les mesures à mettre en place en vue de doter le Québec de cibles spécifiques, faire rapport au CDDB, partager son expérience et son expertise au sein du Comité consultatif des gouvernements infranationaux pour la biodiversité.	MDDELCC, MAMOT, MAPAQ, MÉES, MRIF, MFFP, MERN	Aucun
Comité provincial sur les aires marines protégées - Présidence	Préparer des positions provinciales dans le dossier des aires marines protégées.	MDDELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, SAIC	Aucun
Groupe de travail interministériel sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA) – Présidé par le MDDELCC	Faciliter le partage des informations sur l'APA; traiter à une même table des actions des différents ministères et organismes concernés; élaborer la position du Québec eu égard à un éventuel cadre de référence canadien et aux négociations canadiennes et internationales sur l'APA.	MDDELCC MAPAQ MERN MCE (SAA, SAIC) MRIF MFQ	Aucun
Comité interministériel sur les organismes génétiquement modifiés – Sous la responsabilité du MDDELCC	Faciliter le partage de l'information sur les OGM, la consultation sur des positions et des actions à prendre, élaborer des avis et des positionnements québécois sur les enjeux environnementaux, sociétaux et économiques associés aux OGM.	MDDELCC MAPAQ MERN MRIF MFQ MCE (SAIC) MSSS CEST MFFP	Aucun

Comité interministériel sur les espèces exotiques envahissantes	Favoriser le maillage et la concertation entre les ministères et organismes gouvernementaux québécois dans le domaine des espèces exotiques envahissantes.	MDDELCC MAPAQ MERN MSP MFFP MFQ MRIF SÉPAQ MTMDET MAMOT MTOUR	Aucun
Comité directeur interministériel sur la diversité biologique (mise en œuvre des orientations gouvernementales) – Présidé par le MDDELCC	Le mandat du CDDB vise à mettre en œuvre les orientations gouvernementales, à partager les actions ministérielles en lien avec la diversité biologique et à faire le portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d’Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en vue de conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour être au rendez-vous de 2020.	MDDELCC MERN MCC MFFP MAMOT MAPAQ MRIF MERN MÉES MAMOT	Aucun
Groupe de travail interministériel sur la conservation des milieux humides et hydriques - Présidence	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la concertation au sein des différents ministères quant à l’harmonisation des politiques, des orientations, des stratégies et des programmes qui ont une incidence sur les milieux humides et hydriques. • Assurer une cohérence et une plus grande efficacité dans la mise en place de mesures gouvernementales liées à la conservation et à l’utilisation durable des milieux humides et hydriques. 	MDDELCC MFFP MERN MTMDET MEIE MAPAQ MAMOT MSP	Aucun

Espèces menacées ou vulnérables - Comité Canada-Québec – Loi sur les espèces en péril - Coprésidence	Assurer une mise en œuvre efficace de l'Entente de collaboration Canada-Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec par l'établissement, notamment, de programmations communes annuelles.	MDDELCC, MFFP, MAPAQ, EC, MPO et Agence Parcs Canada	Aucun
Espèces menacées ou vulnérables - Comité directeur, espèces menacées ou vulnérables (DG) - Coprésidence	Approbation du plan d'action annuel élaboré par les comités et les sous-comités de l'entente et des mesures de protection à mettre en œuvre sur le territoire forestier public à l'égard de certaines espèces menacées ou vulnérables.	MDDELCC MFFP	Aucun
Espèces menacées ou vulnérables - Comités et sous-comité de l'Entente MDDELCC-MFFP (professionnels) - Coprésidence	Assurer le bon fonctionnement de l'entente administrative en établissant et en mettant en œuvre un plan d'action annuel.	MDDELCC MFFP	Aucun
Groupe de travail interministériel sur les enjeux miniers, gaziers, pétroliers et énergétiques liés à la création d'aires protégées - Coprésidence	En élaboration	MDDELCC MERN MFFP	Aucun
Groupe de travail pour la planification des aires protégées au Nunavik - Présidence	Identifier les opportunités de conservation et de développement économique, ainsi que les contraintes et les solutions à la mise en place de mesures de conservation au Nunavik.	MDDELCC, MERN, MFFP Administration régionale Kativik Société Makivik	Aucun
Groupe bilatéral (Canada – Québec) sur les aires marines protégées - Coprésidence	Favoriser l'établissement d'aires marines protégées dans le milieu marin québécois. Un projet d'entente cadre a été développé à cette fin ainsi qu'un projet d'accord intergouvernemental pour la désignation d'une aire marine protégée conjointe au Banc-des-Américains, en Gaspésie.	MDDELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, MPO, EC, PC	Aucun

Groupe de mise en œuvre des aires protégées en lien avec le rétablissement du caribou forestier - Coprésidence	<p>Proposer des territoires d'intérêt en forêt aménagée pour la création d'aires protégées et des zones de connectivité.</p> <p>Proposer deux territoires d'intérêt, principalement au Nord de la forêt aménagée, pour la création de très grandes aires protégées.</p> <p>Deux rapports ont été produits; un portant sur la création d'aires protégées en forêt aménagée, et l'autre sur la création d'une ou deux aires protégées, principalement au nord de la limite nordique des forêts attribuables.</p> <p>Le prochain mandat consiste en la réalisation de l'analyse de connectivité.</p>	<p>MDDELCC, MERN, MFFP</p> <p>Conseil de l'industrie forestière du Québec</p> <p>Grand Conseil des Cris</p> <p>Nature Québec</p> <p>Première Nation innue de Mashteuiatsh</p> <p>SNAP Québec</p> <p>Université Laval</p>	Aucun
Comité connaissance sur le territoire nordique québécois – Présidé par le MERN	<p>Assurer la coordination des activités de connaissance et d'acquisition et de diffusion des données géographiques à référence.</p>	<p>MERN</p> <p>MDDELCC</p> <p>MTESS</p> <p>MCC</p> <p>MTMDET</p> <p>MFFP</p> <p>MAPAQ</p> <p>MAMOT</p> <p>MTOUR</p> <p>MÉES</p>	Aucun
Comité directeur du développement durable (CDD) – Présidé par le MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> Assurer un leadership de promotion, de développement et de suivi visant la convergence des actions gouvernementales dans l'une ou l'autre des grandes missions de l'État, en prenant assise sur les trois dimensions du développement durable. Définir des actions stratégiques majeures et horizontales qui feront l'objet d'une attention et d'une reddition de comptes prioritaires. Examiner régulièrement les progrès réalisés et veiller au respect des engagements gouvernementaux en matière de développement durable. 	<p>MDDELCC</p> <p>MAMOT</p> <p>MCC</p> <p>MTESS</p> <p>MERN</p> <p>MESI</p> <p>MSSS</p>	Aucun

Comité de liaison MDDELCC – MESS – Qualification environnementale des utilisateurs d'halocarbures	Assurer la mise en œuvre des exigences applicables concernant la compétence de ces utilisateurs, voir à l'ajustement des programmes de formation au besoin.	MDDELCC Emploi-Québec	Aucun
Comité directeur sur les aires protégées – Présidé par le MDDELCC	Concorder le MDDELCC, le MERN et le MFFP dans la réalisation des orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées pour atteindre les cibles gouvernementales.	MDDELCC MFFP MERN SÉPAQ	Aucun
Comité interministériel de coordination de l'aquaculture durable (CICAD)	Assurer la mise en œuvre de l'entente STRADDAQ (Stratégie de développement durable de l'aquaculture en eau douce au Québec).	MDDELCC MAPAQ	Aucun
Comité directeur pour la mise en oeuvre des mesures d'écoconditionnalité du bilan de phosphore	Assurer la mise en œuvre des mesures d'écoconditionnalité applicables au respect des dispositions du bilan de phosphore dans le respect du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) dans les programmes de la FADQ et du MAPAQ.	MDDELCC MAPAQ FADQ	Aucun

Comité interministériel du développement durable (CIDD) – Présidé par le MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concerter les intervenants (ministères et organismes) visés par la Loi sur le développement durable (LDD) pour la promotion et la réalisation du développement durable. ▪ Participer à la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des rapports requis par la LDD. 	Tous les MO suivants :		761,50 \$
		Ministères	Organismes	
		MDDELCC	AMT	IQ
		MCC	BANQ	FADQ
			BAPE	OPC
			CRIQ	RAMQ
		MF	CSPQ	RÉ
		MJQ	CSBE	RRQ
		MSSS	CCQ	RBQ
		MSP	CSST	RC
		MAPAQ	CPTAQ	RQ
			CDPDJ	SAAQ
			CCQF	SAQ
		MESI	FRQ	SÉPA
		MÉES	(3)	Q
		MTESS	HQ	LQ
		MERN	ISQ	STQ
		MIDI	INESS	SHQ
		MAMOT	S	SCCQ
				RQ
		MFQ		SQI
		MFFP		
		MRIF		
		MTMDET		
		MCE		
		MTOU		
		SCT		

Comité interministériel d'orientation et de coordination sur la problématique des cyanobactéries – Présidé par le MDDELCC	Mise en œuvre et suivi du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert 2007-2017.	MDDELCC MSSS MSP MTMDET MERN MAPAQ Services Québec MFQ MFFP	Aucun
Comité interministériel de gestion des épisodes de fleurs d'eau de cyanobactéries – Présidé par le MDDELCC	Mise en œuvre et suivi des procédures de gestion lors d'épisodes de fleurs d'eau de cyanobactéries.	MDDELCC MSSS INSPQ	Aucun pour les réunions (régions en visioconférence).
Comité interministériel central de suivi de l'entente administrative entre le MTMDET, le MFFP et le MDDELCC - Comité sous la responsabilité du MDDELCC	Veiller à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et au bon fonctionnement de l'entente; régler les litiges régionaux; reconduire et améliorer l'entente. Article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.	MDDELCC MFFP	Aucun
Comité interministériel central de suivi de l'entente de guichet unique entre le MFFP et le MDDELCC – Comité sous la responsabilité du MDDELCC	Veiller à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et au bon fonctionnement de l'entente; régler les litiges régionaux; reconduire et améliorer l'entente. Article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, 2e alinéa.	MFFP MDDELCC	Aucun
Comité interministériel sur l'application des dispositions relatives au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État, à la Loi sur la conservation et à la mise en valeur de la faune et à la Loi sur la qualité de l'environnement - Comité sous la responsabilité du MFFP	<ul style="list-style-type: none"> Effectuer le suivi des travaux concernant la rédaction du Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État. Veiller à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et au bon fonctionnement de l'entente administrative relative aux normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État; régler les litiges régionaux; reconduire et améliorer l'entente. 	MFFP MDDELCC	Aucun

Table de coordination interministérielle l'affectation du territoire public (PATP) – Comité sous la responsabilité du MERN	Assurer la coordination, le suivi et la mise en œuvre des PATP régionaux pour l'ensemble du Québec	MERN Hydro-Québec MAMOT MAPAQ MCC MDDELCC MFFP	Aucun
Comité interministériel central de suivi de l'entente administrative entre le MTMDET, le MFFP et le MDDELCC.	Veiller au bon fonctionnement de l'entente; régler les litiges régionaux; reconduire et améliorer l'entente. Article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.	MESI MTMDET MSP	Aucun
Comité de pilotage STRADDAQ – Comité sous la responsabilité du MAPAQ	Assurer le suivi de la <i>Stratégie québécoise de développement durable de l'aquaculture en eau douce au Québec (STRADDAQ) et discuter des enjeux et problématique liés au développement de ce secteur d'activités.</i>	MAPAQ MDDELCC AAQ	Aucun
Comité interministériel sur le bruit environnemental	Partager les connaissances, accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de références ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé, la sécurité et la qualité de vie. Harmoniser les pratiques de gestion du bruit environnemental au sein des ministères.	MSSS MDDELCC MTQ MAMOT MERN	Aucun
Comité MTMDET-MDDELCC	Suivi des projets assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.	MTMDET MDDELCC	Aucun
Comité de suivi des projets d'Hydro-Québec	Procéder au suivi des projets d'Hydro-Québec assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.	MDDELCC Hydro-Québec MERN	Aucun

Table de concertation sur les pratiques d'acquisition écoresponsable – Présidé par le MDDELCC	<p>Contribuer au développement et à l'application de pratiques d'acquisition écoresponsables par l'administration publique en regard des orientations gouvernementales en cette matière, définies dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>	MDDELCC CSPQ SCT MAPAQ SAAQ SAQ Loto-Québec HQ Recyc-Qc MESI FGRM Pour l'accompagnement des réseaux et des organismes municipaux : MSSS MÉES MAMOT	Aucun
Table d'accompagnement conseil des entreprises du secteur privé – Co-présidé par le MDDELCC	<p>Développer les capacités et les outils nécessaires afin d'aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable visant à ce que les entreprises adoptent une démarche de développement durable.</p>	MESI, responsable MDDELCC, co-responsable MESI Export Québec CRIQ IQ MSSS – INSPQ (Plan Nord) MAPAQ MTESS – Emploi Québec MTESS – Services Québec MERN MRIF MTOU	Aucun

Table d'accompagnement conseil des organismes municipaux – Co-présidé par le MDDELCC	<p>Favoriser l'adoption par les organismes municipaux de démarches intégrées de développement durable.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 qui vise à mobiliser les organismes municipaux à entreprendre une démarche de développement durable.</p>	MAMOT : Responsable MDDELCC : co-responsable MAPAQ MSP MFFP MCC MERN MF MSSS MTMDET UMQ FQM Ville de Montréal Ville de Québec	Aucun
Comité interministériel de la mise en œuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (Entente)	Assurer la mise en œuvre gouvernementale de l'entente.	MDDELCC MERN MAMOT MCE MRIFMTMDET MAPAQ MESI MÉES	Aucun

<p>Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 / Plan d'action Saint-Laurent (PASL)</p> <p>Comité directeur de l'Entente (CDE)</p>	<p>Assurer la mise en œuvre et la gestion de l'entente.</p>	<p>MDDELCC MAMOT MERN MAPAQ MTMDET MSSS MTOUR MSP EC MPO AAC ACÉE APC ASPC SC TC TPSGC</p>	<p>Aucun</p>
<p>Comité de suivi Amélioration de la qualité de l'eau (PASL)</p>	<p>Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu qualité de l'eau et effectuer la reddition de compte auprès du Comité directeur de l'Entente (CDE).</p>	<p>MDDELCC MFFP MERN MAPAQ MSP MSSS EC MPO SC ASPC APC AAC</p>	<p>Aucun</p>

Comité de suivi Conservation de la biodiversité (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu biodiversité et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC MFFP MERN MAPAQ EC MPO APC AAC	Aucun
Comité de suivi Pérennité des usages (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu usages et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC MERN MTMDET MTO MAMOT MSP EC MPO TC ASC TPSGC ACÉE APC	Aucun
Groupe de travail Suivi de l'état du Saint-Laurent (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail SÉSL et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC MFFP EC MPO APC Stratégies Saint-Laurent	Aucun
Groupe de travail Prévision numérique environnementale (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC Environnement Canada (EC) MPO	Aucun

Comité de concertation sur les changements climatiques (PASL)	Identifier les principaux enjeux et les besoins en matière de recherche relatifs aux impacts des changements climatiques, aux vulnérabilités et aux options d'adaptation.	MDDELCC Environnement Canada	
Comité sur la gestion intégrée du dragage et des sédiments (CGIDS) (PASL) Présidé par le MDDELCC-DÉEPHI	Le CGIDS se préoccupe de la gestion intégrée du dragage des sédiments, l'un des enjeux majeurs de la Stratégie de navigation durable issue du Comité de concertation navigation du PASL. Le CGIDS a ainsi pour mandat d'améliorer la gestion des activités de dragage au Québec afin d'assurer une protection adéquate des écosystèmes et de la santé publique, tout en permettant le développement de la navigation sur le Saint-Laurent.	MDDELCC-DÉEPHI MDDELCC-DSÉE MDDELCC-CEAEQ MFFP EC-DAPE MPO-PPP TC TPSGC MPO-GCC ONG & SSL APM	Aucun
<ul style="list-style-type: none"> Comité sur les technologies de traitement d'eaux usées Comité sur les technologies de traitement en eau potable Comité directeur sur les technologies de traitement de l'eau (note : ces trois comités contribuent au même mandat avec les mêmes entités)	Valider la performance des nouvelles technologies de traitement des eaux afin de s'assurer que les installations de traitement autorisées par le MDDELCC sont en mesure de respecter les exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable ou les exigences relatives aux rejets pour les ouvrages d'assainissement et, pour le MAMOT, de s'assurer de la pérennité des installations de traitement subventionnées.	MAMOT MDDELCC BNQ	Aucun
Comité de mise en oeuvre de l'Entente de collaboration concernant les infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux	Préciser les mécanismes d'échanges et de collaboration entre les deux ministères relativement à l'entente administrative	MDDELCC MAMOT	Aucun

Comité directeur interministériel pour l'élaboration de la Stratégie québécoise sur l'eau	Assurer la coordination interministérielle dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle stratégie gouvernementale sur l'eau	MDDELCC-DGPE MAMOT MFFP MESI MCE-SAA MSP MAPAQ MRIF MERN MSSS MTMDET	Aucun
Comité de suivi de l'Opération « Mise aux normes Arsenic » - Eau potable	Effectuer un suivi systématique et périodique des démarches entreprises en vue de régulariser la situation des réseaux municipaux et privés problématiques eu égard au dépassement de la nouvelle norme édictée en mars 2012.	MDDELCC MSSS MAMOT MAPAQ	Aucun
Comité de liaison MDDELCC – MAMOT - Emploi-Québec – Formation et certification des opérateurs en eaux usées	Assurer le développement du programme de certification concernant la compétence des opérateurs de stations d'épuration municipale selon les nouvelles exigences du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées et voir à l'ajustement des programmes de formation.	MDDELCC MAMOT Emploi-Québec	Aucun
Comité de suivi MDDELCC-MAMOT sur la mise aux normes des installations municipales d'eau potable (Opération 200 et 90)	Faire le suivi des opérations 90 et 200 (Mise aux normes des installations d'eau potable).	MDDELCC MAMOT	Aucun
Comité interministériel MERN - MDDELCC sur la mise en œuvre de la stratégie minérale	Assurer la mise en œuvre des éléments de la Stratégie minérale du Québec et des recommandations inscrites dans le rapport du Vérificateur général du Québec qui interpellent les deux ministères. Harmoniser l'application de la modification de la Loi sur les mines.	MERN MDDELCC	Aucun

Comité de coordination sur l'industrie du gaz et du pétrole	<p>Coordonner efficacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'analyse et la délivrance des divers permis et autorisations; • les inspections de suivi et de contrôle; • le transfert de l'information nécessaire à la mission des ministères concernés; • l'élaboration d'outils d'encadrement; • l'accompagnement des promoteurs. 	MDDELCC MERN MFFP	Aucun
Comité de coordination sur l'industrie du gaz et du pétrole	Assurer des échanges sur les plans d'action respectifs des deux ministères, sur les autorisations et le contrôle de l'industrie du gaz et du pétrole.	MDDELCC MERN	Aucun
Comité directeur de SAgE pesticides	Assurer la mise en œuvre de l'Entente de partenariat 2012-2017 relative à SAgE pesticides, à la base de données sur les caractéristiques des pesticides d'usage agricole, à l'indicateur de risque des pesticides du Québec-IRPeQ et à l'IRPeQ express.	MDDELCC MAPAQ INSPQ (MSSS)	Aucun
Comité et sous-comité sur les grands projets économiques (Plan Nord)	Mandat de coordination interministériel des grands projets économiques.	MDDELCC MERN MAMOT MFQ IQ Hydro-Québec	Aucun

Comité sur le soutien et l'accompagnement des communautés	Concier les interventions gouvernementales et être aux aguets de problématiques d'envergures, de manière à faciliter la tâche aux communautés, qui voient surgir des projets importants de développements et les difficultés entraînées par l'augmentation subite de travailleurs.	MERN MÉES MFQ MSSS MTESS MF MDDELCC SAA MTMDET MAPAQ	n/d
Comité sur les infrastructures du Plan Nord	Infrastructures du Plan Nord	MERN MDDELCC MAMOT MAPAQ MJQ MFQ SHQ Hydro-Québec CCQ MSSS MCE MCC MÉES MTOUR MTMDET	n/d

Comité de liaison avec les élus (gaz de shale)	Consulter les instances régionales sur les orientations et dispositions relatives à la filière de développement de l'industrie du gaz de schiste.	MERN MAMOT UMQ FQM MDDELCC UPA MRC suivantes : Pierre-de-Saurel Nicolet-Yamaska Témiscouata De l'Érable St-Marc-sur-Richelieu Bécancour Vallée-du-Richelieu Lotbinière	n/d
Comité de liaison sur l'environnement (gaz de shale)	Formuler des avis sur les dispositions à prévoir dans le projet de loi spécifique aux hydrocarbures pour tenir compte des enjeux environnementaux entourant l'exploration et l'exploitation des ressources gazières du Québec.	MERN MDDELCC MSP MSSS AQLPA CRE-Montérégie CRE-Centre-du-Québec CRE-Chaudière-Appalaches ROBVQ Équiterre Nature Québec UPA Réseau Environnement UQAM Université de Montréal	n/d
Comité directeur de suivi de l'entente concernant le maintien du programme de suivi agroclimatique	Assurer le suivi et la mise en œuvre de l'entente.	MDDELCC FADQ	

Comité de direction des études menées dans la région d'Oujé-Bougoumou – Co-présidé par le MDDELCC	Évaluer les besoins d'acquisition de connaissances sur des problématiques environnementales sur le territoire traditionnel de la communauté crie d'Oujé-Bougoumou.	MDDELCC MFFP MERN MSSS MCE (SAA) Association minière du Québec Communauté crie d'Oujé-Bougoumou Grand Conseil des Cris Ville de Chibougamau	310 \$(DIMAQ)
Commission agrométéorologie	Concertation des utilisateurs de données météorologiques du secteur agricole	CRAAQ MDDELCC AAC FADQ SOPFIM UPA EC MAPAQ	Aucun
Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA)	Développer une politique permettant au gouvernement, avec des partenaires de l'industrie et du commerce, de promouvoir, de développer et de maintenir des habitudes de saine alimentation pour la société québécoise.	MSSS MDDELCC MAMOT MAPAQ MFQ	Aucun pour le MDDELCC
Comité directeur de l'étude comparative de consignation publique et de collecte sélective	Assurer un rôle décisionnel dans les différentes étapes préalables à l'étude ainsi que durant la réalisation de l'étude.	MDDELCC RECYC-QUÉBEC MAMOT MAPAQ MFQ	Aucun

Comité technique de l'étude comparative de consignation publique et de collecte sélective	Assurer un suivi technique et émettre des recommandations et des commentaires auprès du chargé de projet (1) de l'étude durant la réalisation de son mandat. (1) sera réalisée par un tiers	MDDELCC RECYC-QUÉBEC MFQ MAMOT MAPAQ	Aucun
Forum des dirigeants de l'information	Rencontres des responsables de la gestion et de la gouvernance des ressources informationnelles au gouvernement du Québec permettant de faire le point sur plusieurs dossiers structurants en RI en présence du. Rencontres sont tenues aux deux mois par le Secrétariat du Conseil du trésor.	Tous les ministères et organismes gouvernementaux	Aucun
Forum des gestionnaires en technologie de l'information	Table de concertation et de consultation qui regroupe les directeurs des technologies de l'information du gouvernement du Québec. Les technologies de l'information se composent entre autres du multimédia, du commerce électronique, des logiciels et d'Internet.	Tous les ministères et organismes gouvernementaux	

Conseil d'administration de l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur « Administration provinciale ».	<p>Le rôle du Conseil consiste notamment en l'élaboration d'une vision d'avenir, en l'établissement de politiques claires dans les domaines pertinents à la progression de l'Association dans l'accomplissement de sa mission et en favorisant le développement d'un réseau entre l'Association, ses membres et la communauté en général, le tout selon une politique votée par le Conseil en ce sens.</p>	MDDELCC SCT MSP Sureté du Québec MESS Curateur public du Québec MTQ SFPQ SPGQ Association des policières et policiers provinciaux du Québec Syndicat des constables spéciaux du gouvernement du Québec Syndicat des professeurs de l'État du Québec Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	Aucun
--	--	---	-------

<p>clicSÉCUR – Table des ministères et organismes utilisateurs</p>	<p>Orienter la direction du service clicSÉCUR sur les préoccupations d'affaires (attentes, besoins, enjeux, visions, etc.) des MO utilisant les services clicSÉCUR dans le gouvernement en ligne et sur l'évolution stratégique du service clicSÉCUR.</p>	<p>Services Québec SCT RRQ SAAQ MF MAMOT CES ARQ CSST MTESS OPC RAMQ MDDELCC</p>	<p>Aucun</p>
--	---	--	--------------

clicSÉCUR –Table de pilotage	<p>Rencontre avec les divers ministères et organismes utilisant la solution clicSÉCUR Entreprise (CSE) et clicSÉCUR Citoyens (CSC) comme solutions d'authentification. Les tables de pilotage présentent les modifications à venir (volet projet) ainsi que les améliorations en cours (volet continuité).</p>	<p>Services Québec</p> <p>SAAQ</p> <p>RRQ</p> <p>MF</p> <p>MDDELCC</p> <p>CES</p> <p>MAMOT</p> <p>MESS</p> <p>AMF</p> <p>ARQ</p> <p>CSPQ</p> <p>DEC</p> <p>RQAP</p> <p>DoCIT</p> <p>RAMQ</p> <p>OPC</p> <p>Aucun</p>	
<p>Groupe de travail technique sur la sécurité ferroviaire et du transport de matières dangereuses</p>	<p>Le groupe de travail technique a été formé à la suite des événements de Lac Mégantic. Le mandat poursuit 3 objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer la connaissance sur la sécurité ferroviaire et assurer un soutien technique pour les questions soulevées; • identifier des pistes de solution afin de répondre aux enjeux qui seront soulevés et en évaluer la pertinence et la faisabilité; • conseiller les autorités siégeant à la Table québécoise sur la sécurité ferroviaire et le transport de matières dangereuses. 	<p>MTMDET</p> <p>MAMOT</p> <p>MSP</p> <p>MDDELCC</p> <p>SAAQ</p> <p>FQM</p> <p>UMQ</p> <p>Ville de Montréal</p> <p>Ville de Québec</p> <p>Aucun</p>	

Comité MSSS-MDDELCC pour l'élaboration d'un guide sur la gestion des déchets hospitaliers	Élaborer un guide sur la gestion des déchets produits en milieu hospitalier : déchets biomédicaux, déchets pharmaceutiques, CMIdéchets chimiques (laboratoire), etc.	MSSS MDDELCC ASSSTSAS ARSSS-Estrie ARSSS-Laval ARSSS Laurentides CSSS Laval CSSS Haute-Yamaska	Aucun
Comité interministériel MERN-MDDELCC sur les projets d'exploitation de tourbe	Établir un mécanisme de concertation interministérielle pour le traitement des dossiers d'exploitation de la tourbe. Produire un formulaire spécifique aux demandes d'autorisation pour des projets d'exploitation de tourbe	MERN MDDELCC APTHQ	Aucun
Comité interministériel sur les cannebergières	Assurer le suivi des demandes de l'Association des producteurs de canneberges du Québec (APCQ)	MDDELCC MAPAQ APCQ	Aucun
Comité interministériel sur les sentiers permanents de véhicules hors route – Comité sous la responsabilité du MTMDET	Commenter les propositions de la Fédération québécoise des clubs de quad (FQCQ) et de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ) pour l'élaboration d'un réseau de sentiers permanents de véhicules hors route.	MTMDET MFFP MAMOT MDDELCC	Aucun
Comité interministériel sur la Route Verte – Comité sous la responsabilité du MTMDET	Assurer le suivi et la mise en œuvre du circuit de pistes cyclables qui font partie de la Route Verte.	MTMDET Tourisme Québec MELS MAMOT MDDELCC	Aucun
Comité Lac Mégantic - Sous la responsabilité du MAMOT	Assurer la coordination de l'action gouvernementale à la suite du sinistre survenu le 6 juillet 2013 à Lac Mégantic.	MSP MAMOT MDDELCC	Aucun
Comité expert sur la rivière Chaudière – sous la responsabilité du MDDELCC	Proposer un plan de gestion de la contamination résiduelle par les hydrocarbures pétroliers dans la rivière Chaudière à la suite de l'accident ferroviaire à Lac-Mégantic et coordonner sa mise en œuvre.	MDDELCC MFFP	290\$ (CEAEQ)

Comité interministériel sur la stratégie de développement de la filière québécoise de l'aluminium	Élaborer une stratégie de développement de la filière de l'aluminium.	Piloté par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) Autres membres MDDELCC MERN MTESS MTMDET Hydro-Québec Investissement Québec Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun
Comité externe - Table de travail pour favoriser la valorisation des résidus miniers	<p>Objectif :</p> <p>Favoriser la valorisation de résidus miniers dans l'optique de réduire l'empreinte environnementale des activités industrielles des établissements miniers.</p> <p>Résultats atteints :</p> <p>Le document Lignes directrices relatives à la valorisation des résidus miniers a été publié en mars 2015.</p> <p>Une rencontre a eu lieu en 2015. Les rencontres du comité se poursuivent en 2016.</p>	MDDELCC AMQ MERN IRME-UQAT	Aucun
Comité interministériel sur le Virus du Nil occidental	Le mandat du comité interministériel est d'établir, de mettre en place et d'effectuer le suivi du plan d'intervention de protection de la santé publique contre le virus du Nil occidental.	MSSS MDDELCC MAMOT MAPAQ	Aucun pour le MDDELCC

Comité de suivi et de concertation de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021	Assurer le suivi et la mise en œuvre de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture	MAPAQ MSSS MDDELCC FADQ AAC UPA OAQ CQH CropLife Fédérations d'agriculteurs Cultures commerciales Producteurs de pommes Producteurs maraîchers Producteurs de fruits et légumes de transformation	200 \$ (frais de déplacement)
Comité directeur sur les changements climatiques de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	Assurer la coordination de la mise en œuvre du Plan d'action régional sur les changements climatiques.	MDDELCC MERN	Aucun
Comité directeur sur le transport et la qualité de l'air de la CGNA-PMEC	Assurer la coordination de la mise en œuvre du plan d'action régional sur le Transport et la qualité de l'air.	MDDELCC MTMDET	Aucun
Comité interministériel sur l'orientation concernant le Développement durable des milieux de vie (Chantier du renouvellement des Orientations gouvernementales en aménagement du territoire) – (Sous la responsabilité du MAMOT)	Développer un document d'orientation concernant le développement durable des milieux de vie (gestion de l'urbanisation, réduction des émissions de GES, mobilité durable, santé, bien-être et qualité de vie, aménagement culturel).	MDDELCC MSSS MCCMTQ MSP MAPAQ	Aucun
Comité directeur de l'Alliance des États fédérés et des Régions du Climate Group	Proposer des initiatives pour favoriser des échanges de meilleures pratiques en matière de changements climatiques et développer des initiatives de l'Alliance à l'international.	MDDELCC MRIF Autres États fédérés	20 853 \$ Frais d'adhésion

Comité directeur de RegionsAdapt (nrg4sd)	Assister le secrétariat de RegionsAdapt dans le soutien et le recensement des efforts d'adaptation aux changements climatiques au niveau régional, notamment en animant les activités d'échanges entre les participants.	INSPQ MFFP MAPAQ MESI Ouranos Autres États	
Comité directeur de l'International Carbon Action Partnership (ICAP)	Le Partenariat International D'Action sur le Carbone(ICAP) est un forum international pour les gouvernements et les pouvoirs publics ayant mis en œuvre ou envisageant des systèmes d'échange de quotas d'émission système (ETS) pour les gaz à effet de serre. Ses membres ont la possibilité de discuter en profondeur des questions relatives au développement et à la mise en œuvre d'un ETS et de questions de compatibilité entre ETS, ainsi que de partager les meilleures pratiques, en vue de créer un marché mondial du carbone efficace. Le partenariat compte aujourd'hui 31 membres et 4 observateurs, parmi lesquels des autorités nationales, infranationales et supranationales des quatre continents. Le Québec est co-président de cet organisme.	MDDELCC (pour le Québec) 34 autres États fédérés	3 142 \$ pour participer à la rencontre annuelle
Groupe de travail sur les indicateurs du PACC 2013-2020 sur les changements climatiques	Le mandat du groupe de travail consiste à établir les indicateurs qui permettront d'apprécier l'atteinte des objectifs des actions du PACC 2013-2020.	MDDELCC MTMDET MERN	Aucun
Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures	<p>L'unité de vigilance s'assure pour l'ensemble des projets d'infrastructures de transport de pétrole et de gaz au Québec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du maintien des relations avec les communautés concernées en effectuant un suivi régulier des opérations; • que toute l'information relative à la sécurité et à la protection de l'environnement est transmise aux acteurs directement concernés; • que la formation donnée aux intervenants d'urgence est adaptée aux besoins; • que des mesures de protection des plans d'eau appropriées sont appliquées; • que les entreprises disposent de plans d'urgence et environnementaux complets et adéquats. 	MERN MDDELCC MAPAQ MFQ MAMOT MSP Députée de Vaudreuil Compagnie Enbridge	Aucun

Comité directeur sur les évaluations environnementales stratégique sur les hydrocarbures	<p>L'objectif des EES sur les hydrocarbures est de se doter d'une vision globale des hydrocarbures pour le Québec. Il se divise en deux aspects : évaluer le potentiel de développement d'une industrie des hydrocarbures au Québec et déterminer ses conditions d'exploitation.</p> <p>Le Comité devra veiller au bon déroulement des ÉES, à la cohérence entre les différents chantiers, au partage des connaissances (synergie) et au respect des échéanciers.</p>	<p>MERN MDDELCC MAMOT MTMDET MFE MSP HEC UQAC UQAR Université de Waterloo Université de Montréal École polytechnique</p>	Aucun ¹
Comité d'accréditation des appellations réservées et termes valorisants	Évaluer les demandes d'accréditation et de certification.	<p>MAPAQ MDDELCC-CEAEQ</p>	<p>aucune en 2015-2016 240\$ en 2016-2017</p>
Groupe de travail technique international du Lac Champlain et de la rivière Richelieu de la Commission mixte internationale (CMI) Canada et États-Unis	Définir un plan de travail pour réaliser des cartes de zones inondées et de collecte de données et de modèles du lac Champlain et de la rivière Richelieu et en encadrer la réalisation. Projet terminé en décembre 2015.	<p>MDDELCC EC US- NWS USGS LCBP CMI Vermont-DEC NY State-DEC</p>	150\$ couvert par le CMI

¹ Le mandat des experts se termine le 31 mars 2016.

Table nationale des administrateurs de réseau hydrométrique	Fournir une orientation aux activités du Programme hydrométrique au Canada en se concentrant sur les questions d'intérêt commun	MDDELCC EC Provinces et territoires canadiens	1 750 \$ (couvert par entente EC)
Comité des coordonnateurs du programme national de relevés hydrométriques	Assurer la mise en œuvre du Programme national d'hydrométrie pour lequel le Québec entretient une entente de collaboration avec Environnement Canada concernant la surveillance hydrométrique sur le territoire québécois.	MDDELCC EC Provinces et territoires canadiens	2350 \$ (couvert par entente EC)
Comité sur la prévention de sinistres naturels	Orienter les autorités gouvernementales sur les actions et les mesures qui devraient être mises en place afin de favoriser la prévention des sinistres naturels.	MSP (responsable) MTMDET MRN MAMOT MDDELCC	Aucun
Comité Programme environnement maritime - Ouranos	L'objectif général du programme vise une gestion adaptative et intégrée des zones côtières en appuyant les autorités gouvernementales et régionales à la mise en œuvre de politiques et de mesures flexibles reposant sur une prise en compte effective des connaissances scientifiques relatives aux impacts des changements climatiques. 2015-2016 : Présentation des résultats des projets en cours 2016-2017 : Présentation des résultats des projets en cours	Ouranos MDDELCC MSP MTMDET UQAR MPO Stratégie Saint-Laurent Conservation de la Nature IDDPNQL	Aucun

Comité intersectoriel sur la contamination environnementale dans l'arrondissement Limoilou	Réduire à la source les émissions de contaminants dans l'air ambiant provenant de l'arrondissement La Cité-Limoilou. Mettre en place des mesures de mitigation appropriées et réalistes qui permettront de réduire la contamination dans l'air ambiant.	MDDELCC Direction régionale de santé publique de la Capitale- Nationale Conseil régional de l'environnement de la Capitale- Nationale (CRE) MTMDET Papier White Birch Ville de Québec AIM Arrimage Saint-Laurent (ASL) Administration portuaire de Québec	Aucun
Comité de suivi et de concertation - Lac Saint Pierre	Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action concerté dans le but d'améliorer la qualité de l'eau et des habitats aquatiques du lac Saint-Pierre et de son littoral, prioritairement pour restaurer la population de perchaudes.	MDDELCC, MFFP, Canards Illimités Canada, Comité ZIP lac Saint-Pierre, Fondation de la Faune, Coopérative de solidarité de la réserve de la biosphère du lac Saint Pierre	Aucun
Comité directeur du réseau hydrographique du Québec	Coordonner les approches relatives à la cartographie du réseau hydrographique	MERN, MDDELCC	Aucun
Comité aviseur sur la flore menacée ou vulnérable	Évaluer la situation des espèces floristiques en vue de l'attribution d'un statut légal de protection.	MDDELCC, MFFP, Agriculture Canada, IRBV, Parc Canada, Jardin Botanique	Aucun

Comité d'accréditation des laboratoires d'analyse et Comité d'accréditation d'échantillonnage environnemental	Évaluer les dossiers des laboratoires et des entreprises concernant les demandes d'accréditation, d'extension de la portée et de maintien de l'accréditation. Le Comité transmet ses recommandations au ministre pour décision.	CEAEQ (responsable) Ordre des chimistes du Québec Association des microbiologistes du Québec Association des consultants et des laboratoires experts MDDELCC Ordre des agronomes du Québec UPA MAPAQ IRSST	Aucun
Comité d'accréditation du programme d'accréditation des établissements d'analyse des émissions des véhicules lourds	Le Comité est consulté sur les questions relatives aux modifications des orientations du Programme.	CEAEQ (responsable) MDDELCC (BCC) Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier du Québec (Camo-Route) CAA-Québec Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région de Montréal	Aucun
Comité permanent de liaison Environnement / Municipalités (COPEM)	Le COPEM est un mécanisme d'échange d'information, de consultation et de concertation à l'égard des dossiers environnementaux touchant l'ensemble des municipalités. Présidé par le MDDELCC, le COPEM d'orientation est de niveau sous-ministres adjoints et directeurs généraux. Relevant de ce COPEM, le COPEM technique approfondit les dossiers sous l'angle technique et administratif.	MDDELCC MAMOT FQM UMQ Ville de Québec Ville de Montréal	Aucun

Comité conjoint MDDELCC/ACRGQTQ	<p>L'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGQTQ) regroupe les principaux entrepreneurs dans le domaine de la construction de routes et d'ouvrages civils ainsi que des exploitants de carrières et sablières.</p> <p>Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales.</p>	MDDELCC ACRGQTQ	Aucun
Comité conjoint MDDELCC/AMQ	<p>L'Association minière du Québec (AMQ) regroupe des entreprises productrices de métaux, minéraux et métallurgiques.</p> <p>Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales.</p>	MDDELCC AMQ	Aucun
Comité conjoint MDDELCC/CIFQ	<p>Le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) regroupe des entreprises dans les secteurs du bois de sciage ainsi que dans la production de panneaux, de pâtes, de papier et de carton.</p> <p>Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales.</p>	MDDELCC CIFQ	Aucun
Comité conjoint avec l'Association canadienne de l'industrie de la chimie (ACIC)	<p>Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.</p> <p>L'ACIC regroupe des représentants de l'industrie de la chimie organique et inorganique au Québec.</p>	MDDELCC ACIC	Aucun
Comité conjoint avec l'Association de l'aluminium du Canada (AAC)	<p>Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'AAC regroupe les trois compagnies productrices d'aluminium au Québec : Alcoa Canada, Aluminerie Alouette et Rio Tinto Alcan. Ces trois compagnies exploitent huit alumineries distinctes et différentes usines connexes ou en support à la production d'aluminium.</p>	MDDELCC AAC et des représentants de chacune des compagnies productrices d'aluminium au Québec	Aucun

Comité conjoint avec l'Industrie de la métallurgie du Québec (IMQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'IMQ regroupe des représentants de l'industrie de la métallurgie au Québec.	MDDELCC IMQ Regroupement des représentants de certaines industries de la métallurgie	Aucun
Comité conjoint avec le Regroupement de l'industrie des composites du Québec (RICQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	MDDELCC RICQ (regroupement de l'industrie des composites)	Aucun
Groupe de travail Québec - Californie sur la coopération en matière de véhicules à zéro émission	Échanges d'information sur les pratiques exemplaires en matière d'électrification des transports afin d'accélérer le déploiement des véhicules à zéro émission au cours des deux prochaines années. Identifier les moyens de promouvoir les avantages liés aux véhicules à zéro émission et à la mobilité durable auprès des consommateurs et de l'entreprise privée. Faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et d'initiatives soutenant l'offre et l'achat de ZEV sur les deux territoires.	California Air Resources Board (CARB) MDDELCC MRIF (bureau du Québec à Los Angeles)	Aucun
Comité consultatif Québec-Californie relatif à l'entente de liaison des marchés et à la mise en œuvre conjointe des systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre.	Faciliter et maintenir la cohérence et la compatibilité continue des réglementations québécoises et californiennes à l'égard du marché du carbone et assurer la bonne gestion conjointe de ce marché.	MDDELCC California Air Resources Board	Aucun (téléconférences)
Comité Québec - Ontario sur la mise en œuvre du Protocole d'entente concernant les actions concertées sur les changements climatiques et les mécanismes de marché	Assurer la mise en œuvre des engagements du Protocole d'entente concernant les actions concertées sur les changements climatiques et les mécanismes de marché	MDDELCC Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario (MOECC)	Aucun (téléconférences)

Conseil d'administration et comité directeur de l'organisme Western Climate Initiative (WCI Inc.)	L'organisme WCI Inc. a pour mandat d'offrir des services techniques et administratifs afin de supporter la mise en œuvre conjointe des Systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES de ses membres, notamment : registre de détention des droits d'émission de GES, plateforme de vente aux enchères, services financiers relatifs à la tenue de ventes aux enchères, service à la clientèle, surveillance du marché, etc.	MDDELCC California Air Resources Board (CARB) et California Environmental Protection Agency (Cal-EPA) MOECC Climate Action Secretariat de la Colombie-Britannique WCI Inc.	4 500 \$ (estimé) Au moins une rencontre en personne par année (déplacement à Sacramento en mars 2016), sinon par téléconférence
Comité conjoint MDDELCC-Hydro-Québec	Assurer le suivi des problématiques d'application de la LQE soulevées par Hydro-Québec et diriger les travaux des sous-comités opérationnels	MDDDELCC Hydro-Québec	850 \$
Comité de suivi du Protocole d'entente Canada-Québec relatif à la collecte d'informations exigées par la réglementation environnementale fédérale visant le secteur des pâtes et papiers au Québec	Assurer le suivi du protocole d'entente entré en vigueur rétroactivement le 1 ^{er} avril 2012 (décret 831-2013 du 23 juillet 2013). Il a été signé en octobre 2013 et modifié afin notamment de le prolonger jusqu'au 31 mars 2018. Conclure un accord d'équivalence entre le <i>Règlement sur les fabriques des pâtes et papiers</i> et le <i>Règlement sur les effluents des fabriques de pâtes et papiers</i> (fédéral).	MDDELCC Environnement Canada	Aucun
Comité fédéral, provincial et territorial sur la lutte antiparasitaire et les pesticides (Comité FPT)	Ce comité rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux pour l'échange d'information et d'expertise. Le comité FPT conseille et oriente les gouvernements sur les programmes, les politiques et les questions concernant les pesticides, et recherche activement des solutions à des problèmes communs grâce à l'activité de ses groupes de travail. Des progrès sont réalisés pour améliorer les pratiques de lutte antiparasitaire durable au Canada et harmoniser, partout où c'est possible, les programmes et les politiques touchant aux pesticides, des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.	MDDELCC MAPAQ Santé Canada Représentants des provinces canadiennes et des territoires	1 400 \$ (déplacement en réunion)
Comité opérationnel Hydro-Québec – MDDELCC (PEI-DMDP-DAELC)	Assurer le suivi et la mise en œuvre du plan d'action Hydro-Québec MDDELCC concernant les matières dangereuses et les lieux contaminés	MDDELCC (Pôle d'expertise industriel, Direction des matières dangereuses et des pesticides, Direction de l'analyse économique et des lieux contaminés) Hydro-Québec	Aucun

Comité de travail sur la recommandation agronomique de pesticides (MDDELCC/MAPAQ/Ordre des agronomes du Québec)	Proposer des orientations techniques concernant la mise en place de la recommandation agronomique pour l'utilisation des pesticides (Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018).	MDDELCC MAPAQ OAQ	400 \$ (frais de déplacement en réunion)
Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement	<p>Dans le cadre du Plan Nord, le 8 avril 2015, le gouvernement du Québec a confirmé son engagement à mettre 50 % du territoire situé au nord du 49^e parallèle à l'abri d'activités industrielles d'ici 2035. Pour ce faire, il vise à ce que 20 % de ce territoire soit constitué d'aires protégées d'ici 2020, dont au moins 12 % en forêt boréale au nord du 49^e parallèle.</p> <p>Dans la même veine, il s'est engagé à mettre en place un mécanisme d'affectation prioritaire du 30 % résiduel du territoire qui sera voué à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (Gouvernement du Québec, 2015).</p> <p>Le mandat du groupe de travail est de proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement qui serait mis en œuvre en 2020.</p>	<p>Co-présidence : Société du Plan Nord et MDDELCC</p> <p>Membres :</p> <p>MERN</p> <p>MFFP</p> <p>MCE (SAA)</p> <p>Centre d'études nordiques (CEN)</p> <p>Institut nordique du Québec</p> <p>ARK</p> <p>Société Makivik</p> <p>Gouvernement de la nation crie</p> <p>Nation Naskapi</p> <p>Communauté innues</p> <p>GREIBJ</p> <p>AEMQ</p> <p>AMQ</p> <p>CIFQ</p> <p>Nature Québec</p> <p>SNAP</p> <p>IBC</p> <p>Hydro-Québec</p>	Aucun
Groupe de travail ECCC/MDDELCC/MFFP sur la protection des espèces en péril et de leurs habitats au Québec	Identifier des pistes de solutions et mettre en place des façons de faire à court terme et à moyen termes pour éviter les situations qui pourraient requérir l'utilisation des différents décrets prévus par la LEP (articles 34, 61 et 80) pour protéger les espèces terrestres en péril au Québec sur les terres non domaniales fédérales.	ECC MDDELCC MFFP	500 \$

Comité directeur sur la gestion des barrages au Québec	Présidé par un expert indépendant, M. Daniel Rivard, ancien vice-président à Hydro-Québec, et composé de représentants provenant de l'externe et du Ministère, ce comité met en œuvre un plan d'action en trois phases qui répondra aux recommandations du VGQ et qui permettra d'optimiser les façons de faire en matière de gestion des barrages.	MDDELCC (Sous-ministre, Direction générale des barrages de l'État, Sous-ministériat au Contrôle environnemental et à la Sécurité des barrages, Direction des communications et Direction des affaires juridiques) Experts indépendants (3)	
Comité conjoint Ontario-Québec sur la gestion de l'eau	Promouvoir et faciliter la coopération entre les Parties; Permettre l'établissement d'un forum de discussion sur les politiques et les programmes de chacun des ministères; Rechercher des solutions communes pour la gestion des bassins versants partagés par les Parties, ou pour tout autre enjeu d'intérêt commun dans le domaine de l'eau.	MDDELCC Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	
Comité de suivi des travaux de Pétrolia à Haldimand (Gaspé)	Le comité a pour mission d'agir comme agent de liaison, entre la population et le promoteur, dans l'objectif du respect du développement durable. Le projet doit répondre aux besoins présents sans compromettre la qualité de vie des générations futures, et ce, en considérant les dimensions environnementale, sociale et économique.	MDDELCC MERN Ville de Gaspé	Aucun
Comité permanent de suivi des eaux usées de Montréal (CPSEU)	Suivre l'avancement de la réglementation ou des projets de caractérisation des eaux (pluviales, cours d'eau, en rive) et du projet d'ozonation de la Station d'épuration JR Marcotte de la Ville de Montréal	MDDELCC, Ville de Montréal, CRE Montréal, ZIP Jacques-Cartier, Mouvement STOP	50\$
Comité de Liaison Industries Communautés (CLIC).	Ce comité est présidé par l'AIEM (Association industrielle de l'Est de Montréal). Il s'agit d'un mécanisme d'échange d'information et de concertation à l'égard des dossiers environnementaux touchant l'Est de Montréal.	MDDELCC, AIEM, Suncor, Gaz Métro, Glencore, Shell, Canterm terminaux canadiens, Indorama, Ville de Montréal, Ville de Montréal-Est, Selenis Canada, Nexans Canada, Groupes environnementaux, comités de citoyens de l'Est de Montréal, etc.	50\$
Comité MTQ – MFFP – MDDELCC régional	L'objectif de ce comité est de s'entendre sur les commentaires conjoints à inclure à l'annexe I de l'entente		10 \$

CMRP – Professionnels	Comité en lien avec les relations de travail des professionnels du Gouvernement du Québec	Partie patronale	120\$ X 2 240\$	
Groupe de travail sur les effets cumulatifs du CCME	Élaborer des orientations et des outils à l'intention des gouvernements pour les aider à évaluer, à surveiller et à gérer les effets cumulatifs. Relevait du Comité de planification et de protection de l'environnement (CPPE) du CCME.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MDDELCC	aucun	
Comité fédéral-provincial-territorial sur le changement climatique et l'évaluation environnementale 2016 (coordination par l'ACÉE)	Communiquer l'information sur les perspectives actuelles de la politique en matière de changement climatique et les approches modernes pour évaluer le climat en vue de la mise à jour du document d'orientation fédéral et provincial de 2003 intitulé <i>Intégration des considérations relatives au changement climatique à l'évaluation environnementale : guide général des praticiens</i> .	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MDDELCC	aucun	
Comité de gestion du programme de compensation de 10 millions de \$ dans le cadre du complexe hydroélectrique de la rivière Romaine pour l'aménagement de rivières à saumon sur la Côte Nord.	Suivi d'une condition de décret du projet hydroélectrique Romaine jusqu'en 2021	MDDELCC (DGÉES) Hydro-Québec Fédération Québécoise du saumon atlantique	Aucun (payé par Hydro-Québec)	
Comité d'experts responsable d'approuver les exigences de réalisation des travaux préliminaires sous la responsabilité du MDDELCC	Émettre un avis scientifique afin d'avaliser les exigences environnementales devant baliser les travaux préliminaires de TC relatifs aux relevés sismiques en milieu terrestre et aquatique, pour lesquels des demandes d'autorisation ont été déposées, et ainsi s'assurer que les conditions exigées par le Ministère sont adéquates et conformes aux meilleures pratiques; Suggérer, s'il y a lieu, de meilleures pratiques pour les travaux de relevés sismiques et de sondages géotechniques en milieu terrestre et aquatique.	MDDELCC	Magnan, Pierre 15 830,00 Leroueil, Serge 12 200,00 Chouinard, Ghislain 17 750,00 Université Laval 10 000,00	

Landfill oversight Committee	<p>Suivre l'exploitation du lieu d'enfouissement localisé à proximité du Lac Memphrémagog, ville de Coventry, Vermont.</p> <p>2 rencontres par année</p>	<p>MDDELCC</p> <p>New England Waste services of Vermont inc.;</p> <p>Waite – Heindel</p> <p>Environnemental Management;</p> <p>Vermont Agency of Natural Resources;</p> <p>City of Newport;</p> <p>Ville de Sherbrooke;</p> <p>MRC Memphrémagog;</p> <p>Memphrémagog Watershed Association.</p>	<p>50\$ déplacement en réunion</p>
Comité de coordination hydrocarbures	<p>Coordonner :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'analyse et la délivrance des divers permis et autorisations; • les inspections de suivi et de contrôle; • le transfert de l'information nécessaire à la mission des ministères concernés; • l'élaboration d'outils d'encadrement; • l'accompagnement des promoteurs. 	<p>MDDELCC</p> <p>MERN</p> <p>MFPP</p>	<p>0 \$</p>
Comité de suivi du projet de Pétrolia à Haldimand	<p>Échanger de l'information sur les projets en cours.</p> <p>Mandat non formellement arrêté par le comité.</p>	<p>Pétrolia</p> <p>Chambre de commerce et de tourisme de Gaspé</p> <p>Ville de Gaspé</p> <p>MRC de La Côte-de-Gaspé</p> <p>Conseil régional de l'environnement</p> <p>de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine</p> <p>MDDELCC</p> <p>MERN</p>	<p>0 \$</p>

Comité interministériel sur la problématique de la baie de Lavallière	Recommander une approche globale permettant la résolution à long terme de la problématique vécue à la baie Lavallière et présenter des pistes de solutions	MDDELCC MFFP MAMOT MERN MAPAQ	0 \$
Comité sur l'échantillonnage de sols pour l'analyse des composés organiques volatils	Évaluer les nouvelles techniques d'échantillonnage en vue de les ajouter au cahier 5, qui traite de l'échantillonnage des sols, du Guide d'échantillonnage à des fins d'analyse environnementale du MDDELCC.	MDDELCC CEAEQ Agat Laboratoires Exova Maxxam	Aucun
Comité ad hoc sur l'analyse de sols en laboratoire	Étudier et valider l'utilisation du poids ou du volume de l'analyse Mehlich 3 en vue d'une recommandation à la Commission chimie et fertilité des sols et en vue d'un suivi auprès de la direction responsable de l'accréditation des laboratoires au MDDELCC.	CRAAQ CEAEQ IRDA MAPAQ, Université Laval et de nombreux laboratoires du milieu agricole	Aucun
Comité conjoint MDDELCC-ROBVQ	Ce comité vise à partager différents points d'information sur les travaux du MDDELCC et du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) C'est également le lieu d'échange sur certaines problématiques et collaboration entre les deux Parties.	MDDELCC-DGPE-DGIE ROBVQ	Aucun

Comité provincial pour la protection de l'eau souterraine	<p>Comité découlant de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021</p> <p>Le comité a pour mandats de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dresser un portrait de la contamination des eaux souterraines par les pesticides; • Établir des critères de vulnérabilité des eaux souterraines, tels que la vulnérabilité des nappes et la localisation des aires d'alimentation et de protection autour d'un puits; • Promouvoir un choix de pratiques agricoles souhaitables pour protéger l'eau souterraine de la contamination par les pesticides; • Réévaluer les exigences du Code de gestion des pesticides concernant les distances d'éloignement à respecter par rapport aux puits et aux installations de captage d'eau souterraine; <p>Assurer la diffusion d'outils de sensibilisation, de promotion et de formation pour les producteurs agricoles et les conseillers, en ce qui a trait aux impacts de l'usage des pesticides sur les nappes d'eau souterraine, et en développer de nouveaux au besoin.</p>	MDDELCC UPA INSPQ MAPAQ	Aucun
Comité interministériel chargé d'étudier les situations conflictuelles entre les producteurs agricoles et la protection des sources d'eau potable	<p>Comité établi en 2014 à la demande du MAPAQ en lien avec l'adoption du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection. Le comité fournirait des avis sur d'éventuels conflits entre des municipalités et des producteurs agricoles dans le cadre des mesures de protection des captages d'eau potable.</p> <p>Résultat : les membres de ce comité, auquel ce sont joints pour l'occasion des représentants de l'UPA et de la FQM, ont contribué à la mise à jour du <i>Guide sur les principes d'indemnisation des producteurs agricoles relativement aux puits municipaux</i> qui avait été publié par le MAMOT en 2006.</p>	MDDELCC MAPAQ MAMOT	Aucun

Comité de gestion du Réseau québécois sur les eaux souterraines	<p>Ce comité administre le Réseau québécois des eaux souterraines. Ce réseau a pour mission de consolider et d'étendre les collaborations entre les équipes de recherche universitaire et le MDDELCC, ainsi que les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, les consultants, les établissements d'enseignement et les autres organismes intéressées au domaine des eaux souterraines au Québec en vue de la mobilisation des connaissances scientifiques sur les eaux souterraines.</p> <p>Le représentant du MDDELCC est présent à titre d'observateur.</p>	<p>UQÀM UQÀT UQÀC UQÀR ROBVQ FQM CRÉ MDDELCC (observateur)</p>	Aucun
Comité de coordination de l'Entente administrative relative aux modalités d'application des dispositions réglementaires en matière de qualification des opérateurs chargés du fonctionnement des installations de captage, de traitement et de distribution de l'eau potable	<p>Le mandat de ce comité est de donner suite à l'entente signée entre les deux ministères en 2005 et de traiter les situations qui requièrent des décisions conjointes. Le Programme de qualification des opérateurs en eau potable a été mis sur pied par Emploi-Québec pour assurer la qualification des opérateurs d'installations d'eau potable qui doivent se conformer à l'article 44 du Règlement sur la qualité de l'eau potable.</p>	<p>MDDELCC Emploi-Québec</p>	Aucun
Comité interministériel sur la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable	<p>Comité de soutien au MAMOT dans la mise en œuvre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable lancée en 2011.</p> <p>Mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commenter les documents techniques produits dans le cadre de la Stratégie • Faire le suivi de l'atteinte des objectifs et proposer, si requis, des ajustements au plan d'Action pour la mise en œuvre de la Stratégie • Diffuser les meilleures pratiques au sein de chaque organisation • Partager les expériences acquises • Commenter et diffuser les outils disponibles • Valider les modèles de tarification adéquate proposés <p>Valider et diffuser les rapports périodiques</p>	<p>MAMOT MDDELCC RBQ MESI MSSS MEES SQI</p>	Aucun

QUESTION PARTICULIÈRE N° 25

Liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2015-2016. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer pour chacun :

- a. L'objet des consultations
- b. Le moyen utilisé
- c. Les dates de rencontres
- d. Les communautés et les personnes consultées
- e. Les résultats des consultations
- f. Les montants afférents
- g. Les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2016-2017

Note : Il y a obligation de la Couronne de consulter et d'accommoder les Autochtones à la suite des arrêts Haida et Taku River rendus par la Cour suprême du Canada. Ces consultations ont été effectuées selon le Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.

Ces consultations ont été menées par la Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique du MDDELCC :

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2016-2017
Projet de mine à ciel ouvert d'apatite et ilménite du Lac à Paul	Correspondance Rencontres Conférences téléphoniques	Rencontre le 6 juillet et le 3 décembre 2015 avec les représentants des communautés de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Pessamit Conférences téléphoniques : 11 septembre, 8 octobre, 4 novembre et 25 novembre 2015 : avec Mashteuiatsh et Essipit	Innus de Mashteuiatsh Innus d'Essipit Innus de Pessamit	Consultations terminées Consultation de nature approfondie. Plusieurs mesures d'accommodement déterminées.	400\$	Non applicable
Projet de mine de graphite du lac Knife	Correspondance	Aucune	Innus de Uashat-Maliotenam et de Matimekossh Lac John	Étude d'impact transmise. Aucun retour de la communauté à ce jour.	0 \$	Non disponible
Projet d'exploitation du gisement de graphite du lac Guéret	Correspondance Contact téléphonique	Aucune	Innus de Pessamit	Étude d'impact transmise. Aucune participation de la communauté à ce jour.	0 \$	Non disponible

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2016-2017
Projet Dumont de Royal Nickel	Correspondance Échanges de courriels Communications téléphoniques Rencontres	Rencontre le 19 juin 2014 à Montréal Rencontre de rétroaction à Québec le 21 août 2015 en présence d'un représentant du Secrétariat aux affaires autochtones.	Première nation Abitibiwinni (Pikogan)	Consultation terminée Consultation de nature approfondie. Mesures d'atténuation et engagements de l'initiateur minimisent de façon adéquate les impacts potentiels du projet sur les activités de la communauté.	0 \$	Non applicable
Projet de gestion des stériles et de l'eau à la mine Tio / Rio Tinto Fer et Titane inc.	Correspondance Communication téléphonique et échanges de courriel	Aucune	Ekuanitshit (Innus de Mingan)	Consultation en cours (phase de recevabilité de l'étude d'impact) Aucune participation de la communauté à ce jour	0 \$	Non disponible
Projet Akasaba Ouest	Correspondance Communication téléphonique et échanges de courriel	Aucune	Algonquins de Lac Simon	Consultation en cours (phase de recevabilité de l'étude d'impact) Aucune participation de la communauté algonquine à ce jour	0 \$	Non disponible

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2016-2017
Projet de parc éolien Roncevaux	Correspondance Communications téléphoniques et courriels	Appels conférence les 22 septembre et 18 novembre 2014	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (SMM) (pour la communauté micmaque de Listuguj)	Consultation terminée Mesures d'atténuation et engagements de l'initiateur minimisent de façon adéquate les impacts potentiels du projet sur les activités de la communauté.	0 \$	Non applicable
Projet de parc éolien Nicolas-Riou	Correspondance	Aucune	Malécites de Viger	Consultation en cours Aucun retour officiel de la communauté à ce jour (informellement : « pas de commentaire à formuler »)	0 \$	Non disponible
Projet_Ligne à 735 kV reliant le poste de la Chamouchouane au poste du Bout-de-l'Île par Hydro-Québec	Correspondance Échanges téléphoniques	Aucune	Innus de Mashteuiatsh Attikameks de Wemontaci Attikameks de Manawan	Consultation terminée Préoccupations de Mashteuiatsh répondues à leur satisfaction	0 \$	Non applicable

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2016-2017
Projet de réfection de la prise d'eau brute dans le lac Saint-Louis pour l'usine de production d'eau potable Lachine / Ville de Mtl	Correspondance Rencontre	Rencontre le 16 juillet 2016	Mohawks de Kahnawake	Consultation en cours Commentaires de la communauté reçus le 17 mars 2015 L'étude du projet a été interrompue un certain temps, puis réactivée en février 2016	100 \$	Non disponible
Projet Agrandissement des installations portuaire en eau profonde à Salaberry-de-Valleyfield	Correspondance Rencontre	Rencontre le 16 juillet 2016	Mohawks de Kahnawake	Consultation en cours Commentaires de la communauté reçus le 23 octobre 2014	100 \$	Non disponible
Projet FerroQuébec- Implantation d'une usine de silicium à Port-Cartier	Rencontre en visio-conférence Appel-conférence	16 septembre 2015 9 octobre 2015	Innus d'Uashat-Maliotenam (ITUM)	Consultation interrompue en raison de l'arrêt du projet par l'initiateur	0 \$	Non applicable
Projet d'Installation d'une usine de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour / StoltLNGaz inc	Correspondance Échanges courriels et téléphoniques	Aucune	Abénaquis de Wôlinak	Consultation terminée Pas d'opposition au projet	0\$	Non applicable

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2016-2017
Projet de la 5e reconduction du programme de dragage de IOC, port de Sept-Îles	Correspondance et échanges de courriels	Aucune	Innus d'Uashat-Maliotenam (ITUM)	Consultation d'information (fin de parcours) Les commentaires émis par la communauté ont été répondus par le MDDELCC. La communauté n'a pas donné suite à ceux-ci.	0 \$	Non disponible
Projet du programme de stabilisation des berges du Lac-Saint-Jean	Correspondance Échanges téléphoniques	Aucune	Innus de Mashteuiatsh	Consultation en cours Analyse des questions et commentaires de la communauté sur l'étude d'impact du projet.	0 \$	Non disponible
Projet Aménagement hydroélectrique de la 11e chute de la rivière Mistassini	Correspondance	Aucune	Innus de Mashteuiatsh	Consultation terminée Pas d'opposition au projet	0 \$	Non applicable
Projet d'agrandissement des installations portuaires du port de Trois-Rivières.	Correspondance	Aucune	Abénaquis de Wôlinak	Consultation amorcée avec l'envoi de l'avis de projet.	0 \$	Non disponible

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2016-2017
Projet de site de stockage et de regazéification de gaz naturel liquéfié à Bécancour	Correspondance	Aucune	Abénaquis de Wôlinak	Consultation de type information Communauté favorable à l'implantation du projet	0 \$	Non disponible
Projet d'usine de fer préréduit briqueté à chaud au parc industriel et portuaire de Bécancour	Correspondance	Aucune	Abénaquis de Wôlinak	Amorce de la consultation sur l'avis de projet Poursuite de la consultation lors du dépôt de l'étude d'impact	0 \$	Non disponible
Projet de développement hydroélectrique Énergie Shannon Power	Correspondance	Aucune	Nation huronne-wendat de Wendake	Consultation en cours Préoccupations reçues de la Première nation;	0 \$	Non disponible
Projet Énergie Saguenay- Complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay	Correspondance	Aucune	Innus de Mashteuiatsh Innus d'Essipit	Consultation amorcée avec l'envoi de l'avis de projet Poursuite de la consultation après le dépôt de l'étude d'impact	0\$	Non disponible

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2016-2017
Projet Interconnexion Québec-NewHampshire	Correspondance	Aucune	Abénaquis de Wôlinak et d'Odanak	Consultation amorcée avec envoi de l'étude d'impact.	0\$	Non disponible

État de situation sur les travaux du Comité mixte pour la reconnaissance des organismes communautaires environnementaux. Fournir :

- a. la liste des rencontres tenues avec les représentants des organismes en 2015-2016. Préciser la liste des organismes rencontrés et la liste des membres du ministère présents. Ventilation par mois. Fournir les prévisions pour 2016-2017.**
 - b. tout document faisant état des démarches entreprises en 2014-2015 pour la reconnaissance, et le soutien aux organismes communautaires environnementaux.**
-

Ce comité, formé en 2013-2014, réunissait des représentants du cabinet du ministre et du Front commun des groupes environnementaux.

Depuis 2015-2016, il n'y a eu aucune rencontre formelle en lien avec les travaux du Comité mixte pour la reconnaissance des organismes communautaires environnementaux. Néanmoins, certains groupes environnementaux ont été rencontrés à la demande de ces derniers.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 27

Pour le programme « Soutien à la mission des organismes nationaux », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux.

Pour le programme « Aide aux municipalités dévitalisées », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, VY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux.

Pour le programme « Chapeau, les filles! - volet Environnement », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, VY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 13 des renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 30

Pour le programme « Les Phénix de l'environnement », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Aucune dépense en 2015-2016. Programme en révision avec les partenaires impliqués dans son financement.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 31

Pour le programme « Programme partenaires pour la nature », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veillez vous référer à la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 32

Pour le programme « Programme national pour le développement du réseau privé d'aires protégées », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Étant donné que ce programme est terminé, il n'y a pas eu de dépenses en 2015-2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 33

Pour le programme « Comités nordiques », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Veuillez vous référer à la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 34

Pour le programme « Soutien financier des conseils régionaux de l'environnement et du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veuillez vous référer à la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 35

Pour le programme « Soutien financier aux organismes de bassins versants et au Regroupement des organismes de bassins versants du Québec » fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Veuillez vous référer à la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 36

Pour le programme « Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert » fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veuillez-vous référer à la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N°37

Pour le programme « Programme d'inspection et d'entretien des véhicules automobiles (PIEVA) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Cette question est sans objet car le programme « Programme d'inspection et d'entretien des véhicules automobiles (PIEVA) » n'existe pas.

Pour le programme « Programme Inspection et entretien des véhicules automobiles lourds (PIEVAL) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Le programme « Programme Inspection et entretien des véhicules automobiles lourds (PIEVAL) », a pour but d'améliorer la qualité de l'air, particulièrement en milieu urbain, en réduisant les émissions de particules, de composés organiques volatils (COV) et de monoxyde de carbone (CO) produites par les véhicules lourds.

Aucune aide financière n'est versée dans le cadre du Programme d'inspection et d'entretien des véhicules lourds (PIEVAL) puisque cette mesure vise à assurer l'application sur le terrain du Règlement sur les normes environnementales applicables aux véhicules lourds (RNEABL).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 39

Pour le programme « Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines » fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Aucune dépense en 2015-2016. Programme terminé depuis le 31 mars 2015.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 40

Pour le programme « Programme Environnement-Plage », fournir la liste complète et détaillé des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Il n'y a aucune aide financière associée à ce programme.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 41

Pour le programme « Programme de conservation et d'utilisation efficace de l'eau du Québec », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Il n'y a aucune aide financière associée à ce programme.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 42

Pour le programme « Programme Interactions communautaires (Plan Saint-Laurent) » fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c. le montant de l'aide financière accordée;**
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

Pour le programme « Programmes de recherche sur la connaissance des eaux souterraines (Programme de recherche sur les eaux souterraines du Québec et leur gestion durable) » fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Aucune dépense en 2015-2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 44

Pour le programme « Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 45

Pour le programme « Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veillez-vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 46

Pour le programme «Aide aux composteurs domestiques et communautaires (ACDC)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b) La date de versement de l'aide financière accordée;**
 - c) Le montant de l'aide financière accordée;**
 - d) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).**
-

Aucune aide financière n'a été versée dans le cadre de ce programme en 2015-2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 47

Pour le programme « Programme ClimatSol » fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veuillez vous référer à la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 48

Pour le programme «Programme ClimatSol-Plus», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b) La date de versement de l'aide financière accordée;
 - c) Le montant de l'aide financière accordée;
 - d) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Aucune aide financière n'a été versée en 2015-2016 dans le cadre du Programme ClimatSol-Plus.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 49

Pour le programme « Programme de réhabilitation des terrains contaminés » fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - c. le montant de l'aide financière accordée;
 - d. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert).
-

Veillez vous référer à la question particulière 13 du deuxième groupe d'opposition.

État de situation au 31 mars 2016 de la mise en œuvre de la Politique nationale de l'eau (PNE). Indiquer pour chaque engagement :

- a. Le budget consacré à l'engagement X pour la période 2010-2016;
- b. Le bilan des principales réalisations liées à l'engagement X pour la période 2010-2016 (période non couverte par le Rapport synthèse d'évaluation de la Politique nationale de l'eau pour la période 2003-2009);
- c. les démarches prévues en 2016-2017 pour poursuivre la mise en œuvre des engagements de la PNE.

La Politique nationale de l'eau (PNE), adoptée en 2002, compte 57 engagements interpellant dix ministères, dont : le MAMOT, le MAPAQ, le MCE (SAA), le MRIF, le MERN, le MFFP, le MSP, le MTMDET, le MTO ainsi que le MDDELCC. Jusqu'à l'année 2012-2013, une synthèse des principales réalisations était mise à jour annuellement et diffusée sur le site Internet du Ministère (voir <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/politique/index.htm>). Un total de près de 4,3 G\$ a été investi par l'ensemble des ministères impliqués pour la réalisation des engagements de la PNE depuis son adoption. Le tableau suivant présente les engagements financiers 2003-2013 de la PNE :

Tableau : Engagements financiers des partenaires gouvernementaux 2003-2013

Engagements de la Politique nationale de l'eau	Total engagements (\$)
01. Entreprendre la révision du cadre juridique concernant l'eau et développer les outils légaux nécessaires à la mise en œuvre de la Politique.	928 906
02. Mettre en œuvre progressivement la gestion intégrée par bassin versant.	2 597 263
03. Soutenir financièrement et techniquement le fonctionnement de 33 organismes de bassin.	43 904 522
04. Regrouper et développer l'information sur l'eau et les écosystèmes aquatiques requis pour la gouvernance de l'eau.	876 267
05. Entreprendre un inventaire des grands aquifères du Québec.	14 629 006
07. Appuyer les associations de riverains de lacs de villégiature.	9 035 573
08. Développer et mettre en place des programmes de sensibilisation et d'éducation à l'intention des divers acteurs de l'eau.	783 900
09. Développer et mettre en place, de façon progressive à compter de 2003, un régime de redevances pour l'utilisation (prélèvement et rejet) des ressources en eau du Québec.	476 708
10. Assurer la participation des nations et des communautés autochtones à la gestion des eaux, dans le cadre des ententes conclues et à conclure entre celles-ci et le gouvernement du Québec.	102 445
11. Intensifier la participation du Québec au sein des organisations internationales de gestion du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent.	3 970 062
12. Intensifier, dans tous les domaines pertinents relatifs à l'eau, la participation et la représentation du gouvernement du Québec, afin de promouvoir ses intérêts et de partager ses compétences dans les ententes, les organisations et les forums internationaux	414 995
15. Mettre en œuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent.	1 044 058
16. Conclure une nouvelle entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent et en assurer sa mise en œuvre.	6 586 363
17. Soutenir financièrement, au cours des cinq prochaines années, la mise aux normes de toutes les installations d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable.	1 173 231 366
18. Préparer, d'ici 2004, une stratégie de protection des sources de captage d'eau de surface	568 824

19. Augmenter et améliorer la capacité d'intervention, d'enquête, d'évaluation des risques ou des impacts des DR de santé publique, lors d'éventuels dépassements de normes de la qualité de l'eau ou lors d'éclosion de maladies d'origine hydrique.	6 919 099
20. Intensifier les activités d'acquisition de connaissances et de développement en soutien aux interventions visant la protection et la restauration des habitats fauniques des milieux aquatiques, riverains et humides.	21 063 646
21. Élaborer et mettre en œuvre, d'ici 2004, un plan d'action pour la protection, la restauration et la mise en valeur des rives et du littoral des lacs et des cours d'eau, de leurs plaines inondables ainsi que des milieux humides.	1 885 499
22. Étendre l'application de la Politique de débits réservés écologiques pour la protection du poisson et de ses habitats à d'autres composantes des écosystèmes aquatiques.	26 564
23. Établir, d'ici 2005, des critères pour l'allocation des prélèvements d'eau et des dérivations de cours d'eau.	92 875
24. Doter, d'ici 2005, le Québec d'un réseau de « réserves aquatiques ».	925 627
25. Pratiques d'aménagement forestier afin de réduire les impacts sur les milieux aquatiques, riverains et humides.	4 419 061
26. Mettre en place une stratégie d'assainissement des cours d'eau à l'échelle du bassin versant.	21 460
27. Atteindre, d'ici 2010, un état d'équilibre quant à la capacité de support en phosphore des sols.	153 746 103
28. Poursuivre et mettre en œuvre les décisions prises lors du Forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire par le Groupe de travail : « Un environnement à valoriser ».	264 749 726
29. Soutenir, en territoire agricole, l'établissement de corridors riverains boisés en lien avec les milieux naturels.	241 409
30. Introduire l'écoconditionnalité dans un ensemble de programmes de soutien financier du secteur agricole.	1 891 917
31. Réduire, d'ici 2010, la pression sur l'environnement issue de l'usage des pesticides en milieu agricole.	48 312 614
32. Soutenir techniquement et financièrement les entreprises piscicoles existantes.	268 269
33. Étendre l'application du Programme de réduction des rejets industriels (PRRI).	4 677 753
34. Mettre en place un mécanisme de prise en charge des industries non assujetties au PRRI.	782 936
35. Poursuivre la restauration des parcs de résidus miniers.	16 951 152
36. Inciter les municipalités à réduire de 20 % la fréquence des débordements des réseaux unitaires en temps de pluie.	87 650 600
37. Éliminer, d'ici 2007, les rejets d'eaux usées par temps sec.	68 520
38. Compléter, d'ici 2007, le programme d'assainissement dans plus d'une cinquantaine de petites municipalités de manière à éliminer le rejet d'eaux usées directement dans les cours d'eau.	483 990 598
39. Assurer la désinfection des eaux usées provenant de stations d'épuration, là où la protection des usages le justifie.	183 555
40. Diminuer, d'ici 2005, la toxicité des effluents par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action.	163 244
41. Mettre en place une stratégie d'encadrement des rejets urbains au Québec.	584 972
42. Aider les municipalités à assurer la conformité des dispositifs de traitement des eaux usées des résidences isolées.	694 711
43. Inciter l'ensemble des municipalités à atteindre un taux de renouvellement de leurs réseaux de 0,8 % par année d'ici 2007 et de 1% d'ici 2012.	1 844 727 295
44. Assurer le respect des normes de qualité lors de la construction, de la réhabilitation ainsi que du remplacement des infrastructures existantes.	7 598
45. Atteindre, à partir de 2005, un taux d'utilisation des techniques de réhabilitation des réseaux de 25 % par rapport au remplacement.	54 172
46. Développer, en 2003, un outil permettant d'établir le coût de revient des services d'eau.	20 202

47. Mesurer la performance de la gestion des services d'eau par le développement d'outils appropriés.	16 878
48. Accroître l'expertise québécoise dans les services d'eau en favorisant l'utilisation de nouvelles technologies et des meilleures façons de faire.	12 710 756
49. Élaborer une stratégie québécoise de conservation de l'eau potable qui rende conditionnelle l'attribution de toute aide financière à l'adoption de mesures d'économie d'eau et de réduction des fuites de la part des municipalités.	476 350
50. Implanter un programme de conservation de l'eau dans les édifices gouvernementaux.	1 160
51. Encadrer les délégations de gestion au secteur privé en favorisant l'utilisation de contrats types de gestion et de suivi.	18 386
52. Élaborer un programme d'aide aux municipalités et aux organismes du milieu afin de développer un réseau d'accès publics au Saint-Laurent ainsi qu'aux autres plans et cours d'eau du Québec.	55 579
53. Élaborer une stratégie pour développer la pêche récréative au Québec.	6 259 352
54. Poursuivre la mise en œuvre des recommandations du Comité de consultation sur la sécurité nautique et la qualité de vie sur les lacs et les cours d'eau.	55 390
55. Soutenir, en collaboration avec la Fédération québécoise du canot et du kayak et les associations touristiques régionales, le développement de sentiers nautiques au Québec.	465 983
56. Élaborer, d'ici 2005, un plan de développement du tourisme nautique en matière de croisières internationales dans une perspective de développement durable.	14 653 379
57. Développer des indicateurs de suivi de la Politique et publier un rapport d'évaluation tous les cinq ans.	1 335 848
Grand total	4 261 987 099

Un bilan des principales réalisations liées aux engagements de la PNE pour 2012-2013 sont disponibles dans le tableau « Synthèse des principales réalisations associées à la Politique nationale de l'eau – Dernière mise à jour : 26 octobre 2012 » annexé au présent document.

En février 2013, afin de répondre à la recommandation du rapport du Commissaire au développement durable, le Ministère s'est engagé à développer un nouveau cadre de gestion de l'eau plus flexible et évolutif qui remplacera à terme la PNE, soit une Stratégie québécoise de l'eau. Cette dernière est actuellement en cours d'élaboration et sera accompagnée de plans d'action quinquennaux. Le suivi de la PNE a donc cessé en 2013-2014 au profit du développement d'un projet de Stratégie.

Suivi donné au premier Rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques en 2015-2016 (future stratégie de l'eau) :

- a. Le budget consacré au suivi 2015-2016;**
 - b. Le bilan des principales réalisations pour 2015-2016;**
 - c. les démarches prévues en 2016-2017.**
-

Au 29 février 2016, le projet de Stratégie québécoise de l'eau a fait l'objet de réflexions internes au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC) et avec les autres ministères participant au Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau. Cette concertation est indispensable dû à la multiplicité des enjeux et de leur caractère pluridisciplinaire et interministériel.

Les consultations se poursuivront au cours de l'hiver et du printemps 2016 et le contenu de la Stratégie sera finalisé avec l'aide des ministères partenaires.

Pour plus d'informations sur le Rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques au Québec, se référer la question 68.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 52

État de situation au 31 mars 2016 sur la rédaction d'un rapport d'évaluation sur la production du rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques. Fournir les démarches pour 2016-2017.

Les travaux relatifs à la rédaction de ce rapport d'évaluation ont été reportés en 2016-2017.

État de situation au 31 mars 2016 sur l'intégration d'orientations spécifiques en matière de gestion intégrée des ressources en eau dans la révision et la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement.

L'exercice de révision des orientations gouvernementales en vue de la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement du territoire est sous la responsabilité du MAMOT. Une orientation spécifique à la gestion intégrée des ressources en eau est dans la liste du programme de renouvellement des orientations gouvernementales.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) est le coordonnateur de cette orientation. Deux comités de travail sont prévus et en cours de démarrage : un comité ministériel et un second, interministériel.

Les thèmes pressentis sont notamment la gestion des eaux pluviales, gestion par bassin versant, gestion des eaux usées, protection des sources d'alimentation en eau potable, dynamiques et gestion des lacs et cours d'eau, accès publics à l'eau, arrimage des schémas d'aménagement et de développement et des plans directeurs de l'eau, etc.

Fournir un état de situation au 31 mars 2016 sur la préparation de la future stratégie de l'eau par le Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE). Indiquer :

- a. La liste des rencontres tenues en 2015-2016 par le CIGIE;
 - b. Les membres présents (ministériels et externes) aux rencontres;
 - c. Les partenaires consultés en 2015-2016 pour élaborer la stratégie;
 - d. L'échéancier prévu pour la finalisation de la stratégie.
-

Le CIGIE est un forum d'échange d'information et de concertation qui s'inscrit dans les objectifs gouvernementaux visés par la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection. Il assure la cohérence des activités liées à la gestion des ressources en eau des ministères et, au besoin, il propose aux ministères et au gouvernement des mesures visant à améliorer cette cohérence.

En 2015-2016, les efforts de concertation gouvernementale ont été investis pour élaborer le contenu de la Stratégie québécoise de l'eau. Pour ce faire, un comité directeur interministériel (CDI) a été mis sur pied pour développer le contenu de la Stratégie et le premier plan d'action. Deux rencontres du CDI ont été tenues, soit le 24 février et le 23 juin 2015.

Les ministères membres du CDI :

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
- Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux Affaires autochtones)
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère du Tourisme
- Ministère des Transports, de la mobilité durable et de l'Électrification des transports
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

En ce qui concerne la consultation externe au gouvernement, des consultations ciblées auront lieu au cours du printemps 2016. Elle visent à favoriser la cohérence des actions gouvernementales mises de l'avant dans le cadre de la future Stratégie québécoise de l'eau, dont le dépôt, au Conseil des ministres, est prévu en décembre 2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 55

Indiquer les sources de financement de la future stratégie de l'eau. Indiquer les pistes de financement explorées en 2015-2016 pour augmenter le financement dédié au domaine de l'eau.

Dans le contexte actuel de l'élaboration de la Stratégie québécoise de l'eau, il est prématuré d'identifier les sources de financement pour sa mise en œuvre.

Copie du plan d'action mis à Jour au 31 mars 2016 pour mettre en œuvre les recommandations du Commissaire au développement durable (Rapport 2012-2013, chapitre 3 : « Gouvernance de l'eau »). Échéancier de mise en œuvre de l'ensemble des recommandations et des engagements pris par le MDDELCC à cet égard.

Voir tableau ci-joint.

# Rec.	Recommandations du CDD	Mesures (actions) correctives prévues
1	<u>Cadre de gestion</u> Élaborer et mettre en œuvre un nouveau cadre de gestion qui précise l'ensemble des orientations actuelles pour assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière de gestion de l'eau. (3.43)	<p>Cette recommandation s'adresse au MDDELCC</p> <p>La nouvelle stratégie s'appuiera sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• (Réalisé) Les constats du premier Rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques au Québec déposé au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) en septembre 2014;• (Réalisé) Une revue des stratégies/politiques de l'eau récemment adoptées par d'autres gouvernements (provinces canadiennes et pays développés);• Les commentaires recueillis suite à une consultation ciblée, sur la base d'un cadre général d'orientation de la future stratégie. <p>Nouvelle stratégie prévue en 2016. Des consultations interministérielles et des consultations ciblées auprès des principaux intervenants non gouvernementaux, dont le milieu municipal, sont prévues au printemps 2016.</p>
2	Instaurer des mécanismes qui mèneront à des actions concrètes de mise en œuvre de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant, notamment en effectuant un meilleur suivi des actions associées aux plans directeurs de l'eau qu'il a approuvés. (3.43)	<p>Cette recommandation s'adresse au MDDELCC</p> <p>Les mécanismes suivants sont prévus :</p> <ul style="list-style-type: none">•• (D'ici décembre 2016) Nouveau processus d'analyse et d'approbation des PDE, qui permettra aux MRC de disposer d'une information plus complète et à jour dans le cadre de la révision de leur schéma d'aménagement.• (Échéancier sera fixé par la stratégie sur l'eau) En concertation avec les autres ministères, élaboration d'un nouveau guide d'élaboration des PDE visant à en améliorer le contenu (notamment du côté du diagnostic, des enjeux, des objectifs et des mesures) et en faciliter la mise en œuvre.• (D'ici mars 2018) Nouvelles conventions de financement des OBV exigeant un suivi plus rigoureux et systématique des mesures découlant du PDE.• (Réalisé 2013 et en continu) Suivi plus serré des rapports annuels des OBV quant à la mise en œuvre des actions prévues dans le PDE. Les écarts constatés feront l'objet d'un suivi approprié;

# Rec.	Recommandations du CDD	Mesures (actions) correctives prévues
		<ul style="list-style-type: none">• Développement d'un cadre d'évaluation de la prise en compte de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant (GIEBV) par les acteurs régionaux et nationaux;
3	<u>Acquisition de connaissances</u> Consolider l'information et acquérir la connaissance permettant de déterminer les lacunes, les risques et les enjeux sous-jacents à la gouvernance de l'eau. (3.68)	<p>Cette recommandation s'adresse au MDDELCC</p> <p>(Réalisé en 2014) Diffusion du premier Rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques au Québec qui vise à :</p> <ul style="list-style-type: none">• Informer les clientèles cibles sur les conditions actuelles et l'évolution de l'état de l'eau et des milieux aquatiques, les pressions qui les affectent, les mesures prises par la société pour en assurer la pérennité;• Dégager et mieux comprendre les enjeux relatifs à l'eau au Québec. <p>Rapport d'évaluation prévu sur l'identification des lacunes dans les données, informations et connaissances nécessaires à la gestion intégrée et concertée des ressources en eau.</p> <p>Poursuite du Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines (PACES) :</p> <ul style="list-style-type: none">• Diffusion de l'information provenant des 13 projets d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines <p>(Phase Architecture réalisée en 2015) Poursuite du développement du Portail des connaissances sur l'eau destiné à soutenir la gouvernance de l'eau (partage et intégration des connaissances).</p>
6	<u>Coordination des interventions gouvernementales</u> Assurer la coordination des interventions gouvernementales et la complémentarité de leurs actions en matière de gestion intégrée de l'eau afin de maximiser leurs impacts sur la qualité de l'eau et la protection des écosystèmes aquatiques. (3.88)	<p>Ces recommandations s'adressent au MDDELCC et au MAMOT</p> <p>Poursuite de la collaboration entre le MDDELCC et le MAMOT pour renouveler les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, afin d'y intégrer une orientation spécifique à l'égard de la gestion intégrée des ressources en eau. Cette orientation contiendra les attentes gouvernementales et des documents d'accompagnement pour la prise en compte de la gestion intégrée des ressources en eau dans les schémas d'aménagement et de développement des municipalités régionales de comté (MRC).</p>
7	Définir des orientations qui expliquent comment doit être prise en compte la gestion intégrée de l'eau dans la révision et la mise à	<p>Le CIGIE Comité interministériel de la gestion intégrée de l'eau (mis en place en 2012 et formé de sous-</p>

# Rec.	Recommandations du CDD	Mesures (actions) correctives prévues
8	<p>jour des schémas d'aménagement et de développement. (3.88)</p> <p>Concevoir et mettre en place les mécanismes nécessaires pour s'assurer de l'intégration de la <i>Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables</i> dans les schémas des municipalités régionales de comté et les règlements des municipalités. (3.88)</p>	<p>ministres adjoints des ministères concernés) sera mis à contribution lors de l'élaboration du cadre général d'orientation de la future stratégie ou politique laquelle définira les rôles et responsabilités des acteurs de l'eau afin d'améliorer la gestion de l'eau au Québec.</p> <p>Pour les MRC n'ayant pas intégré le cadre normatif de la Politique, préparer, pour adoption, des décrets gouvernementaux en vertu de l'article 53.13 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> (LAU) permettant d'assurer l'intégration des dispositions de cette Politique.</p> <p>(Réalisé 2015) Solliciter les MRC pour leur demander d'identifier les municipalités ayant intégré les dispositions de la <i>Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables</i> (version 2005) dans leur réglementation municipale et (D'ici fin 2016) celles qui doivent le faire.</p> <p>Préparer, à la suite de l'analyse des cas de non-conformité et en vertu de l'article 165.2 de la LAU, les demandes de modification permettant d'assurer l'intégration des dispositions de la Politique dans les règlements des municipalités ne s'y étant pas conformées.</p>
9	<p><u>Suivi et reddition de comptes</u></p> <p>Faire un suivi et une reddition de comptes en temps opportun afin d'évaluer l'efficacité des interventions gouvernementales en matière de gouvernance de l'eau et de mettre en place les mesures correctives requises. (3.100)</p>	<p>Cette recommandation s'adresse au MDDELCC</p> <p>Rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques au Québec tel que prévu dans la Loi sur l'eau – Premier rapport publié en septembre 2014.</p> <p>Mécanisme de reddition de comptes à prévoir dans la nouvelle stratégie.</p>

État de situation au 31 mars 2016 sur le nouveau processus d'analyse et d'approbation des PDE. Fournir la liste des rencontres tenues par le CIGIE en la matière en 2015-2016. Fournir l'échéancier pour 2016-2017.

De par ses responsabilités en regard de l'article 15 de la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection* (Loi sur l'eau) adoptée en 2009 par l'Assemblée nationale, le Ministère a un rôle de coordination de la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau sur le plan gouvernemental. Ainsi, il a la responsabilité de coordonner le processus d'analyse et d'approbation des Plans directeurs de l'eau (PDE) élaborés par les organismes de bassin versant (OBV). À ce titre, il travaille en collaboration avec les ministères et organismes gouvernementaux concernés.

Ainsi, après avoir repoussé le dépôt des PDE au 31 mars 2014, les 40 organismes de bassin versant du Québec ont déposé leur Plan directeur de l'eau (PDE) de seconde génération. En date du 31 mars 2016, 26 PDE ont franchi toutes les étapes du processus et ont reçu l'approbation du Ministère. Les autres PDE en sont aux étapes finales.

Aucune rencontre du Comité interministériel de la gestion intégrée de l'eau (CIGIE) n'a eu lieu au cours de 2015-2016 sur le processus d'analyse et d'approbation des PDE.

Liste de tous les PDE déposés et approuvés par le MDDELCC au 29 février 2016. Fournir l'échéancier pour 2016-2017, et ce, dans le cadre du nouveau processus d'analyse d'approbation prévu par le ministère.

En date du 31 mars 2016, 26 organismes de bassin versant (OBV) sur un total de 40 ont reçu l'approbation de leur Plan directeur de l'eau (PDE) de seconde génération. Les 14 autres PDE sont actuellement en processus d'analyse. La liste des PDE déposés et approuvés se retrouvent au tableau suivant :

Zone de gestion	PDE déposé	Date de dépôt	Date d'approbation du PDE
Abitibi-Jamésie	X	2014-04-02	
Baie-Missisquoi	X	2014-05-01	2015-11-25
Batiscan-Champlain	X	2014-03-31	
Bayonne	X	2013-07-09	
Bécancour	X	2014-03-31	
Capitale	X	2014-03-28	
Charlevoix-Montmorency	X	2013-07-04	2015-01-21
Châteauguay	X	2014-03-31	2016-01-25
Chaudière	X	2014-03-31	2016-01-25
Chêne, du	X	2014-03-31	2015-11-25
Côte-du-Sud	X	2013-10-17	2014-10-22
Duplessis	X	2014-03-31	2015-08-14
Etchemin	X	2014-09-04	2016-02-11
Gaspésie-Nord	X	2014-06-30	
Gaspésie-Sud	X	2014-04-03	
Haute-Côte-Nord	X	2014-03-03	2015-03-12
Jacques-Cartier	X	2013-04-11	2014-10-22
Kamouraska-L'Islet-du-Loup	X	2013-09-05	2014-10-17
L'Assomption	X	2014-10-02	
Lac Saint-Jean	X	2013-03-31	2014-08-19
Lièvre-du	X	2013-04-26	2014-08-19
Loup-Yamachiche	X	2013-04-22	2014-08-14
Manicouagan	X	2013-04-02	2014-07-25
Maskinongé	X	2014-03-27	
Matapédia-Restigouche	X	2014-04-03	
Mille-Îles	X	2014-03-24	2015-11-24
Nicolet	X	2014-04-03	2015-11-11
Nord, du	X	2013-05-21	2015-08-11
Nord-Est-du Bas-Saint-Laurent	X	2014-03-31	
Richelieu	X	2014-03-31	2016-02-11
Rouge-Petite Nation-Saumon	X	2013-05-02	2014-11-19
Saguenay	X	2014-03-31	2016-01-25
Sainte-Anne	X	2014-04-07	
Saint-François	X	2014-03-31	2016-01-25
Saint-Jean, Fleuve	X	2014-04-02	
Saint-Maurice	X	2013-04-10	2014-11-13
Sept, des	X	2013-04-02	2014-10-22
Témiscamingue	X	2014-01-13	2015-08-11
Vaudreuil-Soulanges	X	2014-03-31	2016-01-25
Yamaska	X	2014-07-16	
Total	40	-	26

Pour l'analyse de ces PDE, le MDDELCC a élaboré, à l'automne 2012, un nouveau processus d'analyse et d'approbation des PDE qui définit les différentes étapes d'analyse et d'intégration des commentaires de même que les échéanciers pour chacune de ces étapes. Ce processus a été mis en place, notamment dans le but de faciliter l'analyse des PDE. Il est important de noter qu'il a reçu l'approbation des membres du comité interministériel de la gestion intégrée de l'eau (CIGIE) formé des sous-ministres adjoints des neuf ministères impliqués dans la gestion intégrée de l'eau.

Le processus d'analyse et d'approbation des PDE de seconde génération devrait se terminer au cours de l'année 2016-2017. D'ici la fin des conventions de contribution financière avec les OBV au 31 mars 2018, il n'y aura pas de dépôt de nouveaux PDE.

Pour ce qui est de l'établissement d'un nouveau processus, le Ministère effectuera un bilan du processus 2014-2016 afin d'identifier les bonifications qui devraient être apportées au processus en vue d'en tenir compte dans le prochain cycle d'élaboration des PDE. Aussi, les travaux de la Stratégie québécoise de l'eau pourront orienter les attentes du gouvernement en ce qui concerne les prochains PDE. Le processus devra donc tenir compte de ces attentes.

Vous référer aussi à la question particulière no. 64.

Indiquer le budget alloué aux OBV pour réaliser les actions découlant des PDE.

Programme « Soutien financier aux organismes de bassins versants et au Regroupement des organismes de bassins versants du Québec »

En vertu des conventions intervenues entre le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et les 40 organismes de bassins versants (OBV) au cours de l'été 2013, la subvention annuelle octroyée a pour objectif de permettre de couvrir leurs frais de fonctionnement, d'assurer leur permanence et de réaliser leur mission, tel que défini à l'article 14 de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant leur protection.

Cette mission consiste à élaborer et mettre à jour un plan directeur de l'eau (PDE) représentatif des préoccupations et priorités du milieu ainsi que d'en assurer la promotion et le suivi de sa mise en œuvre.

Il est à souligner que les conventions intervenues et les modalités qui y sont inscrites sont encadrées par un programme qui a été normé en vertu du CT 212535 du 30 avril 2013. Les montants versés pour chacun des OBV au cours de l'année 2015-2016 apparaissent dans le document relatif à la question particulière 35.

Par ailleurs, une des dépenses admissibles en vertu de ces conventions consiste au financement partiel d'actions issues du plan d'action du PDE, et ce, afin d'encourager leur mise en œuvre par un acteur du milieu autre que l'OBV.

Plan d'intervention sur les algues bleu-vert - Action 1.8

Une des sources de financement des actions du PDE provient de l'action 1.8 du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert (PIABV). À cet égard, le document relatif à la question particulière 99 décrit les montants alloués aux OBV au cours de l'année 2015-2016. Ces sommes ont permis de réaliser un certain nombre d'actions du PDE, en partenariat avec le milieu.

Indiquer les règles balisant l'utilisation du Fonds vert pour le secteur d'activité de l'eau.

Les sommes recueillies avec la redevance sur l'eau et versées au Fonds vert doivent être utilisées pour soutenir des initiatives reliées à la gestion intégrée de cette ressource ainsi qu'à l'acquisition, le partage et la diffusion de connaissances sur l'eau et les écosystèmes aquatiques.

Le processus d'octroi d'une subvention et de redistribution de la redevance est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/ministere/fonds-vert/>

QUESTION PARTICULIÈRE N° 61

Indiquer les revenus annuels issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau depuis 2011. Ventiler par code SCIAN et indiquer :

- a. La description du code SCIAN;**
 - b. Le volume en m³ prélevé;**
 - c. Le taux de redevance;**
 - d. Le montant perçu par code SCIAN;**
 - e. Le montant total perçu.**
-

Voir le tableau ci-joint.

			2011			2012			2013			2014		
Code SCIAN	Description code SCIAN	Taux de redevance	Volume (m³)	Montant perçu (\$)	Volume (m³)	Montant perçu (\$)	Volume (m³)	Montant perçu (\$)	Volume (m³)	Montant perçu (\$)	Volume (m³)	Montant perçu (\$)	Volume (m³)	Montant perçu (\$)
212	Extraction minière et exploitation en carrière	0,0025	127 887 028	319 718	114 549 498	286 374	142 231 577	355 579	121 395 136	303 488				
213	Activité de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,0025	234	1	1 582	4	0	0	0	0				0
311	Fabrication d'aliments	0,0025	59 045 465	147 614	59 070 997	147 678	58 836 211	147 091	52 400 034	131 000				
	Fabrication de boissons et de produits de tabac	0,0025 et 0,07	5 994 334	403 898	5 232 479	351 352	5 336 073	360 975	5 556 756	380 419				
313	Usines de textiles	0,0025	1 318 790	3 297	845 109	2 113	858 293	2 146	1 142 770	2 857				
314	Usines de produits textiles	0,0025	969 292	2 423	850 433	2 126	921 447	2 304	994 377	2 486				
315	Fabrication de vêtements	0,0025	175 592	439	70 391	176	65 118	163	71 310	178				
321	Fabrication de produits en bois	0,0025	5 710 016	14 275	5 629 104	14 073	5 490 769	13 727	6 650 741	16 627				
322	Fabrication du papier	0,0025	377 810 429	944 526	357 661 450	894 154	397 598 460	993 996	389 812 372	974 531				
324	Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0,0025	8 577 074	21 443	9 486 801	23 717	9 224 179	23 060	8 532 116	21 330				
325	Fabrication de produits chimiques	0,0025 et 0,07	68 480 180	525 358	73 861 117	607 695	65 354 723	545 473	78 156 270	579 155				
326	Fabrication de produit en plastique et en caoutchouc	0,0025	6 290 738	15 727	6 590 810	16 477	7 340 449	18 351	6 592 479	16 481				
327	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,0025 et 0,07	12 679 052	96 348	12 383 058	83 410	13 245 930	93 088	5 226 477	60 808				
331	Première transformation des métaux	0,0025	175 678 159	439 195	171 943 941	429 860	154 145 680	385 364	165 557 292	413 893				
332	Fabrication de produits métalliques	0,0025	2 062 075	5 155	1 992 668	4 982	3 499 282	8 748	3 688 176	9 220				
333	Fabrication de machines	0,0025	499 731	1 249	428 277	1 071	411 239	1 028	126 965	317				
334	Fabrication de produits informatiques et électroniques	0,0025	814 813	2 037	781 829	1 955	753 067	1 883	684 292	1 711				
	Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	0,0025	179 852	450	160 674	402	172 511	431	91 273	228				
335	Fabrication de matériel de transport	0,0025	1 734 999	4 338	1 706 054	4 265	1 608 253	4 021	1 846 668	4 617				
337	Fabrication de meubles et de produits connexes	0,0025	32 868	82	35 544	89	21 416	54	28 814	72				
339	Activités diverses de fabrication	0,0025	6 065 643	15 164	6 269 491	15 674	5 967 695	14 919	5 342 659	13 357				
413	Grossistes-distributeurs de boissons	0,0025	30 557	2 139	20 514	1 436	23 225	1 626	16 759	1 173				
Total			862 036 921	2 964 876	829 571 822	2 889 080	873 105 597	2 974 027	853 913 737	2 933 949				

Note : Données obtenues du système Gestion des prélèvements d'eau (GPE) au 1^{er} avril 2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 62

Indiquer les démarches effectuées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017 par le ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau.

Aucune démarche n'a été effectuée en 2015-2016 par le ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau.

État de situation au 31 mars 2016 des démarches entreprises pour adopter une redevance sur l'eau embouteillée. Copie de tout document produit en 2015-2016 à cet effet. Prévisions des démarches pour 2016-2017.

Le Ministère a évalué, au cours des dernières années, la possibilité d'introduire une redevance sur les contenants d'eau embouteillée afin d'en réduire la consommation. La réflexion se poursuit.

État de situation au 31 mars 2016 sur le développement d'un cadre d'évaluation de la prise en compte de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant par les acteurs régionaux et nationaux. Fournir la liste des rencontres tenues par le CIGIE en la matière en 2015-2016. Fournir l'échéancier pour 2016-2017.

Une fois que le processus d'analyse et d'approbation aura été complété pour l'ensemble des PDE et que la Stratégie québécoise de l'eau (SQE) aura été adoptée, le Ministère pourra se pencher sur ce cadre d'évaluation.

Actuellement, le processus d'analyse et d'approbation des Plans directeurs de l'eau (PDE) est en cours. Ainsi, 26 PDE sur 40 ont reçu l'approbation du Ministère au 31 mars 2016. Les autres en sont aux étapes finales. L'analyse et approbation des PDE de seconde génération devrait se terminer d'ici la fin de 2016.

Aussi, le projet de Stratégie québécoise de l'eau (SQE), nouveau cadre de gestion de l'eau au Québec, est actuellement en cours de développement.

Par ailleurs, aucune rencontre du CIGIE n'a été tenue sur le sujet en 2015-2016.

État de situation au 31 mars 2016 sur la prise en compte la gestion intégrée de l'eau dans la révision et la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement (nouvelles orientations en matière d'aménagement du territoire). Fournir la liste des rencontres tenues par le CIGIE en la matière en 2015-2016. Fournir l'échéancier pour 2016-2017.

L'exercice de révision des orientations gouvernementales en vue de la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement du territoire est sous la responsabilité du MAMOT. Une orientation spécifique à la gestion intégrée des ressources en eau est dans la liste du programme de renouvellement des orientations gouvernementales.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) est le coordonnateur de cette orientation. Deux comités de travail (de niveau professionnel) sont prévus et en démarrage : un comité ministériel et un second, interministériel.

Les thèmes pressentis sont notamment la gestion des eaux pluviales, gestion par bassin versant, gestion des eaux usées, protection des sources d'alimentation en eau potable, dynamiques et gestion des lacs et cours d'eau, accès publics à l'eau, arrimage des schémas d'aménagement et de développement et des plans directeurs de l'eau, etc.

En 2015-2016, les efforts de concertation gouvernementale ont été investis pour développer le contenu de la Stratégie québécoise de l'eau, étape préalable à l'élaboration d'une orientation spécifique en matière d'aménagement du territoire. Un comité directeur ministériel, un comité directeur interministériel ainsi qu'une équipe de coordination ont été mis sur pied pour développer le contenu de la stratégie et du premier plan d'action. Deux rencontres du comité directeur interministériel ont été tenues. Il n'y a donc pas eu de rencontre du CGIE.

État de situation au 31 mars 2016 sur la mise en place de mécanismes nécessaires pour s'assurer de l'intégration de la Politique de protection des rives du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans les schémas des MRC et les règlements des municipalités.

En réponse aux recommandations du Commissaire au développement durable formulées dans son rapport de février 2013, le MDDELCC a pris certains engagements, dont entre autres :

- Réaliser un suivi systématique de la mise en place de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables auprès des MRC;
- Solliciter les MRC pour leur demander d'identifier les municipalités n'ayant pas intégré les dispositions de la Politique dans leur réglementation municipale.

En février 2014, le ministre a demandé aux dix MRC et à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) n'ayant toujours pas apporté les modifications nécessaires à leur schéma d'aménagement et de développement ou au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), de faire connaître leurs intentions à cet égard.

Ainsi, au 29 février 2016 :

- La CMM modifiera son plan métropolitain d'aménagement et de développement, mais seulement dans le cadre de sa révision, soit au plus tôt en 2017;
- 4 MRC ont présenté des modifications de leur SAD qui ont été jugées non-conformes par le gouvernement, soit les MRC d'Abitibi-Ouest, de la Haute-Gaspésie, de Caniapiscau et de Mirabel. Elles devront adopter des règlements de remplacement;
- 5 MRC ont intégré dans leur schéma comme demandé : MRC de la Côte-de-Gaspé, de la Vallée-de-l'Or, des Collines de l'Outaouais, de Memphrémagog et d'Arthabaska;
- Seule la MRC de Pontiac soulève des enjeux relatifs à l'intégration des cotes de crues et des démarches additionnelles seront requises.

Relativement à l'exercice de solliciter les MRC pour leur demander d'identifier les municipalités n'ayant pas intégré les dispositions de la Politique dans leur réglementation, cette démarche a été réalisée à l'été et à l'automne 2015. Le MDDELCC procède actuellement à la compilation des réponses transmises par les MRC afin de dresser le portrait de la situation.

État de situation au 31 mars 2016 sur les efforts du ministère pour mettre à jour la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) pour y intégrer les Changements climatiques et les zones côtières.

Depuis son adoption en 1987, la PPRLPI a fait l'objet de plusieurs mises à jour, la dernière datant de 2014.

Dans le cadre du chantier de modernisation du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement, une analyse du cadre réglementaire en place sera effectuée afin d'y apporter les modifications nécessaires. Les dispositions de la PPRLPI feront aussi l'objet de cette analyse.

Entre-temps, l'élaboration d'un guide portant sur une nouvelle méthode de détermination de la ligne des hautes eaux (LHE) en zone côtière a débuté en octobre 2015. Son élaboration a été confiée au Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Cette méthode permettra d'intégrer des particularités du domaine maritime à la PPRLPI et ainsi favoriser l'adaptation aux changements climatiques.

État de situation au 31 mars 2016, incluant les sommes injectées en 2015-2016, du suivi de l'engagement de regrouper et de développer l'information sur l'eau et les écosystèmes aquatiques requise pour la gouvernance de l'eau. Indiquer notamment le suivi quant à la création du Bureau des connaissances sur l'eau. Fournir l'échéancier pour 2016-2017.

Selon la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection* (Loi sur l'eau) adoptée en 2009, deux responsabilités incombent au MDDELCC et à son Bureau des connaissances sur l'eau :

- La mise en place et la coordination technique d'un **système d'information** visant la collecte de données sur l'eau, les écosystèmes aquatiques et leurs usages à l'échelle des unités hydrographiques, ainsi que la conservation et la diffusion de ces données, dans le but de soutenir les besoins en connaissances sur l'eau et de fournir à la population une information qui soit la plus fiable, complète et à jour possible;
- Le Bureau doit, au plus tard cinq ans celle de l'entrée en vigueur de la loi et, par la suite, à tous les cinq ans, transmettre au ministre un **rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques**. Ce rapport est rendu accessible au public dans les 30 jours de sa transmission au ministre.

Système d'information sur l'eau et les écosystèmes aquatiques

Le Ministère a réalisé une démarche stratégique en gestion des connaissances sur l'eau pour analyser les problématiques liées aux connaissances sur l'eau et identifier les besoins des acteurs de l'eau à l'égard de la gestion intégrée de cette ressource afin que ceux-ci puissent prendre des décisions éclairées.

Suite à cette analyse, le Portail des connaissances sur l'eau est l'outil développé pour répondre à cette première responsabilité. Ce portail collaboratif s'inscrit dans la volonté du gouvernement du Québec de conserver, mettre à jour, partager et diffuser les connaissances sur les ressources en eau. Il offrira, à terme, aux ministères et sociétés d'État, au milieu municipal, et aux autres acteurs de l'eau et partenaires du ministère un accès intégré, rapide et transparent aux connaissances sur l'eau (voir QP N° 69).

Au 29 février 2016, les sommes dépensées en 2015-2016 pour ces travaux s'élevaient à 294 718 \$.

Production d'un rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques au Québec

Le Rapport sur l'état de l'eau et des écosystèmes aquatiques s'adresse à tous, mais plus particulièrement aux personnes ou groupes intéressés et concernés par l'eau. Ce rapport gouvernemental vise à assembler l'information disponible sur l'eau et les écosystèmes aquatiques afin de dresser un portrait général de la situation tous les 5 ans. Le premier rapport, publié en 2014, peut être consulté au www.rapportsurleau.gouv.qc.ca.

Aucune somme n'a été consacrée à ce projet en 2015-2016.

État de situation au 31 mars 2016 sur la mise en place du Portail gouvernemental des connaissances sur l'eau. Indiquer :

- a. La liste des rencontres tenues par le CIGIE en la matière en 2015-2016;
- b. Le calendrier révisé des étapes de mise en place;
- c. Le budget total et consacré à chaque étape de 2008-2009 à 2015-2016;
- d. Les ETC consacrés annuellement de 2008-2009 à 2015-2016;
- e. La liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe.

a. La liste des rencontres tenues par le CIGIE en la matière en 2015-2016

Aucune rencontre du CIGIE n'a eu lieu en 2015-2016 sur ce dossier.

b. Le calendrier révisé des étapes de mise en place

Le Portail des connaissances sur l'eau vise à conserver, mettre à jour, partager et diffuser les connaissances gouvernementales sur les ressources en eau. Ces connaissances sont disséminées dans plus de 100 jeux de données, entreposées dans 27 bases de données, diffusées via 23 systèmes de diffusion, et ce par 17 organismes.

Il est destiné au gouvernement et sociétés d'État, au milieu municipal, aux communautés autochtones, aux organismes non gouvernementaux, au milieu de la recherche, au milieu économique ainsi qu'aux individus ou regroupement reconnus comme acteurs de l'eau.

Il vise la prise de décisions éclairées et concertées pour une gestion de l'eau plus performante et ainsi assurer le bien-être de la population et la santé des écosystèmes aquatiques.

Ce que le Portail comporte actuellement

- Le Portail des connaissances sur l'eau comporte un navigateur cartographique et une application géomatique Web.
- Le navigateur cartographique est:
 - offert à tous les employés du Ministère et, par le biais de l'extranet, à près de 700 utilisateurs dont les organismes de bassins versants (OBV), les tables de concertation régionales (TCR) ainsi que les partenaires du Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines du Québec (PACES);
 - basé sur des technologies récentes et offre une interface simple, moderne et attrayante qui allie performance et convivialité.
 - Un outil spécialisé performant qui permet notamment de visualiser, d'interroger et d'extraire les données cartographiques et descriptives.

Ce que le Portail comportera prochainement

- Le Portail des connaissances sur l'eau prévoit, deux outils de travail supplémentaires : un système de gestion de l'information géographique et une plateforme collaborative :

La plateforme collaborative vise à :

- créer des espaces de collaboration sécurisés facilitant les échanges;
- produire et gérer des documents et des données;
- télécharger et exploiter des connaissances sur l'eau;
- partager des connaissances sur l'eau.

Le Système de gestion de l'information géographique vise à :

- permettre une intégration efficace des données à référence spatiale provenant de différentes sources;
- visualiser et analyser l'information nécessaires à la gestion intégrée de l'eau sur un territoire donné;
- offrir des services de traitement de données géo-référencées pour répondre aux besoins des acteurs de l'eau;
- offrir de nouvelles fonctionnalités qui bonifieront les services déjà offerts.

S'appuyant sur une technologie déjà mis en place au Ministère, soit SharePoint, une stratégie d'implantation progressive de déploiement de services collaboratifs s'étalant sur une période maximale de 18 mois est en cours. Des essais avec des partenaires du Ministère sont effectués.

De nombreux autres outils ministériels déjà offerts

- Il existe plusieurs autres outils ministériels publics, notamment l'Atlas interactif de la qualité des eaux de surface et des écosystèmes aquatiques, le réseau de surveillance volontaire des lacs et le suivi hydrologique de différentes stations hydrométriques.

c. Le budget total et consacré à chaque étape de 2008-2009 à 2015-2016

Le 20 septembre 2011, le Conseil du trésor (CT) autorisait le Ministère à entreprendre les travaux d'architecture détaillée du Portail des connaissances sur l'eau ainsi que l'analyse préliminaire d'une plateforme de gestion de l'information géographique sur l'eau et ce, sous réserve que les travaux débutent qu'après le 31 mars 2012.

Le budget total du projet tel qu'autorisé au C.T. 210604 est de 2 496 400 \$.

La phase d'architecture détaillée du Portail et de l'analyse préliminaire du système de gestion de l'information géographique ont été complétées en septembre 2015.

Coût final du projet est de 1 379 938 \$ soit 1 116 462 \$ de moins que le budget autorisé.

d. Les ETC consacrés annuellement de 2008-2009 à 2015-2016

2010-2011 : 0,3 ETC

2011-2012 : 0 ETC

2012-2013 : 0,26 ETC

2013-2014 : 0,9 ETC

2014-2015 : 1,67 ETC

2015-2016 : 0.48 ETC

e. La liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe

Tel qu'inscrit à la réponse de la question générale n° 12, la valeur totale des contrats pour le projet Portail gouvernemental des connaissances sur l'eau et la liste des prestataires de service est la suivante :

1 040 543\$

Les prestataires de service sont :

LGS, CGI, GP3 et R3D

État de situation au 31 mars 2016, incluant les sommes injectées, du suivi de l'engagement d'entreprendre un inventaire des grands aquifères du Québec, notamment à l'égard du Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines (PACES) et du Programme de recherche sur la connaissance des eaux souterraines (PRCES)

Le gouvernement du Québec s'est engagé en 2002 (Politique nationale de l'eau) à réaliser l'inventaire des grands aquifères du Québec sur une période de quinze ans. Le Programme d'acquisition des eaux souterraines (PACES) a permis à ce jour de couvrir environ 75 % de la superficie du Québec méridional municipalisé. Une nouvelle phase du programme demeure cependant nécessaire pour compléter la couverture du territoire municipalisé du Québec.

Jusqu'à maintenant, la mise en œuvre de cet engagement a été financée comme suit :

- 2008-2013 : annonce, dans le cadre du budget 2008-2009, d'une enveloppe de 7,5 M\$ sur cinq ans pour la mise en place du PACES;
- 2011-2015 : annonce, dans le cadre du budget 2011-2015, d'une enveloppe de 5,5 M\$ sur cinq ans pour la poursuite des travaux d'acquisition de connaissances du PACES.

À la suite des appels de propositions effectués, les projets suivants ont été retenus et menés à terme :

Projets complétés le 31 mars 2013 :

- UQAC : Saguenay/Lac-Saint-Jean (territoire municipalisé) — 1 839 000 \$;
- INRS-ETE : Montérégie-Est; bassins des rivières Richelieu et Yamaska — 1 891 920 \$;
- UQAM : Bassin versant de la rivière Bécancour — 685 000 \$;
- UQTR : Mauricie Sud-ouest — 681 720 \$;
- UQAT : Abitibi-Témiscamingue (territoire municipalisé) — 963 316 \$;
- Université Laval : Territoire de la Communauté métropolitaine de Québec — 730 939 \$;
- Université Laval : Outaouais — 776 292 \$.

Projets complétés le 31 mars 2015 :

- UQAC : Charlevoix/Haute Côte-Nord — 960 000 \$;
- INRS-ETE : Territoire de Chaudière-Appalaches — 1 200 000 \$;
- UQAM : Bassins versants de la Nicolet/Basse Saint-François — 946 796 \$;
- UQAM/Polytechnique : Région de Vaudreuil/Soulanges — 195 108 \$;
- UQAR : Bassins versants Nord-Est/Bas St-Laurent — 800 830 \$;
- UQAT : Abitibi-Témiscamingue (phase 2) — 959 992 \$.

Les travaux réalisés dans le cadre de ces projets ont touché à la fois les aspects quantitatifs et qualitatifs de la ressource. Ils ont mené à la production de cartes localisant notamment les formations géologiques du territoire, les principaux aquifères ainsi que leurs zones de recharge et de forte vulnérabilité à la contamination. De plus, des cartes illustrant les données relatives à la qualité des nappes d'eau souterraine ont été produites à partir de l'information géochimique obtenue.

Par ailleurs, deux Programmes de recherche sur la connaissance des eaux souterraines (PRCES), d'une durée de trois ans, ont été élaborés en 2009 en collaboration avec le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies et le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture. Au total, une somme de 1,2 M\$ a été versée pour la réalisation de l'ensemble de ces projets de recherche qui se sont terminés en 2014.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques déploie actuellement les efforts nécessaires à la diffusion des résultats découlant des projets PACES. D'une part, les données à caractère technique (données ponctuelles et produits cartographiques) sur chacun des territoires des projets complétés en 2013 sont présentement accessibles sur un navigateur cartographique via un site Extranet (système DCH) et ceux des projets complétés le 31 mars 2015 sont en cours d'intégration. Les rapports vulgarisés et les rapports scientifiques seront rendus disponibles d'ici la fin de l'année 2016 sur le site Internet du Ministère.

Il ne faut pas confondre les travaux réalisés dans le cadre du PACES avec les études hydrogéologiques plus localisées (ex. : île d'Anticosti), requises par le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection à l'égard des forages pétroliers et gaziers.

État de situation au 31 mars 2016 sur le plan d'action du ministère pour couvrir les zones orphelines des PACES.

Le gouvernement du Québec considère que des connaissances sur les grands aquifères de l'ensemble du Québec méridional municipalisé sont nécessaires pour répondre aux enjeux de gestion de la ressource eau souterraine et d'aménagement du territoire.

L'inventaire réalisé à ce jour dans le cadre du Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines a permis de couvrir 75 % du territoire municipalisé du Québec.

La dernière phase du PACES reste à venir et sera sans doute l'une des actions prioritaires dans la cadre de la *Stratégie québécoise de l'eau* actuellement en élaboration.

Fournir les actions effectuées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017 par le ministère pour que les PACES obtiennent de meilleures connaissances sur l'eau souterraine à une plus grande profondeur dans un contexte de fracturation hydraulique. Fournir les sommes dédiées en 2015-2016 et 2016-2017 à cet égard.

En vertu du *Règlement sur le prélèvement de l'eau et sa protection* (RPEP), le promoteur d'un site de forage pétrolier ou gazier doit effectuer une caractérisation initiale du site (art. 37). Cette caractérisation doit comprendre une étude hydrogéologique, incluant notamment des connaissances sur le contexte hydrogéologique à grande profondeur (art. 38) dont:

- la détermination du contexte géologique et structural (ex. : présence de failles) et un profil stratigraphique;
- une évaluation des impacts d'une contamination des eaux sur les prélèvements d'eau effectués à des fins de consommation humaine, advenant qu'une défaillance du puits (pétrolier ou gazier) provoquerait une migration des fluides vers un aquifère.

De plus, avant le début d'une fracturation, un programme de fracturation doit être fourni (art. 43) et doit notamment comprendre :

- La composition, la structure et le comportement géomécanique des formations géologiques;
- Une évaluation de la propagation des fractures, en 3 dimensions;
- La détermination des paramètres au-delà desquels un incident est susceptible de se produire;
- Un programme de suivi.

L'article 44 impose que la mise en œuvre du programme de fracturation soit réalisée sous la supervision d'un professionnel.

L'article 45 du RPEP oblige le responsable du site de forage à informer le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques en cas de problème au cours de la mise en œuvre du programme de fracturation (opérations de fracturation). À la fin des opérations de fracturation sur un puits, l'article 46 oblige le responsable du site de forage à soumettre un rapport sur la mise en œuvre du programme de fracturation établi sous la signature d'un professionnel.

Enfin, en vertu des articles 47 et 48, le responsable d'un site de forage est tenu d'effectuer un suivi préventif de la qualité des eaux souterraines en périphérie du site de forage, et ce, jusqu'à dix ans après la fermeture définitive du site de forage. Au cours de ce suivi, le responsable du site de forage est tenu d'informer le ministre en cas de contamination des eaux souterraines.

Il est à noter qu'en vertu de la Loi sur les mines, la fermeture définitive d'un site de forage nécessite, au préalable, une autorisation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles. Lors de l'analyse d'une telle demande, ce ministre est tenu de solliciter l'avis du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Bien que la responsabilité de l'acquisition de connaissances sur l'eau souterraine à plus grande profondeur incombe aux promoteurs de forages et de fracturations hydrauliques, cela n'exclut pas la possibilité pour le gouvernement d'entreprendre de telles études s'il le juge à propos.

Préciser les résultats obtenus en 2015-2016 pour tenir compte des avis relatifs à l'amélioration des connaissances sur les eaux souterraines contenus dans la filière gazière et pétrolière (avis des 2 rapports du BAPE sur l'industrie du gaz de schiste, conclusions de l'ÉES sur la filière du gaz de schiste, conclusions des ÉES globale et spécifique sur les hydrocarbures). Fournir les démarches prévues pour 2016-2017.

Résultats obtenus

L'état des connaissances sur l'impact potentiel sur les eaux souterraines de l'industrie des hydrocarbures, incluant les pratiques de la fracturation hydraulique, a grandement évolué depuis le premier BAPE sur les gaz de schiste. Les conclusions de la littérature scientifique sont les suivantes :

- la contamination des aquifères par les produits utilisés est rarissime,
- le méthane est souvent naturellement présent dans l'eau souterraine à proximité des formations rocheuses qui contiennent des hydrocarbures,
- la présence de méthane naturel ou causé par les opérations de l'industrie dans l'eau a peu d'impacts sur la santé,
- les cas de contamination d'eau souterraine à proximité des forages gaziers et pétroliers sont en très grande partie dus à une mise en place déficiente des puits.

Au Québec, les lignes directrices provisoires sur l'industrie gazière et pétrolière ainsi que le chapitre V du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP) tiennent compte des conclusions les plus récentes de la littérature scientifique et confèrent une protection adéquate aux aquifères contre les opérations de l'industrie. Par ailleurs, le règlement oblige les opérateurs à caractériser l'état initial des eaux souterraines, à tenir compte de l'environnement et des utilisateurs de la ressource à proximité des forages gaziers et pétroliers et permet d'accumuler des connaissances supplémentaires sur les eaux souterraines via les études hydrogéologiques prescrites aux opérateurs avant la réalisation de travaux de fracturation hydraulique.

État de situation au 31 mars 2016, incluant les sommes injectées en 2015-2016, du suivi de l'engagement de mettre en œuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL).
Fournir :

- a. Un état d'avancement de la mise en place des tables de concertation régionales (TCR) en 2015-2016;
- b. L'échéancier de la mise en place des TCR en 2016-2017 et les années suivantes.

L'état d'avancement de la mise en place des Tables de concertation régionales (TCR) est présenté au tableau suivant :

Nom de la zone	État d'avancement
Zone de Québec	<ul style="list-style-type: none">• Désignation de la Communauté métropolitaine de Québec désignée officiellement par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : 20 novembre 2012• Signature de la convention par les deux Parties : 17 janvier 2013• Assemblée de fondation : 4 mars 2014.• En cours : Planification stratégique et plan d'actions
Zone du Haut-Saint-Laurent et du Grand Montréal	<ul style="list-style-type: none">• Désignation du Comité ZIP Jacques-Cartier : 3 juin 2104.• Signature de la convention par les deux Parties : 15 octobre 2014.• Assemblée de fondation : 29 septembre 2015.• En cours : Analyse de zone.
Zone du lac Saint-Pierre	<ul style="list-style-type: none">• Désignation du Comité ZIP du lac Saint-Pierre : 8 février 2013• Signature de la convention par les deux Parties complétée le 18 juin 2013• Assemblée de fondation : 6 février 2014.• En cours : Analyse de zone
Zone des Îles-de-la-Madeleine	<ul style="list-style-type: none">• Désignation du Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine: 24 février 2014.• Signature de la convention par les deux Parties : 5 août 2014.• Assemblée de fondation : 25 septembre 2015• En cours : Analyse de zone
Zone du Sud de l'estuaire moyen	<ul style="list-style-type: none">• Désignation du Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire : 11 avril 2013• Signature de la convention par les deux Parties : 3 juillet 2013• Assemblée de fondation : 5 mai 2014.• En cours : Analyse de zone
Zone de l'estuaire fluvial	<ul style="list-style-type: none">• Désignation du Comité ZIP Les Deux Rives : 14 août 2015• Signature de la convention par les deux Parties : 4 décembre 2015• Assemblée de fondation prévue pour novembre ou décembre 2016.• En cours : Portrait des acteurs.

Pour les sommes injectées en 2015-2016, se référer à la fiche no. 160.

Indiquer le bilan des actions entreprises en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017 par les TCR mises en place pour répondre aux enjeux du Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026. Ventiler la TCR.

L'article 13 de la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection* adoptée en 2009 mentionne que la gestion intégrée des ressources en eau « ... doit être réalisée de manière intégrée et concertée dans les unités hydrographiques désignées, ... en particulier dans l'unité hydrographique d'intérêt exceptionnel que forme le Saint-Laurent ». Depuis 2011, le déploiement graduel de la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL) se concrétise par la mise en place des Tables de concertation régionales (TCR).

Bien que la mise en place des TCR à l'échelle des zones de gestion intégrée de l'eau du Saint-Laurent s'inscrive dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026, le rôle des TCR n'est pas de réaliser des actions afin de répondre aux enjeux ciblés dans cette entente de collaboration gouvernementale.

Ainsi, les objectifs poursuivis par les TCR sont plutôt de favoriser la concertation et la mobilisation des intervenants régionaux concernés par les enjeux du Saint-Laurent à l'échelle de chacune des zones établies et de contribuer à l'élaboration, à l'adoption et au suivi de la mise en œuvre d'un Plan de gestion intégrée régional représentatif des préoccupations et de la volonté d'action des acteurs régionaux, et ce, dans le respect des mandats et des responsabilités de tous les intervenants concernés.

Indiquer les actions effectuées en 2015-2016 et 2016-2017 et les sommes investies en 2015-2016 et 2016-2017 pour la mise en œuvre des recommandations développées dans le cadre des Forums Saint-Laurent.

Le Forum Saint-Laurent est un événement annuel, sur invitation, rassemblant des intervenants du Saint-Laurent, soit des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux qui ont des responsabilités ou des intérêts liés à la gestion de ses ressources et de ses usages. Ce mécanisme de concertation préconisé dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée du Saint-Laurent, est défini à l'Annexe B de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 (PASL).

Les objectifs du Forum Saint-Laurent sont les suivants :

- a) Constituer un lieu de concertation pour l'ensemble des intervenants;
- b) Traiter des enjeux transversaux;
- c) Partager des informations, des idées et des solutions par rapport aux enjeux;
- d) Soumettre, s'il y a lieu, des avis au Comité directeur de l'Entente.

FORUM SAINT-LAURENT 2015

Lors du dernier Forum Saint-Laurent qui s'est tenu les 3 et 4 novembre 2015, des ateliers de concertation ont eu lieu afin de permettre aux quelques cent participants d'identifier des idées de projets potentiels en lien avec le thème de l'événement, soit « *L'amélioration de la qualité de l'eau : ce que nous pouvons faire de plus* ».

Lors de l'événement de 2015, une séance d'affichage a également permis de présenter plusieurs projets en lien avec la thématique (8 affiches) ainsi que deux autres projets réalisés au cours de 2014-2015 à la suite du Forum Saint-Laurent 2014 portant sur l'adaptation aux changements climatiques. Ces projets étaient :

- Grand Conseil de la Nation Waban-Aki : *Plan d'adaptation aux changements climatiques pour les communautés de Wôlinak et d'Odanak;*
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador : *Planifier l'adaptation aux changements climatiques : l'expérience des Premières Nations des Innus d'Ekuanitshit et d'Essipit.*

Enfin, parmi les participants au Forum 2015, 25 participants se sont engagés à :

- Diffuser et partager des enjeux discutés et de leur expérience vécue lors du Forum;
- Soutenir ou mettre en œuvre des actions sous le thème;
- Mettre en œuvre des projets élaborés lors du Forum 2015.

La liste des projets potentiels a été partagée en ligne sur le site du PASL (http://planstlaurent.qc.ca/fr/gestion_integree/forum_saint_laurent/forum_novembre_2015/bilan_preliminaire_2015.html) et remise aux membres du Comité directeur de l'Entente, quelques semaines après la tenue de l'événement. Aucune somme n'a été investie dans le suivi des recommandations, autre que les crédits réguliers du Ministère pour la diffusion de ces projets potentiels.

Indiquer le nombre d'ETC du ministère dédiés en 2015-2016 et 2016-2017 au projet de transfert d'eau vers la ville de Waukesha (Wisconsin). Indiquer également le budget total alloué supplémentaire alloué par le ministère au budget 2016-2017 du Conseil régional de l'Entente.

Les frais de fonctionnement du Secrétariat du Conseil régional des ressources en eau des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (Conseil régional), qui assume le suivi de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (Entente) sont assumés à parts égales entre les dix Parties signataires de l'Entente. Cette quote-part annuelle est assumée à même les budgets réguliers du MDDELCC puisque le représentant du Premier ministre au Conseil régional est le directeur général des Politiques de l'eau.

La résolution #2016-1 approuvée le 7 janvier 2016, visait à amender le budget régulier du Conseil régional et du Conseil du Compact pour les années fiscales 2016 et 2017 afin d'établir un budget pour l'examen régional de la demande de transfert d'eau de la ville de Waukesha. Ce budget a été établi à 261 688 US\$ pour la procédure d'examen régional du projet de transfert d'eau vers la ville de Waukesha (Wisconsin), et cette facture est entièrement assumée par la Partie d'origine, en l'occurrence le Wisconsin.

En 2015-2016, le nombre d'ETC ayant contribué à l'analyse du projet de transfert d'eau vers la ville de Waukesha s'estime ainsi :

- Personnel d'encadrement
TOTAL = 0,10 ETC
- Personnel professionnel
TOTAL = 0,35 ETC

Depuis 2005-2006, préciser la liste des cas de dérivation de l'eau d'un bassin versant vers un autre au Québec autorisé par le ministère.

a) Transfert d'eau hors du bassin du fleuve Saint-Laurent autorisé dans le cadre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent

Depuis 2005-2006, un seul cas de transfert d'eau hors du bassin du fleuve Saint-Laurent a été autorisé par le ministère le 21 juin 2010 en vertu l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (Entente). Il s'agit du projet de relocalisation de la prise d'eau potable de la ville de Thetford Mines, qui chevauche le bassin délimité par la Charte des Grands Lacs (Charte).

b) Autres transferts d'eau autorisés (notamment dans le cadre de projet hydro-électrique)

Depuis 2005, un seul certificat d'autorisation concernant les transferts d'eau entre les bassins versants a été délivré, soit le 24 novembre 2006 pour le projet de centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert (dossier numéro : 3214-10-017). Le tout en vertu de l'article 164 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

État de situation au 31 mars 2016 sur la mise en œuvre du RPEP. Indiquer les sommes injectées en 2015-2016 pour la mise en œuvre du Règlement et les sommes prévues pour 2016-2017. Indiquer l'allocation prévue en sommes compensatoires, notamment aux municipalités et aux agriculteurs (Programme de soutien technique et financier à l'intention des municipalités).

Pour les premières années, le nombre de projets assujettis aux mécanismes d'autorisation qui était déjà requis en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) est sensiblement le même que celui découlant de l'application du RPEP. Selon les estimations des impacts organisationnels que l'on retrouve dans l'étude économique produite pour l'édiction du RPEP, les montants sont de l'ordre de 1,9 M\$ durant la période 2014-2018.

État de situation au 31 mars 2016, incluant les sommes injectées en 2015-2016 et en 2015-2016, du suivi de l'engagement d'adopter une stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. Fournir l'échéancier pour 2016-2017.

Le Québec dispose d'une réglementation qui assure à la population un approvisionnement en eau potable de qualité, selon les standards parmi les plus élevés en Amérique du Nord.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) s'est fixé comme objectif d'élaborer, avec ses partenaires gouvernementaux, une stratégie de protection (qualité) et de conservation (quantité) des sources d'eau potable afin de veiller à assurer à l'ensemble de la population du Québec un approvisionnement sécuritaire en eau potable, dans une perspective de développement durable. Il s'agit d'ailleurs d'un engagement de la Politique nationale de l'eau (2002) et du Plan stratégique 2009-2014 du MDDELCC.

Le 12 avril 2012, le Ministère a publié le projet de Stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable, aux fins d'une consultation publique. Tous les intervenants qui se sont exprimés lors des consultations ont reconnu la pertinence et la nécessité que le Québec se dote d'une telle stratégie pour sécuriser l'alimentation en eau potable.

La stratégie proposée comporte trois grands volets :

- L'analyse de la vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable;
- L'élaboration de plans de protection et de conservation de ces sources et la mise en place des mesures qui en découlent;
- L'établissement de mesures d'urgence.

Le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP), qui a été adopté le 16 juillet 2014, fournit l'assise à la mise en œuvre de la première étape du projet de stratégie en prévoyant certaines mesures minimales de protection des sources servant à l'alimentation en eau potable et en exigeant que les prises d'eau municipales qui alimentent plus de 500 personnes fassent l'objet d'une analyse de leur vulnérabilité. Cette analyse de vulnérabilité devra être complétée et transmise au MDDELCC au plus tard en avril 2021.

Les analyses de vulnérabilité incluront une caractérisation du prélèvement d'eau, une délimitation des aires de protection, un inventaire et une évaluation des éléments (activités anthropiques, affectations du territoire et risques d'événement) qu'on retrouve dans les aires de protection et qui sont susceptibles d'affecter la qualité ou la quantité de l'eau prélevée aux fins d'alimentation en eau potable, ainsi qu'une identification des causes pouvant expliquer les problèmes avérés de qualité ou de quantité d'eau. Un guide encadrant cette démarche a été publié par le MDDELCC en avril 2015 et mis à la disposition des municipalités. Des formations ont été offertes à ce sujet en 2015-2016 et de nouvelles sont également prévues en 2016-2017.

Indiquer le rôle et les budgets annuels dédiés aux OBV dans la mise en œuvre de la stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. Indiquer le budget réservé en 2015-2016 et celui prévu en 2016-2017 à la concertation des acteurs de l'eau et à la mise en œuvre des actions au niveau des municipalités et des MRC pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable.

La Stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable n'a pas encore été adoptée. Son adoption fait partie des objectifs prévus dans la future Stratégie québécoise de l'eau.

Néanmoins, le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP), adopté le 16 juillet 2014, fournit l'assise à la mise en œuvre de la première étape du projet de stratégie en prévoyant certaines mesures minimales de protection des sources servant à l'alimentation en eau potable et en exigeant que les municipalités produisent une analyse de vulnérabilité pour leurs prises d'eau potable alimentant plus de 500 personnes. Cette analyse de vulnérabilité devra être complétée et transmise au MDDELCC au plus tard en avril 2021.

Afin de soutenir les municipalités, le Ministère a publié en avril 2015 un guide technique précisant la démarche d'analyse de vulnérabilité que les municipalités doivent compléter. Dans ce guide, le Ministère souligne l'importance, pour les municipalités, d'obtenir une collaboration des divers intervenants des territoires visés. Le guide mentionne notamment les organismes de bassin versant (OBV) ou les tables de concertations régionales (TCR) à l'échelle du fleuve Saint-Laurent, comme instances pouvant permettre de développer de tels mécanismes de collaboration ou de regroupement.

Aucune somme n'a donc été déboursée en 2015-2016 à cette fin.

État d'avancement des actions menées par le MDDELCC au sein de la Stratégie québécoise sur l'eau potable du MAMOT au 31 mars 2016, et actions prévues pour 2016-2017. Sommes engagées en 2015-2016 et celles prévues pour 2016-2017.

Le Québec est l'un des plus grands consommateurs d'eau au monde par habitant. Le fait que le Québec possède 3 % des ressources mondiales renouvelables en eau douce a contribué au siècle dernier à l'implantation d'industries et de pratiques culturelles dont la demande en eau était élevée. Un changement progressif des pratiques est en cours dans un contexte global des changements climatiques.

Dans les dernières années, le MDDELCC a contribué à favoriser l'économie de l'eau par les actions suivantes :

- Le MDDELCC et le MAMOT subventionnent, depuis plus de vingt ans, un programme annuel de RÉSEAU environnement pour la sensibilisation des citoyens à l'usage raisonnable de l'eau à des fins domestiques. Le MDDELCC a contribué pour 10 000 \$ à ce programme en 2015-2016.
- Dans le cadre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, signée en 2005, le MDDELCC a développé un programme de conservation et d'utilisation efficace de l'eau pour les volets municipaux, industriels et agricoles, qu'il a rendu public en septembre 2013. Ce programme prévoit la mise en œuvre de plusieurs mesures dans le but de conserver l'eau, de l'utiliser efficacement et de diminuer le gaspillage dans plusieurs secteurs d'activité.
- Le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection, adopté le 16 juillet 2014, a permis de mettre en œuvre un nouveau régime d'autorisation des prélèvements d'eau et d'introduire l'obligation pour les municipalités de réaliser une analyse de vulnérabilité de leurs prises d'eau potable, tant au point de vue de la quantité d'eau prélevée que de la qualité.

État de la situation au 31 mars 2016 de la fixation des exigences de rejet qui assurent le respect de la capacité de support des milieux récepteurs et le maintien des usages de l'eau (recommandation du Commissaire au développement durable).

Une entente de collaboration entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et le MDDELCC a été conclue en octobre 2014;

a) La position ministérielle sur les débordements qui prévoit qu'aucun projet d'extension de réseau d'égout susceptible de faire augmenter la fréquence des débordements d'égouts unitaires, domestiques ou pseudodomestiques ne sera autorisé sans que la municipalité ait prévu des mesures compensatoires ou qu'elle se soit engagée à réaliser un plan de gestion des débordements, est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2014.

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/eaux-usees/ouvrages-municipaux/position-ministere.htm>

b) Le MDDELCC a complété et a publié en octobre 2014 un document exposant les orientations pour la délivrance de la première attestation d'assainissement et les exigences qui seront formulées aux municipalités. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/eaux-usees/orientations.pdf>

c) Un bilan des charges en phosphore est en voie d'être finalisé sur les différents bassins versants du Québec (une soixantaine). Il permettra d'évaluer la part attribuable aux rejets municipaux dans les conditions actuelles et les gains environnementaux possibles d'un resserrement des normes de rejet.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 84

Fournir le bilan des charges en phosphore sur les différents bassins versants du Québec afin d'évaluer la part attribuable aux rejets municipaux et les gains possibles d'un resserrement des normes de rejet (prévu pour 2015-2016).

Le bilan des charges en phosphore sur les différents bassins versants du Québec sera publié en 2016. Ce rapport permettra d'évaluer la part attribuable aux rejets municipaux dans les conditions actuelles et les gains environnementaux possibles d'un resserrement des normes de rejet.

État de situation, au 31 mars 2016, sur la mise en œuvre de la position ministérielle en matière de débordement des réseaux d'égout municipaux. Indiquer notamment le gain environnemental quantifiable des trois options possibles pour le requérant.

La position ministérielle sur l'application des normes pancanadiennes de débordement des réseaux d'égout municipaux est entrée en vigueur le 1er avril 2014. Cette position ministérielle s'applique aux demandes d'autorisation pour des prolongements d'égout qui seraient susceptibles de faire augmenter les débordements. Le cas échéant, elle vise à ce que des mesures compensatoires soient mises en place pour qu'il n'y ait pas d'augmentation des débordements lors des prolongements des réseaux d'égout (développements).

L'application de la position ministérielle vise à éviter une augmentation des débordements, donc à maintenir les débordements à leur niveau actuel (aucun gain et aucune perte).

Les 3 options proposées dans la position ministérielle sont davantage reliées aux efforts nécessaires à la municipalité pour mettre en œuvre les mesures compensatoires :

- Option 1 : Les mesures compensatoires sont simples et faciles à mettre en œuvre rapidement. Elles sont proposées à même la demande d'autorisation.
- Option 2 : La municipalité s'engage à réaliser des mesures compensatoires selon un échéancier précis lorsque les mesures nécessitent plus de temps à mettre en œuvre.
- Option 3 : La municipalité s'engage à élaborer et mettre en œuvre un plan de gestion de débordements qui comprendra diverses mesures compensatoires à l'échelle du territoire ou d'une partie importante du territoire. L'option 3 s'adresse particulièrement aux moyennes et grandes municipalités qui se développent davantage.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 86

Indiquer le nombre de projets de développement ou de redéveloppement sur le territoire d'une municipalité ayant reçu, en 2015-2016, l'autorisation du ministère sous condition d'adopter des mesures compensatoires permettant d'éviter l'augmentation de la fréquence des débordements.

Cette information n'est pas disponible.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 87

Indiquer le pourcentage de projets de développement ou de redéveloppement ayant reçu, en 2015-2016, l'autorisation du ministère et dont l'ajout de débit moyen par temps sec est inférieur ou égal à 10 m³/jour (non-soumis à la position ministérielle).

Cette information n'est pas disponible.

Fournir la liste des municipalités nécessitant des équipements de désinfection, les échéanciers de mise à niveau et les budgets alloués en 2015-2016.

La liste préliminaire des stations d'épuration municipales nécessitant des équipements de désinfection est en cours de validation finale. Les stations d'épuration concernées auront des exigences de suivi particulières pour certains paramètres liés aux équipements de désinfection dans leur première attestation d'assainissement. Environ 33 stations municipales de traitement des eaux usées seront visées.

Aucune somme n'a été dépensée en 2015-2016 dans ce dossier.

Fournir le nombre de stations d'épuration municipales existantes non conformes aux critères de performance du ROMAEU. Ventiler selon :

- a. Les stations d'épuration à risque élevé;**
- b. Les stations d'épuration à risque moyen;**
- c. Les stations d'épuration à risque faible.**

Fournir l'échéancier de mise à niveau pour chaque niveau de risque.

-
- a. Les stations d'épuration à risque élevé :
Nombre = 0
Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2020
 - b. Les stations d'épuration à risque moyen :
Nombre = 14
Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2030
 - c. Les stations d'épuration à risque faible :
Nombre = 50
Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2040

QUESTION PARTICULIÈRE N° 90

Fournir le nombre de réseaux d'égout municipaux sans station d'épuration et des stations dotées uniquement d'un dégrillage. Fournir l'échéancier de mise à niveau.

- 72 réseaux d'égout (dans 70 municipalités) sans station d'épuration ou avec dégrilleur.
- 24 réseaux d'égout (dans 22 municipalités) avec dégrilleur seulement.
- Il y a aussi 5 municipalités qui comportent des rejets d'eaux usées dans un réseau pluvial sans traitement.

Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2020

Fournir les obligations financières additionnelles générées par l'application du ROMEAU et la mise en œuvre des exigences éventuellement incluses dans les attestations d'assainissement au cours de l'année 2015-2016, ainsi que pour les 10, 20 et 30 prochaines années. Ventiler par :

- a. Coût de mise aux normes des rejets;
- b. Coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées.

Année 2015-2016

Coût additionnel pour les municipalités pour le suivi des rejets de l'ensemble des stations d'épuration (art. 7 du Q-2, r.34.1)

Les stations d'épuration devront effectuer au total 924 échantillons et tests de toxicité. Il s'agit d'une dépense de 360 k par an pour l'ensemble des stations d'épuration au Québec.

Catégorie de l'ouvrage	Nombre d'ouvrages	Échantillonnage		Coût toxicité aiguë	Coût total
		Fréquence	Coût (\$)	(%)	
Très petite taille	338	—	—	—	—
Petite taille	230	—	—	—	—
Moyenne taille	156	4	124 800	118 560	243 360
Grande taille	27	4	21 600	20 520	42 120
Très grande taille	16	12	38 400	36 480	74 880
Total	767	20	184 800	175 560	360 360

Coût additionnel pour les municipalités pour la production d'un rapport annuel (art. 13 du Q-2, r.34.1)

Le coût relié à la production du rapport annuel, une nouvelle exigence administrative, représente environ 350 k \$ par année pour l'ensemble des exploitants du Québec.

Catégorie de l'ouvrage	Nombre d'ouvrages	Frais de transmission	Nombre d'heures requises	Total des frais par OMAE (\$)	Total pour l'ensemble des OMAE (\$)
Très petite taille	338	15	7	204	68 952
Petite taille	230	15	10	285	65 550
Moyenne taille	156	15	24	663	103 428
Grande taille	27	15	70	1 905	51 435
Très grande taille	16	15	140	3 795	60 720
Total			767		350 085

Installation d'enregistreurs de débordement sur les ouvrages de surverse (art. 31 du Q-2, r.34.1)

Afin de mesurer les débordements, les exploitants d'OMAE doivent installer des dispositifs de mesure en continu des débordements à chacun de leurs ouvrages de surverse. Le coût de ces enregistreurs est estimé à 4 250 \$ chacun et environ 4 000 points de surverse devaient s'en munir avant le 31 décembre 2015. Il s'agit d'un investissement global de 17 M\$ pour l'ensemble des municipalités qui exploitent des stations d'épuration

Cout additionnel total pour l'année 2015-2016

Le coût additionnel total pour l'ensemble des municipalités du Québec s'élève donc à 17,7 M\$.

Coût additionnel pour les 10, 20 et 30 prochaines années.

a. Coût de mise aux normes des rejets;

Selon les estimations, plus de **3,2 G\$** seront requis pour la période de 2015 à 2040 pour réaliser la mise aux normes des rejets.

	2015 à 2020	2021 à 2030	2031 à 2040	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$
Mise aux normes des rejets	1 297,8	1 838,3	80,5	3 216,6

b. Coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées.

- La réduction des débordements des eaux usées n'est pas une obligation réglementaire.
- La réduction des débordements découle de la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales.
- Les plans de réduction des débordements pourront être demandés dans les attestations d'assainissement municipales.

Selon les estimations, près de **6,2 G\$** seront requis pour la période de 2015 à 2040 pour préparer et réaliser les plans de réduction des débordements d'eaux usées.

	2015 à 2020	2021 à 2030	2031 à 2040	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$
Préparation des plans de réduction des débordements	22,6	12,6	—	35,2
Réalisation des plans de réduction des débordements	912,0	2 778,9	2 469,1	6 160,0

État de situation au 31 mars 2016 sur la suite donnée à l'étude qui présente une revue de littérature et les pratiques des provinces et États voisins pour mieux prendre en compte les coûts futurs des rejets non traités ou partiellement traités lors de l'établissement des exigences. Préciser les démarches prévues en 2016-2017.

L'étude d'impact économique sur le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées publiée sur le site Web du MDDELCC et la revue de littérature constitue des outils de référence qui pourront être utilisés pour mesurer les impacts de la mise en place de nouvelles normes.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 93

Évaluations annuelles de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux en 2014 et en 2015.

Le MDDELCC ne détient pas de bilan ou de rapport présentant ces informations pour les années 2014 et 2015.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 94

Concernant le suivi des ouvrages d'assainissement des eaux usées (SOMAE), indiquer :

- a. Le volume total d'eaux usées déversées lors des épisodes de surverses par les municipalités du Québec en 2015-2016;
 - b. L'évolution pluriannuelle du non-respect des exigences de rejet pour chaque municipalité;
 - c. Toute démarche du ministère pour détenir un portrait fiable de la situation en 2015-2016 et en 2016-2017.
-

Ces informations ne sont pas disponibles.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 95

Indiquer, en date du 31 mars 2016, le nombre d'ouvrages de surverses respectant la date limite du 31 décembre 2015 pour l'installation d'un enregistreur électronique d'événements.

Cette information n'est pas disponible.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 96

Indiquer le nombre de demandes d'autorisation annuelles soumises par les municipalités québécoises au ministère afin de procéder à un déversement d'eaux usées, et ce depuis 2011-2012. Indiquer le :

- a. Pourcentage de demandes d'autorisées;**
- b. Pourcentage de demandes rejetées.**

Cette information n'est pas disponible.

État de situation au 31 mars 2016 sur l'application du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.22). Indiquer :

- a. L'échéancier de révision du Règlement pour 2016-2017;**
- b. Les démarches entreprises pour tenir compte du coût élevé de la technologie de remplacement des installations septiques.**

Lorsqu'une installation septique doit être remplacée, c'est qu'elle est généralement une source de nuisance ou une source de contamination des eaux de puits ou de sources servant à l'alimentation ou une source de contamination des eaux superficielles.

La technologie qui sera mise en place pour remplacer l'installation septique déficiente doit assurer la protection de la santé publique et de l'environnement. Elle doit être pérenne et tenir compte des particularités du terrain où elle est installée.

Certains terrains présentent des caractéristiques peu favorables pour l'assainissement autonome (petit terrain, affleurement rocheux, nappe phréatique élevée, sol imperméable, présence de milieux sensibles, etc.) Ceci fait en sorte de réduire considérablement le nombre de solutions applicables en assainissement autonome en plus d'augmenter les coûts. La technologie mise en place doit être plus performante puisque le sol ne peut pas contribuer au traitement des eaux usées et que, dans certains cas, le rejet doit se faire en surface avec présence de milieux sensibles.

Une première phase de révision réglementaire est en cours pour proposer des solutions éprouvées aux propriétaires de résidences isolées existantes qui sont contraints d'installer des systèmes de traitement plus dispendieux qui enlève le phosphore.

**État d'avancement du Plan d'intervention détaillé sur les algues bleu-vert de 2007-2017.
Indiquer le bilan des actions entreprises et les sommes engagées en 2015-2016, fournir les
prévisions pour 2016-2017.**

Le PLAN D'INTERVENTION DÉTAILLÉ SUR LES ALGUES BLEU-VERT 2007-2017 (2016 en cours de mise à jour) est disponible à l'adresse suivante :

http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/algues-bv/plan_intervention_2007-2017.pdf

État des sommes allouées aux OBV et aux CRE en 2015,2016 pour le financement de l'action 1.8. Prévisions des sommes allouées pour 2016-2017. Vérifier par :

- a. Volet (1,2 et3),
- b. Par OBV et par CRE.

Dans le cadre de l'action 1.8 du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) n'octroie pas directement des subventions aux organismes de bassins versants (OBV) et aux conseils régionaux de l'environnement (CRE). Toutefois, dans le cadre des conventions intervenues avec le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), des modalités de versement aux OBV et aux CRE sont prévues.

Il est à souligner que les CRE ne sont pas admissibles au volet 2.

Globalement, 444 960 \$ a été versé dans le cadre du volet 1 (345 960 \$ pour les OBV et 99 000 \$ pour les CRE) et 216 225 \$ dans le cadre du volet 2, pour un total de 661 185 \$.

Par ailleurs, bien qu'il était prévu que le programme prenne fin en 2016-2017, le gouvernement a récemment annoncé qu'il en devançait la fin au 31 mars 2016.

Bénéficiaire	Montant reçu (volet 1)	Montant reçu (volet 2)	Montant total reçu
Organisme de bassin versant Abitibi-Jamésie	8 390 \$	6 069 \$	14 459 \$
Organisme de bassin versant de la Baie Missisquoi	8 390 \$	4 260 \$	12 650 \$
Société d'aménagement et de mise en valeur du bassin de la Batiscan (SAMBBA)	8 390 \$	5 748 \$	14 138 \$
Organisme de bassin versant de la rivière Bayonne (OBVRB)	8 390 \$	1 475 \$	9 865 \$
Groupe de concertation des bassins versants de la zone Bécancour (GROBEC)	8 390 \$	4 457 \$	12 847 \$
Organisme des bassins versants de la Capitale	8 390 \$	2 936 \$	11 326 \$
Organisme de bassins versants Charlevoix-Montmorency	8 390 \$	1 475 \$	9 865 \$
Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay Inc.	4 411 \$	1 612 \$	6 023 \$
Comité de bassin de la rivière Chaudière	8 390 \$	6 200 \$	14 590 \$
Organisme de bassins versants de la zone Du Chêne	4 411 \$	0 \$	4 411 \$
Organisme de bassin versant de la Côte-du-Sud	8 390 \$	2 229 \$	10 619 \$
Organisme de bassins versants Duplessis	4 411 \$	1 173 \$	5 584 \$
Conseil de bassin de la rivière Etchemin (CBE)	8 390 \$	2 064 \$	10 454 \$
Conseil de l'Eau du Nord de la Gaspésie	4 411 \$	0 \$	4 411 \$
Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	4 411 \$	0 \$	4 411 \$
Organisme des bassins versants de la Haute-Côte-Nord	4 411 \$	151 \$	4 562 \$
Corporation du bassin de la Jacques-Cartier	4 411 \$	2 634 \$	7 045 \$
Organisme de bassins versants de Kamouraska, l'Islet et Rivière-du-Loup	4 411 \$	603 \$	5014 \$
Corporation de l'aménagement de la rivière l'Assomption	15 655 \$	12 500 \$	28 155 \$
Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean	12 541 \$	11 063 \$	23 604 \$
Comité du bassin versant de la rivière du Lièvre	12 541 \$	8 881 \$	21 422 \$
Organisme de bassins versants des rivières du Loup et des Yamachiche (OBVRLY)	8 390 \$	1 055 \$	9 445 \$
Conseil de bassins versants Manicouagan (OBVM)	4 411 \$	302 \$	4 713 \$
Association de la gestion intégrée de la rivière Maskinongé	8 390 \$	3 552 \$	11 942 \$
Organisme de bassin versant Matapédia-Restigouche	8 390 \$	1 055 \$	9 445 \$

Bénéficiaire	Montant reçu (volet 1)	Montant reçu (volet 2)	Montant total reçu
Conseil des bassins versants des Mille-Îles (COBAMIL)	8 390 \$	754 \$	9 144 \$
Corporation pour la promotion de l'environnement de la rivière Nicolet	4 411 \$	1 763 \$	6 174 \$
Organisme de bassin versant de la rivière du Nord	15 655 \$	13 934 \$	29 589 \$
Organisme des bassins versants du Nord-Est du Bas-Saint-Laurent	8 390 \$	7 511 \$	15 901 \$
Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu (COVABAR)	8 390 \$	3 100 \$	11 490 \$
Organisme de bassins versants des rivières Rouge, Petite Nation et Saumon	15 655 \$	23 142 \$	38 797 \$
Organisme de bassin versant Saguenay	12 541 \$	7 695 \$	20 236 \$
Organisme des bassins versants des rivières Sainte-Anne, Portneuf, La Chevrotière (CAPSA)	4 411 \$	151 \$	4 562 \$
Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)	15 655 \$	24 131 \$	39 786 \$
Conseil du bassin versant du Fleuve Saint-Jean inc.	8 390 \$	3 972 \$	12 362 \$
Bassin versant Saint-Maurice (BVSM)	12 541 \$	10 631 \$	23 172 \$
Agence de bassin versant des Sept	12 541 \$	10 094 \$	22 635 \$
Organisme de bassin versant du Témiscamingue	12 541 \$	6 568 \$	19 109 \$
Conseil du bassin versant de la région de Vaudreuil-Soulanges	4 411 \$	0 \$	4 411 \$
Organisme de bassin versant de la Yamaska	12 541 \$	21 286 \$	33 827 \$
Conseil régional de l'environnement de Montréal	0 \$	---	0 \$
Conseil régional de l'environnement de Laval	0 \$	---	0 \$
Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de la Mauricie	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de l'Estrie	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de l'Outaouais	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régionale de l'environnement du Centre-du-Québec	4 750 \$	---	4 750 \$
Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent	8 000 \$	---	8 000 \$
Conseil régional de l'environnement du Saguenay-Lac-Saint-Jean	8 000 \$	---	8 000 \$
Conseil régional de l'environnement des Laurentides	30 750 \$	---	30 750 \$

Fournir des précisions sur le financement prévu en 2016-2017 et les prochaines années pour lutter contre les algues bleu-vert, notamment les sommes investies pour les OBV.

Un plan d'intervention sur les algues bleu-vert a été mis en place couvrant la période 2007-2017 et comprenant 35 actions. Au cours de l'année 2015-2016, 4,9 millions de dollars ont été dépensés par le MDDELCC en lien avec la problématique des algues bleu-vert. De ce montant, 3,8 millions ont servi à financer les organismes de bassin versant. L'autre 1,1 million a été affecté aux coûts des heures d'analyse en laboratoire des échantillons d'eau, au salaire du personnel affecté aux inspections en région et au suivi des épisodes des fleurs d'eau d'algues bleu-vert.

État de situation au 31 mars 2016 sur la prise en compte la problématique de la prolifération des algues bleu-vert dans l'analyse de la capacité de support du lac et de la capacité épuratoire des terrains lors du développement de projets de villégiature sur les terres du domaine de l'État.

La problématique de la prolifération des algues bleu-vert dans l'analyse de la capacité de support du lac et de la capacité épuratoire des terrains a été prise en compte dans le cadre d'un projet, lequel porte sur la modélisation de l'eutrophisation dans une perspective d'aide à la prise de décision pour réduire ou prévenir l'eutrophisation des lacs, autant sur les terres publiques que le territoire municipalisé, incluant le développement de la villégiature.

Le cadre général de la modélisation prendra la forme d'un guide afin de baliser la pratique en fonction des différents besoins de prise de décision et des limites de l'applicabilité des modèles sur le territoire du Québec.

Indiquer le nombre d'inspecteurs du ministère annuellement dédiés et d'inspections annuelles effectuées à la vérification des plans d'eau touchés par une fleur d'eau d'algues bleu-vert, de 2010-2011 à 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Les inspecteurs du CCEQ sont polyvalents et possèdent l'expertise et les compétences pour effectuer des inspections dans plus d'un sous-secteur d'activité ou programme.

En 2015-2016, le CCEQ a effectué 67 vérifications terrain suite à des signalements pour des plans d'eau potentiellement affectés par les algues bleu-vert.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 103

Indiquer les sommes investies en 2015-2016 et prévue en 2016-2017 pour le suivi de terrain des déclarations d'algues bleu-vert.

Le budget annuel du CCEQ est réparti selon les priorités d'actions annuelles dans tous les secteurs d'activité : agricole, municipal, industriel, hydrique et naturel.

État de situation au 31 mars 2016 de la mise en œuvre du Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels. Inclure le budget consacré en 2015-2016 et celui prévu en 2016-2017.

En 2014-2015, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a entrepris des démarches afin de mettre à jour le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels. Ces démarches donnaient suite au rapport sur l'opportunité de modifier ce règlement, publié en décembre 2013 et disponible sur le site Web du Ministère, à l'adresse suivante :

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/piscine/Rapport-opportunite-mettreajour-reglement.pdf>.

Ce rapport examine l'ensemble des exigences applicables aux responsables des bassins artificiels. Les recommandations qui y sont formulées ont été élaborées avec la contribution du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et serviront de cadre à la mise à jour du Règlement.

État de situation au 31 mars 2016, incluant les sommes injectées en 2015-2016, du suivi de l'engagement de réduire la pression sur l'environnement issue de l'usage des pesticides. Indiquer :

- a. l'échéancier d'adoption d'un nouveau code des pesticides;
- b. l'échéancier d'adoption d'une nouvelle loi sur les pesticides;
- c. la liste des rencontres tenues par le Ministère en 2015-2016 et 2016-2017 avec les partenaires en vue de mettre en œuvre la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018;
- d. la liste des entités gouvernementales et des groupes externes présents à ces rencontres.

a. l'échéancier d'adoption d'un nouveau code des pesticides (réponse incluse ci-dessous à b.);

b. l'échéancier d'adoption d'une nouvelle loi sur les pesticides;

La Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018, annoncée en novembre 2015, vise à protéger la santé, les pollinisateurs et l'environnement des risques que présentent les pesticides. Les principales orientations de cette stratégie consistent à réduire l'utilisation des pesticides les plus à risque pour la santé et l'environnement, incluant les néonicotinoïdes, ainsi qu'à diminuer l'exposition de la population aux pesticides. Pour mettre en œuvre cette stratégie, il est proposé de réviser le cadre légal et réglementaire. Les travaux de révision de ce cadre sont en cours au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Les projets de modification de la Loi sur les pesticides et des règlements, dont le Code de gestion des pesticides, seront présentés au Conseil des ministres lorsque les travaux seront terminés.

Les travaux sont réalisés à même les budgets du Ministère.

c. la liste des rencontres tenues par le Ministère en 2015-2016 et 2016-2017 avec les partenaires en vue de mettre en œuvre la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018; (réponse incluse ci-dessous à d.);

d. la liste des entités gouvernementales et des groupes externes présents à ces rencontres;

À la suite de l'annonce publique de la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018 le 22 novembre 2015, le MDDELCC a tenu, en date du 1^{er} avril 2016, 18 rencontres, réunions ou participations à des colloques afin de présenter les grandes orientations prévues à la stratégie. La majorité de ces rencontres ont eu lieu avec les partenaires du milieu agricole. Pour les autres clientèles, mentionnons Équiterre, la Ville de Montréal et des citoyens.

Rencontres	Date	Organismes présents
Rencontre avec CropLife Canada	25 novembre 2015	MDDELCC, CropLife Canada
Comité fédéral, provincial et territorial sur la lutte antiparasitaire et les pesticides	1 décembre 2015	MDDELCC, MAPAQ, Santé Canada, ministères de l'environnement et de l'agriculture des provinces canadiennes
Comité de suivi et de concertation de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021 (SPQA)	9 décembre 2015	MDDELCC, MAPAQ, MSSS, CSST, Financière agricole du Québec (FADQ), Ordre des agronomes du Québec (OAQ), Union des producteurs agricoles (Producteurs de grains du Québec, Fédération des producteurs de pommes du Québec, Fédération

Rencontres	Date	Organismes présents
		québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation), Conseil québécois en horticulture, Agriculture et agroalimentaire Canada, Croplife
Direction de la phytoprotection du MAPAQ	10 décembre 2015	MDDELCC, MAPAQ
Comité technique de l'Ordre des agronomes du Québec	10 décembre 2015	MDDELCC, MAPAQ, OAQ
Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation	17 décembre 2015	MDDELCC, Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation
Rencontre avec La Coop fédérée	8 janvier 2016	MDDELCC, La Coop fédérée
Rencontre avec les Producteurs de grains du Québec (comité de recherche et développement des Producteurs de grains du Québec)	14 janvier 2016	MDDELCC, Producteurs de grains du Québec
Rencontre avec les Producteurs de grains du Québec (dirigeants)	15 janvier 2016	MDDELCC, Producteurs de grains du Québec
Gouvernement de l'Ontario (MOECC Environnement – OMAFRA Agriculture)	18 janvier 2016	MDDLECC, MAPAQ, MOECC, OMAFRA
Journée pesticides et salubrité des aliments	10 février 2016	Producteurs horticoles et MAPAQ Montréal-Laval-Lanaudière et webdiffusion dans les bureaux régionaux du MAPAQ
Colloque sur les pesticides « Diminuer le risque des pesticides – Colloque sur l'impact environnemental et sur la santé humaine, et solutions législatives » Organisé par Équiterre et l'Association canadienne des médecins pour l'environnement »	15 mars 2016	MDDELCC, MAPAQ, MSSS, INSPQ, Équiterre, OAQ, Citoyens, UPA et certaines fédérations
Commission de phytoprotection du Centre de référence en agriculture et en agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	17 mars 2016	MDDELCC, MAPAQ, Santé Canada, CropLife, conseillers agricoles
UPA – Montérégie	23 mars 2015	MDDELCC, UPA, producteurs agricoles
Comité de l'industrie du grain	29 mars 2015	MDDLECC, MAPAQ, Producteurs de grain du Québec, OAQ, CropLife, La Coop fédérée, SynAgri, Association des marchands de semences du Québec
Journée d'information sur les produits phytosanitaires en grandes cultures et en horticulture	31 mars 2016	MDDELCC, conseillers agricoles, fabricants de pesticides
Rencontre du Comité municipal sur les pesticides de la Ville de Montréal	31 mars 2016	MDDELCC, Ville de Montréal
Comité consultatif (MDDELCC-MAPAQ-OAQ) relatif à la justification agronomique	11 décembre 2015 (formation du comité) 15 février 2016	MDDELCC (responsable), MAPAQ, OAQ

Rencontres	Date	Organismes présents
Comité technique d'agronomes	15 janvier 2015 (formation du comité)	OAQ (responsable), MDDELCC, MAPAQ, UPA, Industrie, Club-conseil en agroenvironnement
	11 mars 2016	

L'un des objectifs de la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018 pour le milieu agricole est la recommandation agronomique pour l'utilisation des pesticides les plus à risque. À cet effet, un comité consultatif a été formé par le MDDELCC avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ) afin de mettre en œuvre cet objectif. De son côté, l'OAQ s'est formé un comité technique d'agronomes, auquel prend part également le MDDELCC, afin d'appuyer le comité consultatif. Des rencontres à des fréquences régulières sont tenues par ces deux comités.

État de situation au 31 mars 2016 sur la révision des exigences en matière de pesticides afin de resserrer les conditions d'utilisation des pesticides les plus à risque en milieu agricole, dont les néonicotinoïdes. Fournir la liste détaillée des démarches prévues en 2016-2017.

Le 22 novembre 2015, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a annoncé la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018, qui présente les grandes orientations et les objectifs qui guideront les actions du gouvernement dans les prochaines années en matière de pesticides. La stratégie vise à protéger la santé, les pollinisateurs et l'environnement des risques que présentent ces produits. Les principales orientations de cette stratégie consistent à réduire l'utilisation des pesticides les plus à risque pour la santé et l'environnement ainsi qu'à diminuer l'exposition de la population aux pesticides.

En milieu agricole, l'objectif est de resserrer les conditions d'utilisation des pesticides les plus à risque, dont les néonicotinoïdes :

- en exigeant que leur utilisation à des fins agricoles soit préalablement justifiée par un agronome dans 100 % des cas;
- en exigeant le respect d'une distance d'éloignement lors de leur application près des zones habitées;
- en favorisant l'utilisation des semences non traitées aux néonicotinoïdes par l'introduction d'incitatifs économiques (redevances, permis et compensations).

L'objectif est également de développer les connaissances sur l'utilisation des semences traitées en réalisant un bilan des ventes de semences traitées aux néonicotinoïdes au Québec.

Le cadre légal et réglementaire en matière de pesticides est en cours de révision. Les travaux qui permettront de resserrer les conditions d'utilisation, soit des modifications au Code de gestion des pesticides et au Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides, sont en cours au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 107

Indiquer les sommes annuellement dédiées par le ministère au « Programme de suivi de la qualité de l'eau de surface et de l'eau souterraine dans les zones des principales cultures agricoles utilisatrices de pesticides », depuis le début du programme. Ventiler par type de culture. Indiquer les sommes prévues pour 2016-2017.

Le suivi de la qualité de l'eau de l'eau de surface et de l'eau souterraine assumées entièrement par le MDDELCC.

En 2015-2016, le suivi des pesticides a été effectué dans des zones agricoles à dominance de maïs-soya, dans des zones à dominance de cultures maraîchères, et, enfin, à des stations d'échantillonnage où l'eau est impactée par une variété de cultures.

Les sommes consacrées au suivi environnemental des pesticides dans les rivières et l'eau souterraine des régions agricoles totalisent 607 978 \$ pour l'année financière 2015-2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 108

Indiquer le nombre d'inspecteurs annuellement dédiés et d'inspections annuelles effectuées à la vérification de la présence de pesticides dans les rivières du Québec, de 2010-2011 à 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Ventiler par culture :

- a) Maïs et soya;
 - b) Vergers;
 - c) Culture maraîchère;
 - d) Pomme de terre.
-

Les inspecteurs du CCEQ sont polyvalents et possèdent l'expertise et les compétences pour effectuer des inspections dans plus d'un secteur d'activité ou programme.

En 2015-2016, dans le cadre des 874 inspections réalisées afin de vérifier la conformité des exploitations agricoles au Règlement sur les exploitations agricoles, l'entreposage et l'utilisation conformes des pesticides à la législation sont aussi vérifiés. Également, 23 entreprises agricoles utilisant des pesticides en plein champ ont fait l'objet d'une inspection plus détaillée dans le cadre d'un programme spécifique.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 109

Indiquer le nombre de rivières échantillonnées en 2015-2016 et celles prévues pour 2016-2017 pour vérifier la présence de pesticides. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.

En 2015, 11 rivières, 4 stations dans le lac Saint-Pierre et 25 puits ont été échantillonnés.

En 2016, il est prévu d'échantillonner 10 rivières, 3 stations dans le lac Saint-Pierre et 25 puits.

Indiquer le suivi et les mesures correctrices entreprises par le Ministère en 2015-2016 pour corriger les dépassements des critères de qualité de l'eau pour la protection des espèces aquatiques (CVAC) constatés dans le rapport « Présence de pesticides dans l'eau au Québec : Portrait et tendances dans les zones de maïs et de soya 2011 à 2014 » (2015). Indiquer les démarches entreprises en 2016-2017.

Suivi de la qualité de l'eau

L'impact des pesticides sur la qualité de l'eau des rivières est mesuré annuellement à quatre stations localisées dans des secteurs où les superficies en culture de maïs et soya sont importantes. La fréquence d'échantillonnage est de 30 fois par été et plus de 100 pesticides sont analysés en laboratoire. D'autres rivières sont aussi échantillonnées sur une base régulière, mais non-annuelle, dans des zones où des cultures sont aussi de grandes utilisatrices de pesticides. Il s'agit ici des cultures de la pomme de terre, des vergers et des zones de cultures maraîchères. Le MDDELCC effectue aussi un suivi dans les eaux souterraines des secteurs agricoles à proximité de cultures ciblées parmi les plus grandes utilisatrices de pesticides.

Mise en œuvre de la Stratégie québécoise sur les pesticides

Le 22 novembre 2015, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a annoncé la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018, qui présente les grandes orientations et les objectifs qui guideront les actions du gouvernement dans les prochaines années en matière de pesticides. La Stratégie vise à protéger la santé, les pollinisateurs et l'environnement des risques que présentent ces produits. Les principales orientations de cette stratégie consistent à réduire l'utilisation des pesticides les plus à risque pour la santé et l'environnement, incluant l'atrazine, le chlorpyrifos et les néonicotinoïdes, ainsi qu'à diminuer l'exposition de la population aux pesticides.

En milieu agricole, l'objectif est de resserrer les conditions d'utilisation des pesticides les plus à risque, dont les néonicotinoïdes :

- en exigeant que leur utilisation à des fins agricoles soit préalablement justifiée par un agronome dans 100 % des cas;
- en exigeant le respect d'une distance d'éloignement lors de leur application près des zones habitées;
- en favorisant l'utilisation des pesticides moins à risque et des semences non traitées aux néonicotinoïdes par l'introduction d'incitatifs économiques (redevances, permis et compensations).

L'objectif est également de développer les connaissances sur l'utilisation des semences traitées en réalisant un bilan des ventes de semences traitées aux néonicotinoïdes au Québec.

Révision du cadre législatif et réglementaire

Pour atteindre ces objectifs, une révision du cadre légal et réglementaire en matière de pesticides est en cours au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Intervention auprès des agriculteurs

Par ailleurs, des interventions avec le MAPAQ sont effectuées auprès des agriculteurs. Le Ministère collabore aux actions mises en œuvre par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) qui portent notamment sur la sensibilisation, l'information et le développement d'outils pour inciter les conseillers agricoles et les agriculteurs à réduire l'usage des semences traitées aux néonicotinoïdes dans le respect de la gestion intégrée des ennemis des cultures. Notamment, depuis la saison 2012, les partenaires de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture (SPQA) soit, le MAPAQ, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), l'Union des producteurs agricoles (UPA), CropLife Canada et le MDDELCC, informent annuellement les agriculteurs sur les risques associés à l'usage de semences traitées et de la disponibilité de semences non traitées.

Bilan des réalisations du Ministère pour mettre en œuvre la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021. Préciser les actions mises en œuvre de 2011-2012 à 2015-2016, ainsi que les démarches prévues en 2016-2017, pour :

- a. l'orientation 1 (réduire l'exposition des travailleurs agricoles et de la population générale aux pesticides);**
- b. l'orientation 2 (réduire les résidus de pesticides dans les aliments et les produits végétaux);**
- c. l'orientation 3 (maintenir une biodiversité en milieu agricole et favoriser les organismes bénéfiques) et le budget consacré pour chaque action;**
- d. l'orientation 4 (accroître la protection de l'eau souterraine et de surface) et le budget consacré pour chaque action;**
- e. l'orientation 5 (accélérer le développement de connaissances en gestion intégrée des ennemis de cultures);**
- f. l'orientation 6 (renforcer l'adoption de pratiques agricoles favorisant la gestion intégrée des ennemis de cultures);**
- g. l'orientation 7 (accélérer le transfert de connaissances et encourager la diffusion d'information).**

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a lancé en avril 2011 la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021 (SPQA), de concert avec les différents partenaires de cette stratégie, soit le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et l'Union des producteurs agricoles (UPA).

La SPQA vise une réduction de 25 % des indicateurs de risque d'ici 2021.

Le MDDELCC est responsable de produire les indicateurs de suivis du risque des pesticides à partir des bilans de ventes de pesticides. Le MDDELCC a publié, entre 2011 et 2015, cinq bilans de ventes des pesticides (2008, 2009, 2010, 2011 et 2012) incluant les indicateurs de risque de pesticides.

Le MDDELCC a mis en place une prestation électronique de services pour la déclaration de vente de pesticides sur le territoire du Québec. Cette prestation électronique permettra au Ministère d'améliorer le temps nécessaire à l'analyse et à la publication des indicateurs de suivi de la SPQA. Ces indicateurs sont essentiels à la mise en œuvre de la SPQA.

Les actions sont réalisées à même les budgets du MDDELCC.

- a. l'orientation 1 (réduire l'exposition des travailleurs agricoles et de la population générale aux pesticides);**

Le MDDELCC participe au comité provincial sur la dérive sous la responsabilité du MAPAQ (action 1.1.8).

- b. l'orientation 2 (réduire les résidus de pesticides dans les aliments et les produits végétaux);**

Le MDDELCC collabore à deux actions de cette orientation (action 2.1.1 « Maintenir la viabilité de SAgE pesticides, de l'Indicateur de risque des pesticides du Québec (IRPeQ) et de l'IRPeQ Express » et action 2.1.5 « Organiser des activités de sensibilisation, de promotion et de formation relativement à l'utilisation de SAgE pesticides et de l'IRPeQ Express »).

Le MDDELCC participe avec le MAPAQ et le MSSS à maintenir et à améliorer les outils d'information et les indicateurs (SAgE pesticides pour la gestion rationnelle et sécuritaire des pesticides, l'IRPeQ qui est l'indicateur de risque des pesticides). De plus, le MDDELCC a donné sept sessions de formation accréditée par l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ) avec le MAPAQ et le MSSS.

c. l'orientation 3 (maintenir une biodiversité en milieu agricole et favoriser les organismes bénéfiques) et le budget consacré pour chaque action;

Le MDDELCC collabore à cinq actions de cette orientation (action 3.1.3 et 3.2.3 « Maintenir et assurer des activités de veille en matière de connaissances sur les effets des pesticides sur l'environnement, y compris la bonification du volet méthodologie de l'IRPeQ », action 3.1.1 et 3.2.1 « Élaborer des activités de sensibilisation, de promotion et de formation relativement à l'utilisation de SAgE pesticides et de l'IRPeQ Express » et action 3.3.1 « Accroître les efforts en matière de gestion intégrée des ennemis des cultures afin de protéger les pollinisateurs et les organismes non ciblés (prédateurs et parasitoïdes des ennemis des cultures »).

Le MDDELCC participe avec le MAPAQ et le MSSS à maintenir et à améliorer les outils d'information et les indicateurs (SAgE pesticides pour la gestion rationnelle et sécuritaire des pesticides, l'IRPeQ qui est l'indicateur de risque des pesticides. De plus, le MDDELCC a donné sept sessions de formation accréditée par l'OAQ avec le MAPAQ et le MSSS.

Le MDDELCC participe au comité de protection des pollinisateurs face aux pesticides sous la responsabilité du MAPAQ.

d. l'orientation 4 (accroître la protection de l'eau souterraine et de surface) et le budget consacré pour chaque action;

Trois actions de cette orientation relèvent du MDDELCC.

Action 4.2.1 « Former un comité provincial sur la protection de l'eau souterraine, dont le mandat sera d'établir le portrait de la situation et le choix de pratiques agricoles souhaitables pour la protéger ».

Le MDDELCC coordonne le comité provincial sur la protection de l'eau souterraine. Un programme d'échantillonnage et d'analyse des pesticides a été mis sur pied où 25-35 puits situés à proximité de cultures maraîchères, fruitières et de grandes cultures sont analysés annuellement depuis 2012 (400 heures de laboratoire annuellement soit 31 700 \$). Des revues de littérature ont été réalisées pour identifier les pratiques agricoles minimisant la contamination des eaux souterraines par les pesticides ainsi que les mesures prises pour mettre en œuvre ces pratiques et sur les exigences réglementaires des pesticides pour la protection des eaux souterraines dans d'autres juridictions.

Action 4.2.2 « Suivi des pesticides en rivières dans les secteurs en grandes cultures (maïs-soya) ».

Le MDDELCC échantillonne et analyse annuellement quatre stations (plus de 80 pesticides analysés) en milieu agricole :

- Rivière Chibouet (bassin de la rivière Yamaska);
- Rivière des Hurons (bassin de la rivière Richelieu);
- Rivière St-Régis (affluent du fleuve St-Laurent);
- Rivière St-Zéphirin (bassin de la rivière Nicolet).

Des rapports du suivi des pesticides dans ces cours d'eau ont été publiés en 2012 (campagnes d'échantillonnage 2008, 2009 et 2010) et en 2015 (campagnes d'échantillonnage 2011, 2012, 2013 et 2014).

Action 4.2.3 « Suivi de la qualité de l'eau en rivières dans des secteurs de productions maraîchères et fruitières (y compris la culture de la pomme de terre) ».

Le MDDELCC échantillonne et analyse de façon récurrente six stations en alternance, dont deux près de vergers, deux près de cultures de pommes de terre et deux près de cultures maraîchères.

e. l'orientation 5 (accélérer le développement de connaissances en gestion intégrée des ennemis de cultures);

Aucune action de cette orientation ne relève du MDDELCC.

- f. l'orientation 6 (renforcer l'adoption de pratiques agricoles favorisant la gestion intégrée des ennemis de cultures);**

Aucune action de cette orientation ne relève du MDDELCC.

- g. l'orientation 7 (accélérer le transfert de connaissances et encourager la diffusion d'information);**

Aucune action de cette orientation ne relève du MDDELCC.

Indiquer l'état de situation concernant le bilan de phosphore des exploitations agricoles :

- a. le pourcentage des exploitations agricoles soumises à l'obligation d'effectuer un bilan de phosphore annuel, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture;**
- b. le pourcentage des exploitations agricoles dont le bilan de phosphore annuel ne respecte pas l'équilibre durant toute la durée de la campagne annuelle de culture, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture;**
- c. le pourcentage des exploitations agricoles ayant effectué les correctifs nécessaires, l'année suivant l'envoi des lettres « États de situation ».**

Selon la banque de données du MDDELCC, le pourcentage des lieux d'élevage soumis à l'obligation d'effectuer un bilan de phosphore est de l'ordre de 38 % tandis que pour les lieux d'épandage (agriculture), ce pourcentage s'élève à 13 %.

En 2015-16, le pourcentage des lieux dont le dernier bilan de phosphore annuel reçu est considéré en surplus est négligeable, soit de l'ordre de 0,01 %. Toutefois, parmi les exploitations sélectionnées sur une base de risque et qui font l'objet d'une vérification du respect de l'équilibre en phosphore, le pourcentage des exploitations dont le bilan est considéré en surplus après la vérification par le MDDELCC est de l'ordre de 12 %.

Parmi les exploitants qui font l'objet d'un transfert au MAPAQ dans le cadre de la mise en œuvre de l'écoconditionnalité, environ 2 % se sont vu signifier un manquement lié au bilan de phosphore dans l'année qui a suivi la dernière date de transfert annuel.

Indiquer le nombre d'inspecteurs du Ministère annuellement dédiés et d'inspections annuelles effectuées à la vérification de l'application du Règlement sur les exploitations agricoles de 2010-2011 à 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017. Ventiler par type de production et de culture

Les inspecteurs du CCEQ sont polyvalents et possèdent l'expertise et les compétences pour effectuer des inspections dans plus d'un secteur d'activité ou programme.

Un total de 1560 inspections a été effectué pour la vérification de l'application du Règlement sur les exploitations agricoles pour l'année 2015-2016.

Indiquer le nombre de rivières échantillonnées en 2015-2016 et celles prévues pour 2016-2017 pour vérifier la présence de phosphore. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.

En 2015-2016, 181 rivières faisaient l'objet d'un suivi pour le phosphore total. Ces rivières étaient réparties dans une centaine de bassins versants de niveau 1 et 2 (un bassin versant de niveau 1 se draine vers le système Saint-Laurent et un bassin versant de niveau 2 se draine vers un bassin de niveau 1). Un total de 260 sites de prélèvement répartis sur ces rivières ont servi à documenter mensuellement les concentrations de phosphore; 176 sites étaient suivis tout au long de l'année et 84 d'avril à novembre, inclusivement. Le phosphore dissous (forme du phosphore la plus disponible pour la croissance des végétaux) était analysé dans 8 petits tributaires agricoles.

En 2016-2017, 183 rivières feront l'objet d'un suivi pour le phosphore total. L'analyse du phosphore dissous sera ajoutée à 215 sites de prélèvement.

Indiquer le suivi et les mesures correctrices entreprises par le Ministère en 2015-2016 pour corriger les dépassements du critère de concentration de phosphore pour la prévention de l'eutrophisation. Indiquer les démarches entreprises en 2016-2017.

En 2015-2016, le MDDELCC a poursuivi la mise en œuvre du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) qui vise notamment à améliorer et à protéger la qualité des eaux de surface du Québec en diminuant les pertes de phosphore découlant des activités agricoles. Le REA édicte des normes quant aux installations d'élevage, au stockage et aux modes de disposition des déjections animales, au retrait des animaux des cours d'eau et de leur bande riveraine et interdit l'augmentation des superficies cultivées dans les bassins versants dégradés par le phosphore.

Le MDDELCC cible les suivis à réaliser auprès des entreprises agricoles en fonction du risque environnemental associé aux éléments qui doivent être corrigés.

Trois programmes ont été élaborés :

- Programme A-2 - Suivi suite au diagnostic du respect réglementaire. Inspections pour s'assurer ou pour obtenir le respect de la réglementation. Le suivi des exploitations couvre les problématiques reliées au stockage, à l'accès des animaux aux cours d'eau, ainsi que celles présentant d'autres problématiques;
- Programme A-3 - Inspections pour vérifier l'atteinte de l'équilibre en phosphore pour un nombre défini d'entreprises agricoles soumises au dépôt annuel d'un bilan de phosphore;
- Programme A-5 - Inspection d'un certain nombre de chantiers d'épandages de déjections animales, afin de s'assurer de leur conformité au REA et au RPEP.

Pour 2015-2016, le MDDELCC a réalisé 1090 inspections dans le cadre du programme A-2, 113 pour le programme A-3, ainsi que 99 inspections à l'intérieur du programme A-5.

Pour chacune de ces interventions, le Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ) s'assure que l'entreprise détient un Plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF), incluant un bilan de phosphore conforme aux exigences réglementaires.

Le MDDELCC complète ses inspections sur le terrain en faisant le suivi de la qualité de l'eau des rivières du Québec dont un grand nombre sont susceptibles d'être impactées par les activités agricoles sur le territoire. Ainsi, en 2015-2016, 181 rivières faisaient l'objet d'un suivi de leur qualité notamment au niveau du phosphore. 260 sites de prélèvement répartis sur ces rivières ont servi à documenter mensuellement les concentrations de phosphore. 176 sites étaient suivis tout au long de l'année et 84 d'avril à novembre inclusivement. Le phosphore dissous (forme de phosphore la plus disponible pour la croissance des végétaux) était analysé dans 8 petits tributaires agricoles.

État de situation, au 31 mars 2016, sur la mise en œuvre par le ministère du Protocole de Cartagena sur la biosécurité et les organismes génétiquement modifiés (OGM). Fournir l'état d'avancement des travaux du comité interministériel sur les OGM.

Protocole de Cartagena

Le Protocole de Cartagena (ci-après le Protocole) sur la prévention des risques biotechnologiques est un accord international signé par plus de 100 pays qui s'intéressent aux impacts potentiels des OGM sur l'environnement. Il s'agit du seul traité des Nations Unies qui réglemente les mouvements transfrontaliers d'organismes vivants modifiés (OVM).

Le 27 mai 2005, le gouvernement du Québec a adopté un décret à l'effet que le Québec appuie la ratification du Protocole par le Canada et qu'il confirme son engagement à s'y déclarer lié lorsque le Canada l'aura ratifié.

Compte tenu que le Canada a signé le Protocole en avril 2001 mais ne l'a toujours pas ratifié, il n'y a pas eu de travaux liés à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena au Québec par le Ministère en 2015-2016.

Comité interministériel sur les OGM (CIOGM)

La coordination de ce comité est assurée d'une façon alternée par le Ministère et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), selon les enjeux prioritaires en matière d'OGM à être abordés. Le MAPAQ assure la coordination du CIOGM depuis le mois d'avril 2013.

État de situation, au 31 mars 2016, sur le dépôt d'un projet de loi sur la gestion et la conservation durable des milieux humides avant le 24 avril 2017, et ce, à la suite de l'adoption de la Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application en 2015. Préciser notamment :

- a. la liste des rencontres interministérielles avec la liste des membres;**
 - b. la liste des consultations tenues avec des organismes externes.**
-

Pour préparer le projet de loi prévoyant des règles concernant la conservation et la gestion durable des milieux humides et hydriques en vue d'une sanction d'ici le 24 avril 2015, le Ministère a :

- a) analysé les résultats d'une étude confiée au Centre de la science de la biodiversité du Québec (CSBQ) et l'organisation d'une présentation publique le 27 novembre 2013;
- b) tenu des consultations ciblées, de février à mai 2014, auprès des principaux acteurs interpellés par la modernisation de ce cadre légal et réglementaire;
- c) rédigé un rapport de consultation.

Le nouveau cadre légal de conservation des milieux humides et hydriques s'appuie sur un principe global d'aucune perte nette afin d'assurer le maintien de leur superficie et de leurs fonctions écologiques sur le territoire québécois. Ce principe est à la base de l'approche d'atténuation proposée : éviter, minimiser et compenser. Trois grands enjeux sont au cœur du projet de loi : la conservation des milieux humides et hydriques (MHH); une approche de gestion durable des MHH; un cadre légal simple, cohérent et équitable pour l'autorisation de projets.

En mars 2015, le ministre déposait le projet de loi 32 visant à prolonger le chapitre M-11.4, le temps de finaliser les travaux entourant la préparation du projet de loi et d'assurer la cohérence avec le projet de modernisation de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE).

Suite à la commission parlementaire tenue les 24 et 25 mars 2015 concernant le projet de loi 32 et à l'étude, article par article, tenue le 31 mars 2015, le délai de prolongement de la Loi M-11.4 a été fixé à deux ans, soit au 24 avril 2017.

Les documents déposés lors de la commission parlementaire sont disponibles à l'adresse électronique suivante :

<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/documents-deposes.html>

Mesures prises par le ministère en 2015-2016 pour tenir compte des milieux humides et hydriques lors des différentes étapes de planification du développement et de l'aménagement du territoire dans le but d'assurer leur conservation et leur gestion durable. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

Depuis 2009, Canards Illimités Canada (CIC) travaille en collaboration avec le Ministère et d'autres partenaires à la réalisation d'une cartographie détaillée des milieux humides des zones habitées du sud du Québec (basses-terres du Saint-Laurent et Plaine du Lac-Saint-Jean).

Les travaux 2015-2016 ont permis de compléter la cartographie de la région des Laurentides et de Lanaudière et de débiter ceux pour la région de l'Outaouais. En 2016-2017, cette région sera finalisée, complétant ainsi la cartographie pour toutes les basses-terres du Saint-Laurent. La cartographie de la portion de la Plaine du Lac-Saint-Jean sera entamée en 2016-2017.

Cette cartographie permet de tenir compte des milieux humides et hydriques (MHH) lors de la planification du développement et de l'aménagement du territoire. Elle vise à fournir des outils pour travailler en amont du développement afin de minimiser les conflits d'usage entre le développement du territoire et la conservation des milieux naturels. Les Municipalités régionales de comté (MRC) et les municipalités peuvent entre autres l'utiliser pour l'élaboration de leurs outils de planification territoriale comme les schémas d'aménagement et de développement ou les plans d'urbanisme des villes. Cette source d'information est déjà utilisée par de nombreux acteurs comme les organismes de bassin versant, les MRC et municipalités, les partenaires du Plan d'action Saint-Laurent, etc.

Le ministère participe à l'analyse de schémas d'aménagement de différentes MRC et fournit un support aux municipalités qui souhaitent être accompagnés dans l'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides et hydriques.

État de situation au 31 mars 2016, des milieux humides et hydriques au Québec. Indiquer l'évolution des superficies et ce, depuis 2006. Indiquer:

- a. la région administrative;**
 - b. l'objet du document délivré;**
 - c. le nom du demandeur;**
 - d. la date de réception;**
 - e. la date de délivrance;**
 - f. le numéro du document;**
 - g. la perte autorisée de milieu humide ou hydrique (en ha);**
-

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) ne dispose pas d'une cartographie détaillée et complète qui couvre l'ensemble des milieux humides du Québec. Depuis novembre 2006, le MDDELCC applique la séquence "éviter-minimiser-compenser". Cette séquence permet de limiter les pertes de milieux humides (éviter), de proposer des éléments de conception et de réalisation optimisant la qualité des projets tout en réduisant les impacts sur le milieu récepteur (minimiser) et d'établir l'acceptabilité environnementale des mesures de compensation proposées (compenser). Le Ministère privilégie donc l'évitement des milieux humides en discutant avec les promoteurs et en les incitant à modifier leurs projets lorsque c'est possible, réduisant ainsi au maximum les pertes qui sont autorisées.

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, le Ministère a délivré 693 certificats d'autorisation (CA) pour des projets touchant des milieux humides et hydriques, dont 255 CA pour des projets visant des milieux humides. Pour cette période, les certificats d'autorisation délivrés par le Ministère impliquent des pertes de milieux humides totalisant une superficie de 525 hectares. Les superficies obtenues en compensation pour cette même période sont de 594 hectares.

Les régions qui ont délivré le plus grand nombre de CA pour des projets touchant des milieux humides pour l'année 2015-2016 sont, en ordre décroissant : Chaudière-Appalaches (33 CA), l'Estrie (26 CA), l'Abitibi-Témiscamingue (24 CA) et la Montérégie (23 CA).

Les annexes 1 et 2 présentent les informations relatives aux demandes reçues, aux CA délivrés et aux pertes autorisées pour des projets avec un impact sur des milieux humides du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

Traitement des demandes de CA avec un impact sur des milieux humides du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Région administrative	CA délivrés	Pertes autorisées de milieux humides (ha)	CA avec compensation	Superficies en compensation (ha)	Localisation des compensations		
					Sur le site	Site adjacent	Autre
Bas Saint-Laurent	5	4,9	2	8,8	2	1	1
Gaspésie-IDM	5	4,7	2	3,1	2		
Saguenay-Lac Saint-Jean	15	57,8	6	82,6	1	4	2
Capitale-Nationale	19	14,3	7	25,6	3	1	3
Chaudière-Appalaches	33	62,5	22	75,2	10	6	6
Mauricie	14	3,1	7	31,4	6	1	1
Centre-du-Québec	18	33,5	10	53,8	6	1	1
Estrie	26	36,5	9	74,1	6	2	2
Montréal	23	27,8	14	66,1	7	2	6
Montréal	3	0,8	2	1,9		1	1
Laval	6	3,8	5	4,1	1	2	2
Lanaudière	17	10,9	6	20,3	2	4	
Laurentides	12	1,3	2	1,9	1	1	
Outaouais	7	1,4	4	3,7	3	1	
Abitibi-Témiscamingue	24	42,5	6	57,1	3	2	2
Nord-du-Québec	11	34,0	2	0,1	2		1
Côte-Nord	17	184,9	7	84,1	4	1	3
Total	255	524,729	113	593,939	59	30	30

*Autre: Autre site ou autre type de compensation tel une contribution à des travaux de recherche, réalisation d'inventaires, zonage de conservation municipal.

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
01-Bas Saint-Laurent	Installation de tapis de béton flexible.	Société des traversiers du Québec	09-mars-15	15-mai-15	401250159	0,021	N			
01-Bas Saint-Laurent	Installation d'une borne sèche.	Municipalité d'Alberville	22-déc-14	12-août-15	401279840	0	N			
01-Bas Saint-Laurent	Travaux de retrait d'embâcles dans un cours d'eau.	Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette	13-nov-15	23-nov-15	401307013	0	N			
01-Bas Saint-Laurent	Développement résidentiel dans un milieu humide.	Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	30-janv-14	15-oct-15	401293944	2,003	O	Acte de servitude de conservation sans construction d'une autre partie du complexe de milieux humides à détruire.	3,433	Sur le site, site adjacent
01-Bas Saint-Laurent	Destruction de milieux humides pour la construction d'un parc industriel.	Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	21-mai-15	16-nov-15	401306657	2,9	O	Un acte de servitude aux fins de non-construction et à des fins de conservation signé et final a été transmis au MDDELCC a le 6 novembre 2015 . La superficie à conserver sera de 5.36 ha et sera composée d'une partie du complexe de milieux humides restant (5.10 ha) et d'une zone tampon terrestre (0.26 ha).	5,36	Sur le site
5						4,924			8,793	
11-Gaspésie-IDM	Ajout d'un support en milieu humide sur la ligne Copper-Mountain/Micmac	Hydro-Québec	14-mai-15	05-juin-15	401256810	0,14	N			
11-Gaspésie-IDM	Stabilisation riveraine en enrochement.	Gaspésie Auto inc.	15-juin-15	11-août-15	401280229	0,12	O	Végétalisation sur 60 m de bande riveraine en bordure de la Baie des Chaleurs.	0,06	Sur le site

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
11-Gaspésie-IDM	Travaux en milieux humides - Oléoduc d'Hydro-Québec aux Îles-de-la-Madeleine.	Hydro-Québec	04-août-15	09-sept-15	401288685		0 N			
11-Gaspésie-IDM	Mise en valeur d'un accès existant à la baie du Bassin - Havre-Aubert - Les Îles-de-la-Madeleine	Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine	13-août-15	28-sept-15	401293989	0,036	N			
11-Gaspésie-IDM	Déboisement de l'aire d'entreposage principale et dans les bandes riveraines et les milieux humides.	Ciment McInnis inc.	04-févr-16	15-févr-16	401329037	4,4	O	Restauration. Enlèvement de remblai en superficie de MH au pourtour du lac de l'anse de McInnis et restauration de MH au lac Vachon.	3	Sur le site, autre
5						4,696			3,06	
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Traverse de 4 cours d'eau et 1 milieu humide à Saguenay.	Société en commandite Gaz métro	17-déc-14	27-mai-15	401254137		0 N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Inspection et nettoyage de la conduite de Saint-Félicien secteur de la rivière Ticouapé.	Centre d'expertise hydrique du Québec	23-mars-15	03-juin-15	401255676		0 N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Construction ligne de distribution électrique.	Hydro-Québec	26-mars-15	29-juin-15	401265744		0 N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux d'entretien de la digue Cascouia.	Centre d'expertise hydrique du Québec	30-avr-15	30-juin-15	401266218		0 N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Ancrage pour atténuateur de vague et quais flottants.	Ville de Saint-Félicien	30-avr-15	15-juil-15	401271396		0 N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Empiètement dans un marais pour construire un tablier de grue.	Hydro-Québec	29-sept-15	07-oct-15	401296422	0,68	N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Inspection et nettoyage de la conduite de Saint-Félicien, secteur de la rivière Mistassini.	Centre d'expertise hydrique du Québec	09-sept-15	16-oct-15	401298289		N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Déboisement, excavation et remblai dans deux marécages pour l'aménagement d'un terrain - Coopérative «La Persévérance»	Ville de Saguenay	09-oct-15	26-nov-15	401310583	0,16	N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Installation d'un pont et travaux dans une tourbière pour l'aménagement de sentiers.	9108-6587 Québec inc.	12-août-15	18-déc-15	401314063	0,14	N			
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Remblayage de deux milieux humides à des fins de développement résidentiel.	Maison Usinex inc.	31-mars-14	12-juin-15	401260470	0,35	O	Restauration de la rive du ruisseau des Crères.	0,32	Site adjacent
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux dans une tourbière pour l'agrandissement d'une bleuetière.	La Bleuetière coopérative de St-Augustin	22-oct-14	05-nov-15	401304946	33,5	O	Servitude notariée à perpétuité.	48,6	Site adjacent
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux de déboisement, d'excavation et de remblayage d'une partie d'un marécage et d'une tourbière à des fins de développement résidentiel (rue Archambeault).	2861-0137 Québec inc.	25-août-14	11-janv-16	401319328	0,3	O	La servitude de conservation permet la protection de 11 hectares de milieux naturels, incluant 2,2 hectares de milieux humides ainsi que leurs zones tampon de 30 mètres.	11	Site adjacent
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux de déboisement, d'excavation et de remblayage d'une partie d'un marécage à des fins de développement résidentiel (secteur Lavoie et Tremblay).	9216-5422 Québec inc.	06-mars-14	01-févr-16	401324688	2,1	O	Deux servitudes notariées, une protégeant la zone d'évitement, l'autre protégeant une tourbière plus au sud du site (secteur chemin des Ruisseaux).	2,1	Sur le site, site adjacent

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisé(ee (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Empiètement dans une tourbière pour l'aménagement d'un développement industriel.	Municipalité de Saint-Honoré	13-févr-15	02-févr-16	401325686	4,2	O	Servitude notariée 22 094 410, contigue à la servitude de protection pour le projet de Lavoie-Tremblay.	4,2	Autre
02-Saguenay-Lac Saint-Jean	Demande de certificat d'autorisation pour réaliser une partie du déboisement nécessaire à la construction du parc à résidus no 3.	Niobec inc.	03-févr-16	23-févr-16	401330754	16,4	O	Protection d'une superficie équivalente de type, de valeur et de superficie.	16,4	Autre
15						57,83			82,62	
03-Capitale-Nationale	Intervention dans des milieux humides et des cours d'eau pour la réalisation d'un développement résidentiel à Château-Richer.	Habitations DEP inc.	14-mai-14	23-avr-15	401243982	1,97	O	Superficie de 0,9 ha, dont 800 m2 de milieu humide, 1 584 m2 de bande riverain et 6 746,8 m2 de milieu terrestre boisé (zone tampon).	0,91	Sur le site
03-Capitale-Nationale	Construction d'une ligne de distribution sur le boulevard Talbot et le chemin du Hibou à Stoneham-et-Tewkesbury.	Hydro-Québec	25-févr-15	28-avr-15	401244563	0,001	N			
03-Capitale-Nationale	Travaux de drainage et de remblayage sur des terrains résidentiels de la rue Lesage, Pont-rouge.	Construction Mario Dion inc.	29-sept-14	04-juin-15	401256099	1	O	Compensation sur le lot adjacent , cédé à la CBJC. 1,13 ha de MH et 1,61 ha de milieu terrestre.	2,7	Site adjacent
03-Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour le développement du terrain numéro 20 du Parc technologique du Québec Métropolitain.	Parc technologique du Québec métropolitain	22-janv-15	02-juil-15	401263649	2,36	O	Superficie approximative de compensation, difficile à lier aux différents projets du Parc Techno.	10	Autre
03-Capitale-Nationale	Construction du nouveau pont P-18558 sur le chemin Gosford à Shannon.	Ministère des Transports	27-mars-15	14-juil-15	401263730	0,1	N			
03-Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour le prolongement de la rue de la Silice à Boischatel.	Développements Boischatel inc.	20-mars-15	23-juil-15	401272342	0,014	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autoriséée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
03-Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides et aménagement de cours d'eau pour le prolongement du boulevard Kane et le développement résidentiel adjacent - La Malbaie.	Ville de La Malbaie	15-avr-13	30-juil-15	401275313	0,02	N			
	Remblayage de milieux humides pour le projet de développement résidentiel Place Cartier - phase 2.	Construction Michel Daigle inc.	10-juil-14	13-août-15	401267786	0,17	O	Considérant que 0,17 ha de milieux humides sont perdus et 0,17 ha de milieux humides sont offerts en compensation, le ratio de compensation en milieu humide est de 1:1. Cependant, il y a aussi une protection d'une bande tampon de milieu terrestre d'environ 0,21 ha, donc 0,38 ha protégé au total.	0,38	Autre
03-Capitale-Nationale										
03-Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour un projet de développement résidentiel - Rue de l'Osmonde, phase 2.	B.A.M.K.S Investissement Inc.	12-févr-14	14-août-15	401264691	5,9	O	La zone offerte en compensation consiste en une zone située au bout du terrain du requérant, sur le lot du projet. La zone offerte en compensation est localisée dans un milieu humide.	3,9	Sur le site
03-Capitale-Nationale	Ligne de raccordement du poste de Baie-Saint-Paul à 315 Kw (travaux en milieux humides).	Hydro-Québec	29-juin-15	20-août-15	401283845	0,011	N			
03-Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour le projet de développement industriel Espace Innovation Michelet, arrondissement des Rivières, ville de Québec.	Ville de Québec	15-sept-15	17-sept-15	401290589	0,09	N			
03-Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour un projet de développement résidentiel à Fossambault-sur-le-Lac.	9107-8998 Québec inc.	09-sept-14	15-oct-15	401267804	1	O	Il s'agit d'une zone terrestre de 7,69 ha, correspondant au peuplement écoforestier RS54 des cartes écoforestières (SIEF), localisée en marge d'un complexe de milieu humide.	7,69	Autre

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
03-Capitale-Nationale	Relevés sismiques dans le fleuve Saint-Laurent - Ville de Saint-Augustin-des-Desmaures et Ville de Lévis.	Oléoduc Énergie Est ltée	21-août-14	23-oct-15	401301608	0	N			
03-Capitale-Nationale	Alimentation en électricité de la mine STEC Quartz inc. dans la municipalité de Saint-Urbain et le TNO de Lac-Pikauba, dans la MRC de Charlevoix.	Hydro-Québec	12-août-15	28-oct-15	401298561	1	N			
03-Capitale-Nationale	Déboisement pour l'installation d'une ligne électrique dans des milieux hydriques et humides - TNO de Lac-Pikauba, MRC de Charlevoix.	Quartz sitec inc.	14-oct-15	28-oct-15	401300254	0,1	N			
03-Capitale-Nationale	Aménagement d'un sentier multifonctionnel dans un milieu humide sur les 409-P, 410-P, 411-P et 412-P.	Municipalité de Shannon	14-juil-11	04-nov-15	401303762	0	N			
03-Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour un développement résidentiel à L'Ancienne-Lorette.	Groupe Mainguy inc.	19-janv-15	06-janv-16	401306414	0,099	N			
03-Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide sur le lot 3 056 676 pour une construction résidentielle à Saint-Augustin-des-Desmaures.	William Boissonneault	08-déc-15	02-févr-16	401325893	0,36	N			
03-Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour un projet de développement résidentiel, rue Berrouard, arrondissement de Beauport, ville de Québec.	9113-2332 Québec inc.	20-juil-15	10-févr-16	401309162	0,13	O		0,05	Sur le site
19						14,325			25,63	

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de milieux humides pour un projet de développement résidentiel - Municipalité de Berthier-sur-Mer.	Gestion Gaston Mailloux inc.	18-déc-14	17-avr-15	401239372	0,24	O	Mileu terrestre contiguë a un milieu humide.	0,25	Site adjacent
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de milieux humides - Développement entre le boulevard Lamontagne, l'avenue Linière, l'autoroute 73 et la route Carter - Ville de Sainte-Marie.	Ville de Sainte-Marie	19-nov-14	22-avr-15	401242045	2,9	O	Conservation (via plan de conservation du secteur) + restauration.	2,5	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Remblayage d'une partie d'un milieu humide pour un projet de développement résidentiel - Municipalité de Saint-Prosper.	Municipalité de Saint-Prosper	18-déc-14	22-mai-15	401251591	1,54	O	Valorisation du MH résiduel (0,51 ha), protection d'un milieu terrestre adjacent (0,70 ha) et travaux d'amélioration en bande riveraine d'un cours d'eau adjacent au milieu terrestre.	1,21	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Travaux de remblayage d'un marais - Projet de développement résidentiel - Village récréo-résidentiel - Ville de Lévis (secteur Saint-Romuald).	9136-8266 Québec inc.	26-mars-15	29-mai-15	401254196	0,02	N			
12-Chaudière-Appalache	Travaux de remblayage d'un milieu humide - Domaine Option Nature, phase 1.	Ville de Thetford-Mines	30-oct-14	03-juin-15	401248441	0,043	N			
12-Chaudière-Appalache	Aménagement d'un fossé pour émissaire pluvial sur le littoral du fleuve Saint-Laurent et construction d'un gymnase en zone inondable de récurrence 20-100 ans - Municipalité de L'Islet.	Commission scolaire de la Côte-du-Sud	31-mars-15	10-juin-15	401256817	0,007	N			
12-Chaudière-Appalache	Développement résidentiel Le Boisé de Pintendre - Ville de Lévis.	Le Boisé de Pintendre inc.	15-mars-11	15-juin-15	401257247	10,91	O	13,905 ha dans le Plan de gestion des milieux naturels de la Ville de Lévis.	13,905	Autre

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
12-Chaudière-Appalache	Remblayage d'une mosaïque de milieux humides pour un projet de développement résidentiel - Ville de Lévis.	Placements G. Lagacé inc.	10-août-12	15-juin-15	401257652	10,91	O	13,905 ha dans le Plan de gestion des milieux naturels de la Ville de Lévis.	13,905	Autre
12-Chaudière-Appalache	Remblayage d'une mosaïque de milieux humides pour des développements immobiliers - Dix-12 inc. - Ville de Lévis (secteur Pintendre).	Dix-12 inc.	30-août-12	15-juin-15	401257686	10,91	O	13,905 ha dans le Plan de gestion des milieux naturels de la Ville de Lévis.	13,905	Autre
12-Chaudière-Appalache	Remblayage d'un milieu humide pour un projet industriel - Honco inc. - Ville de Lévis.	9123-1878 Québec inc.	19-nov-14	17-juin-15	401261654	0,11	O	La compensation est sur le site sur une partie restante du milieu humide touché.	0,44	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de milieux humides pour un développement résidentiel - Rue des Érables - Municipalité de Val-Alain.	Municipalité régionale de comté de Lotbinière	20-août-14	03-juil-15	401264455	0,8	N			
12-Chaudière-Appalache	.	Développement des Pierres inc.	22-déc-14	10-juil-15	401266522	1,68	O	Servitude de non-construction et de conservation à être consentie par le promoteur sur une superficie totale de 3,07 ha incluant une mosaïque de MH d'une superficie totale de 1,46 ha sur le lot 4 619 276, cadastre du Québec.	3,07	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Aménagement d'un lac dans un milieu humide - Municipalité de Saint-Damien-de-Buckland.	Annie et Alain Godbout	20-mars-15	15-juil-15	401271238	0,36	O	Acte notarié pour un milieu humide connecté hydrologiquement.	0,36	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Déboisement des rives et du littoral d'un cours d'eau et remblayage d'un milieu humide - Développement résidentiel « Jardin des Geais bleus » - Municipalité de Saint-Apollinaire.	Développement St-Apollinaire inc.	03-nov-14	24-juil-15	401275039	0,05	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autoriséée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
12-Chaudière-Appalache	Construction d'un sentier éducatif - Tourbière de la Grande Piée Bleue - Ville de Lévis.	Ville de Lévis	29-mai-15	24-juil-15	401274926	0,14	N			
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de milieux humides - Construction d'un CLSC - Thetford Mines - Lots 4 385 066 et 4 386 429.	9299-7899 Québec inc.	19-mai-15	06-août-15	401279223	1,19	O	0,67ha de milieu humide, écotone mésique 0,16 ha X2= 0,32 ha et 0,68 ha à restaurer pour un total de 1,670ha. La servitude de conservation sera suivie durant 5 ans pour la restauration d'une partie (0,68 ha) de la servitude.	1,67	Site adjacent
12-Chaudière-Appalache	Gestion des matières résiduelles excavées - Le Boisé de Pintendre - Ville de Lévis (secteur Pintendre).	Dix-12 inc.	30-juil-15	12-août-15	401280798	13,905	O	Plan de conservation de la Ville de Lévis.	13,905	Site adjacent
12-Chaudière-Appalache	Aménagement d'un émissaire en fossé dans un milieu humide dans le cadre d'un développement résidentiel.	Société Fidélité inc.	19-déc-14	13-août-15	401281545	0,39	O	Compensation de 0,3 ha sur le lot 5 590 150.	0,3	Site adjacent
12-Chaudière-Appalache	Remblayage et création d'un milieu humide pour un projet de développement résidentiel - Municipalité de Scott.	9147-0781 Québec inc.	27-févr-15	09-sept-15	401288450	1,64	O	0,99 en compensation 0,93 valorisé (0,32 ha en milieu humide et 0,61 en rive d'un cours d'eau).	0,99	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de milieux humides pour un projet de développement résidentiel - Ville de Lévis (secteur de Saint-Jean-Chrysostome).	9118-0661 Québec inc.	03-oct-14	16-sept-15	401289876	0,34	N			
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de milieux humides pour le développement industriel de la 37e Rue - Ville de Saint-Georges.	Ville de Saint-Georges	29-mai-15	02-oct-15	401295359	1,81	O	Protection marécages et écotones. Englobe des cours d'eau. Comprend compensation pour 0,33 ha de MH d'un projet voisin.	3,58	Sur le site

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
12-Chaudière-Appalache	Travaux de remblayage d'un marais - Projet de développement domiciliaire Anjou-Lorraine - Ville de Lévis (secteur Saint-Jean-Chrysostome).	Gestion Alex Drouin inc.	04-mai-15	09-oct-15	401297696	0,115	O	plan de gestion des milieu naturel ville de Lévis.	0,115	Autre
12-Chaudière-Appalache	Construction d'un chemin forestier dans un marécage - Lots 6 et 7, rang B, Canton de Coleraine - Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine.	9023-3347 Québec inc.	17-août-15	13-oct-15	401298144	0,28	N			
12-Chaudière-Appalache	Travaux de remblayage d'un milieu humide pour le prolongement de la rue de l'Abbé-Ruel - Ville de Lévis (secteur Saint-Romuald).	Habitations des Trois-Manoirs inc.	08-juil-15	13-oct-15	401297733	0,16	O	plan de gestion de milieux naturel.	0,16	Autre
12-Chaudière-Appalache	Remblayage d'un milieu humide pour un projet de développement résidentiel - Municipalité de Notre-Dame-des-Pins.	Constructions Ernest Veilleux inc.	02-mai-13	23-oct-15	401301107	0,03	N			
12-Chaudière-Appalache	Travaux de remblayage d'un milieu humide - Prolongement de l'avenue St-Joseph.	Municipalité du village de Tring-Jonction	03-sept-15	03-nov-15	401303428	0,53	O		0,8	Autre
12-Chaudière-Appalache	Remblayage d'un milieu humide pour un projet de développement résidentiel - Prolongement de la 16e Avenue, de la 26e Rue et de la 27e Rue - Ville de Saint-Georges.	Les Constructions Binet inc.	02-mars-15	04-nov-15	401303580	0,33	O	Entente de protection de milieux humides (0,33 sur 3,58 ha) avec la Ville de Saint-Georges.	0,33	Site adjacent
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de deux milieux humides pour le projet de développement domiciliaire de la rue Brousseau à Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun.	Développement JCB inc.	26-août-15	10-nov-15	401304710	0,134	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
12-Chaudière-Appalache	Projet de développement résidentiel dans un milieu humide - Rue Champagne Sud.	Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	22-mai-14	12-janv-16	401320195		O		0,37	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Travaux de remblayage de milieux humides pour un parc industriel - Ville de Saint-Pamphile.	Ville de Saint-Pamphile	02-oct-15	13-janv-16	401320417	0,73	O	Mesure de compensation visant la protection à perpétuité d'un secteur boisé de 3,23 ha, dont 1,78 ha de milieux humides par un engagement de la Ville de Saint-Pamphile.	3,23	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Aménagement d'un marais - Ruisseau du Marais et rivière Chaudière - Parc nature du Domaine Taschereau - Ville de Sainte-Marie.	Corporation du Domaine du Seigneur Taschereau	06-janv-16	29-janv-16	401325167	O	N			
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de marécages pour un développement résidentiel - Ville de Lévis.	9248-5580 Québec inc.	31-mars-15	11-févr-16	401327166	0,24	O	Ramassage déchets cours d'eau; démantèlement petit barrage abandonné; contrôle renouée du Japon.	0,14	Sur le site
12-Chaudière-Appalache	Remblayage de milieux humides pour un projet de développement résidentiel - Château-Vac inc. - Ville de Sainte-Marie.	Château-Vac inc.	13-nov-15	24-févr-16	401330611	0,07	O	Zone de conservation de la Ville de Sainte-Marie.	0,09	Site adjacent
33						62,514			75,225	
04- Mauricie	Travaux de mise aux normes de la digue Shitagoo.	Centre d'expertise hydrique du Québec	26-janv-15	08-juin-15	401256934	0,05	N			
04- Mauricie	Stabilisation des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne.	Ville de Shawinigan	25-juil-14	25-juin-15	401259747	0,09	N			
04- Mauricie	Amélioration des ouvrages de gestion du lixiviat du lieu d'enfouissement de déchets de fabrique.	Compagnie Westrock du Canada inc.	23-mars-15	02-juil-15	401244913	0,13	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
04- Mauricie	Travaux dans un milieu humide.	9139-6473 Québec inc.	15-mai-15	17-juil-15	401271207	0,26	O	Une servitude de conservation sur 2,33 ha d'aire écologique, incluant 0,41 ha de milieux humides, sera signé en faveur de la fondation pour un développement durable de la ville de Trois-Rivières. Aussi, des interventions visant à fermer deux fossés de drainage à l'intérieur des milieux humides de l'aire écologique sont prévus pour améliorer leur fonctions écologique.	2,33	Sur le site
	Travaux d'aménagement d'un chemin d'accès dans un milieu humide.	Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie	25-sept-13	21-juil-15	401273963	0,3	O	Modification du zonage municipal pour conservation sur 17,8ha Servitude de non construction à des fins de conservation sur 5 ha.	17,8	Sur le site
04- Mauricie	Travaux dans des milieux humides.	Michel Bellerive	17-avr-15	11-août-15	401278705	0,05	O	Conservation de 0,17 de marais ayant un lien hydrique avec le cours d'eau dont la rive sera végétalisée.	0,17	Sur le site
04- Mauricie	Interventions dans des milieux humides.	Société immobilière Dusablon inc.	22-juil-15	19-août-15	401282253	0,24	O	Les bandes riveraines des rivières Millette et du ruisseau Bettez, adjacents au projet seront valorisé via un plan de végétalisation impliquant la plantation d'une strate arborescente sur 0,38 ha de bandes riveraine.	0,38	Sur le site
	Interventions dans des milieux humides.	9083-3302 Québec inc.	21-juil-15	21-août-15	401283937	1,257	O	5,77 ha seront protégé, incluant 0,8979 ha de milieux terrestre. Les négociations avec le promoteur ont permis d'éviter presque entièrement la tourbière de 4,25 ha, d'une valeur écologique élevé.	5,77	Sur le site
04- Mauricie	Réalisation de relevés sismiques.	Oléoduc Énergie Est Itée	29-juil-14	09-sept-15	401287521	0	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autoriséée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
04- Mauricie	Travaux dans des milieux humides.	9291-7509 Québec inc.	23-sept-15	17-nov-15	401306979		N			
04- Mauricie	Travaux de déboisement de l'emprise de la conduite d'aqueduc.	Ville de La Tuque	06-nov-15	23-nov-15	401308471		O N			
04- Mauricie	Travaux dans des milieux humides.	9223-7189 Québec inc.	21-août-15	17-déc-15	401314144	0,26	O	Pour compenser la perte de 0,26 ha, le requérant a cédé à la ville une zone de 4,42ha, incluant 0,85 ha de milieux humides.	4,42	Sur le site
04- Mauricie	Travaux dans des milieux humides.	Hydro-Québec	28-sept-15	20-janv-16	401321855		O N			
04- Mauricie	Travaux dans des milieux humides.	Complexe 3R inc.	31-août-15	18-févr-16	401329571	0,44	O	Restauration de bande riveraine qui était, jusqu'à tout récemment, partiellement cultivé.	0,517	Site adjacent
14						3,077			31,387	
17- Centre-du-Québec	Aménagement d'une cannebergière.	Les Atocas Laurier inc.	03-janv-14	10-avr-15	401237179	11,94	O	8,36 ha de milieux humides conservés et 6,84 ha de milieux mésiques adjacents à ces milieux humides seront conservés, le tout en continuité avec d'autres sites de compensation pour former un corridor.	15,2	sur le site
17- Centre-du-Québec	Travaux dans un milieu humide.	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	04-déc-14	16-avr-15	401241803	0,89	O	Valorisation (intervention visant à améliorer les fonctions écologiques) et protection d'un MH de superficie et de valeur écologique équivalente, incluant une zone tampon de milieu terrestre de 0,89 ha situé en périphérie dudit milieu humide.	1,78	Site adjacent
17- Centre-du-Québec	Travaux de remblayage dans des milieux humides.	Ville de Bécancour	11-juil-14	23-avr-15	401238722	1,07	O	Contribution financière pour un projet de reboisement des rives de coulées agricoles du bassin versant de la rivière Gentilly (projet piloté par l'organisme de bassin versant GROBEC).	0,8	Autre

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autoriséée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
17- Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides dans le cadre de la réfection d'une passerelle.	Ville de Nicolet	11-juil-14	02-juin-15	401238849	0	N			
17- Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides.	Ville de Victoriaville	23-déc-13	15-juin-15	401253977	0,74	O	Remblai des fossé de drainage compensation terrestre autour de la tourbière.	2,8	Sur le site
17- Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides.	Immo BGH inc.	04-juin-14	15-juin-15	401258288	5,9	O	Aire de compensation terrestre autours des milieux humides conservés.	4,16	Sur le site
17- Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides.	Ville de Drummondville	13-janv-15	25-juin-15	401260297	0,186	O	Une portion de bande riveraine adjacente aux travaux et dans laquelle des débris et autres remblais ont été déposé sera restaurée.	0,186	Site adjacent
17- Centre-du-Québec	9159-7336 Québec inc. (Champagne, Roland) / Inverness / Lot P-301 / Exploitation d'une sablière.	9159-7336 Québec inc.	27-avr-15	10-juil-15	401251898	0,5	N			
17- Centre-du-Québec	Travaux correctifs dans le littoral, la rive et en milieu humide.	Proculteur inc.	15-août-14	03-août-15	401273992	0	N			
17- Centre-du-Québec	Aménagement d'une cannebergière.	Les canneberges Boivin inc.	10-sept-13	06-août-15	401248632	8,41	O	Protection de milieu terrestre adjacent à des milieux humides évités et engagement à établir une servitude réelle de non-construction à des fins de conservation.	14,72	sur le site
17- Centre-du-Québec	Travaux d'aménagement dans un cours d'eau.	Municipalité Régionale de Comté de Drummond	10-avr-13	01-sept-15	401281076	0,56	O	Pour compenser la perte de 0,56 ha de milieux humides isolés et de faible superficie, une zone de conservation de 2,02 ha de milieu naturel, incluant 0,7419 ha de marécage, a été créé.	2,02	sur le site
17- Centre-du-Québec	Travaux de stabilisation d'un talus.	Ministère des Transports	05-août-15	01-sept-15	401286296	0,009	O		0,009	sur le site
17- Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides.	Christopher Guimond	03-sept-15	25-nov-15	401308208	0,126	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
17- Centre-du-Québec	Travaux dans un milieu humide et dans un cours d'eau.	683372 N.B. Ltd.	28-oct-15	10-déc-15	401309440	0 N	0 N			
17- Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides.	Hydro-Québec	28-oct-15	21-janv-16	401322749	0 N	0 N			
17- Centre-du-Québec	Remplacement de portiques de bois.	Hydro-Québec	09-nov-15	21-janv-16	401322716	0 N	0 N			
17- Centre-du-Québec	Travaux dans un milieu humide.	Johnny C. Théberge	18-nov-15	22-janv-16	401320937	0,18 N	0 N			
17- Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides.	9104-1988 Québec inc.	23-août-13	16-févr-16	401328451	2,96	0	À l'intérieur des limites du projet résidentiel.	12,14	sur le site
18						33,471			53,815	
05- Estrie	Intervention en milieu humide et en bande riveraine du lac Parker pour la construction de l'ensemble résidentiel Domaine du lac Parker.	Développement du Lac Parker inc.	14-févr-13	07-avr-15	401236306	0,6	0	Protection d'un écotone terrestre autour des milieux humides résiduelles.	2,1	sur le site
05- Estrie	Intervention en milieux humides.	9300-4836 Québec inc.	26-janv-15	08-avr-15	401239227	0,5 N	0 N			
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction d'un projet domiciliaire Sanctuaire de l'Estrie.	Sanctuaire de l'Estrie inc.	09-mars-15	24-avr-15	401242103	0,02 N	0 N			
05- Estrie	Contrôle biologique des insectes piqueurs 2015-2017.	Ville de Valcourt	13-févr-15	07-mai-15	401248306	0 N	0 N			
05- Estrie	Intervention en milieu humide pour la construction d'un chalet, chemin Willis, lac Lovering.	Guillaume Lemoine	07-avr-15	08-mai-15	401247467	0,09 N	0 N			
05- Estrie	Travaux d'excavation à l'intérieur de l'emprise de gazoduc située dans un milieu humide et une autre dans le littoral et la rive, autoroute 10, arrondissement Saint-Élie-d'Orford.	Société en commandite Gaz métro	17-avr-15	21-mai-15	401251206	0 N	0 N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisé(ee) (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
05- Estrie	Intervention en milieu humide en lien avec un cours d'eau pour l'aménagement d'un talus végétalisé, rue Paul-Gagné, arrondissement de Fleurimont.	Ville de Sherbrooke	21-avr-15	02-juin-15	401249489	0,002	N			
05- Estrie	Intervention en milieu humide pour l'aménagement d'un terrain résidentiel, rue Maclure.	Cécile Girouard	22-avr-15	18-juin-15	401258686	13	N			
05- Estrie	Intervention en milieu humide pour l'élargissement de l'entrée existante et une construction future.	Chantal Lacasse	14-mai-15	03-juil-15	401264394	0,049	N			
05- Estrie	Intervention en rive et littoral de l'étang Burbank pour la réfection de belvédères et passerelles.	Ville de Danville	26-juin-15	20-juil-15	401272624	0	N			
05- Estrie	Remblayage de 3 milieux humides pour un projet de construction résidentielle.	Mario Audet	06-juil-15	23-juil-15	401273431	0,06	N			
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour le projet de développement du King's Hall	Condo King's Hall inc.	08-juin-15	14-août-15	401280198	0,084	O	Site ceinturant le milieu hydrique présent sur le site. Un reboisement à l'aide d'espèces indigènes sera effectué. Le requérant s'est engagé à effectuer ces travaux avant le 30 juin 2016.	0,098	sur le site
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction du projet résidentiel Havres Champêtres, phase IV, arrondissement de Fleurimont.	Groupe Sélection	08-juil-15	25-août-15	401284077	0,4	O	Protection d'une prûcheraie à érable rouge mature limitrophe à un espace vert offert à la ville (superficie globale de 1.3 ha).	0,4	sur le site
05- Estrie	Remblayage de milieux humides pour la construction de la rue Laurel.	La municipalité du village d'Ayer's Cliff	23-juil-15	22-sept-15	401291548	0,044	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autoriséée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
05- Estrie	Exploitation d'une carrière.	Les granulats Billing inc.	23-avr-15	22-sept-15	401263390	0,54	O	Compensation de 0,69 ha de milieu terrestre sur le lot adjacent au site.	0,69	Site adjacent
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour le projet de développement Le Vertendre.	Les Investissements de l'Estrie inc.	20-janv-15	19-oct-15	401297466	15	O	Milieux humides et terrestres dont l'intendance est assumé par un organisme de conservation.	64	Sur le site
05- Estrie	Intervention en milieu humide pour la construction d'une résidence.	Guy Thivierge	17-sept-15	19-oct-15	401296522	0,15	N			
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour un projet de développement résidentiel.	3107523 Canada inc.	11-juil-12	16-nov-15	401306777		N			
05- Estrie	Travaux en milieux humides dans le cadre d'un développement résidentiel.	Renaud Bergeron	25-juin-14	10-déc-15	401310691	0,15	N			
05- Estrie	Travaux dans un étang d'irrigation en lien avec un cours d'eau.	Verger familial CR	24-nov-15	18-janv-16	401320141	0	N			
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction du Développement Éco-résidentiel, arrondissement de Deauville.	Gestion S.M.P. inc.	21-août-15	27-janv-16	401319831	0,6	O	Protection de milieux boisés en périphérie d'un marécage et d'un cours d'eau.	1	Sur le site
05- Estrie	Intervention dans des marécages et un marais pour la construction d'un poste électrique.	Ville de Sherbrooke	09-nov-15	28-janv-16	401323803	1,3	O	Boisé mature et homogène dont la valeur écologique est élevée.	1,42	Autre
05- Estrie	Travaux dans un milieu humide pour un projet résidentiel.	Jean Lacroix	15-déc-15	09-févr-16	401326393	0,1	N			
05- Estrie	Remblayage de 4 milieux humides pour la construction du projet de développement du Verger.	Développement du Verger inc.	05-oct-15	22-févr-16	401329662	0,17	N			
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour le projet résidentiel Orangérouge, phase III.	9204-5822 Québec inc.	10-déc-15	24-févr-16	401329028	0,5	O	Protection d'un milieu boisé attenant à un marécage protégé.	0,5	Sur le site

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
05- Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction d'infrastructures du parc industriel Germain-Bombardier.	Municipalité du Canton de Valcourt	02-avr-13	26-févr-16	401329270	3,1	O	Protection de l'écotone riverain de la rivière Noire.	4	Site adjacent
26						36,459			74,208	
16-Montérégie	Empilement de pierres stériles.	Graymont (Qc) inc.	22-oct-14	13-avr-15	401240085	0,424	N			
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour la construction de la coopérative d'habitation de la Seigneurie, à Boucherville.	Ville de Boucherville	21-janv-15	20-avr-15	401242606	0,56	O	Il s'agit de 0,56 ha de milieux terrestres au pourtour de milieux humides, dans un secteur protégé du Plan de conservation de l'agglomération de Longueuil, à Boucherville.	0,56	Autre
16-Montérégie	Intervention dans un milieu humide pour le projet de réaménagement des terrains à l'intersection Fer-à-cheval et Autoroute 20 à Sainte-Julie.	Ville de Sainte-Julie	11-sept-14	11-mai-15	401247022	5,55	O	La compensation est localisée sur un site situé ailleurs dans la municipalité.	27,7	Autre
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour le développement domiciliaire Brossard sur le Golf.	176050 Canada inc.	28-févr-13	01-juin-15	401085852	0,91	O	Les aménagements en bordure du ruisseau reproduiront deux écosystèmes naturels soit un milieu ouvert dominé par les herbacées et un milieu forestier comprenant une strate arborescente importante.	1,36	Sur le site
16-Montérégie	Intervention en milieu humides pour le projet de développement urbain du secteur Jean-Talon.	Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	09-avr-15	03-juin-15	401256415	0,4	O	Zones de conservation ciblées par le plan de conservation de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.	0,8	Autre
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'entreposage d'amas de verre à Saint-Jean-sur-Richelieu.	Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	18-déc-12	25-juin-15	401034370	1,19	O	La perte de milieux humides sera compensée par une superficie équivalente de milieux terrestres limitrophes à un milieu humide conservé dans le plan de conservation de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.	1,19	Autre

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour un projet de construction résidentielle à Cowansville.	Les Investissements Daroph inc.	01-oct-13	30-juin-15	401086456	0,038	N			
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour le projet de développement Gince S.E.N.C. des lots 1 399 769, 1 648 352 et 5 626 351, à Granby.	Développement Gince, S.E.N.C.	29-mai-15	08-juil-15	401268757	0,85	O	La perte de milieux humides sera compensée par la conservation réelle et perpétuelle de 4,1 ha de milieux naturels d'intérêt, notamment une tourbière de haute valeur écologique, ailleurs dans la municipalité.	4,1	Autre
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour le lot 5 397 216, à Lac Brome	Fiducie familiale P. Mario Charpentier	15-mai-15	31-juil-15	401277350	0,06	N			
16-Montérégie	Intervention en milieu humide afin de permettre la réalisation d'un développement commercial à Vaudreuil-Dorion.	Le groupe Lawlor inc.	22-juil-15	18-sept-15	401291457	0,05	N			
16-Montérégie	Intervention en milieux humides dans les villes de Bromont et Granby afin de permettre l'aménagement de la ligne d'alimentation à 120 kV du nouveau poste d'Adamsville à 120-25kV.	Hydro-Québec	04-nov-14	25-sept-15	401293619	4,42	O	Projetction d'un ensemble de milieu naturel.	0,14	Site adjacent

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour la phase 1 du projet de développement « Pure Bromont », à Bromont.	Société en commandite Bromont I	25-sept-13	01-oct-15	401286649	3,46	O	Le requérant a scindé son projet en deux phases. La perte de 3,46 ha de marécages dans la phase 1 est compensée par la conservation de 3,67 ha de milieux humides, des marécages et un marais, et de 3,74 ha de milieux terrestres adjacents à ces derniers, pour une superficie totale de milieux naturels conservés de 7,41 ha. Les milieux naturels conservés sont en partie ceux évité, situés à l'ouest de la phase 1 et couvrent une superficie de 3,30 ha. Les autres milieux naturels conservés sont situés plus à l'est de la phase 1 et au nord de l'autoroute 10. Ils forment un bloc de conservation de 4,10 ha adjacent à des cours d'eau.	7,41	Sur le site
	Intervention en milieu humide afin de permettre la réalisation des phases 2 et 3 du projet de développement résidentiel les Habitations Malachites à Carignan.	Les habitations Malachite inc.	13-août-15	08-oct-15	401297559	4,27	O	Conservation d'un autre site situé dans la ville.	13,4	Autre
	Intervention en milieux humides pour le développement du secteur de la rue Sofia, à Candiac.	9217-2030 Québec inc.	11-août-15	21-oct-15	401299709	1,7	O	Conservation d'un cours d'eau sans désignation (CE-1) et sa bande riveraine élargie ainsi qu'un milieu terrestre dans un milieu boisé adjacent à une mosaïque de milieux humides (0,34 ha) de valeur écologique élevée (0,07 ha).		Sur le site, site adjacent
	Intervention en milieu humide afin de permettre la réalisation d'un développement commercial à Beauharnois.	Ville de Beauharnois	03-sept-15	28-oct-15	401301868	0,48	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
16-Montérégie	Aménagement d'un étang dans un milieu humide, sur le lot 4 267 110, à Brome.	Dominique Légaré et Pierre Bouchard	27-août-15	02-nov-15	401296885	0	N			
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'implantation d'une tour de télécommunication sur le chemin McIntosh à Frelighsburg.	Bell Mobilité inc.	06-août-15	30-nov-15	401302034	0,36	O	Conservation de 0,36 ha de marécage et 0,36 ha de milieu terrestre. Ce 0,72 ha de milieux naturels protégés est situé en bordure du ruisseau d'Abbott's Corner, mais hors du littoral et de la rive. Le secteur protégé a une superficie totale de 1,42 ha étant donné qu'elle inclut le littoral et les rives du ruisseau d'Abbott's Corner.	0,72	Sur le site
16-Montérégie	Réfection des déversoirs 4 et 5 du Canal-de-Chambly, à Carignan et Saint-Jean-sur-Richelieu.	Parcs Canada	17-sept-15	11-déc-15	401313648	0	N			
16-Montérégie	Aménagement d'un chemin de plus d'un kilomètre en dehors d'un périmètre d'urbanisation et intervention en milieux humides pour le développement domiciliaire Ravin Boisé.	Ravin Boisé S.E.C.	07-nov-12	22-déc-15	401303477	2,456	O	Les milieux conservés sont situés sur le site du projet.	7,1	Sur le site
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour la construction de bâtiments commerciaux et industriels sur le lot 3 208 920, à Vaudreuil-Dorion.	9138-3422 Québec inc.	20-oct-15	22-déc-15	401304811	0,32	O	Tout le secteur non développé au sud du site du projet sera conservé. Le secteur inclut 0,97 ha de marais et 0,32 ha de milieu terrestre.	1,29	Sur le site
16-Montérégie	Intervention en milieu humide pour le projet résidentiel Vallée mature, à Pointe-Fortune.	Construction G. Roussel inc.	06-févr-13	18-janv-16	401273500	0,13	O	Établissement d'une zone de conservation d'une superficie totale de 0,32 ha, incluant 0,14 ha de milieu humide et 0,18 ha de milieu terrestre établi sur lot 5 600 330.	0,32	Sur le site

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
16-Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'aménagement de la station d'épuration de la ville de Contrecoeur.	Ville de Contrecoeur	28-oct-13	04-févr-16	401320777	0,21	N			
16-Montérégie	Intervention en milieu humide pour l'aménagement d'un chemin sur un terrain de camping, à Bromont.	Camping Vélo 2000 inc.	01-déc-14	16-févr-16	401329653	0,01	N			
23						27,848			66,09	
06-Montréal	Remblayage d'un marais pour la construction d'un éocentre dans l'arrondissement Saint-Laurent.	Ville de Montréal	11-sept-14	15-avr-15	401235399	0,28	O	Compensation sur les lots 1 901 434 et 1 901 435 du cadastre du Québec. Ces milieux seront intégrés au parc-nature du Bois-de-Liesse.	1,072	Autre
06-Montréal	Réaménagement du secteur des marais au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies.	Ville de Montréal	03-août-15	03-sept-15	401287857	0	N			
06-Montréal	Remblayage d'un marécage pour l'aménagement d'un stationnement extérieur.	G production inc.	09-déc-14	25-janv-16	401321883	0,521	O		0,828	Sur le site, site adjacent
3						0,801			1,9	
13-Laval	Remblayage d'un marécage pour un projet commercial et conservation d'un terrain boisé près du cours d'eau Parizeau.	Entreprises L.D.J. Inc.	02-févr-15	23-avr-15	401243444	1,7	O	Protection d'un terrain boisé de 1,7 ha dans le bois de l'Équerre, près d'un milieu humide et du cours d'eau Parizeau.	1,7	Autre
13-Laval	Remblayage d'un marécage pour un projet de développement résidentiel au nord de la rue Garand et à l'est de la rue des Orioles.	9163-3644 Québec inc.	28-mars-14	18-juin-15	401244602	0	O	Cession à la Ville de Laval d'une zone terrestre adjacente à la rive d'un cours d'eau et valorisation écologique dans un délai de 18 mois suivant la délivrance du CA.	0,371	Site adjacent

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
13-Laval	Remblayage partiel de deux marécages pour un projet de condos commerciaux et industriels.	Groupe Montoni (1995) Division Construction inc.	11-févr-15	27-juil-15	401274957	0,034	N			
	Remblayage complet de cinq marécages pour un développement résidentiel et d'une partie d'un marais et du cours d'eau Brodeur pour la construction de deux rues.	9106-9997 Québec inc.	04-sept-12	09-oct-15	401122742	0,883	O	L'étape de la minimisation de la séquence d'atténuation a permis de conserver le cours d'eau et ces milieux humides riverains. Compte tenu de l'effort réalisé pour revoir le projet de développement et minimiser les impacts, le projet est jugé acceptable et requiert des mesures de compensation pour la perte de 992 m2 d'un marais et de 176 m2 de littoral et de 564 m2 de la rive du cours d'eau Brodeur.	0,883	Sur le site
13-Laval	Remblayage de deux marais pour le projet de construction d'un bâtiment industriel et d'un stationnement dans le cadre du développement du secteur Louis-B-Mayer.	Andrea Barbiero	21-juil-15	29-déc-15	401314067	0,92	O	Compensation convenue dans le cadre d'une entente globale convenue en 2010. La superficie des milieux humides à détruire et à conserver a été convenue dans le cadre de cette entente. Les superficies des MH ont changé depuis, mais ce sont les superficies de 2010 qui ont été considérées.	0,873	Site adjacent, autre
13-Laval	Remblayage de neuf marécages dans le cadre du projet domiciliaire « Royal Saint-Martin ».	Madeco Royal inc.	10-mars-15	10-févr-16	401327288	0,243	O	Compensation inclus 2 occurrences d'érables noirs et une partie d'écosystème forestier exceptionnel (EFE).	0,243	Autre
6						3,78			4,07	
14 - Lanaudière	Remblai d'un milieu humide dans le cadre du prolongement de la rue Suzanne.	Développement domiciliaire 3B inc.	12-mars-15	08-avr-15	401234957	0,23	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
14 - Lanaudière	Remblai d'un milieu humide dans le cadre d'un développement domiciliaire.	Médifice inc.	10-mars-15	13-avr-15	401233149	0,04	N			
14 - Lanaudière	Remblai de milieux humides et compensation pour la protection d'un milieu terrestre et humide.	9229-3174 Québec inc.	12-mars-15	23-avr-15	401236475	0,12	N			
14 - Lanaudière	Remblai d'un milieu humide.	Placements René Brault Itée	26-mai-14	11-mai-15	401249255	4,75	O	Servitude de non-construction à des fins de conservation par destination du propriétaire.	9,5	Sur le site
14 - Lanaudière	Remblai de milieux humides dans le cadre d'un projet domiciliaire.	Cité de la Plaine inc.	30-juin-14	29-mai-15	401256461	0,15	O	Servitude de non-construction.	2,87	Sur le site
14 - Lanaudière	Remblai de milieux humides pour le développement de terrains.	Placements les Prés inc.	19-déc-14	29-mai-15	401256473	0,15	O	Cession à la municipalité de Rawdon.	1,5	Site adjacent
14 - Lanaudière	Travaux dans un milieu humide (déboisement, drainage et décapage).	Entreprises Gillivert inc.	23-déc-14	29-mai-15	401254479	2,47	O	Servitude de non-construction à des fins de conservation.	3,7	Site adjacent
14 - Lanaudière	Aménagement d'un chemin de plus d'un kilomètre.	108575 Canada inc.	31-mars-15	17-juin-15	401238648	0	N			
14 - Lanaudière	Remblai d'un milieu humide dans le cadre de l'aménagement d'un site de camping.	Les Terrasses Montcalm inc.	22-juin-15	24-août-15	401265504	1,7	N			
14 - Lanaudière	Travaux dans un milieu humide pour l'aménagement d'une piste cyclable.	Ville de Terrebonne	25-juin-15	14-sept-15	401265462	0,07	O	Reboisement de terrains municipaux présents dans le corridor de biodiversité du projet Urbanova de la côte Terrebonne.	0,214	Site adjacent
14 - Lanaudière	Remblai d'un milieu humide pour un projet domiciliaire.	9188-6002 Québec inc.	13-avr-15	16-oct-15	401299930	0,83	O	Servitude de non-construction à des fins de conservation.	2,5	Site adjacent
14 - Lanaudière	Remblai d'un milieu humide.	Nathalie Dubé	01-sept-15	19-nov-15	401287944	0,14	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
14 - Lanaudière	Remblai de milieux humides pour un projet commercial.	Complexe automobile Grenier SENC	08-oct-15	23-nov-15	401299817	0,13	N			
14 - Lanaudière	Implantation et exploitation d'une usine de béton bitumineux.	Sintra inc.	23-avr-15	26-nov-15	401246220	0	N			
14 - Lanaudière	Remblai d'un marécage.	Richard Delisle	18-sept-15	02-déc-15	401292846	0,07	N			
14 - Lanaudière	Travaux en milieu humide.	Ville de Repentigny	02-nov-15	12-janv-16	401304743	0,042	N			
14 - Lanaudière	Travaux en milieu humide.	9263-7263 Québec inc.	01-sept-15	04-févr-16	401289279	0,02	N			
17						10,912			20,284	
15 - Laurentides	Remblayage de milieux humides avec compensation environnementale (Développement domiciliaire Côte St-Louis).	9174-8442 Québec inc.	29-oct-14	21-avr-15	401243876	0,93	O	Servitude de conservation publiée à Terrebonne le 25 mars 2015.	1,86	Site adjacent
15 - Laurentides	Travaux en rive et littoral (Halte du Montagnard).	Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	16-févr-15	27-avr-15	401226383	0,002	N			
15 - Laurentides	Travaux en milieu humide (aménagement d'une piste cyclable entre la rue St-Jean Baptiste et le Parc National d'Oka).	Municipalité d'Oka	22-sept-14	17-juin-15	401259810	0,02	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
15 - Laurentides	Travaux en milieu humide (marais).	Jean-François Bougie	25-févr-15	21-juil-15	401229997	0,017	O	Un milieu humide de 560 m2 sera créé en agrandissant en secteur terrestre celui déjà présent, ce qui représente un ajout de 4,97%. Il sera similaire au milieu humide détruit sur le lot 2, soit un marais (60 m2) comportant une portion de type prairie humide (500 m2). La création du milieu humide se fera dans le but d'atteindre les conditions hydrologiques (profondeur du sol) similaires au milieu humide adjacent, incluant une végétalisation du site à l'aide d'espèces indigènes.	0,056	Sur le site
	Remblayage de milieux humides (développement résidentiel, secteur Massif, phase 1).	9134-2857 Québec inc.	05-juin-15	17-août-15	401259059	0,09	N			
	Construction d'un réseau de chemins de plus d'un km et travaux en milieu humide.	1446697 Alberta ULC	01-oct-14	09-sept-15	401289714	0,005	N			
	Travaux en milieux humides (Remplacement d'une section du gazoduc).	TransCanada Pipelines limited	09-juin-15	09-sept-15	401261283	0	N			
	Travaux en milieux humides (Travaux d'inspection et d'entretien du gazoduc).	TransCanada Pipelines limited	09-juin-15	02-oct-15	401261318	0	N			
	Travaux en milieux humides (Travaux d'inspection et d'entretien du gazoduc).	TransCanada Pipelines limited	09-juin-15	02-oct-15	401261334	0	N			
	Travaux en milieu humide.	Ville de Sainte-Adèle	23-sept-15	08-oct-15	401294332	0,013	N			
	Remblayage d'un milieu humide (rue de la Lisonne)	Gaétan Boutin	29-oct-15	26-janv-16	401303064	0,017	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
15 - Laurentides	Remblai d'un milieu humide.	Dany Lussier	23-sept-15	04-févr-16	401294580	0,16	N			
						1,254			1,916	
	Remblai partiel d'un milieu humide pour le prolongement de la rue Pierre-Ménard dans la ville de Gatineau.	Ville de Gatineau	06-mai-14	15-juin-15	401258983	0,35	O		1,2	Site adjacent
	Développement résidentiel - Domaine de la Baie - Phase III.	6267734 Canada inc.	01-avr-15	30-juil-15	401276401	0,167	O	Servitude notariée.	0,33	Sur le site
	Remblai partiel d'un milieu humide.	Sébastien Frenette	17-juin-15	14-août-15	401281009	0,11	N			
07- Outaouais	Remblai de milieux humides - Domaine de l'Éden.	9188-7232 Québec inc.	29-nov-13	28-oct-15	401301880	0,61	O	La compensation par protection est une servitude de conservation pour les milieux humides préservés sur le site du projet (lots 2 956 107 et 2 956 133) , ainsi que leur bande riveraine, des boisés adjacents et un corridor de connectivité faunique, pour une superficie totale de 3,62 ha. Cependant, comme on ne peut pas considérer les milieux humide et les bandes riveraines légales comme une compensation en tant que tel, la superficie de compensation est de 1,99 ha. La valorisation écologique se fait au moyen du corridor de connectivité faunique, qui amènera aussi un apport d'eau supplémentaire. Une barrière impermable sera aménagée autour du milieu humide préservé afin qu'il ne soit pas drainé par les drains de fondations des maisons.	1,99	Sur le site
	Construction du chemin d'accès et rampe de mise à l'eau au lac McLeod.	Jacqueline Falardeau	13-août-13	08-déc-15	401311460	0,164	O	Replantation dans la bande riveraine élargie jusqu'à 17 m	0,164	Sur le site

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
07- Outaouais	Construction d'un réseau électrique touchant un milieu humide.	Hydro-Québec	09-sept-15	19-janv-16	401321787	0,014	N			
07- Outaouais	Aménagement du Parc des Loups - Travaux correctifs en marécage.	Municipalité de La Pêche	09-févr-15	20-janv-16	401321741	0	N			
7						1,415			3,684	
08- Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau et milieu humide (décharges) - 5 sites - Routes 111, 113 et 117 - MRC La Vallée-de-l'Or.	Ministère des Transports	27-févr-15	27-avr-15	401240969	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau et milieux humides (décharges) 9 sites - MRC d'Abitibi-Ouest.	Ministère des Transports	18-mars-15	29-mai-15	401253083	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Empiètement en marécages et cours d'eau pour la construction d'étangs aérés, d'une aire d'entreposage et d'un stationnement- Kipawa.	Première nation de Eagle village Kipawa	25-mars-15	17-juin-15	401247279	0,12	O	Ancien site de la station d'épuration, Baie de Kipawa, lac Kipawa.	0,013	Site adjacent
08- Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau (décharges) 7 sites - Route 101, 117, 391, 18710, 21220 et 21910 - CS de Rouyn-Noranda.	Ministère des Transports	26-mars-15	06-juil-15	401262628	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau (décharges) 7 sites - Routes 101, 382, 391, 22820 et 23378 - CS de Ville-Marie .	Ministère des Transports	26-mars-15	08-juil-15	401268690	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Construction résidentielle en milieu humide - Lot 3 284 499, rang Ducharme - Rouyn-Noranda.	Amélie Veillette-Pépin et Dave Montigy	08-mai-15	15-juil-15	401267924	0,17	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau (décharge) - 1 site - CS de Ville-Marie.	Ministère des Transports	10-juil-15	30-juil-15	401275801	0	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
08- Abitibi-Témiscamingue	Construction et opération d'un bassin de polissage.	Canadian Malartic GP	29-juin-15	20-août-15	401282910	0,47	O	Les mesures de compensation pour le projet Canadian Malartic seront globalisées dans le cadre de l'ÉIE pour l'extension de la fosse Canadian Malartic et de la déviation de la route 117.	0	Autre
08- Abitibi-Témiscamingue	Remblai en milieu humide - Lot 4 979 211, rang Ducharme à Rouyn-Noranda.	Chantal Gagnon et Michel Mercier	08-juin-15	17-août-15	401268909	0,2	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Construction résidentielle en milieu humide - Lot 4 721 567, Val-d'Or, secteur Vassan.	Steve Vallières	19-août-15	31-août-15	401285901	0,122	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Reconstruction du barrage au lac Dasserat.	Club nautique Kanasuta inc.	27-mai-14	25-sept-15	401189621	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Aménagement du ruisseau Dumais - Lorrainville.	Municipalité régionale de comté de Témiscamingue	17-août-15	29-sept-15	401292825	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau (décharge) - Ajout d'un site - Route 21220, Rouyn-Noranda.	Ministère des Transports	20-août-15	29-sept-15	401293711	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Forages en rive et littoral d'un cours d'eau sans nom - Projet Lamaque Sud, Zone Triangle - Val-d'Or.	Integra Gold Corp.	18-août-15	06-oct-15	401288892	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Réaménagement d'une rampe de mise à l'eau - Rivière Kinojévis.	Municipalité de Preissac	05-août-15	13-oct-15	401296119	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Construction d'un plateau d'arrêt en bande riveraine d'un cours d'eau près de l'avenue Lafontaine - Secteur Évain, Rouyn-Noranda.	Club motoneigiste M.R.C. Rouyn-Noranda inc.	28-nov-14	02-nov-15	401299926	0	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autoriséée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
08- Abitibi-Témiscamingue	Construction et exploitation d'une usine de production de dioxyde de soufre.	9323-5737 Québec inc.	16-juil-15	23-nov-15	401306701	7	O		51	Sur le site
08- Abitibi-Témiscamingue	Canalisation d'un cours d'eau et empiètement en milieu humide, lot 2 297 267- Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois à Val-d'Or.	Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	26-juin-15	25-nov-15	401295832	3,1	O	2,1 ha sur lot plus au nord appartenant au requérant et 1ha sur le site des travaux.	3,1	Sur le site, site adjacent
08- Abitibi-Témiscamingue	Construction d'un chemin d'accès en milieux humides, secteur de la rue des Panneaux - Val-d'Or.	Corporation de développement industriel et commercial de la région de Val d'Or	27-juil-15	18-déc-15	401302490	1,81	O	2 sections de part et d'autre du futur chemin.	3	Sur le site
08- Abitibi-Témiscamingue	Modification d'une route impliquant des travaux en rive.	Municipalité de Saint-Mathieu-d'Harricana	13-oct-15	21-déc-15	401308719	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Stabilisation par enrochement et végétalisation du cours d'eau Goudreault.	Municipalité de Rochebaucourt	13-nov-14	29-janv-16	401316215	0	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Remplacement de poteaux en milieux humides sur la ligne de transport d'électricité L1328, portiques 3 à 35 - Malartic.	Hydro-Québec	25-nov-15	16-févr-16	401324524	0,02	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Empiètement en marais et en rive pour l'aménagement d'une piste cyclable - Parc Irwin, Témiscaming.	Ville de Témiscaming	09-nov-15	17-févr-16	401329257	0,003	N			
08- Abitibi-Témiscamingue	Aménagement d'une halde mixte.	Canadian Malartic GP	11-sept-15	25-févr-16	401319396	29,5	O	Les mesures de compensation seront déterminées dans le cadre de l'extension de la fosse Canadian en cours d'évaluation.	0	Autre
25						42,515			57,113	

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
10- Nord-du-Québec	Forages sur lac - Projet Coulon - Secteurs Ishikawa et Lac aux Loups.	Mines Coulon inc.	29-déc-14	01-avr-15	401219917	0 N				
10- Nord-du-Québec	Construction d'une nouvelle ligne aérienne de distribution d'électricité de 10 km à 25 kV, Baie-James.	Hydro-Québec	28-janv-15	01-mai-15	401243673	0,006 N				
10- Nord-du-Québec	.Relocalisation de deux cours d'eau et remblais en bandes riveraine et marécage - Route 113, km 313,5 et Route 167, km 278	Ministère des Transports	20-mars-15	12-juin-15	401252245	0,08	O	Remblai des fossés latéraux et végétalisation des talus routiers.	0,08	Sur le site
10- Nord-du-Québec	Implantation d'un réseau de fibre optique - Phase II - Baie-James.	Réseau de communications Eeyou	29-mai-15	26-juin-15	401264171	0 N				
10- Nord-du-Québec	Modification du tracé de la route d'accès à l'aéroport de Kangirsuk à proximité du ruisseau Majuriarjuak.	Ministère des Transports	02-mars-15	02-juil-15	401255779	0 N				
10- Nord-du-Québec	Creusage en cours d'eau (décharge) 1 site - Route 113 - CS de Val-d'Or.	Ministère des Transports	27-mars-15	07-juil-15	401267923	0 N				
10- Nord-du-Québec	Travaux d'entretien des infrastructures maritimes de Kuujjuaq.	Village Nordique de Kuujjuaq	29-mai-15	08-juil-15	401265112	0 N				
10- Nord-du-Québec	Agrandissement de la piste d'atterrissage de la mine Éléonore.	Les Mines Opinaca ltée	29-avr-15	10-août-15	401269205	0,9 N				
10- Nord-du-Québec	Récupération du pilier de surface à la mine Casa Berardi Est.	Mines Aurizon ltée	06-mars-13	29-oct-15	401301192	33	O	Création d'un indice de qualité des différents types de milieux humides en lien avec divers services écologiques, la biodiversité ou l'aspect social lié aux premières nations.	0	Autre
10- Nord-du-Québec	Agrandissement d'un terrain commercial - Travaux de remblai en marécage.	Les Immeubles ARH inc.	31-août-15	05-nov-15	401304327	0,029	N			
10- Nord-du-Québec	Forages sur lac - Secteurs Ishikawa, Lac aux Loups et Nord - Projet Coulon.	Mines Coulon inc.	30-nov-15	27-janv-16	401321643	0 N				

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autoriséée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
11						34,015			0,08	
09 - Côte-Nord	Agrandissement d'une tourbière.	Tourbières Lambert inc.	26-janv-09	14-avr-15	401171035	73,2	0	Conservation d'Unsuperficie totale de 72,55 ha divisé en 4 zones dont la superficie respective est de 16,5 ha, 39,2 ha, 6,15 ha et 10,7 ha. Ces superficies incluent des zones tourbeuses, forestières, ainsi qu'un cours d'eau. Restauration de toutes les planches de récolte au fur et à mesure que l'exploitation est terminée (compenser).	72,55	Sur le site
	Réfection d'une ligne de distribution électrique entre Blanc-Sablon et Rivière-Saint-Paul.	Hydro-Québec	08-janv-15	21-avr-15	401239895	0,005	N			
	Travaux pour la construction d'un nouveau pont sur la rivière aux Pékans.	Ministère des Transports	04-mars-14	24-avr-15	401243185	0,82	0	À proximité des travaux.	8	Sur le site, site adjacent
09 - Côte-Nord	Intervention en milieu humide - Prolongement de la rue Piuze à Baie-Comeau.	Société d'expansion de Baie-Comeau	23-déc-14	27-avr-15	401244325	0,57	0	Le requérant s'engage à inclure cette superficie (0,57 ha) dans un projet global de compensation pour la perte de milieux humides sur le territoire de la municipalité. Détails à venir.	0,57	Autre
09 - Côte-Nord	Déplacement ligne électrique le long de la route 138 - Lac Gobeil.	Hydro-Québec	07-avr-15	08-mai-15	401246115	0,003	N			
09 - Côte-Nord	Travaux en milieu humide - Remplacement des structures 341 et 342 (Ligne 1695).	Hydro-Québec	28-mai-15	18-juin-15	401259433	72	N			
09 - Côte-Nord	Complexe Romaine - Construction de chemin - section RO-3-RO-4 de la ligne RO-3 - RO-4 - Montagnais	Hydro-Québec	13-févr-15	28-août-15	401252060	0,108	N			

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisée (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
09 - Côte-Nord	Réaménagement du barachois de Blanc-Sablon.	Ministère des Transports	23-juil-15	28-août-15	401284890	0 N	N			
09 - Côte-Nord	Aménagement d'un site d'incubation d'oeufs aux abords d'une rivière.	Société saumon de la rivière Romaine	09-avr-15	28-sept-15	401272705	0,49	N			
09 - Côte-Nord	Enrochement du talus - Chemin d'accès du stationnement.	Cargill limitée	18-sept-15	15-oct-15	401298198	0 N	N			
09 - Côte-Nord	Récupération du pilier de surface à la mine Casa Berardi Est.	Mines Aurizon Itée	06-mars-13	29-oct-15	401301192	33	O	Différents sites au Nord-du-Québec.		Autre
09 - Côte-Nord	Agrandissement d'un terrain commercial - Travaux de remblai en marécage.	Les Immeubles ARH inc.	31-août-15	05-nov-15	401304327	0,029	N			
09 - Côte-Nord	Réalisation de forages géotechniques.	La Société ferroviaire du Nord québécois, société en commandite	14-août-15	10-nov-15	401285046	0,12	N	Aucune compensation demandée étant donné le faible impact		
	Remplacement du tablier du pont - Route 138 à Godbout.	Ministère des Transports	25-mai-15	17-nov-15	401306904	0,092	O	Empiètements temporaires milieux humides et hydriques = 1560 m². Empiètement dans le marécage = 920 m², en rive = 30 m² et en rivière = 610 m². Les milieux humides, hydriques et terrestres impactés lors des travaux seront remis en état avec un suivi de la reprise sur 2 ans (sauf pour l'empiètement permanent de 20 m² pour le marécage et de 164 m² en rivière).	0,138	Sur le site
09 - Côte-Nord	Travaux en milieu humide - Déplacement de ligne de distribution d'électricité - Route 389.	Hydro-Québec	23-oct-15	25-nov-15	401307383	0,006	N	Les mesures d'atténuation sont suffisantes, dont le travail sur sol gelé.		

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte du milieu hum autorisé(ee) (ha)	comp. Proj.	Description de la mesure de compensation	Superficie de la compensation	Localisation
09 - Côte-Nord	Nouveau développement résidentiel dans un milieu humide.	Municipalité de Baie-Johan-Beetz	25-juin-15	02-déc-15	401308999		4 0	Protection, conservation et aménagement d'un étang situé en périphérie de la tourbière.	2,4	Sur le site
09 - Côte-Nord	Travaux d'empiètement dans l'écotone riverain d'un lac - route 389 km 202.	Ministère des Transports	05-mai-15	10-déc-15	401313122		0,41 0	Compilation de la superficie dans un projet global de compensation pour la route 389.	0,41	Autre
17	184,85384,068									

Préciser les balises établies par le ministère pour autoriser des projets de compensation de milieux humides ou hydriques de valeur écologique similaire aux superficies détruites.

Le processus d'analyse environnementale s'appuie sur l'expertise des directions régionales ainsi que sur celle des firmes-conseil qui réalisent les études de projets.

Étant donné la variété des types de projets et des contextes régionaux dans lesquels ils s'insèrent, le ministère n'a pas établi de balises spécifiques pour évaluer les projets de compensations. Le ministère a cependant publié en 2008 et en 2012 des documents qui proposent une approche pour encadrer l'analyse des projets affectant les milieux humides et apprécier la valeur écologique tant du milieu affecté que de celui visé par la mesure de compensation.

Le ministère privilégie les compensations sous forme de restauration, de création, de protection ou de valorisation de milieux humides et hydriques, de superficies et de fonctions écologiques équivalentes, le plus proche possible de l'impact causé par un projet.

Références

http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/rives/guide_plan.pdf

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/rives/milieux-humides-autorisations-env.pdf>

QUESTION PARTICULIÈRE N° 121

Indiquer le pourcentage de demandes de CA au ministère depuis 2006 ayant abouti à l'évitement d'une destruction de milieux humides ou hydriques à la suite de la modification du projet initial du promoteur.

Cette information n'est pas disponible.

État de situation, au 31 mars 2016, sur le suivi des dossiers du ministère pour déterminer les superficies par type de mesures de compensation associées aux dossiers. Décrire les démarches entreprises depuis l'adoption de la *Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique* en 2011. Décrire les démarches prévues pour 2016-2017.

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, le MDDELCC a délivré 255 certificats d'autorisation pour des projets avec des impacts sur des milieux humides dont 113 avec des compensations. Ce qui représente 52% des CA délivrés. Pour cette même période, les superficies données en guise de compensation représentent 594 ha et les pertes autorisées représentent 525 hectares.

L'annexe 2 de la question 119 présente une brève description des mesures de compensation associées aux CA délivrés.

État de situation, au 31 mars 2016, de l'application du principe « zéro perte nette » (pertes moins la création ou la restauration de milieux humides) dans l'octroi des certificats d'autorisation du ministère. Indiquer l'évolution des superficies compensées en milieux humides uniquement (créées et restaurées) depuis 2006.

Veillez vous référer à la réponse de la question 119 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Le suivi actuel des dossiers du Ministère ne permet pas de déterminer les superficies par type de mesures de compensation associées aux dossiers.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 124

État de situation, au 31 mars 2016, de l'application du principe du « zéro perte nette » (pertes moins la création ou la restauration de milieux humides) dans les plans de conservation de milieux humides adoptés par les municipalités. Indiquer l'évolution des superficies compensées en milieux humides uniquement (créées et restaurées) depuis 2006.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

État de situation, au 31 mars 2016, sur la mise en œuvre des mesures de la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre. Préciser les démarches accomplies et les sommes investies en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017. Ventiler par mesure de la Stratégie.

Chaque ministère poursuit les activités dans ses champs de compétences.

La participation des ministères à la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre se fait à même les crédits réguliers des ministères. Il n'existe pas de bilan des contributions ministérielles en ressources humaines et financières pour 2015-2016.

Les discussions interministérielles concernant la gouvernance du dossier pour la préparation d'un plan d'action se poursuivent.

La Table de concertation régionale et Coopérative de solidarité de la réserve de la biosphère du lac Saint-Pierre ont poursuivi leurs activités de concertation en 2015-2016 avec une aide financière du MDDELCC.

État de situation, au 31 mars 2016, de la mise en œuvre des 9 recommandations du Commissaire au développement durable dans son rapport 2009-2010 sur le maintien de la biodiversité, chapitre 3.

Deux recommandations avaient déjà été jugée satisfaisantes par le Commissaire au développement durable (CDD) lors du suivi réalisé en 2013-2014.

Un nouvel exercice de suivi a été réalisé en 2015-2016 dans le cadre duquel :

Une troisième recommandation a été jugée satisfaisante. Il s'agit de celle visant à mieux documenter le résultat de l'ensemble des travaux interministériels relatifs à la biodiversité.

Deux recommandations, liées à l'élaboration de la prochaine stratégie en matière de biodiversité, ont été jugées caduques. C'est-à-dire que le CDD ne considère plus qu'elles doivent être mises en œuvre en raison d'un changement de contexte, en l'occurrence l'adoption des Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB) en 2013.

Quatre recommandations ont été jugées insatisfaisantes :

- Suivre les travaux à l'égard de la valorisation des biens et services fournis par les écosystèmes afin de soutenir la prise de décision gouvernementale;
- Renforcer la façon dont le ministère rempli son rôle de coordination à l'égard de la biodiversité;
- Mettre en place des mécanismes qui mèneront à une action concertée des entités gouvernementales concernées par les enjeux de biodiversité;
- Procéder à une évaluation périodique de l'effort gouvernemental en matière de biodiversité afin de mesurer les progrès réalisés par rapport aux enjeux pour le Québec et les objectifs de la Convention sur la diversité biologique.

Le CDD reconnaît que des efforts ont été faits, mais les considère insuffisants.

État de situation, au 31 mars 2016, de l'adoption d'une nouvelle stratégie québécoise de la diversité biologique. Prévisions des démarches pour 2016-2017 (consultations prévues, échéanciers, rapports attendus).

En lieu et place d'une troisième stratégie québécoise sur la diversité biologique, le gouvernement a choisi d'adopter, en juin 2013, les Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique. Prenant appui sur la Loi sur le développement durable qui prévoit que les ministères et les organismes doivent prendre en compte les principes de développement durable, dont ceux sur la préservation de la biodiversité et le respect de la capacité de support des écosystèmes, les orientations gouvernementales proposées portent sur la protection, la restauration, l'aménagement, la mise en valeur et l'utilisation, de manière durable, de la diversité biologique. Elles visent à favoriser la prise en compte des enjeux liés à la biodiversité lors de la planification et la mise en œuvre des actions du gouvernement.

Les Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique 2013 constituent une première réponse du Québec au Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et ses Objectifs d'Aichi, adoptés lors de la 10^e Conférence des Parties de la CDB (CoP-10), tenue à Nagoya, au Japon, en 2010. Ces orientations visent à guider et à faire connaître l'action gouvernementale en matière de diversité biologique et concernent plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec.

État de situation, au 31 mars 2016, de la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB), notamment :

- a. l'élaboration d'outils économiques favorables au maintien de la diversité biologique;**
 - b. la protection des espèces menacées ou vulnérables et de leurs habitats;**
 - c. la prise en compte de la diversité biologique par les entreprises;**
 - d. la protection des écosystèmes afin de maintenir la production des services écologiques essentiels;**
 - e. la restauration et l'aménagement des écosystèmes pour optimiser les services écologiques rendus;**
 - f. l'acquisition de connaissances pour soutenir une prise de décision éclairée;**
 - g. la sensibilisation, l'information et l'éducation relatives à l'importance de conserver la diversité biologique et à la valeur des services écologiques.**
-

Les orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB) ont été adoptées en 2013. Les sept orientations proposées s'articulent autour de trois enjeux reflétant chacune des dimensions du développement durable (environnementale, économique et sociale) et visent la prise en compte de la biodiversité lors de la planification et la mise en œuvre des actions du gouvernement du Québec. Les OGDB sont également des lignes directrices pour la prise en compte de certains principes de la Loi sur le développement durable, notamment ceux sur la préservation de la biodiversité, le respect de la capacité de support des écosystèmes et l'internalisation des coûts. Les OGDB constituent un premier pas vers l'atteinte des Objectifs d'Aichi, contenus au Plan stratégique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique.

La mise en œuvre des OGDB relève de chacun des ministères et organismes (MO).

Chaque MO concerné est responsable, selon ses champs de compétences, ses échéanciers et ses ressources, des activités qu'il entend mener pour mettre en œuvre les OGDB. Ces derniers doivent se doter de cibles et d'indicateurs ainsi que réaliser une reddition de comptes appropriée, idéalement dans les rapports annuels de gestion.

Le Ministère exerce un rôle-conseil auprès des MO dans la prise en compte des OGDB et des principes de développement durable. À l'instar d'autres ministères, le MDDELCC réalise des actions diverses en lien avec les orientations gouvernementales et sa mission.

La mise en place d'un Comité directeur sur la diversité biologique (CDDB) constitue l'élément central de concertation interministérielle. Un groupe de travail relevant du CDDB est à préparer un portrait des actions du Québec au regard des Objectifs d'Aichi et à identifier des actions complémentaires potentielles afin qu'il puisse contribuer activement à l'atteinte de ces objectifs internationaux.

État de situation, au 31 mars 2016, sur les travaux du comité directeur interministériel sur la diversité biologique mandatée pour produire un portrait des actions en cours au regard des objectifs d'Aichi ainsi sur les travaux des autres comités en soutien aux OGDB. Fournir les résultats obtenus par les réunions des différents comités.

Dès 1992, le Québec s'engageait, par décret, à adhérer aux principes et aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB), à s'y déclarer lié et à mettre la Convention en œuvre sur son territoire en tenant compte de ses compétences, de ses politiques et programmes, et ce, conformément à ses propres priorités et échéanciers.

L'adoption des Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique, en juin 2013, représente une première réponse du Québec aux Objectifs d'Aichi contenus au Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la CDB. Ces orientations visent la prise en compte de la biodiversité dans la planification et la mise en œuvre de l'action gouvernementale et concernent plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Un groupe de travail interministériel a été mandaté pour produire un portrait des actions gouvernementales en cours au regard des Objectifs d'Aichi afin d'identifier d'éventuelles lacunes et de proposer, le cas échéant, des actions complémentaires à mettre en place pour s'assurer que le Québec contribue activement à l'atteinte de ces objectifs et soit au rendez-vous international de 2020.

Une vaste consultation gouvernementale a eu lieu en 2015 et l'analyse est actuellement en cours. Le portrait est attendu en 2016-2017.

Préciser la liste des projets multisectoriels et des études réalisés ou en cours de réalisation pour mettre en œuvre les Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB).

Les Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB) visent à assurer l'intégration des enjeux relatifs à la biodiversité dans la planification et la mise en œuvre des actions du gouvernement du Québec. Elles répondent également aux engagements internationaux du Québec à l'égard de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et constituent un premier geste concret afin d'atteindre les Objectifs d'Aichi, prévus au Plan stratégique 2011-2020 de CDB.

Chaque ministère et organisme (M/O) concerné est responsable, selon ses champs de compétences, des actions qu'il entend mener pour mettre en œuvre les OGDB. Les OGDB fournissent la marge de manœuvre nécessaire aux M/O pour se doter de cibles et d'indicateurs pertinents dans leurs domaines d'activité et offrent un cadre d'action pour l'atteinte des objectifs d'Aichi en permettant d'agir sur l'ensemble des problématiques qui y sont ciblées.

Tel que prévu aux OGDB, le Ministère a mis en place et préside le Comité directeur (de sous-ministres adjoints et associés) sur la diversité biologique (CDDB) afin, notamment, de faciliter la collaboration et la concertation interministérielles pour la réalisation de projets multisectoriels ou transversaux.

Afin de franchir un pas supplémentaire vers l'atteinte des Objectifs d'Aichi, le CDDB a mandaté un groupe de travail interministériel pour réaliser un portrait des actions gouvernementales en cours qui soutiennent l'atteinte de ces objectifs. Cet exercice permettra d'identifier les potentielles lacunes et, le cas échéant, de proposer des actions structurantes complémentaires. Ces actions pourront être réalisées à travers la mise en œuvre des OGDB.

Une vaste consultation gouvernementale a donc eu lieu à cet effet en 2015 et le portrait de la situation est en cours de préparation.

Préciser les cibles et les indicateurs adoptés par le ministère pour mettre en œuvre les Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB).

La mise en œuvre des Orientations gouvernementales en matière de biodiversité (OGDB) relève de chacun des ministères et organismes (M/O). Chaque M/O concerné est responsable, selon ses champs de compétences, ses échéanciers et ses ressources, des activités qu'il entend mener pour mettre en œuvre les OGDB. Ces derniers doivent se doter de cibles et d'indicateurs ainsi que réaliser une reddition de comptes appropriée.

Le choix des mécanismes de suivi et de reddition de compte relève de chacun des M/O. Ceux-ci peuvent par exemple faire état et rendre compte de leur prise en compte des OGDB dans leur planification stratégique, leur plan d'action de développement durable et leur rapport annuel de gestion.

Préciser l'état d'avancement des différents plans d'action ministériels en matière de diversité biologique.

Dans le Plan stratégique ministériel 2009-2014, figurait une orientation intitulée « Assurer la conservation de la biodiversité ». L'objectif 3.1 visait alors à doter le Ministère d'une stratégie ministérielle de conservation de la biodiversité. Celle-ci devait être mise en œuvre grâce à quatre axes majeurs faisant chacun l'objet d'un plan d'action, soit :

- a. les milieux humides;
- b. les aires protégées;
- c. les espèces menacées ou vulnérables
- d. les espèces floristiques exotiques envahissantes.

Avec l'adoption des *Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique 2013*, le projet de cadre de conservation de la biodiversité n'a pas été poursuivi. Les plans d'actions élaborés ont été utilisés afin d'orienter les planifications sectorielles du ministère.

Ventilation de toutes les aires protégées créées pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique:

- a. nom de l'aire protégée créée en 2015-2016;**
 - b. désignation;**
 - c. superficie ajoutée en km²;**
 - d. superficie en pourcentage du territoire.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 134 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Ventilation de toutes les aires protégées en cours de désignation pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique :

- a. nom de l'aire protégée en cours d'élaboration en 2015-2016;**
 - b. désignation;**
 - c. superficie envisagée en km²;**
 - d. superficie envisagée en pourcentage du territoire;**
 - e. état d'avancement;**
 - f. date de la prochaine étape;**
 - g. description de la prochaine étape.**
-

Du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016, 21 réserves naturelles ont été reconnues, représentant une superficie totale de 14,68 km², soit 0,00088 % de la superficie du Québec. La réserve naturelle est un statut de protection en milieu privé, dont la gestion est assurée par le propriétaire des terres concernées, en collaboration avec le Ministère.

Pour la même période, 33 refuges biologiques ont été créés au Québec, représentant une superficie totale de 34,86 km², soit 0,005 % de la superficie du Québec. Le refuge biologique est un statut de protection dont la gestion est assurée par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Avec la création du parc national Ulittaniujalik (Monts-Pyramides), effective depuis le 10 mars 2016, ce sont près de 2 000 km² qui s'ajoutent au réseau des aires protégées du Nunavik. La superficie totale du parc national est de 5 293 km², mais près de 3 200 km² étaient déjà protégés par une réserve de parc national comptabilisée au Registre québécois des aires protégées. Cet ajout représente 0,12 % de la superficie du Québec. Le statut de parc national est aussi un statut de protection dont la gestion est assurée par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Au 31 mars 2016, on comptait au Québec :

- 80 réserves de biodiversité projetées, couvrant une superficie totale de 58 774,95 km², soit 3,52 % de la superficie du Québec ;
- 5 réserves de biodiversité permanentes, couvrant une superficie totale de 2 286,15 km², soit 0,1370 % de la superficie du Québec ;
- 9 réserves aquatiques projetées, couvrant une superficie totale de 7 414,34 km², soit 0,4446 % de la superficie du Québec ;
- 1 réserve aquatique permanente, couvrant une superficie de 2,18 km², soit 0,0001 % de la superficie du Québec.

Au cours de 2016-2017, le gouvernement poursuivra sa démarche de concertation régionale en matière d'aires protégées.

Les créations ou agrandissements d'aires protégées (projets en cours) pourraient permettre l'ajout à court terme de 16 634 km², ce qui représente 0,997 % de la superficie du Québec.

D'autres gains au registre des aires protégées pourraient donc être réalisés au cours de 2016-2017.

Enfin, le gouvernement poursuit la consolidation du réseau d'aires protégées en préparant des consultations publiques afin de donner un statut permanent aux 89 aires protégées projetées. Ainsi, 25 réserves aquatiques ou de biodiversité projetées pourraient obtenir un statut permanent de protection au cours des deux prochaines années.

État d'avancement, au 31 mars 2016, de la désignation d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine. Prévisions des démarches pour 2016-2017 (consultations prévues, échéanciers, rapports attendus). Fournir:

- a. la liste des recommandations actuellement à l'étude par le MDDLECC et Parcs Canada;
- b. le budget prévu en 2016-2017 pour la phase 2 de l'étude;
- c. le projet d'accord discuté au sein du Groupe de travail fédéral-provincial sur les aires marines protégées.

Depuis 2011, plusieurs études ont été réalisées par l'Université du Québec à Rimouski, la firme Cultura et Pêches et Océans Canada pour caractériser, d'un point de vue écologique, économique, social et culturel, le milieu marin des Îles-de-la-Madeleine et évaluer le potentiel de création d'une éventuelle aire marine protégée. Les différents rapports détaillés ont été mis en ligne sur le site Internet du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) en janvier 2015 à l'adresse suivante :

http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/aire-marine/iles-de-la-madeleine/index.htm

Le Comité directeur de l'étude a remis, pour décision, un rapport synthèse, accompagné de recommandations, aux ministres du MDDELCC et de l'Environnement et du Changement climatique du Canada.

État de situation, au 31 mars 2016, de la désignation d'une aire marine protégée dans l'estuaire du Saint-Laurent. Fournir :

- a. l'état d'avancement du projet d'entente-cadre;**
 - b. la date de la prochaine étape.**
-

Le Québec compte deux aires marines protégées (AMP) : le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent, créé en 1998, et la réserve aquatique projetée de Manicouagan désignée en 2013. Ces deux AMP couvrent environ 1,3 % de la superficie marine du Québec.

Plusieurs ministères du Québec et du Canada œuvrent, au sein du Groupe bilatéral sur les aires marines protégées (GBAMP), au développement d'une entente intergouvernementale qui encadrerait la collaboration entre les deux gouvernements et favoriserait la désignation de futures aires marines protégées dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent. L'échéance visée pour la signature de cette entente est le printemps 2016.

En parallèle, le GBAMP a constitué un groupe de travail en vue d'identifier les AMP potentielles dans l'estuaire du fleuve Saint-Laurent. Une planification sera soumise au GBAMP pour approbation lors de la prochaine rencontre prévue en mai 2016.

État de situation, au 31 mars 2016, de la désignation d'une aire marine protégée au Banc des Américains. Fournir :

- a. l'état d'avancement du projet d'entente-cadre;**
 - b. la date de la prochaine étape.**
-

Le Québec compte deux aires marines protégées (AMP) : le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent, créé en 1998, et la réserve aquatique projetée de Manicouagan désignée en 2013. Ces deux AMP couvrent environ 1,3 % de la superficie marine du Québec.

Plusieurs ministères du Québec et du Canada œuvrent, au sein du Groupe bilatéral sur les aires marines protégées (GBAMP), au développement d'une entente intergouvernementale qui encadrerait la collaboration entre les deux gouvernements et favoriserait la désignation de futures aires marines protégées dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent. L'échéance visée pour la signature de cette entente est le printemps 2016.

En parallèle, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et Pêches et Océans Canada collaborent au développement d'un projet conjoint d'aire marine protégée au banc des Américains (en Gaspésie), en partenariat avec plusieurs ministères dont le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. Un projet d'accord intergouvernemental est actuellement en révision juridique.

D'autres projets devront être envisagés pour atteindre la cible de 10 % d'ici 2020 tel que prévu dans la Stratégie maritime du gouvernement du Québec.

État de situation, au 31 mars 2016, sur la mise en place d'une stratégie d'intervention au lac Saint-Pierre visant à restaurer la qualité de l'écosystème et à assurer la durabilité des pêcheries.

Cette information n'est pas disponible au ministère du Développement durable, de l'Environnement, et de la Lutte contre les changements climatiques, car elle relève plutôt du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Ventiler par région administrative, le nombre d'ETC dédiés en 2015-2016 et ceux prévus en 2016-2017 au suivi :

- a. des espèces menacées ou vulnérables**
 - b. des espèces exotiques envahissantes**
-

a. Suivi des espèces menacées ou vulnérables

Au sein du MDDELCC, la Direction de l'expertise en biodiversité (DEB) réalise l'essentiel des activités de suivi des espèces floristiques menacées ou vulnérables (EFMV). Au cours de l'année 2015-2016, trois ETC ont été consacrés à cette activité.

b. Suivi des espèces exotiques envahissantes

Au sein du MDDELCC, la Direction de l'expertise en biodiversité (DEB) réalise et coordonne les activités de suivi des plantes exotiques envahissantes. Au cours de l'année 2015-2016, un ETC a été consacré à cette activité. Un réseau de suivi implanté dans plusieurs régions du Québec ainsi que les observations transmises par les citoyens et autres partenaires au moyen de l'outil de détection SENTINELLE (développée au ministère), bonifient les connaissances.

Copie de l'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre de 2013 (la réponse du ministère à l'étude des crédits 2015-2016 indiquait qu'il serait disponible d'ici la fin 2015, voir réponse à la question particulière n° 128).

L'inventaire des émissions de gaz à effet de serre (GES) produits par l'activité humaine au Québec est tenu à jour annuellement, depuis 1990, par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Cet inventaire est élaboré à partir de données recueillies auprès d'entreprises et d'institutions ainsi que de données statistiques obtenues principalement de Statistique Canada, de l'Institut de la statistique du Québec, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et de la Société de l'assurance automobile du Québec.

L'inventaire 1990-2013 est le premier à être préparé conformément aux Lignes directrices 2006 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), tel que requis selon la version révisée des directives de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour la notification des inventaires, entérinée lors de la Conférence des Parties à Varsovie en 2013. Ainsi, les valeurs actualisées de potentiel de réchauffement planétaire (PRP) ont été utilisées. De plus, la mise en œuvre des Lignes directrices 2006 du GIEC a nécessité des changements de méthodes et la déclaration de nouvelles catégories de sources d'émission. Également, de nouveaux GES, dont le trifluorure d'azote (NF₃), ainsi que de nouveaux hydrofluorocarbures (HFC) et perfluorocarbures (PFC) ont été considérés.

L'inventaire québécois des émissions de GES en 2013 et leur évolution depuis 1990 est disponible sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/ges/2013/Inventaire1990-2013.pdf>

Copie de tout rapport sur le bilan exhaustif (analyse globale) du PACC 2006-2012 (les réponses du ministère à l'étude des crédits 2015-2016 indiquaient qu'il serait disponible d'ici la fin 2015, voir 129 et 131 de l'année dernière).

Le MDDELCC compte rendre public le bilan final du PACC 2006-2012 au printemps 2016.

Ce bilan sera alimenté, notamment, par les résultats comptabilisés durant la mise en œuvre du PACC 2006-2012, les bilans annuels antérieurs du PACC 2006-2012, *l'Inventaire québécois des émissions de GES en 2012 et leur évolution depuis 1990*, ainsi que par une évaluation des retombées économiques du plan d'action réalisée par une tierce partie. Le bilan tiendra compte des recommandations émises par le Commissaire au développement durable concernant la gestion du Fonds vert et les plans d'actions sur les changements climatiques.

Copie du bilan 2014-2015 des Plans d'action sur les changements climatiques 2006-2012 et 2013-2020.

Le bilan 2014-2015 du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020 (PACC 2013-2020) est présentement en cours de rédaction. La publication de ce bilan est prévue au printemps 2016.

Pour le Programme « Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) », fournir la ventilation suivante :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO₂)
- b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂)
- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
- e. les investissements totaux des projets (en millions de \$);
- f. les aides financières totales des projets (en millions de \$);
- g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO₂) (inclus la réponse à la question b)

L'objectif principal du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) est de réduire la quantité de matières organiques destinée à l'élimination afin de favoriser la réalisation des objectifs environnementaux prévus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR).

Le PTMOBC permet également de réduire les émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES) afin de contribuer aux objectifs québécois en matière de lutte contre les changements climatiques. L'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017, sur une base annuelle, est de 30 000 t CO₂ éq. Pour les projets prévus en opération. Il s'élève à 80 000 t CO₂ éq. pour 2020. Lorsque l'ensemble des installations, incluant celles des villes de Québec, Montréal, Laval et Longueuil, seront en opération à pleine capacité, basées sur les estimations actuelles, la réduction ou l'évitement annuel d'émission de GES est estimé à environ 146 000 t CO₂ éq.

- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;

En date d'aujourd'hui, douze projets ont reçu une correspondance (lettre d'octroi) confirmant le montant de la subvention octroyée pour leur projet. À cela s'ajoute les projets de la Ville de Montréal, de la Ville de Laval et de la Ville de Longueuil ont fait l'objet d'une annonce publique de contribution.

- d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂); (inclus les réponses aux questions e, f et g)

Pour de plus amples descriptions des projets, veuillez consulter le site Web du Ministère (<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/programmes/biomethanisation/liste-projets.htm>), qui comprend notamment des informations à propos :

- le territoire couvert;
- la date de mise en exploitation une fois que celle-ci est attestée par un certificat d'ingénieur;
- leur localisation;
- la description de la matière organique ainsi que la prévision de quantité traitée par an;
- les quantités de digestat et de compost maximales prévues au certificat d'autorisation;
- la prévision de la quantité générée de biométhane;
- la prévision de réduction de GES par an;
- les aides financières et investissements totaux;
- les contributions de l'État pour l'atteinte des objectifs environnementaux (coût moyen des projets sur leur durée de vie), soit la réduction de la quantité de matières organiques destinée à l'élimination et la réduction des émissions de GES.

- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Le Ministère ne compile pas d'informations à propos du nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Évaluation, au 31 mars 2016, des modifications et des ajouts au PACC 2013-2020 et incidences financières à jour depuis juin 2012.

Lors de son lancement, en 2012, le Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) disposait d'un budget anticipé de 2 665 millions de dollars. Des sommes non utilisées en provenance du plan d'action précédent (PACC 2006-2012) et la révision des prévisions des revenus du marché du carbone, en fonction notamment des données réelles des entreprises et de la vente de millésimes d'années subséquentes lors des enchères, ont permis de porter le budget estimé total à près de 3,3 milliards de dollars.

Le PACC 2013-2020 a tout d'abord été bonifié grâce au transfert de 308 millions de dollars provenant de sommes résiduelles du PACC 2006-2012. Ce montant a été affecté principalement au renforcement de mesures en énergie et en transport (décrets numéros 434-2013 du 24 avril 2013, 756-2013 du 25 juin 2013, ainsi que 90-2014 et 91-2014 du 6 février 2014).

Une bonification subséquente a permis d'inclure les revenus additionnels anticipés en provenance du marché du carbone, soit 299,3 millions de dollars. Ce montant a été affecté à des mesures en électrification des transports et en innovation (décret numéro 128-2014 du 19 février 2014).

Enfin, à la suite de l'énoncé au *Point sur la situation économique et financière du Québec* du 2 décembre 2014, une somme de 350 millions de dollars provenant du PACC 2013-2020 a été réaménagée de manière à renforcer l'appui de celui-ci aux PME, dans le contexte de l'assujettissement des distributeurs de carburants et combustibles fossiles au système de plafonnement et d'échange de droits d'émissions de GES effectif à partir du 1^{er} janvier 2015 (décret 93-2015 du 18 février 2015). Plus précisément, 343,3 millions de dollars permettront d'outiller concrètement les PME pour qu'elles puissent réduire la partie de leurs coûts d'exploitation attribuables à l'utilisation de carburant et de combustibles fossiles et participer au développement de technologies de réduction des émissions de GES au Québec, notamment en matière d'électrification. Une somme de 6,7 millions de dollars a également été dédiée à la sensibilisation et au renforcement de partenariats en matière de lutte contre les changements climatiques.

Par ailleurs, les annonces récentes relatives aux mesures de solidarité climatique, ainsi que celles des budgets 2015-2016 et 2016-2017 viendront s'ajouter sous peu au PACC 2013-2020. Ces modifications doivent d'abord être approuvées en Conseil des ministres par décret. Une fois cette étape franchie, le cadre financier du PACC 2013-2020 sera modifié en conséquence.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 145

Pour le Programme « Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 150 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 146

Pour le programme «Aide aux composteurs domestiques et communautaires (ACDC)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b) La description du projet;
 - c) La date de versement de l'aide financière accordée;
 - d) Le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f) La réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
-

Au 29 février 2016, aucune aide financière n'a été attribuée dans le cadre de ce programme.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 147

Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 aux actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2006-2012 (PACC 2006-2012), via le Fonds vert, par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b) La description du projet;
 - c) La date de versement de l'aide financière accordée;
 - d) Le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f) La réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 148

Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 aux actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020 (PACC 2013-2020), via le Fonds vert, par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b) La description du projet;
 - c) La date de versement de l'aide financière accordée;
 - d) Le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f) La réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
-

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux.

À la COP 21 (décembre 2015), le premier ministre du Québec a annoncé que le Québec verserait une somme globale de 25,5 millions \$ provenant du Fonds verts dans le cadre de sa coopération climatique internationale. Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées ou en voie d'analyse par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ou en voie d'analyse
 - b. La description du projet
 - c. La date de versement de l'aide financière accordée
 - d. Le montant de l'aide financière accordée (préciser l'action du PACC 13-20)
 - e. Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial)
 - f. La réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée ou en voie d'analyse
 - g. La composition des membres du comité d'orientation chargé de sélectionner les projets
-

Le premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard a effectivement annoncé le 5 décembre 2015, lors de la Conférence de Paris sur le climat, un ensemble de mesures totalisant 25,5 millions de dollars destinées à soutenir les actions de lutte contre les changements climatiques des pays francophones les plus vulnérables et les plus exposés aux conséquences liées aux changements climatiques. Ce montant est ventilé de la façon suivante :

- Appuyer des projets de coopération climatique (18 M\$);
- Soutenir le financement climatique multilatéral (6 M\$);
- Soutenir les pays francophones et l'action jeunesse (1,5 M\$).

Aucune aide financière n'a été versée à ce jour. Les travaux visant à mettre en œuvre cet ensemble de mesures sont présentement en cours.

Pour le Programme « Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
- b. la description du projet;
- c. la date de versement de l'aide financière accordée;
- d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée; réduction du volume total de matières à éliminer (par réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.

L'objectif principal du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) est de réduire la quantité de matières organiques destinée à l'élimination afin de favoriser la réalisation des objectifs environnementaux prévus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR).

Le PTMOBC permet également de réduire les émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES) afin de contribuer aux objectifs québécois en matière de lutte contre les changements climatiques.

Le Programme est financé entièrement par le Fonds vert, principalement par la redevance supplémentaire exigible pour l'élimination de matières résiduelles. Plus en détail, le financement correspond à :

- Redevances pour l'élimination de matières résiduelles (43,6 %);
- Fédéral (24,5 %);
- Autres sources autorisées, mais à déterminer plus tard (18,26 %);
- PACC (13,7 %).

Pour de plus amples descriptions des projets, veuillez consulter le site Web du Ministère (<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/programmes/biomethanisation/liste-projets.htm>), qui comprend notamment des informations à propos :

- le territoire couvert;
- la date de mise en exploitation une fois que celle-ci est attestée par un certificat d'ingénieur;
- leur localisation;
- la description de la matière organique ainsi que la prévision de quantité traitée par an;
- les quantités de digestat et de compost maximales prévues au certificat d'autorisation;
- la prévision de la quantité générée de biométhane;
- la prévision de réduction de GES par an;
- les aides financières et investissements totaux;
- les contributions de l'État pour l'atteinte des objectifs environnementaux soit la réduction de la quantité de matières organiques destinée à l'élimination et la réduction des émissions de GES.

Le tableau 1 présente les aides financières attribuées en 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les versements, les bénéfices environnementaux attendus et l'estimé des coûts, investissements et matières organiques traitées des projets pour lesquels une subvention a été octroyée dans le cadre du PTMOBC.

TABLEAU 1 INFORMATIONS RELATIVES SUR LES PROJETS POUR LESQUELS UNE SUBVENTION A ÉTÉ OCTROYÉE DANS LE CADRE DU PTMOBC

Projets	Volet *	Subventions octroyées ou engagements au 31 mars 2016 (incluant la part fédérale) (\$)	Aide financière attribuée entre le 1 ^{er} avril 2014 et le 31 mars 2015**(\$)	Aide financière attribuée ou versements entre le 1 ^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016 (\$)	Réduction annuelle d'émissions de GES***(CO ₂ éq)	Quantité traitée*** (t)	Aide financière maximale / Qté traitée sur 20 ans (\$/t)
MRC du Rocher-Percé	C	1 655 668			5 758	4 060	20
Multitech Environnement (Rouyn-Noranda)	C	268 600			9 006	6 000	2
Régie d'assainissement des eaux de la Vallée-du-Richelieu (RAEVR)	B	7 938 339			1 243	7 560	53
Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie (RAEBL)	B	9 744 262			1 836	32 000	15
Régie intermunicipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon Couronne sud-ouest	B et C	27 876 589			7 744	33 900	41
Société d'économie mixte de l'est de la Couronne sud (SEMECS) Couronne sud-est	B et C	31 302 000			8 528	45 867	34
Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMER)	B	15 539 660			8 816	27 200	29
Ville de Québec	B	60 209 970			9 512	182 600	16
Ville de Rimouski	C	3 145 785		491 512 (versement)	1 467	8 500	19
Ville de St-Hyacinthe (les 2 phases)	B et C	53 565 459		47 898 792 (aide financière)	49 121	206 850	13
Régie intermunicipale des déchets solides de la Lièvre (Mont-Laurier)	C	1 387 000	1 387 000		5 507	4 430	16
MRC d'Abitibi	C	705 244	705 244		2 507	3 200	11
TOTAL		213 338 576	2 092 244	48 390 204	111 045	562 167	96

* B : biométhanisation et C : compostage

** Il n'y a pas eu de versements en 2014-2015.

*** Pour ces calculs, sont considérés les quantités de m.o. traitée et les réductions de GES à la cinquième année d'exploitation, lorsque le projet sera à pleine capacité.

Pour le Programme « Programme de redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la description du projet;**
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);**
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);**
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée; réduction du volume total de matières à éliminer (par réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.**
-

La liste des bénéficiaires du Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles (Programme) est disponible sur le site Web (<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/redevances/index.htm#programme>), ainsi que le montant de leurs subventions. La quasi-totalité des municipalités du Québec bénéficie de cette redistribution. Pour l'année 2015, les subventions ont été versées le 24 décembre 2015.

Les réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne sont pas un des objectifs du Programme, qui vise plutôt à contribuer au financement d'activités municipales visant l'élaboration, la révision, la modification et la mise en œuvre des plans de gestion des matières résiduelles (PGMR) et de réduire la quantité de matières résiduelles destinées à l'élimination. Par conséquent, le Programme permet de prolonger la durée de vie des lieux d'enfouissement et à diminuer la pollution découlant de l'élimination des matières résiduelles, ce qui comporte les émissions de GES.

Pour atteindre ces objectifs, 68,7 M\$ ont été versés en 2015-2016. Une somme de 0,2 M\$ est mise en réserve en attendant que certains bénéficiaires respectent les conditions requises du Programme. L'aide financière totale de 68,9 M\$ provient entièrement du Fonds vert, plus particulièrement des redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles, et est versée annuellement au courant du mois de décembre.

Afin d'inciter les municipalités à contribuer à la réduction de la quantité de matières résiduelles éliminées, les sommes provenant des redevances régulières sont redistribuées en fonction de la performance des municipalités, c'est-à-dire, les quantités de matières résiduelles éliminées par habitant. Ainsi, une municipalité qui élimine moins de matières résiduelles par habitant bénéficie d'une subvention plus importante. Les sommes provenant des redevances supplémentaires sont redistribuées en fonction de la population des municipalités.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 152

Pour le Programme « Aide aux composteurs domestiques et communautaires (ACDC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. la description du projet;**
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;**
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);**
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);**
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée; réduction du volume total de matières à éliminer (par réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.**
-

Au 29 février 2016, aucune aide financière n'a été attribuée dans le cadre de ce programme.

Pour le programme « Implantation de technologies et de procédés et développement des marchés (Programme d'aide financière visant l'amélioration ,des opérations de traitement des matières résiduelles et les nouveaux débouchés, incluant le soutien des activités de valorisation des résidus de CRD) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée, réduction du volume total de matières à éliminer (par la réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.
-

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

Pour le programme « Économie sociale et mobilisation des collectivités (Programme d'aide financière axé sur la réduction à la source et le réemploi des matières résiduelles) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée, réduction du volume total de matières à éliminer (par la réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.
-

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

Pour le programme «Performance des industries, commerces et institutions (ICI) en gestion des matières résiduelles (GMR) (Programme d'aide financière à l'amélioration des pratiques des ICI en gestion des matières résiduelles) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée, réduction du volume total de matières à éliminer (par la réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.
-

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

Pour le programme « Performance des centres de tri des matières recyclables de la collecte sélective (Programme d'aide financière pour l'amélioration de la performance et de la qualité des matières recyclables des centres de tri) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée, réduction du volume total de matières à éliminer (par la- réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.
-

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 157

Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 aux actions du Plan d'action 2011-2015 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, via le Fonds vert, par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
- b. la description du projet;
- c. la date de versement de l'aide financière accordée;
- d. le montant de l'aide financière accordée (préciser l'action du Plan d'action 2011-2015);
- e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée; réduction du volume total de matières à éliminer (par réduction à la source, le réemploi, le recyclage ou la valorisation) et/ou autres cobénéfices.

Pour 2015-2016, les aides financières suivantes ont été attribuées par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre du Plan d'action 2011-2015 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles :

Bénéficiaire	Ville de Saint-Hyacinthe	Conseil patronal de l'environnement (CPEQ)	Réseau Environnement inc.	Regroupement des Récupérateurs et Recycleurs de Matériaux de Construction et de Démolition du Québec (3R MCDQ)
Description du projet	Révision de la phase 2 du projet de biométhanisation de la Ville de Saint-Hyacinthe	Développement d'une formation sur l'écologie industrielle et la gestion des matières résiduelles en entreprises	Colloque sur la gestion des matières résiduelles et Salon des technologies environnementales	Congrès du 3R MCDQ
Date d'octroi	25 novembre 2015	31 mars 2015	4 septembre 2015	16 février 2016
Montant accordé	47 898 792 \$	24 500 \$	6 000 \$	5 000 \$
Action du PA 2011-2015	Action 15 : poursuite du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC)	Action 38 : Activités d'information et de sensibilisation	Action 38 : Activités d'information et de sensibilisation	Action 38 : Activités d'information et de sensibilisation
Origine des montants	100 % provenant du Fonds vert	100 % provenant du Fonds vert	100 % provenant du Fonds vert	100 % provenant du Fonds vert
Réduction attendue de GES	49 121 tonnes équivalent CO ₂ par an	non applicable	non applicable	non applicable
Qté attendue de matières traitées	206 850 tonnes	non applicable	non applicable	non applicable

RECYC-QUÉBEC a également attribué des aides financières dans le cadre du Plan d'action 2011-2015 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Le détail de ces aides financières est précisé aux questions particulières 153, 154, 155 et 156.

Pour le programme « Acquisition, partage et diffusion des connaissances sur l'eau », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
 - b. La description du projet;**
 - c. La date de versement de l'aide financière accordée;**
 - d. Le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);**
 - e. Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);**
 - f. Les résultats obtenus par l'aide financière accordée et ses cobénéfices.**
-

Le programme « Acquisition, partage et diffusion des connaissances sur l'eau » n'est pas un programme d'aide financière accordée par le Ministère.

En 2015-2016, les sommes décaissées au Fonds Vert pour « l'acquisition, le partage et la diffusion des connaissances sur l'eau » sont associées au développement du Portail des connaissances sur l'eau.

Pour plus d'information sur le Portail des connaissances sur l'eau, se référer à la question 69.

Pour le programme « Suivi de la qualité de l'eau », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. les résultats obtenus par l'aide financière accordée et ses cobénéfices.
-

Il n'y a aucune aide financière associée à ce programme.

Pour le programme «Gestion intégrée de l'eau », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. les résultats obtenus par l'aide financière accordée et ses cobénéfices.
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 161

Pour le programme «Barrages», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b) La description du projet;
 - c) La date de versement de l'aide financière accordée;
 - d) Le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f) Les résultats obtenus par l'aide financière accordée et ses cobénéfices.
-

Aucune aide financière n'a été versée pour les barrages en 2015-2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 162

Pour le programme «Autres éléments liés à la protection de l'environnement», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
 - b) La description du projet;
 - c) La date de versement de l'aide financière accordée;
 - d) Le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f) Les résultats obtenus par l'aide financière accordée et ses cobénéfices.
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 52 des renseignements généraux et à la réponse de la question 13 des questions particulières de la deuxième opposition.

État de situation détaillé du Fonds vert, au 31 mars 2016, inclure un tableau comparatif avec 2014-2015 et 2015-2016. Présenter la comptabilité complète des revenus et des dépenses (par secteur d'activité), incluant les frais d'administration et les intérêts générés par le fonds

Voir l'annexe 1. Les chiffres utilisés pour cette réponse comprennent les ajouts du Discours sur le budget 2016-2017.

FONDS VERT
RÉSULTATS PAR ACTIVITÉS
au 31 mars 2016

	2015-2016 Probable (000\$)					2014-2015 Réal (000\$)
	Général	Matières résiduelles	Changements climatiques	Eau	Barrages	Total
REVENUS						
Droits et permis	6 699 \$	111 701 \$	855 041 \$	3 000 \$	- \$	976 441 \$
Contributions - Gouvernement du Canada	1 255	2 640	-	-	4 202	8 097
Amendes et sanctions	4 000	-	-	-	-	4 000
Intérêts et autres revenus	3 268	1 000	4 100	-	900	9 268
	15 222	115 341	859 141	3 000	5 102	997 806
DÉPENSES						
	15 425	89 563	441 576	7 919	2 220	556 703
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	(203) \$	25 778 \$	417 565 \$	(4 919) \$	2 882 \$	441 103 \$

Ventilation des sommes du Fonds vert affectées au financement des priorités du PACC 2013-2020. État de situation sur le budget et les dépenses du PACC 2013-2020 au 31 mars 2016, ventilées par priorité. Mettre à jour le tableau présenté au *Feuillet d'information sur le Fonds vert, les plans d'action sur les changements climatiques et le plan de gestion des matières résiduelles*, p.8.

Priorité	Budget 2013-2020 (M\$)	Dépenses totales au 29 février 2016 (M\$)
1- Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques	6,0	0,069
2- Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire	94,0	0,520
3- Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités	21,2	1,000
4- Soutenir l'innovation, la recherche, le développement, la démonstration et la commercialisation de technologies visant la réduction des émissions de GES	130,5	7,748
5- Poursuivre le développement des réseaux de surveillance climatologique	15,0	2,901
6- Soutenir la recherche en adaptation	45,6	8,149
7- Diffuser les connaissances, les savoirs-faire et les solutions en matière de réduction de GES et d'adaptation aux changements climatiques	29,8	0,067
8- Mobiliser le Québec en soutenant des initiatives de la société civile et des communautés	47,4	2,477
9- Faire rayonner le Québec au Canada et sur la scène internationale	2,5	0,577
10- Intégrer à l'administration publique la préoccupation des changements climatiques	4,5	-
11- Favoriser la réduction de GES reliés aux opérations de l'administration publique	14,0	0,564
12- Envoyer un signal de prix du carbone en instaurant un système de plafonnement et l'échange de droits d'émission	8,4	2,309
13- Promouvoir le transport collectif et alternatif en améliorant l'offre, en développant les infrastructures et en facilitant les choix durables	1 639,15	536,035
14- Verdir le parc automobile grâce à des véhicules plus écoénergétiques et mieux entretenus	186,95	71,485
15- Investir dans l'intermodalité et la logistique pour optimiser le transport des marchandises et des personnes	87,0	1,745
16- Améliorer l'efficacité des transports maritime, ferroviaire, aérien et hors route	50,2	1,776
17- Réduire l'empreinte environnementale du transport routier des marchandises	109,3	13,228
18- Améliorer le bilan carbone et l'efficacité énergétique des entreprises québécoises	273,0	30,981
19- Verdir les normes relatives aux bâtiments	35,9	2,336
20- Favoriser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels	143,4	20,127
21- Réduire l'utilisation des halocarbures	19,7	3,112
22- Outiller les agriculteurs pour mieux gérer les émissions de GES des cultures et des élevages	10,0	0,536
23- Soutenir les réductions d'émissions de GES associées à la gestion des matières résiduelles	109,5	11,207
24- Favoriser l'émergence des bioénergies	60,0	9,339
25- Améliorer l'efficacité énergétique d'appareils d'usage courant	0,5	0,362
26- Prévenir et limiter les maladies, les blessures, la mortalité et les impacts psychosociaux	27,3	6,715
27- Soutenir les acteurs économiques vulnérables	16,9	1,148

Priorité	Budget 2013-2020 (M\$)	Dépenses totales au 29 février 2016 (M\$)
28- Réviser les critères de conception et les modes de gestion et d'entretien des infrastructures	11,5	0,065
29- Actualiser les outils d'évaluation, de protection et de gestion de la biodiversité et des écosystèmes	9,0	1,032
30- Actualiser les connaissances et adapter les outils de gestion des ressources hydriques	15,0	2,887
31- coordination, suivi et reddition de comptes	49,0	8,213
TOTAL	3 272,2 ⁽¹⁾	748,712

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Ce montant ne comprend pas les récentes annonces du Budget 2015-2016, du Budget 2016-2017 et de l'annonce relative à la mesure de coopération climatique annoncée à Paris en décembre 2015. Le cadre financier du PACC 2013-2020 ne pourra être ajusté en ce sens qu'à la suite d'une décision du Conseil des ministres. Les démarches sont en cours.

Depuis le lancement du PACC 2013-2020 en 2012, 607 M\$ ont été ajoutés au cadre financier, le portant ainsi à 3,3 G\$, par les décrets suivants, disponibles dans la *Gazette officielle du Québec* : décret 434-2013 publié le 15 mai 2013; décret 756-2013 publié le 17 juillet 2013; décrets 90-2014 et 91-2014 publiés le 6 février 2014 et décret 128-2014 publié le 12 mars 2014. Une réallocation des budgets de 350 M\$ pour les petites et moyennes entreprises a été publiée dans le décret 93-2015 du 18 février 2015.

Nombre de tonnes d'émissions de GES réduites, au 31 mars 2016, depuis le 1er janvier 2013 (début du PACC 2013-2020), ventilées *par année* (2013-2014, 2014-2015, 2015-2016).

Les réductions d'émissions de GES (base annuelle, kt éq. CO₂) au 31 mars 2014, sont présentées dans le Bilan annuel 2013-2014 des Plans d'action en changements climatiques (PACC) disponible sur le site web du MDDELCC à l'adresse suivante : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/bilan-2013-2014/bilanPACC-2013-2014.pdf>

Les résultats pour 2013-2014 à ce titre sont :

- Les plans d'action sur les changements climatiques ont permis de réduire de plus de 3 millions de tonnes d'émissions de GES au 31 mars 2014.
- Les réductions s'élèvent à 936,7 kt éq. CO₂ pour le PACC 2013-2020 et à 2 076,2 kt éq. CO₂ pour le PACC 2006-2012.

Les résultats pour les années subséquentes seront disponibles lors de la parution des prochains bilans annuels. À noter que le bilan 2014-2015 du PACC 2013-2020 sera publié ce printemps.

Concernant le nouveau Conseil de gestion du Fonds vert annoncé par le ministre de l'Environnement (février 2016), fournir :

- a. la personne sélectionnée au titre de PDG;
 - b. la liste des membres nommés par le gouvernement (4 membres gouvernementaux et 5 membres externes) au conseil d'administration;
 - c. le budget de fonctionnement 2016-2017 alloué au Comité de gestion du Fonds vert. Indiquer les sources précises des revenus;
 - d. le montant et la durée du contrat conclu avec chaque membre externe;
 - e. le nombre de rencontres tenues par le Conseil de gestion du Fonds vert depuis sa création, et les personnes présentes (membres ou non-membres);
 - f. les résultats des travaux effectués depuis sa création;
 - g. la liste détaillée des livrables pour 2016-2017.
-

Tel que le mentionne le communiqué du 5 février 2016, il est prévu que Conseil de gestion du Fonds vert soit créé d'ici la fin de l'année 2016. Puisque le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas encore institué à ce jour, le Ministère n'est pas en mesure de répondre à cette question.

D'ici la création du Conseil de gestion, des travaux sont en cours afin de renforcer la gestion du Fonds vert notamment afin de :

- assurer un suivi administratif plus rigoureux des activités financées par le Fonds vert dans le but d'améliorer la reddition de comptes relative aux données financières et à la performance des programmes;
- resserer les cadres normatifs, l'information de gestion et le suivi des projets dans le but d'optimiser la gestion globale des activités liées au Fonds vert.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 167

Indiquer la liste des contrats conclus en 2014-2015 et 2015-2016 par le ministère et ses organismes dans le cadre de la réforme de la gestion du Fonds vert. Indiquer les montants payés pour chaque contrat et modification de contrat.

Dans le cadre de la réforme du Fonds vert, le Ministère a retenu les services de madame Sylvie Chagnon pour un montant maximal de 190 080 \$.

État de situation, au 31 mars 2016, de la mise en œuvre des recommandations du Commissaire au développement durable (rapport de juin 2014 et rapport de suivi de février 2016) et de la Commission d'administration publique (rapport de novembre 2014).

Mettre à jour les commentaires présentés par ministère au *Feuillet d'information sur le Fonds vert, les plans d'action sur les changements climatiques et le plan de gestion des matières résiduelles*, p. 9 et 10.

Le MDDELCC s'est engagé à donner suite à l'ensemble des recommandations présentées dans le Rapport du Vérificateur général du Québec (VGQ) au printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert, de même que celles émises par la Commission de l'administration publique lors de l'audition à l'automne 2014. Le Ministère a élaboré un plan d'action à la suite de cette vérification.

Un cadre de gestion a été élaboré et diffusé.

Le MDDELCC a bonifié la diffusion d'information portant sur le Fonds vert, notamment par le biais de son rapport annuel de gestion et de son site Web.

Le 5 février 2016, le gouvernement a annoncé des modifications importantes à la gouvernance de la gestion du Fonds vert, axées sur l'application encore plus soutenue des principes de rigueur, de transparence et de reddition de comptes, notamment par la création d'un Conseil de gestion.

Dans l'intervalle, le MDDELCC poursuit l'amélioration continue des pratiques liées au Fonds vert afin d'en resserrer la gestion.

Les informations à jour relatives au Fonds vert figurent sur le site du MDDELCC à l'adresse suivante : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/ministere/fonds-vert/>

Indiquer l'échéancier des modifications législatives et réglementaires prévues avec l'annonce du 5 février 2016 sur le resserrement de la gestion du Fonds vert.

L'échéancier prévu des modifications législatives et réglementaires en regard de la réforme du Fonds vert s'arrime avec celui des modifications la Loi sur la qualité de l'environnement dans le cadre de la modernisation du régime d'autorisation environnementale.

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/autorisations/modernisation/index.htm>

État de situation, au 31 mars 2016, de la mise en place du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES (SPEDE). État de situation également des discussions menées avec d'autres juridictions nord-américaines.

- La mise en œuvre du SPEDE du Québec a débuté le 1^{er} janvier 2013.
- À la suite de la signature de l'Entente de liaison des marchés, le 27 septembre 2013, et de la publication dans la Gazette officielle d'un décret de ratification, le 4 décembre 2013, les marchés québécois et californien sont pleinement liés depuis le 1^{er} janvier 2014. Les entreprises du Québec et de la Californie peuvent donc maintenant transiger des droits d'émission entre elles.
- Le SPEDE est un outil économique qui constitue la mesure charnière du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques et la principale source de revenus pour sa mise en œuvre. Les revenus du SPEDE proviennent de la vente aux enchères d'unités d'émission de GES. Au prix minimum de vente aux enchères, ceux-ci sont évalués à environ 3 milliards de dollars pour la période 2013-2020. En date du 17 mars 2016, ils s'élevaient à 1,191 milliard de dollars.
- Les entreprises émettrices de plus de 25 kt d'équivalent CO₂ sont visées depuis la première période de conformité qui a débuté le 1^{er} janvier 2013. Les distributeurs de carburants et de combustibles fossiles dont les émissions de GES attribuables à l'utilisation de leurs produits sont de 25 kt d'équivalent CO₂ et plus sont visés depuis le début de la deuxième période de conformité qui a commencé le 1^{er} janvier 2015. Le 1^{er} janvier 2016, le seuil d'assujettissement des distributeurs de carburants et de combustibles a été révisé et il s'établit depuis à 200 litres.
- Le SPEDE repose sur un plafond d'émissions de GES qui est progressivement abaissé. Il induit donc un coût carbone dans la prise de décision et assure une réduction nette des émissions au sein du marché.

État de situation avec d'autres juridictions nord-américaines

- Le 14 avril 2015, lors du Sommet de Québec sur les changements climatiques, le gouvernement de l'Ontario a officiellement annoncé son intention de développer un SPEDE compatible avec ceux mis en place par le Québec et la Californie afin de joindre, dans un avenir rapproché, le marché nord-américain du carbone de la WCI.
- En février 2016, l'Ontario a franchit une étape importante en ce sens en publiant des projets de loi et de règlement permettant la mise en oeuvre d'un SPEDE ontarien. Rassemblées au sein d'un même partenariat, les deux provinces regroupent plus de 22 millions de Canadiens et représentent plus de 55 % de l'économie du Canada.
- Le 3 décembre 2015, le gouvernement du Manitoba a à son tour annoncé son intention de développer un SPEDE pour son secteur industriel et de le lier ensuite au marché régional de la WCI. Dans le but d'accompagner le Manitoba dans cette démarche, le Québec, l'Ontario et le Manitoba ont signé, le 7 décembre 2015, dans le cadre de la Conférence de Paris, le Protocole d'entente concernant les actions concertées sur les changements climatiques et les mécanismes de marché.
- En mars 2016, à l'issue de la Réunion des premiers ministres, les premiers ministres du Canada, des provinces et des territoires ont affirmé, par la Déclaration de Vancouver, leur intention de se concerter en matière de lutte aux changements climatiques. L'instauration d'un prix carbone sera l'un des quatre chantiers prioritaires qui seront discutés en 2016.
- Par ailleurs, le gouvernement du Québec poursuit ses représentations afin d'étendre, au cours des prochaines années, le partenariat à d'autres juridictions.

État de situation, au 31 mars 2016, sur l'achat de crédits compensatoires. Ventiler par protocole (1, 2 et 3) les réductions totales estimées des projets d'ici 2020 (en tm éq. CO₂).

- L'achat et la vente entre émetteurs et participants de crédits compensatoires, ainsi que de tous autres droits d'émission reconnus par le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission (SPEDE), constituent des transactions de nature confidentielles entre entités privées. Ainsi, le gouvernement ne peut divulguer l'information spécifique à chacune des transactions effectuées.
- Le Québec et la Californie publient toutefois différents rapports présentant de l'information consolidée sur les droits d'émission en circulation et sur les transactions, notamment celles portant sur les crédits compensatoires :
<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/carbone/documentation.htm>
 - Soldes des comptes consolidés des droits d'émission des systèmes liés de plafonnement et d'échange du Québec et de la Californie : ce rapport présente, notamment, le nombre de crédits compensatoires détenus par des participants au marché, remis à des fins de conformité réglementaire ou invalidés.
Rapport trimestriel. Dernière parution : 5 avril 2016.
 - Rapport sur la période de conformité 2013-2014 : présente, notamment, le nombre de crédits compensatoires remis par des émetteurs québécois afin de couvrir leur obligation de conformité réglementaire.
Rapport produit à la fin de chacune des périodes de conformité. Dernière parution : décembre 2015.
 - Sommaire des transactions 2014 : présente le nombre de transactions, le volume de droits transigés et le prix moyen pondéré observé sur le marché durant une année.
Rapport annuel. Dernière parution : décembre 2015.
- Le nombre de crédits émis ainsi que les réductions estimées par projets de crédits compensatoires sont disponibles au registre des projets de crédits compensatoires à l'adresse suivante :
http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/carbone/credits-compensatoires/registre_creditscompensatoires.htm

Indiquer l'échéancier d'implantation des nouveaux protocoles de crédits compensatoires :

- a) captation et la destruction du méthane (CH₄) provenant du système de dégazage des mines de charbon;**
- b) boisement et reboisement applicable sur le territoire forestier privé du Québec**
- c) autres protocoles**

-
- Au début de l'exercice financier 2015-2016, trois protocoles étaient inscrits à la réglementation québécoise (Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre):
 - protocole relatif à la destruction du CH₄ capté lors du recouvrement d'une fosse à lisier;
 - protocole relatif à la destruction du CH₄ capté dans un lieu d'enfouissement;
 - protocole relatif à la destruction de substances appauvrissant la couche d'ozone provenant des mousses et des gaz contenus dans les appareils de réfrigération.
 - Deux protocoles additionnels applicables sur le territoire canadien ont été adoptés officiellement le 24 décembre 2015:
 - captation et destruction du méthane provenant du système de dégazage de mines de charbon (souterraines et de surface);
 - captation et destruction du méthane provenant du système de ventilation des mines de charbon souterraines.
 - Un autre protocole est en développement dans le domaine de la séquestration forestière. Celui-ci porte sur le boisement et le reboisement en forêt privé du Québec et fera l'objet d'une consultation publique à la Gazette officielle du Québec lors d'une prochaine modification au Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre :
 - protocole de séquestration de carbone en territoire privé québécois
Activités : boisement ou reboisement.
 - En septembre 2015, une entente avec l'Ontario a été signée pour le développement conjoint avec le Québec de protocoles de crédits compensatoires. À cette entente figurent treize sujets potentiels de protocoles. De ce nombre, dix visent des activités non couvertes par les protocoles en vigueur au Québec :
 1. protocole de réduction des émissions d'azote nitreux (N₂O) imputables à la gestion des engrais agricoles;
 2. protocole de réduction des émissions imputables au bétail;
 3. protocole de digestion des déchets organiques;
 4. protocole de gestion des déchets organiques;
 5. protocole visant la séquestration du carbone en milieu forestier;
 6. protocole de boisement;
 7. protocole de gestion des forêts urbaines;
 8. protocole de préservation des prairies indigènes;
 9. protocole de stockage du carbone dans les cultures;
 10. protocole de conversion des systèmes de réfrigération.

Selon l'échéancier prévu à l'entente, la version technique finale de chacun des protocoles est escomptée à la fin de l'année 2016. Une fois la version technique d'un protocole complétée, le texte du protocole doit être intégré à la réglementation et un projet de règlement du gouvernement doit être publié à la *Gazette officielle du Québec* pour une période de consultation publique de 60 jours précédents son adoption. Une fois le règlement édicté, et suite à l'approbation des projets par le ministère, des projets de réductions des émissions de gaz à effet de serre pourront être mis en œuvre dans le cadre de ces protocoles de crédits compensatoires.

État d'avancement, au 31 mars 2016, du projet de politique québécoise de l'air. Indiquer les démarches prévues pour 2016-2017.

- En juillet 2012, le ministre du Développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et celui de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ont annoncé qu'une Politique québécoise de l'air serait élaborée et qu'une consultation publique se tiendrait en cours de processus.
- Le MDDELCC et le MSSS ont consulté les ministères et organismes concernés au moyen d'un comité interministériel. Au printemps 2016, ils proposeront au Conseil des ministres la tenue d'une consultation publique portant sur un projet de cadre québécois de gestion de la qualité de l'air. Une telle consultation porterait sur une vision, des enjeux et des orientations générales; les commentaires reçus permettraient de formaliser concrètement le cadre de gestion sous la forme d'une politique.
- Les décisions quant au calendrier pour la tenue de cette consultation publique appartiendront au Conseil des ministres.

État de situation au 31 mars 2016 sur le dépôt des trois rapports de reddition de compte pour les trois premiers projets de biométhanisation en marche : Ville de Saint-Hyacinthe, MRC du Rocher-Percé et Ville de Rimouski.

L'objectif principal du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) est de réduire la quantité de matières organiques destinée à l'élimination afin de favoriser la réalisation des objectifs environnementaux prévus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR).

Le PTMOBC permet également de réduire les émissions québécoises de GES afin de contribuer aux objectifs québécois en matière de lutte contre les changements climatiques.

À ce jour, quinze projets ont été approuvés ou annoncés, dont six projets sont actuellement en exploitation. Ils évoluent à des rythmes différents et ne sont pas de même envergure. Seulement trois projets, dont le premier de biométhanisation et les deux suivants de compostage, ont atteint l'étape où ils doivent soumettre la reddition de comptes, soit :

- Ville de Saint-Hyacinthe;
- Municipalité régionale de comté (MRC) du Rocher-Percé;
- Ville de Rimouski;

Le cadre normatif prévoit un délai de cinq années pour que les demandeurs atteignent les objectifs environnementaux du Programme. La Ville de Saint-Hyacinthe a effectué ces cinq années complètes d'exploitation. De leur côté, les projets de la MRC de Rocher-Percé et de Rimouski ont effectué deux années complètes d'exploitation.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 175

État de situation au 31 mars 2016 sur la liste des projets soumis de biométhanisation au comité d'évaluation interministériel et l'échéancier prévu de mise en opération pour chacun.

Il n'existe pas de comité d'évaluation interministériel dans le cadre du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC).

La liste des projets de biométhanisation et de compostage approuvés est disponible sur le site Web du Ministère. La date de mise en opération y est affichée pour tous les projets lorsque celle-ci est attestée par un certificat d'ingénieur.

Degré d'atteinte des cibles déterminées dans le Plan d'action sur la gestion des matières résiduelles, notamment celle qui concerne la quantité de matières éliminées par personne (cible 700 kg par personne de matières éliminées d'ici 2015). Fournir le bilan final de la Politique.

Le Bilan de mi-parcours du Plan d'action 2011-2015 accompagnant la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles publié le 10 novembre 2014 dresse l'état de situation du Plan d'action au 31 décembre 2013.

Le Bilan de mi-parcours à la fin de l'année 2013, sur les 40 actions initialement prévues :

- 21 actions ont été réalisées ou se poursuivent en continu;
- 14 actions sont en cours de réalisation;
- 5 actions sont à venir.

Basé sur le Bilan 2012 de la gestion des matières résiduelles au Québec, publié par RECYC-QUÉBEC le 30 septembre 2014, le Bilan de mi-parcours précise également les résultats relatifs aux objectifs quantitatifs intermédiaires :

- **Ramener à 700 kg par habitant la quantité de matières résiduelles éliminées :** en 2012, 724 kg de matières résiduelles ont été éliminés par habitant, soit une diminution de 153 kg par habitant par rapport à 2008. Cette réduction représente 86 % des efforts requis afin d'atteindre l'objectif de 700 kg par habitant;
- **Recycler 70 % du papier, du carton, du plastique, du verre et du métal résiduels :** en 2012, 59 % du papier, du carton, du plastique, du verre et du métal résiduels provenant du secteur résidentiel ont été recyclés;
- **Recycler 60 % de la matière organique putrescible résiduelle :** en 2012, 25 % de la matière organique putrescible résiduelle a été recyclée.

Le Bilan de mi-parcours est accessible sur le site Internet du Ministère (<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/pgmr/bilanMiParcours.pdf>).

Le bilan final du Plan d'action 2011-2015 pourra être effectué suivant la réalisation du Bilan 2015 de la gestion des matières résiduelles en cours de réalisation par RECYC-QUÉBEC.

Ventilation des LET en activité au 31 mars 2016, en fonction :

- a. des émissions de GES de chaque LET (à jour);
- b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LET par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec (Inventaire québécois des émissions de GES en 2012 et leur évolution depuis 1990).

a. des émissions de GES de chaque LET (à jour);

Émissions de GES 2012, 2013 et 2014 déclarées par les lieux d'enfouissement technique (LET) en vertu du Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère (RDOCECA)

LET	GES 2012 (t éq. CO ₂) ¹		GES 2013 (t éq. CO ₂) ¹		GES 2014 (t éq. CO ₂) ^{1,2}	
	Incluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Excluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Incluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Excluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Incluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Excluant le CO ₂ attribuable à la biomasse
LET/Armagh	32 333	28 419	28 580	23 731	29 314	24 494
LET/Champlain	67 599	59 573	68 532	60 328	53 618	44 993
LET/Cowansville	75 086	60 200	74 674	59 176	82 761	62 878
LET/Drummondville	283 355	59 243	271 965	41 411	239 670	36 768
LET/Frampton	20 279	17 950	21 424	18 963	23 204	20 538
LET/Lachute	192 239	152 639	249 606	223 941	256 177	227 398
LET/L'Ascension-de-notre-Seigneur	16 971	15 030	20 790	18 412	8 689	7 464
LET/Montréal	28 205	23 083	27 230	21 614	108 606	39 846
LET/Neuveville	47 163	41 355	48 303	41 894	46 268	44 907
LET/Rimouski	44 845	39 669	46 236	40 918	46 630	40 987
LET/Saguenay	78 860	69 836	82 810	72 875	83 475	72 193
LET/St-Côme-Linière	40 263	35 445	39 570	34 805	39 802	35 188
LET/Ste-Cécile-de-Milton	90 762	79 195	51 446	45 330	50 173	45 993
LET/Ste-Sophie	135 888	32 336	136 280	28 856	200 402	59 392
LET/St-Étienne-des-Grés	98 959	65 313	105 819	70 409	125 841	90 223
LET/St-Flavien	24 048	21 290	24 287	21 489	24 707	21 868
LET/St-Joachim	11 307	9 469	12 958 ²	10 903 ²	12 155	12 155
LET/St-Lambert-de-Lauzon	28 419	14 030	28 101	14 022	31 851	18 238
LET/St-Thomas	93 894	81 528	64 945	56 900	69 975	62 453
Total LET	1 410 475	905 603	1 403 556	905 977	1 533 318	967 976

¹ Le seuil de déclaration est de 10 000 tonnes en équivalent CO₂ en incluant le CO₂ attribuable à la combustion ou à la fermentation de la biomasse.

² Données préliminaires. Les déclarations n'ont pas été validées par le ministère.

b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LET par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec (Inventaire québécois des émissions de GES en 2012 et leur évolution depuis 1990).

Contribution des émissions de GES des LET en 2013 dans l'inventaire québécois des émissions de GES 1990-2013

L'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2013 et leur évolution depuis 1990 est le premier rapport à être préparé conformément aux Lignes directrices 2006 du GIEC, tel que requis selon la version révisée des directives de la Convention-cadre des Nations Unies sur les

changements climatiques (CCNUCC) pour la notification des inventaires, entérinée lors de la Conférence des Parties à Varsovie, en 2013.

Ainsi, les valeurs actualisées de potentiel de réchauffement planétaire (PRP) sont utilisées par les gouvernements dans la préparation de l'inventaire 2013 et les suivants pour normaliser les émissions de tous les GES par rapport au gaz de référence, le CO₂. Puisque ces PRP ne sont pas les mêmes que ceux utilisés par les entreprises pour la déclaration en vertu du RDOCECA, le ministère a utilisé les données déclarées par contaminants (CO₂, CH₄ et N₂O) en tonnes, pour quantifier, à l'aide des nouveaux PRP, la contribution de chaque LET au total des émissions du sous-secteur de l'enfouissement des déchets dont les émissions sont égales à 5 427 262 tonnes en équivalent CO₂, soit 6,7% des émissions totales en 2013. Les émissions de CO₂ provenant de la biomasse (combustion et fermentation) ne sont pas comptabilisées dans l'inventaire québécois conformément aux normes internationales et n'ont donc pas été utilisées pour quantifier la contribution de chaque LET.

LET	Contribution de chaque LET aux émissions de GES du sous-secteur de l'enfouissement des déchets solides en 2013
LET/Armagh	0.5%
LET/Champlain	1.3%
LET/Cowansville	1.3%
LET/Drummondville	0.9%
LET/Frampton	0.4%
LET/Lachute	4.9%
LET/L'Ascension-de-notre-Seigneur	0.4%
LET/Montréal	0.5%
LET/Neuville	0.9%
LET/Rimouski	0.9%
LET/Saguenay	1.6%
LET/St-Côme-Linière	0.8%
LET/Ste-Cécile-de-Milton	1.0%
LET/Ste-Sophie	0.6%
LET/St-Étienne-des-Grés	1.5%
LET/St-Flavien	0.5%
LET/St-Joachim	0.0%
LET/St-Lambert-de-Lauzon	0.3%
LET/St-Thomas	1.2%

Ventilation des LES en activité au 31 mars 2016, en fonction :

- a. des émissions de GES de chaque LES (à jour), avec comparaison depuis 2010-2011;
- b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LES par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec (Inventaire québécois des émissions de GES en 2012 et leur évolution depuis 1990).

a. des émissions de GES de chaque LES (à jour), avec comparaison depuis 2010-2011

Émissions de GES 2012, 2013 et 2014 déclarées par les lieux d'enfouissement sanitaire (LES) en vertu du Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère (RDOCECA)

LES	GES 2012 (t éq. CO ₂) ¹		GES 2013 (t éq. CO ₂) ¹		GES 2014 (t éq. CO ₂) ^{1,2}	
	Incluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Excluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Incluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Excluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Incluant le CO ₂ attribuable à la biomasse	Excluant le CO ₂ attribuable à la biomasse
LES/Chibougamau	15 979	14 133	15 061	13 320	14 202	12 561
LES/Gatineau	37 588	34 217	35 075	31 860	33 492	30 469
LES/L'Ascension-de-Notre-Seigneur	28 171	25 549	14 518	13 167	14 362	12 698
LES/Magog	63 014	52 325	59 530	49 433	56 225	46 688
LES/Sherbrooke	58 744	39 610	59 662	42 338	62 528	47 423
LES/St-Tite-des-Caps	62 649	55 209	59 857 ²	10 269 ²	19 408	19 408
LES/Terrebonne	545 549	226 772	579 984	292 348	427 892	233 107
Total LES	811 694	447 815	823 687	452 735	628 109	402 354

¹ Le seuil de déclaration est de 10 000 tonnes en équivalent CO₂ en incluant le CO₂ attribuable à la combustion ou à la fermentation de la biomasse.

² Données préliminaires. Les déclarations n'ont pas été validées par le ministère.

b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LES par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec (Inventaire québécois des émissions de GES en 2012 et leur évolution depuis 1990)

Contribution des émissions de GES des LES en 2013 dans l'inventaire québécois des émissions de GES 1990-2013

L'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2013 et leur évolution depuis 1990 est le premier rapport à être préparé conformément aux Lignes directrices 2006 du GIEC, tel que requis selon la version révisée des directives de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour la notification des inventaires, entérinée lors de la Conférence des Parties à Varsovie, en 2013.

Ainsi, les valeurs actualisées de potentiel de réchauffement planétaire (PRP) sont utilisées par les gouvernements dans la préparation de l'inventaire 2013 et les suivants pour normaliser les émissions de tous les GES par rapport au gaz de référence, le CO₂. Puisque ces PRP ne sont pas les mêmes que ceux utilisés par les entreprises pour la déclaration en vertu du RDOCECA, le ministère a utilisé les données déclarées par contaminants (CO₂, CH₄ et N₂O) en tonnes, pour quantifier, à l'aide des nouveaux PRP, la contribution de chaque LES au total des émissions du sous-secteur de l'enfouissement des déchets dont les émissions sont égales à 5 427 262 tonnes en équivalent CO₂, soit 6,7% des émissions totales en 2013. Les émissions de CO₂ provenant de la biomasse (combustion et fermentation) ne sont pas comptabilisées dans l'inventaire québécois conformément aux normes internationales et n'ont donc pas été utilisées pour quantifier la contribution de chaque LES.

LES	Contribution de chaque LES aux émissions de GES du sous- secteur de l'enfouissement des déchets solides en 2013
LES/Chibougamau	0.3%
LES/Gatineau	0.7%
LES/L'Ascension-de-Notre-Seigneur	0.3%
LES/Magog	1.1%
LES/Sherbrooke	0.9%
LES/St-Tite-des-Caps	0.4%
LES/Terrebonne	6.3%

État de situation, au 31 mars 2016, du bannissement de l'enfouissement papier/carton/bois. Spécifier l'échéancier d'adoption de révision du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles pour 2016-2017.

Le détournement de l'élimination du papier et du carton ainsi que du bois reste une priorité pour le gouvernement, qui a été réaffirmée lors de la publication du bilan de mi-parcours du Plan d'action 2011-2015.

Les échos reçus des différents acteurs impliqués dans la gestion des matières résiduelles, quant à la mise en œuvre du bannissement, ont amené le Ministère à se questionner sur l'efficacité d'une simple révision réglementaire. Ainsi, le Ministère élabore présentement une Stratégie pour planifier la mise en œuvre du bannissement de l'élimination de la matière organique et de proposer des mesures. L'objectif est de s'assurer d'une plus grande adhésion des générateurs aux modes de collectes tout en s'assurant d'une responsabilisation équitable des acteurs face au bannissement de ces matières. Ces actions se doivent également d'être cohérentes avec l'amorce du bannissement de la matière organique à l'horizon de 2020. Afin de favoriser le succès et l'applicabilité de ces mesures, une consultation préalable des acteurs concernés est prévue.

État de situation au 31 mars 2016 des débouchés du verre au Québec. Prévisions des démarches pour 2016-2017.

Cette question sera répondue par Recyc-Québec.

État de situation, au 31 mars 2016, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec. Fournir la liste des démarches prévues pour 2016-2017.

Le gouvernement est d'avis qu'il faut moderniser le système de consignation et optimiser la collecte sélective au Québec afin d'accroître nos performances environnementales en vue de la création d'une société sans gaspillage de même que pour faire face aux enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et à l'épuisement des ressources non renouvelables.

Ainsi, dans le but d'alimenter la réflexion en cours, une étude comparative, réalisée par le Centre de recherche en économie de l'environnement, de l'agroalimentaire, des transports et de l'énergie (CREATE) de l'Université Laval, a été rendue publique en août 2015. Cette étude a évalué la performance des deux systèmes selon différents scénarios en utilisant l'approche de l'analyse avantages-coûts (AAC). Pour ce faire, différentes variables économiques, sociales et environnementales à l'étude ont été monétisées, permettant de les analyser sur une même base.

De plus, un comité-conseil a été constitué en novembre 2014 pour conseiller le Ministre dans la mise en œuvre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et participer à la réflexion gouvernementale dans cinq grands chantiers en lien avec la gestion des matières résiduelles. Plus précisément, les chantiers 1 et 2 concernent respectivement l'optimisation et la réévaluation du rôle et des responsabilités des intervenants du régime de compensation des services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles et la modernisation du système de consignation. À ce jour, le comité-conseil s'est penché sur ces premiers chantiers et les réflexions se poursuivent.

À l'heure actuelle, le gouvernement ne privilégie pas un système de récupération plutôt qu'un autre quant à la gestion des contenants de boisson en fin de vie. Puisque ces deux systèmes sont complémentaires, l'objectif est de rechercher des avenues permettant d'optimiser les deux systèmes de récupération pour une meilleure performance environnementale. Différents scénarios sont présentement à l'étude.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 182

Indiquer les sommes accordées en 2015-2016 et en 2016-2017 pour la mise en opération de la consignation des bouteilles de verre de la SAQ et des bouteilles de plastique.

Aucune somme n'a été investie au point de vue de la mise en opération en 2015-2016.

État de situation, au 31 mars 2016, de la réduction du gaspillage alimentaire et de la stratégie gouvernementale en préparation. Inclure tout document du chantier de réflexion. Prévisions des démarches pour 2016-2017.

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles prévoit que ses plans d'action puissent faire l'objet de bilans et de révisions lorsque nécessaire. C'est dans ce contexte qu'un bilan de mi-parcours du Plan d'action 2011-2015 a été réalisé et diffusé sur le site Internet du Ministère en novembre 2014. Le document comporte un certain nombre de nouvelles initiatives, dont l'action 14a qui porte sur la lutte au gaspillage alimentaire et qui s'inscrit en support à l'action 14 du plan d'action initial dans laquelle le gouvernement s'engage à élaborer une stratégie afin d'interdire l'élimination de la matière organique putrescible.

Par ailleurs, dans le cadre des chantiers associés à la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, un chantier spécifique sur la mise en place des mesures pour prévenir le gaspillage alimentaire est en cours et certaines actions s'échelonneront jusqu'en 2020.

État de situation, au 31 mars 2016, de la révision de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés, et du cadre réglementaire, incluant l'échéancier pour 2016-2017, le cas échéant.

Afin de remplacer la Politique actuelle de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés, adoptée en 1998, le Ministère a élaboré une nouvelle Politique et un plan d'action 2016-2020. L'adoption de cette Politique permettra de refléter davantage la situation actuelle et de favoriser la valorisation des sols excavés et le développement des technologies vertes liées au traitement de ces sols.

Ainsi cette Politique s'inscrira dans les grandes priorités gouvernementales en contribuant :

- à stimuler les investissements des entreprises et l'économie;
- au développement économique et social des collectivités et;
- à diminuer les gaz à effet de serre.

Par ailleurs, une refonte de la réglementation permettra de simplifier l'application du cadre réglementaire auprès des entreprises.

L'élaboration de la nouvelle Politique est réalisée à même les ressources actuelles du MDDELCC. Un projet de Politique a fait l'objet d'une première consultation en 2012. Elle fera l'objet au printemps 2016 d'une consultation ciblée avec la clientèle afin de présenter les orientations retenues depuis cette première consultation.

État de situation, au 31 mars 2016, en lien avec le suivi des recommandations du comité expert sur la rivière Chaudière en ce qui a trait à sa décontamination. Ventiler les interventions par étape :

- a. complétée;
- b. en cours et dans les délais fixés;
- c. en cours et hors délai (indiquer dans ce cas l'échéancier prévu pour 2016-2017);
- d. hors délai ou réévaluée;
- e. les dépenses allouées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017.

1^{er} rapport du comité expert sur la contamination résiduelle de la rivière Chaudière par les hydrocarbures pétroliers

Le 12 mai 2014, le comité d'experts a déposé un plan de gestion de la contamination qui, pour 2014-2015, prévoyait la réalisation de quatorze projets distincts. Ces projets visaient la mise à jour du portrait de la contamination et l'évaluation des risques et des impacts de cette contamination sur l'environnement. Un des projets a également permis le nettoyage de la zone située à 4,5 km en aval du barrage Mégantic (PK4,5) où les sédiments étaient les plus contaminés.

Tous les projets recommandés dans le premier rapport du Comité expert ont été mis en œuvre. Dans la majorité des cas, les résultats obtenus sont déjà accessibles sur le site internet du Ministère. Seulement 2 rapports sont encore en cours de rédaction (suivi de la contamination du poisson et suivi des communautés benthiques). Ils seront mis en ligne dès qu'ils seront complétés.

Second rapport du comité expert : Principaux constats et recommandations

Le second rapport du comité expert sur la contamination résiduelle de la rivière Chaudière par les hydrocarbures pétroliers a été rendu public le 27 novembre 2015 et il est accessible sur le site internet du Ministère. Ce rapport contient un état de situation sur la contamination de la rivière Chaudière ainsi qu'un suivi sur la réalisation des quatorze projets recommandés par le comité d'experts en mai 2014.

Même si la rédaction de tous les rapports des projets réalisés en 2014-2015 n'est pas complétée, le Comité expert a eu accès aux résultats et a été en mesure d'en dégager plusieurs constats et de formuler les recommandations appropriées pour les années 2015-2016 et 2016-2017.

Les principaux constats du Comité expert sont les suivants :

- La contamination des sédiments dans la rivière Chaudière par les hydrocarbures pétroliers a diminué de façon marquée de 2013 à 2014, tant par son étendue que par les concentrations mesurées. Il reste des endroits dans les quinze premiers kilomètres de la rivière Chaudière où la contamination des sédiments dépassent toujours les critères du Ministère et doivent faire l'objet d'un suivi. Enfin, les sédiments du lac Mégantic, devant le parc des Vétérans et près de la marina, sont contaminés par les hydrocarbures pétroliers et les HAP, mais une partie de cette contamination serait due à une contamination historique du lac Mégantic;
- Les sédiments à proximité des prises d'eau potable et dans la Moyenne-Chaudière en aval de Saint-Georges sont peu ou pas contaminés;
- Les essais menés en laboratoire et une évaluation du risque écotoxicologique confirment la présence de risques pour les organismes aquatiques lorsque la contamination des sédiments est supérieur aux critères établis par le Ministère;
- En 2014, les poissons de la rivière Chaudière présentaient des taux très élevés d'anomalies physiques, notamment de l'érosion et des déformations des nageoires. Ces taux élevés sont attribuables, selon toute vraisemblance, au déversement de pétrole de juillet 2013;
- On retrouve des hydrocarbures pétroliers dans l'eau de la rivière Chaudière lors de certaines crues, mais ces épisodes sont peu fréquents et de courte durée. En 2015, des irisations n'ont été observées que dans les 3 premiers kilomètres de la rivière.

- Les sédiments déposés dans les plaines inondables par la crue du printemps 2014 étaient peu ou pas contaminés;
- La communauté benthique de la Haute-Chaudière, impactée en 2013, montre des signes de récupération en 2014 et le déversement de pétrole n'a pas eu d'effet important sur les teneurs en contaminants dans les poissons.

Sur la base de ces constats, le Comité a recommandé notamment pour 2015-2016 :

- De documenter davantage la contamination de sédiments par une caractérisation complémentaire des secteurs de la rivière les plus contaminés ou susceptibles de l'être et du secteur de la marina et du parc des Vétérans dans le lac Mégantic;
- De compléter l'intervention de nettoyage entreprise en 2014 au PK 4.5 (remise en état du terrain et végétalisation);
- De réaliser un suivi de la communauté des macroinvertébrés benthiques de la Haute-Chaudière.

Tous les projets recommandés pour l'année 2015-2016 ont été mis en œuvre. Les rapports de ces projets sont en cours de rédaction et ils seront rendus accessibles sur le site internet du Ministère d'ici quelques mois.

Pour 2016-2017, le comité recommande notamment :

- Une caractérisation des sédiments aux 130 sites échantillonnés dans la Haute-Chaudière en 2013 et en 2014, ainsi qu'à quelques dizaines de stations supplémentaires, afin de suivre l'évolution temporelle de la contamination des sédiments;
- De réaliser un suivi de la communauté de poissons sur l'ensemble de la rivière;
- De réaliser un suivi de la communauté de macroinvertébrés benthiques dans la zone draguée en 2014 au PK4.5.

Dépenses allouées

En ce qui a trait aux dépenses allouées en 2015-2016 et celles à venir en 2016-2017, elles sont incluses dans la somme de 134.5 M\$ (initialement estimée à 200 M\$) prévue pour l'accident ferroviaire survenu à Lac-Mégantic.

État de situation et tout document produit au 31 mars 2016 en lien avec le suivi de la décontamination du site de Lac-Mégantic. Ventiler les interventions par étape :

- a. complétée;**
- b. en cours et dans les délais fixés;**
- c. en cours et hors délai (indiquer dans ce cas l'échéancier prévu pour 2016-2017);**
- d. hors délai ou réévaluée;**
- e. les dépenses allouées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017.**

Pour tous documents, veuillez consulter le site internet du MDDELCC à l'adresse suivante : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/lac-megantic/lac-megantic.htm>

Travaux complétés de juillet 2013 à décembre 2014 :

- Sécurisation du site du déversement;
- Drainage des eaux et pompage des eaux contaminées;
- Caractérisations des terrains;
- Caractérisations des bâtiments pour démolition;
- Réhabilitation de la zone ferroviaire;
- Réhabilitation de l'axe commercial (condos commerciaux);
- Réhabilitation de la crèmerie, du parc des Vétérans, du Citron vert et d'une section de la rue Frontenac;
- Construction des aires d'entreposage des sols contaminés;
- Mise en place d'un système de traitement de sols contaminés (en opération jusqu'en 2017);
- Mise en place d'un système de traitement des eaux huileuses;
- Mise en place d'un programme de suivi de la qualité de l'eau;
- Mise en place d'un programme de suivi de la qualité de l'air (en opération jusqu'en 2017);
- Suivi de la qualité de l'eau souterraine;
- Réhabilitation de la zone incendiée;
- Réhabilitation de la culée du pont Agnès;
- Réhabilitation du boulevard des Vétérans (phases I et II);
- Réhabilitation du quai de la marina;
- Démolition, excavation des fondations et réhabilitation du Bloc 1;
- Début de réhabilitation de la zone CMQ.

Travaux complétés de janvier à décembre 2015 :

- Démolition, excavation des fondations et réhabilitation des Blocs 2 et 3;
- Démolition et excavation des fondations du Bloc 4;
- Caractérisation de l'amiante dans les sols;
- Pompage et traitement des eaux huileuses (Tecosol);
- Démantèlement du système de traitement d'eau Tecosol, du bassin d'urgence et de la rampe d'accès constituée de béton concassé;
- Réhabilitation des zones CMQ et Tecosol;
- Ensemencement de la zone incendiée et des Blocs 1, 2, 3 et 4;
- Poursuite du suivi de la qualité de l'eau souterraine au Centre-Ville;
- Mise à niveau du réseau de puits d'observation;
- Poursuite du suivi de la qualité de l'air;
- Poursuite du traitement des sols.

Travaux prévus en 2016 (jusqu'en mars 2017) :

- Poursuite du suivi de la qualité de l'eau souterraine au Centre-Ville;
- Poursuite du suivi de la qualité de l'air;
- Poursuite du traitement des sols;
- Vérification de l'atteinte des critères de performance de l'ensemencement de la zone incendiée et des Blocs 1, 2, 3 et 4;
- Rédaction du rapport de réhabilitation des travaux 2015, attestation d'avis de contamination et de décontamination et poursuite de la surveillance du traitement des sols.

Liste des urgences environnementales qui ont nécessité l'intervention du ministère.
Ventiler par type d'activité :
a. liste des cas;
b. date;
c. coûts de l'intervention 2015-2016;
d. montants réclamés aux fautifs pour 2015-2016;
e. articles de loi et/ou de règlements impliqués;
f. cas ayant nécessité l'intervention de la Santé publique.

Liste des cas apparaissant au Registre des interventions d'Urgence-Environnement sur le site Web du MDDELCC:

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
31 mars 2016	<u>Chelsea - , Incendie impliquant des matières dangereuses.</u>	2	X	*
30 mars 2016	<u>Adstock - Incendie</u>	1		
29 mars 2016	<u>Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (Havre-aux-Maisons) - Accident d'avion</u>	1	X	
29 mars 2016	<u>Lévis - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
29 mars 2016	<u>Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (Havre-aux-Maisons) - Accident d'avion</u>	1		
28 mars 2016	<u>Terrebonne - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
26 mars 2016	<u>En face du 4564, Chemin Saint-Isidore - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
23 mars 2016	<u>Montréal-Est - Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
23 mars 2016	<u>Kahnawake - Dépôt illicite de matières dangereuses</u>	1		
21 mars 2016	<u>Sheenboro - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
21 mars 2016	<u>Drummondville - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
20 mars 2016	<u>Saint-Ludger - Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
16 mars 2016	<u>Mont-Laurier - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
13 mars 2016	<u>Saint-Lin–Laurentides - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
11 mars 2016	<u>Bécancour - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
11 mars 2016	<u>Saint-Samuel - Brûlage de matières résiduelles</u>	1		
11 mars 2016	<u>Nicolet - Fuite de gaz</u>	1		
10 mars 2016	<u>Beauceville - Déversement de matières dangereuses</u>	1		
9 mars 2016	<u>Victoriaville - Déversement de produits pétroliers.</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
9 mars 2016	<u>Drummondville - , Déversement d'huile minérale</u>	1		
8 mars 2016	<u>Saint-Majorique-de-Grantham - Dépôt illicite de matières dangereuses,</u>	1	X	
8 mars 2016	<u>Saint-Joseph-du-Lac - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
8 mars 2016	<u>Crabtree - Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
5 mars 2016	<u>Réserve faunique des Laurentides territoire du Lac-Pikauba - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
5 mars 2016	<u>Rimouski - Odeurs d'hydrocarbures</u>	1		
3 mars 2016	<u>Sherbrooke - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
28 février 2016	<u>St-Dominique-du-Rosaire - Accident routier</u>	2		*
25 février 2016	<u>Salaberry-de-Valleyfield – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
25 février 2016	<u>Ville de Sherbrooke – Accident routier</u>	1		
25 février 2016	<u>Lac-Beauport – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
22 février 2016	<u>Saint-Eugène-de-Grantham – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
20 février 2016	<u>Trois-Rivières – Signalement d'odeur</u>	1		
20 février 2016	<u>Ville de Québec – Signalement d'odeur</u>	1		
17 février 2016	<u>Québec – Déversement de pâte à papier</u>	1		
12 février 2016	<u>Rimouski – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
11 février 2016	<u>Montréal-Est – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
6 février 2016	<u>Dorval – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
6 février 2016	<u>Les Méchins – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
5 février 2016	<u>Varennnes – Signalement d'odeur</u>	1		
3 février 2016	<u>Cantley – Signalement d'odeur</u>	1		
28 janvier 2016	<u>Port-Cartier – Déversement d'eaux usées</u>	1		
14 janvier 2016	<u>Boisbriand – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
10 janvier 2016	<u>Cowansville – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
9 janvier 2016	<u>Ville de Terrebonne – Signalement d'odeur</u>	1		
6 janvier 2016	<u>Howick – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
5 janvier 2016	<u>Beloeil – Émission de gaz</u>	1		
5 janvier 2016	<u>Sherbrooke – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
4 janvier 2016	<u>Lévis (Saint-Jean-Chrysostome) – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
2 janvier 2016	<u>Baie-Comeau – Bris d'équipement</u>	1		
30 décembre 2015	<u>Municipalité d'Alma – Bris d'équipement</u>	1		
30 décembre 2015	<u>Municipalité Sainte-Jeanne D'Arc – Accident routier</u>	1		
30 décembre 2015	<u>Lévis – Déversement de produits pétroliers</u>	2		*
29 décembre 2015	<u>Mont-Saint-Hilaire – Présence de gaz inflammable</u>	1		
22 décembre 2015	<u>Montréal – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
19 décembre 2015	<u>Gatineau – Signalement d'odeur</u>	1		
18 décembre 2015	<u>Saguenay (arrondissement Chicoutimi) – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
16 décembre 2015	<u>Les Cèdres – Accident routier</u>	1		
16 décembre 2015	<u>Gatineau – Déversement d'eaux de lixiviation</u>	1		
16 décembre 2015	<u>Magog – Accident routier</u>	1		
14 décembre 2015	<u>Québec (arrondissement de Sainte-Foy) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
14 décembre 2015	<u>Laval – Déversement de produits pétroliers</u>	1	X	
12 décembre 2015	<u>Saint-Honoré – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
12 décembre 2015	<u>Saint-Bruno – Déversement de matières liquides</u>	1		
12 décembre 2015	<u>Ville de Neuville – Présence de mousse sur un cours d'eau</u>	1		
11 décembre 2015	<u>Saint-Augustin-de-Desmaures – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
9 décembre 2015	<u>Territoire non organisé (TNO) Lac Pikauba – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
9 décembre 2015	<u>Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James – Accident routier</u>	1		
8 décembre 2015	<u>Mont-Joli – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
7 décembre 2015	<u>Lévis – Incendie impliquant des matières dangereuses</u>	1		
6 décembre 2015	<u>Sherbrooke – Rejet d'eau chargée en hydrocarbures</u>	1		
4 décembre 2015	<u>Sherbrooke – Déversement de matières dangereuses</u>	2		*
4 décembre 2015	<u>Carignan – Dépôt illicite de matières dangereuses</u>	1		
3 décembre 2015	<u>La Prairie – Bris d'équipement</u>	1		
3 décembre 2015	<u>Saint-Louis-de-Blandford – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
2 décembre 2015	<u>Îles-de-la-Madeleine – Déversement d'eaux contaminées aux hydrocarbures</u>	1		
30 novembre 2015	<u>Ville de Mercier – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
30 novembre 2015	<u>Stratford – Accident routier</u>	1		
28 novembre 2015	<u>Verchères – Bateau coulé</u>	1		
26 novembre 2015	<u>Ville d'Alma – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
26 novembre 2015	<u>Saint-Guillaume – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
24 novembre 2015	<u>Mont-Saint-Hilaire – Présence de gaz inflammable</u>	1		
23 novembre 2015	<u>Saint-Lambert – Fuite de gaz</u>	1		
21 novembre 2015	<u>Saint-René – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
18 novembre 2015	<u>Amos – Incendie</u>	1		
17 novembre 2015	<u>Nicolet – Épandage de déjections animales</u>	1		
16 novembre 2015	<u>Mont-Saint-Hilaire - , Infiltration de gaz dans des résidences</u>	2	X	*
14 novembre 2015	<u>Sept-Îles – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
12 novembre 2015	<u>Saint-Valérien-de-Milton – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
10 novembre 2015	<u>Côte-Saint-Luc – Déraillement de train</u>	1		
10 novembre 2015	<u>Cleveland – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
9 novembre 2015	<u>Laurierville – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
8 novembre 2015	<u>Québec – Déversement de produits pétroliers</u>	2		
6 novembre 2015	<u>Sept-Îles – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
3 novembre 2015	<u>Territoire non organisé – Rivière Nipissis – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
3 novembre 2015	<u>Gatineau, secteur Hull – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
29 octobre 2015	<u>Montréal – Nappes d'hydrocarbures</u>	1		
25 octobre 2015	<u>Municipalité de Val-des-Monts – Explosion et incendie d'un bateau de plaisance</u>	1		
24 octobre 2015	<u>Saint-Malachie – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
24 octobre 2015	<u>Princeville – Épandage de déjections animales</u>	1		
23 octobre 2015	<u>Minganie – Déversement d'eaux usées</u>	1		
21 octobre 2015	<u>Saint-Damien – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
20 octobre 2015	<u>Cantley – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
20 octobre 2015	<u>Chelsea – Émission de poussières</u>	1		
19 octobre 2015	<u>Kahnawake – Sainte-Catherine – Accident maritime</u>	1		
19 octobre 2015	<u>Pierreville – Bris d'équipement</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
16 octobre 2015	<u>Sainte-Agathe-des-Monts – Accident routier</u>	1		
14 octobre 2015	<u>Saint-Louis-de-Blandford – Brûlage de matières résiduelles</u>	1		
14 octobre 2015	<u>Hébertville – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
10 octobre 2015	<u>Gatineau (secteur Gatineau) – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
10 octobre 2015	<u>Saint-Hippolyte – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
9 octobre 2015	<u>Granby – Fuite de gaz</u>	1		
9 octobre 2015	<u>Trois-Rivières – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
8 octobre 2015	<u>Windsor – Signalement d'odeur</u>	1		
8 octobre 2015	<u>Trois-Rivières – Accident d'avion</u>	1		
8 octobre 2015	<u>Trois-Rivières – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
7 octobre 2015	<u>Sept-Iles – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
7 octobre 2015	<u>Salluit – Déversement de produits pétroliers</u>	2	X	*
6 octobre 2015	<u>Saguenay, arrondissement de La Baie – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
5 octobre 2015	<u>Pointe-Lebel – Déversement de matières solides</u>	1		
4 octobre 2015	<u>Saint-Croix-de-Lotbinière – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
3 octobre 2015	<u>Beaumont – Présence d'écumes à la surface de l'eau</u>	1		
3 octobre 2015	<u>Saint-Donat – Rejet d'eaux de lixiviation contaminées</u>	1		
2 octobre 2015	<u>Pointe-à-la-Croix – Odeurs d'hydrocarbures</u>	1		
2 octobre 2015	<u>Saguenay (arrondissement de Jonquière) – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
30 septembre 2015	<u>Lévis – Déversement de matières dangereuses</u>	1	X	
29 septembre 2015	<u>Pérignonka – Accident routier</u>	1		
28 septembre 2015	<u>Saint-Cuthbert – Accident routier</u>	1		
28 septembre 2015	<u>Ville de Saguenay, arrondissement de La Baie – Accident routier</u>	1		
27 septembre 2015	<u>Longueuil – Bateau coulé</u>	1		
26 septembre 2015	<u>Saint-Romuald – Présence de mousse sur un cours d'eau</u>	1		
24 septembre 2015	<u>Sainte-Martine – Déversement de déjections animales</u>	1		
23 septembre 2015	<u>Stoneham-et-Tewkesbury – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
23 septembre 2015	<u>Saint-Césaire – Déversement d'eaux de procédé</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
22 septembre 2015	<u>Ville de Québec – Dépôt illicite de matières résiduelles</u>	1		
18 septembre 2015	<u>Bromont – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
17 septembre 2015	<u>Saint-Pierre-Baptiste – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
16 septembre 2015	<u>Sainte-Anne-de-la-Pérade – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
15 septembre 2015	<u>Les Escoumins - , Accident routier,</u>	2		
15 septembre 2015	<u>Dorval – Bris d'équipement</u>	1		
14 septembre 2015	<u>Inukjuak – Déversement de produits pétroliers</u>	1		*
14 septembre 2015	<u>Havre-Saint-Pierre – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
12 septembre 2015	<u>L'Avenir – Épandage de déjections animales</u>	1		
12 septembre 2015	<u>Château-Richer – Signalement d'odeur</u>	1		
12 septembre 2015	<u>Princeville – Incendie impliquant des matières dangereuses</u>	1		
10 septembre 2015	<u>Saint-Edmond-de-Grantham – Déversement de matières liquides</u>	1		
10 septembre 2015	<u>Lévis – Bris d'équipement</u>	1		
9 septembre 2015	<u>Ville de Saguenay, arrondissement de Chicoutimi – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
9 septembre 2015	<u>Québec – Déversement de matières liquides</u>	1		
9 septembre 2015	<u>Rimouski – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
8 septembre 2015	<u>Saint-Alphonse-Rodriguez – Accident routier</u>	1		
8 septembre 2015	<u>Longueuil – Incendie impliquant des matières dangereuses</u>	1		
6 septembre 2015	<u>Hinchinbrook – Rejet de matières en suspension</u>	1		
5 septembre 2015	<u>Saint-Anselme – Déversement d'eaux de procédé</u>	1		
4 septembre 2015	<u>Plessisville (Municipalité de paroisse) – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
3 septembre 2015	<u>Québec (Arrondissement de Beauport) – Émission de poussières</u>	1		
3 septembre 2015	<u>Wickham – Dépôt illicite de matières résiduelles</u>	1		
3 septembre 2015	<u>Montréal – Accident routier</u>	1		
1 ^{er} septembre 2015	<u>Cloridorme (TNO Rivière-Saint-Jean) – Accident routier</u>	1		
1 ^{er} septembre 2015	<u>Mont Saint-Hilaire – Déversement de matières liquides</u>	1		
1 ^{er} septembre 2015	<u>Saint-Germain-de-Grantham – Déversement de déjections animales</u>	1		
29 août 2015	<u>Lac-aux-Sables – Accident routier</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
29 août 2015	<u>Mont-Joli – Incendie</u>	1		
29 août 2015	<u>Sainte-Sophie – Rejet de matières en suspension</u>	1		
27 août 2015	<u>Saint-Fulgence – Déversement de matières liquides</u>	1		
26 août 2015	<u>Berthierville – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
25 août 2015	<u>Sacré-Cœur – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
25 août 2015	<u>Québec (arrondissement Cap-Rouge) – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
25 août 2015	<u>Saint-Étienne-des-Grès – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
25 août 2015	<u>Saguenay – Rejet de matières en suspension,</u>	1		
24 août 2015	<u>Saguenay (arrondissement Jonquière) – Déversement de matières liquides,</u>	1		
24 août 2015	<u>Baie-Comeau – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
23 août 2015	<u>Sainte-Brigitte-des-Saults – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
20 août 2015	<u>Saint-Cyrille-de-Wendover – Accident routier</u>	1		
19 août 2015	<u>Port-Daniel – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
19 août 2015	<u>Lévis (Saint-Romuald) – Déversement de produits pétroliers,</u>	2		
18 août 2015	<u>Lennoxville / Sherbrooke – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
17 août 2015	<u>Baie-Comeau – Déversement de matières solides</u>	1		
16 août 2015	<u>Mirabel – Déversement de matières liquides</u>	1		
15 août 2015	<u>Saint-Gédéon de Grandmont – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
14 août 2015	<u>Lac-Mégantic – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
13 août 2015	<u>Saint-Christophe-d'Arthabaska – Déversement de déjections animales</u>	1		
13 août 2015	<u>L'Ascension-de-Notre-Seigneur – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
11 août 2015	<u>Gatineau (secteur Hull) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
11 août 2015	<u>Montréal – Contamination souterraine</u>	1		
11 août 2015	<u>Longueuil – Nappes d'hydrocarbures</u>	1		
10 août 2015	<u>St-Hubert – Incendie impliquant des matières dangereuses</u>	1		
10 août 2015	<u>L'Ange-Gardien – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
9 août 2015	<u>Sept-Iles – Émission de poussières</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
8 août 2015	<u>Château-Richer – Signalement d’odeur</u>	1		
8 août 2015	<u>Ville de Québec – Présence de mousse sur un cours d’eau</u>	1		
8 août 2015	<u>Sainte-Thècle – Dépassement du critère de 200 ufc/100 ml de Ecoli pour une plage</u>	1	X	
6 août 2015	<u>Trois-Pistoles – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
6 août 2015	<u>Saguenay (secteur du lac Kénogami) – Bateau coulé</u>	1		
6 août 2015	<u>Trois-Rivières – Bateau coulé</u>	1		
5 août 2015	<u>Ville de Québec – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
3 août 2015	<u>Saint-Henri – Déversement de matières liquides</u>	1		
3 août 2015	<u>Saguenay (arrondissement Jonquière) – Incendie,</u>	1		
2 août 2015	<u>Ivujivik – Déversement de produits pétroliers</u>	2		*
1er août 2015	<u>Shawinigan – Dépassement du critère de 200 ufc/100 ml de Ecoli pour une plage</u>	1		
31 juillet 2015	<u>Granby – Accident routier</u>	1		
31 juillet 2015	<u>Saint-Gédéon – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
28 juillet 2015	<u>Saint-Jean-sur-Richelieu – Signalement d’odeur</u>	1		
23 juillet 2015	<u>Lyster – Accident routier</u>	1		
23 juillet 2015	<u>Saint-David-de-Falardeau – Nappes d’hydrocarbures,</u>	2	X	2 449,40 \$
23 juillet 2015	<u>Sainte-Luce (secteur Luceville) – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
23 juillet 2015	<u>Rivière-Héva – Bateau coulé</u>	1		
23 juillet 2015	<u>Sutton – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
22 juillet 2015	<u>Saguenay (arrondissement Jonquière) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
21 juillet 2015	<u>Pohénégamook – Inondation</u>	1		
20 juillet 2015	<u>Sainte-Catherine – Rejet d’eau chargée en hydrocarbures</u>	1		
20 juillet 2015	<u>Eeyou Istchee Baie-James – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
19 juillet 2015	<u>Terrebonne – Présence de mousse sur un cours d’eau</u>	1		
19 juillet 2015	<u>Ville de Québec – Émission de gaz</u>	1	X	
18 juillet 2015	<u>Bonsecours – Déversement de matières liquides</u>	1		
17 juillet 2015	<u>Montréal – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
17 juillet 2015	<u>Trois-Rivières – Déversement de produits pétroliers</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
17 juillet 2015	<u>Montréal – Déversement de matières liquides</u>	1		
14 juillet 2015	<u>Saint-Basile – Déversement de produits pétroliers,</u>	2	X	1 046,93 \$
12 juillet 2015	<u>Saint-Félix-de-Valois – Incendie</u>	1		
11 juillet 2015	<u>Saint-Paul-d'Abbotsford – Épandage de déjections animales</u>	1		
9 juillet 2015	<u>Saint-Denis-sur-Richelieu – Déversement d'eaux de procédé</u>	1		
9 juillet 2015	<u>Cap-Chat – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
9 juillet 2015	<u>Potton – Accident routier,</u>	2		
9 juillet 2015	<u>Saint-Louis – Brûlage de matières résiduelles</u>	1		
8 juillet 2015	<u>Laval – Bateau coulé</u>	1		
8 juillet 2015	<u>Val-des-Bois – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
7 juillet 2015	<u>Sainte-Brigide-d'Iberville – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
6 juillet 2015	<u>Territoire non organisé Rivière-Nipissis – Déversement de produits pétroliers,</u>	1		*
6 juillet 2015	<u>Québec (arrondissement Charlesbourg) – Mortalité de poissons</u>	1		
6 juillet 2015	<u>Sainte-Marie – Épandage de déjections animales</u>	1		
5 juillet 2015	<u>Québec (arrondissement Charlesbourg) – Épandage de pesticides</u>	1		
4 juillet 2015	<u>Témiscouata-sur-le-Lac – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
4 juillet 2015	<u>Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans – Déversement de déjections animales</u>	1		
4 juillet 2015	<u>Saint-Clothilde-d'Horton – Déboisement</u>	1		
3 juillet 2015	<u>Saint-Félix-de-Kingsey – Dépôt illicite de matières résiduelles</u>	1		
1 ^{er} juillet 2015	<u>Lévis (Saint-Étienne de Lauzon) – Signalement d'un déversement d'un liquide ayant une apparence laiteuse dans un égoût pluvial,</u>	1		
1 ^{er} juillet 2015	<u>Lévis (Saint-Nicolas) – Présence de mousse sur un cours d'eau</u>	1		
30 juin 2015	<u>Laval – Incendie suite à une explosion,</u>	2	X	7 110,01 \$
29 juin 2015	<u>Trois-Rivières – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
29 juin 2015	<u>Saint-Eustache – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
27 juin 2015	<u>Bonaventure – Accident d'avion</u>	1		
26 juin 2015	<u>Saint-Côme-Linière – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
25 juin 2015	<u>Brossard – Accident routier</u>	1		
25 juin 2015	<u>Rimouski – Déversement de matières dangereuses</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
24 juin 2015	<u>Plessisville – Déversement de matières liquides</u>	1		
21 juin 2015	<u>Val-des-Lacs – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
21 juin 2015	<u>Saint-Hippolyte – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
19 juin 2015	<u>Vaudreuil-Dorion – Accident routier</u>	2		
19 juin 2015	<u>Trois-Rivières – Bris d'équipement</u>	1		
19 juin 2015	<u>Bury – Accident routier</u>	1		
18 juin 2015	<u>Saint-Zéphirin-de-Courval – Épandage de fertilisant</u>	1		
18 juin 2015	<u>Baie-Comeau – Émission de gaz</u>	1		
17 juin 2015	<u>Montréal – Déversement d'eaux contaminées aux hydrocarbures</u>	1		
17 juin 2015	<u>Saint-Didace – Déversement de déjections animales</u>	1		
17 juin 2015	<u>Hampden – Accident routier</u>	1		
17 juin 2015	<u>Saguenay (arrondissement de Chicoutimi) – Odeurs d'hydrocarbures</u>	2		2 051,21 \$
16 juin 2015	<u>Gatineau (secteur Hull) – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
16 juin 2015	<u>Baie-Comeau – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
15 juin 2015	<u>Québec (secteur Val-Bélair) – Déversement de matières solides</u>	1		
15 juin 2015	<u>Saint-Jérôme – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
14 juin 2015	<u>Saint-Samuel – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
13 juin 2015	<u>St-Anicet – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
13 juin 2015	<u>Beauharnois – Odeurs d'hydrocarbures</u>	1		
12 juin 2015	<u>Saint-Fulgence – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
12 juin 2015	<u>Lévis – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
11 juin 2015	<u>Montréal – Déversement de matières liquides</u>	1		
10 juin 2015	<u>Coaticook – Inondation</u>	1	X	
10 juin 2015	<u>Compton – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
9 juin 2015	<u>Lévis – Signalement d'odeur</u>	1		
7 juin 2015	<u>Saint-Germain-de-Grantham – Accident routier</u>	1		
6 juin 2015	<u>Pierreville – Déversement de matières liquides</u>	1		
5 juin 2015	<u>Gatineau – Signalement d'odeur</u>	1		
5 juin 2015	<u>Blainville – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
5 juin 2015	<u>Saint-Charles-sur-Richelieu – Présence de matières inconnues</u>	1		
5 juin 2015	<u>Bécancour – Déversement d'eaux usées</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
4 juin 2015	<u>Saint-Calixte – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
4 juin 2015	<u>Gatineau (secteur Gatineau) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
3 juin 2015	<u>Saguenay (arrondissement Jonquière) – Présence de mousse sur un cours d'eau</u>	1		
3 juin 2015	<u>Saint-Bonaventure – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
3 juin 2015	<u>Saint-Constant – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
1 ^{er} juin 2015	<u>Saguenay (arrondissement Jonquière) – Incendie impliquant des matières résiduelles</u>	1		
29 mai 2015	<u>Saint-Bruno-de-Montarville – Incendie</u>	1		
27 mai 2015	<u>Henryville – Accident routier</u>	1		
27 mai 2015	<u>Saint-Côme – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
27 mai 2015	<u>Baie-Comeau – Déversement de produits pétroliers</u>	2		
25 mai 2015	<u>Vaudreuil-Dorion – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
25 mai 2015	<u>Saguenay (arrondissement La Baie) – Brûlage de matières résiduelles</u>	1		
25 mai 2015	<u>Bécancour – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
22 mai 2015	<u>Alma – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
21 mai 2015	<u>Saint-Jean-sur-Richelieu – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
21 mai 2015	<u>Senneterre – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
20 mai 2015	<u>Laval – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
20 mai 2015	<u>Châteauguay – Bris d'équipement</u>	1		
18 mai 2015	<u>Saint-Jean-sur-Richelieu – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
16 mai 2015	<u>Lévis (Saint-Romuald) – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
16 mai 2015	<u>Honfleur – Épandage de déjections animales</u>	1		
15 mai 2015	<u>Gatineau – Déversement d'eaux usées</u>	1		
13 mai 2015	<u>Ville de Québec – Déversement d'eaux usées</u>	1		
13 mai 2015	<u>Saint-Eugène – Dépôt illicite de matières résiduelles</u>	1		
13 mai 2015	<u>Nicolet – Brûlage de matières résiduelles</u>	1		
11 mai 2015	<u>Drummondville – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
11 mai 2015	<u>Ville de Québec – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
11 mai 2015	<u>Sept-Iles – Bris d'équipement</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
10 mai 2015	<u>Desbiens – Bateau coulé</u>	1		
9 mai 2015	<u>Saguenay (Secteur de Lac-Kénogami) – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
7 mai 2015	<u>Sainte-Genève-de-Berthier – Accident routier</u>	2		
7 mai 2015	<u>Saint-Sylvestre – Déversement de déjections animales</u>	1		
6 mai 2015	<u>Grenville-sur-la-Rouge – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
6 mai 2015	<u>Wickham – Déversement de matières solides</u>	1		
5 mai 2015	<u>Ragueneau – Bris d'équipement</u>	1		
5 mai 2015	<u>Québec (arrondissement Sainte-Foy) – Bris d'équipement</u>	1		
5 mai 2015	<u>Fermont – Écoulement d'eaux de ruissellement chargées de matières en suspension</u>	1		
4 mai 2015	<u>Cookshire-Eaton – Déversement de déjections animales</u>	1		
3 mai 2015	<u>Farnham – Déversement d'eaux usées</u>	1		
2 mai 2015	<u>Saint-Nazaire-de-Dorchester – Présence de matières inconnues</u>	1		
2 mai 2015	<u>Duparquet – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
1 ^{er} mai 2015	<u>Montréal – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
1 ^{er} mai 2015	<u>Verchères – Signalement d'hydrocarbures</u>	1		
30 avril 2015	<u>Roxton Pond – Mortalité de poissons</u>	1		
30 avril 2015	<u>Saint-Anicet – Mortalité de poissons</u>	1		
30 avril 2015	<u>Richmond – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
28 avril 2015	<u>Montréal – Accident routier</u>	1		
27 avril 2015	<u>Saint-Hyacinthe – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
25 avril 2015	<u>Saint-François-du-Lac – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
24 avril 2015	<u>Sainte-Cécile-de-Milton – Accident routier</u>	1		
24 avril 2015	<u>Repentigny – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
23 avril 2015	<u>Sainte-Julie – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
22 avril 2015	<u>Compton – Brûlage de matières résiduelles</u>	1		
22 avril 2015	<u>Mirabel (Saint-Benoît) – Déversement de matières dangereuses</u>	1		
22 avril 2015	<u>Saint-Valère – Incendie impliquant des matières dangereuses</u>	1		
22 avril 2015	<u>Gatineau (secteur Aylmer) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
21 avril 2015	<u>Westbury – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
20 avril 2015	<u>Saint-Pierre-les-Becquets – Signalement d'une matière sur un lieu sensible</u>	1		
20 avril 2015	<u>Saguenay (Secteur Shipshaw) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
20 avril 2015	<u>Ville d'Alma – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
18 avril 2015	<u>Hérouxville – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
17 avril 2015	<u>La Doré – Déversement de produits pétroliers</u>	2		20 654,52 \$
17 avril 2015	<u>Stoke – Brûlage de matières résiduelles</u>	1		
16 avril 2015	<u>Forestville – Incendie</u>	1		
16 avril 2015	<u>Saint-Dominique – Déversement de déjections animales</u>	1		
15 avril 2015	<u>Saint-Raphaël – Odeurs d'hydrocarbures</u>	1		
15 avril 2015	<u>Victoriaville – Odeurs d'hydrocarbures</u>	1		
14 avril 2015	<u>Pointe-Claire – Nappes d'hydrocarbures</u>	1		
13 avril 2015	<u>Saguenay (arrondissement de Chicoutimi) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
13 avril 2015	<u>Alma – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
13 avril 2015	<u>Sainte-Sabine – Déversement d'eaux usées</u>	1		
13 avril 2015	<u>Brossard – Incendie impliquant des produits pétroliers</u>	1		
11 avril 2015	<u>Saint-Antoine-de-Tilly – Présence d'un véhicule dans un cours d'eau</u>	1		
11 avril 2015	<u>Québec (arrondissement Haute-Saint-Charles) – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
11 avril 2015	<u>Rimouski – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
8 avril 2015	<u>Arundel – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
6 avril 2015	<u>Laval – Déversement de produits pétroliers</u>	1		
6 avril 2015	<u>Saint-Roch-de-L'Achigan – Déversement d'eaux usées</u>	1		
6 avril 2015	<u>Granby – Travaux en milieu hydrique</u>	1		
5 avril 2015	<u>Bécancour – Incendie</u>	1		
4 avril 2015	<u>Beloeil – Incendie</u>	2	X	*
4 avril 2015	<u>Sept-Îles - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
3 avril 2015	<u>Sherbrooke - Déversement de produits pétroliers</u>	1		
3 avril 2015	<u>Québec - Présence d'écumes à la surface de l'eau</u>	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
3 avril 2015	Mont-Tremblant - Dépôt de neiges usées	1		
Total	360 inscriptions au registre		14	33 312,07 \$

* Ces réclamations sont en préparation

Les situations d'urgence sont classées selon trois catégories qui reflètent la gravité et l'ampleur de l'événement. La définition des catégories se trouve sur le site Web du Ministère.

En 2015-2016, on dénombre 20 interventions de catégorie 2, les autres étant toutes de catégorie 1.

Total des interventions d'urgence impliquant une intervention terrain et ne nécessitant pas une inscription au registre : 174 interventions

- Note : Les événements impliquant un accident routier qui aurait pour conséquences uniquement le déversement des liquides nécessaires au fonctionnement d'un véhicule ne sont pas inscrits au Registre.

Total : 534 interventions terrain

Coûts de l'intervention :

Conformément à la procédure de compilation des frais d'intervention et de suivi découlant d'une situation d'urgence environnementale (application de l'article 115.0.1 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* [LQE]), aucun montant n'est réclamé aux fautifs si la facture s'élève à moins de 1 000 \$. Tous les autres frais engendrés par des travaux de décontamination sont assumés par le pollueur.

Articles de la loi et/ou du règlement impliqués :

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2), article 21 :
Quiconque est responsable de la présence accidentelle dans l'environnement d'un contaminant visé à l'article 20 doit en aviser le ministre sans délai.

Règlement sur les matières dangereuses (Q-2, r. 32), article 9 :
Quiconque rejette accidentellement une matière dangereuse dans l'environnement doit sans délai remplir les obligations suivantes:

1. il doit faire cesser le déversement;
2. il doit aviser le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs;
3. il doit récupérer la matière dangereuse et enlever toute matière contaminée qui n'est pas nettoyée ou traitée sur place.

Sous réserve des dispositions de l'article 13 du *Règlement sur les halocarbures* (chapitre Q-2, r. 29), les obligations prévues aux paragraphes 2 et 3 du premier alinéa ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit du rejet d'un halocarbure à l'état gazeux.

État de situation, au 31 mars 2016, des impacts environnementaux mesurés à la suite du déversement de mazout lourd à Sept-Îles. Préciser:

- a. les étapes de nettoyage complétées, en cours et à venir, incluant les échéanciers;
 - b. les ETC du ministère dédiés au suivi en 2015-2016 et ceux prévus en 2016-2017;
 - c. le nombre d'inspections effectuées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017;
 - d. la quantité de diesel déversée et récupérée à ce jour;
 - e. les résultats de la caractérisation des sédiments marins, des berges et de la repousse des herbiers affectés.
-

a. Les étapes de nettoyage complétées, en cours et à venir, incluant leurs échéanciers

La récupération des sols contaminés au parc pétrolier et la remise en état du bassin de rétention du parc sont complétées.

La récupération des phases libres de mazout flottant sur les eaux de la baie de Sept-Îles et le nettoyage des herbiers sont complétés.

La récupération du mazout déversé sur la plage a été réalisée en très grande partie en 2013. En effet, depuis la fin du nettoyage en continu en octobre 2013, la compagnie a procédé à une surveillance régulière des berges afin de vérifier la potentielle présence de matières souillées et de les récupérer le cas échéant. Outre les périodes hivernales, la surveillance s'est poursuivie en 2014 et 2015. Très peu de matières souillées ont été observées puis récupérées. Une diminution constante de ces matières est notée (récupération de moins d'une tonne métrique de matières souillées en 2015). Le Ministère transmettra sous peu aux nouveaux acquéreurs des installations de Cliffs une lettre demandant la poursuite de la surveillance en 2016.

b. Les ETC du ministère dédiés au suivi en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017

Ressources humaines mobilisées en 2015-2016 :

Inspecteur et analyste : 85 heures

c. Le nombre d'inspections effectuées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017

Aucune inspection n'a été réalisée en 2015-2016, le Ministère s'est assuré de recevoir les rapports de surveillance demandés à l'entreprise.

Si l'entreprise considère le nettoyage des berges complété au cours de la période de surveillance de 2016-2017, le Ministère effectuera une inspection afin de déterminer si le nettoyage a été réalisé de façon satisfaisante.

d. La quantité de mazout lourd déversée et récupérée à ce jour

Environ 13 000 tonnes métriques de sols et de matières souillées ainsi que 1 200 000 litres d'eaux huileuses et 113 000 litres de mazout ont été récupérés depuis le début des travaux de récupération.

e. Les résultats de la caractérisation des sédiments marins, des berges et de la repousse des herbiers affectés

L'entreprise a procédé à la surveillance de la repousse des herbiers affectés en 2014 et 2015 et à la caractérisation de sédiments marins et des berges de 2013 à 2015. Une repousse des herbiers affectés a été observée ainsi qu'une diminution de la contamination. Ces milieux ne nécessitent pas d'intervention additionnelle. Le Ministère transmettra sous peu aux nouveaux acquéreurs des installations de Cliffs une lettre demandant de procéder à un suivi des herbiers et des sédiments en 2017.

État de situation, au 31 mars 2016, des impacts environnementaux mesurés à la suite du déversement de diésel à Cap-aux-Meules. Préciser :

- a. **Les étapes de nettoyage complétées, en cours et à venir, incluant les échéanciers :**
 - b. **Les ETC du ministère dédiés au suivi en 2015-2016 et ceux prévus en 2016-2017;**
 - c. **Le nombre d'inspections effectuées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017;**
 - d. **La quantité de diésel déversée et récupérée à ce jour;**
 - e. **Les résultats de la caractérisation des sédiments marins, des berges et de la repousse des herbiers affectés;**
 - f. **Le suivi des étapes du plan d'action d'Hydro-Québec.**
-

Dans un premier temps, plusieurs puits (forages) ont été aménagés sur le quai afin de récupérer les contaminants (phase libre) à l'aide d'une unité de pompage/traitement (bioaspiration).

À la suite des premiers forages, des forages additionnels ont été réalisés dans la portion « est » du quai et une seconde unité de bioaspiration est entrée en fonction pour aider à la récupération des hydrocarbures en phase libre présents dans la structure du quai. Des essais pilotes de traitement in situ ont par la suite été réalisés afin de déterminer les techniques les plus appropriées pour finaliser la décontamination du site.

À la suite de l'analyse des résultats de ces essais, Hydro-Québec (HQ) déposera, au début du printemps 2016 une demande d'autorisation pour les travaux de décontamination à grande échelle du quai de Cap-aux-Meules. Les travaux s'échelonneront tout au cours de l'année 2016, mais seront réalisés de façon à minimiser les impacts sur les activités du quai.

En ce qui concerne des ressources humaines et financières engagées par le Ministère, pour ce dossier, nous rappelons que dès le début du dossier, en septembre 2014, les intervenants d'Urgence-Environnement étaient sur les lieux quotidiennement pour assurer l'application de son mandat. Par la suite, le dossier a été suivi par le personnel du ministère. Dans le cadre des travaux de nettoyage, le ministère est toujours en étroite communication avec HQ et les différents intervenants pour la délivrance des autorisations et acceptations requises. Le temps total des personnes impliquées dans le dossier en 2015-16 représente environ 0,6 ETC.

Trois inspections et trois vérifications autres qu'inspections ont été réalisées en 2015-16 dans ce dossier.

Le dossier a été transmis au Service des enquêtes, le 17 décembre 2014, et le 26 janvier 2016, Hydro-Québec a été déclarée coupable d'avoir permis le rejet d'une matière dangereuse dans l'environnement. En conséquence, elle a été condamnée à verser une somme de 410 555 \$ pour avoir enfreint le Règlement sur les matières dangereuses. Conformément à la loi sur la qualité de l'environnement, cette somme sera versée au Fonds vert.

La quantité de diésel déversée est d'environ 100 000 litres. À ce jour, environ 70 000 litres de produit ont été récupérés.

Le secteur du quai a été confiné dès le début de l'évènement, entre autres à l'aide de boudins absorbants, et aucune contamination des berges ou des sédiments du secteur n'a été constatée.

La prochaine étape est le dépôt, par Hydro-Québec, de la demande officielle de certificat d'autorisation pour les travaux de décontamination. Cette demande sera analysée par le personnel du ministère afin de délivrer les autorisations nécessaires pour le début des travaux prévus à l'été 2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 190

Nombre des certificats d'autorisation délivrés par le ministère concernant l'exploration ou l'exploitation de pétrole conventionnel ou de pétrole non conventionnel, de gaz conventionnel et de gaz non conventionnel au Québec. Liste des entreprises ou des personnes à qui ils ont été délivrés. Ventilation par entreprise ou par personne et par région en 2015-2016.

Le tableau à l'annexe I comprend l'ensemble des activités et travaux liés à des projets d'exploration ou d'exploitation pétrolière ou gazière et autorisés par le MDDELCC en 2015-2016.

Autorisations et demandes reliées aux projets d'exploration ou d'exploitation de pétrole, de gaz de schiste ou de gaz naturel en 2015-2016.

Titulaire (Entreprise)	Région administrative	Municipalité	Type document délivré	Date de délivrance	Numéro du document délivré	Objet du document délivré
Pétrolia inc.	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	Autorisation (Q-2)	2015-11-18	401303052	Installation et exploitation d'une torçière sur le site du puits exploratoire de Haldimand n°4
Hydrocarbures Anticosti SEC	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti	Modification de certificat d'autorisation	2015-05-19	401241027	Utilisation de prises d'eau temporaires et de systèmes de récupération des boues de sondage à l'Île d'Anticosti
	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti	Modification de certificat d'autorisation	2015-06-12	401259221	Utilisation de prises d'eau temporaires et de systèmes de récupération des boues de sondage à l'Île d'Anticosti
	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti	Certificat d'autorisation	2015-10-09	401294668	Utilisation des déblais de sondage stratigraphiques pour la restauration et de réaménagement des sites
	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti	Certificat d'autorisation	2015-11-23	401293598	Gestion des eaux usées provenant de fosses de rétention à vidange totale
Décompte des valeurs distinctes:					5	

État de la situation, au 31 mars 2016, du suivi donné aux avis et recommandations du BAPE sur le gaz de schiste. Prévisions pour 2016-2017.

Le comité des ÉES gaz de schiste a remis son rapport en février 2014. Par la suite, le BAPE a tenu des audiences publiques sur le sujet et a remis son rapport final en novembre 2014. Ce rapport comprenait 133 avis et 202 constats. On ne peut tous les énumérer ici.

En gros, plus de 50 % des avis portent sur l'encadrement juridique, jugé inadéquat. Un autre 25% des avis portent sur des thèmes couverts par les lignes directrices provisoires de l'industrie pétrolières et gazières publiées en juillet 2014. Le reste des avis porte sur la gouvernance, les rôles du MSSS et du MAMOT ou sur des thèmes spécifiques.

La conclusion la plus retenue du BAPE fut : La commission d'enquête observe qu'il n'a pas été démontré que l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans les basses-terres du Saint-Laurent avec la technique de fracturation hydraulique, serait avantageuse pour le Québec. Par ailleurs, la persistance de bas prix pour le gaz naturel et le pétrole sur les marchés actuels a considérablement ralenti l'intérêt de l'industrie pour cette ressource.

La suite des travaux du BAPE se retrouve dans le plan d'action sur les hydrocarbures, révélé en mai 2014. Ce plan contient notamment la réalisation de deux ÉES, la première sur le développement potentiel d'une industrie des hydrocarbures à Anticosti et la seconde sur l'ensemble du développement de l'industrie.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 192

Nombre d'inspecteurs du ministère qui sont liés à l'inspection des puits inactifs de gaz. Ventilation par année et par puits depuis 2010. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

C'est le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles qui, dans le cadre de son programme d'inspection des puits inactifs, est responsable de faire respecter sa réglementation pour la fermeture des puits.

Nombre d'inspecteurs du ministère dédiés à l'inspection des travaux de l'industrie d'extraction pétrolière depuis 2010. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

Les inspecteurs du CCEQ sont polyvalents et possèdent l'expertise et les compétences pour effectuer des inspections dans plus d'un secteur d'activité ou programme.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 194

Nombre d'autorisations octroyées par le ministère pour des prises d'eau par l'industrie du gaz et du pétrole depuis 2010. Indiquer:

- a) le nom de la compagnie;
- b) le numéro de document;
- c) la date de délivrance;
- d) le type de document;
- e) l'objet du document;
- f) le volume d'eau prélevé par jour;
- g) le volume total prélevé

En 2015-2016, deux modifications de certificat d'autorisation pour l'utilisation de prises d'eau ont été octroyées par le MDDELCC à Hydrocarbures Anticosti SEC. Un maximum de 75 m³/jr était autorisé.

Titulaire (Entreprise)	Région	No document	Date de délivrance	Type de document	Objet du document	Volume de prélèvement autorisé
Hydrocarbures Anticosti SEC	09 - Côte-Nord	401241027	2015-05-19	Modification de CA (401146574)	Utilisation de prises d'eau temporaires à l'Île d'Anticosti	Ajout d'une de prise d'eau
Hydrocarbures Anticosti SEC	09 - Côte-Nord	401259221	2015-06-12	Modification de CA (401146574)	Utilisation de prises d'eau temporaires à l'Île d'Anticosti	Ajout de prises d'eau

QUESTION PARTICULIÈRE N° 195

Nombre d'avis de non-conformité à la *Loi sur la qualité de l'environnement* émis par le ministère pour les travaux de recherche pétrolière depuis 2010. Ventiler par puits.

En 2015-2016, le MDDELCC a émis un (1) avis de non-conformité à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) pour des activités reliées à l'exploration pétrolière :

- Hydrocarbures Anticosti SEC pour les sites Martin-la-Mer, Caribou, NACP West, Roliff-Graben, La Loutre et Canard.

Nombre d'amendes émises à la suite d'un ou de plusieurs avis de non-conformité à la *Loi sur la qualité de l'environnement* par le ministère pour les forages, la fracturation hydraulique et les puits de pétrole/pétrole de schiste depuis 2010.

Depuis 2006, aucun des dossiers reliés à l'exploration du pétrole/pétrole de schiste n'a fait l'objet d'une enquête et aucun des dossiers n'a fait l'objet d'une poursuite. Aucune amende n'a donc été émise par le MDDELCC.

En 2015-16, une sanction administrative pécuniaire a été imposée le 7 mars 2016 à la suite d'un avis de non-conformité en lien avec les activités de sondage stratigraphique réalisées sur l'île d'Anticosti.

Nombre de poursuites entreprises par le ministère pour les forages, la fracturation hydraulique et les puits de pétrole/pétrole de schiste depuis 2010.

Depuis 2010, aucun des dossiers reliés à l'exploration du pétrole n'a fait l'objet d'une enquête; conséquemment, aucun de ces dossiers n'a fait l'objet de poursuite par le MDDELCC.

État de situation, au 31 mars 2016, de la gestion conjointe des ressources en hydrocarbures du golfe du Saint-Laurent et les prévisions pour 2016-2017. Préciser et inclure tout document concernant les éléments suivants:

- a. l'assujettissement des levés sismiques et des forages exploratoires aux lois québécoises en environnement;
- b. les consultations menées auprès des communautés locales;
- c. la mise en oeuvre des recommandations de l'ÉES 2 dans le golfe du Saint-Laurent;
- d. les impacts économiques, sociaux et environnementaux de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles dans le golfe du Saint-Laurent;
- e. la liste des rencontres tenues en 2015-2016 entre le ministre ou le sous-ministre et ses homologues québécois ou fédéraux sur le dossier de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles dans le golfe du Saint-Laurent.

Un accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent et sur le partage des recettes provenant de la mise en valeur des hydrocarbures (l'Accord) a été conclu en mars 2011.

Cet accord était nécessaire compte tenu de l'incertitude quant à la propriété du lit du golfe et donc quant à la compétence des gouvernements de légiférer dans cette partie du territoire provincial. Un projet de loi miroir québécois, sous la gouverne du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), assurant la mise en œuvre de cet accord, a été déposé, le 11 juin 2015, à l'Assemblée nationale. Un projet de loi miroir a aussi été déposé au parlement canadien. Aucune suite n'a été donnée depuis.

a. *L'assujettissement des levés sismiques et des forages exploratoires aux lois québécoises en environnement*

En matière d'évaluation environnementale, le projet de loi contient des adaptations particulières afin que le processus d'évaluation environnementale et de consultation publique sous la gouverne du ministre du MDDELCC (incluant la phase publique sous la responsabilité du BAPE) soit applicable aux projets dans la zone visée par l'Accord.

b. *Les consultations menées auprès des communautés locales*

En 2011-2012, le ministère des Ressources naturelles (MRN) a procédé à des consultations publiques dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES 2) sur la mise en valeur des hydrocarbures marins des bassins d'Anticosti, de Madeleine et de la baie des Chaleurs. L'ÉES 2 finale qui tient compte de cet exercice de consultation publique a été rendue publique par le MRN, le 13 septembre 2013.

En mai 2014, les ministres Arcand et Heurtel annonçaient le Plan d'action sur les hydrocarbures et le démarrage de deux autres ÉES, la première portant sur le développement potentiel de l'industrie des hydrocarbures à Anticosti et l'autre plus globale portant sur le développement de la filière des hydrocarbures au Québec. Cette dernière inclut notamment l'exploitation des hydrocarbures en milieu marin. Une consultation publique a également été menée dans le cadre de cette ÉES à l'automne 2015. Les rapports finaux de ces deux ÉES sont attendus pour le printemps 2016.

- c. *La mise en œuvre des recommandations de l'ÉES 2 dans le golfe du Saint-Laurent***
- d. *Les impacts économiques, sociaux et environnementaux de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles dans le golfe du Saint-Laurent***

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) serait directement impliqué par la mise en œuvre des actions proposées dans l'ÉES 2, notamment, par la connaissance du milieu, la protection des milieux jugés sensibles, l'établissement de critères de protection adaptés au milieu marin, le

développement d'encadrement réglementaire propre à ce secteur, les mesures d'urgence et l'évaluation environnementale des projets.

Le rapport final de l'ÉES globale portant sur le développement de la filière des hydrocarbures au Québec, qui est attendu pour le printemps 2016, devrait notamment être en mesure de préciser certains aspects requis en lien avec les recommandations de l'ÉES 2 sur les hydrocarbures marins du golfe du Saint-Laurent. La nouvelle loi sur les hydrocarbures, annoncée pour 2016 devra également tenir compte des recommandations de cette ÉES.

e. *La liste des rencontres tenues en 2015-2016 entre le ministre ou le sous-ministre et ses homologues québécois ou fédéraux sur le dossier de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles dans le golfe du Saint-Laurent*

Aucune rencontre ne s'est tenue en 2015-2016 concernant le dossier de l'exploration et de l'exploitation des ressources dans le golfe du Saint-Laurent.

État de situation au 31 mars 2016 sur la mise en œuvre des avis et des recommandations du rapport du BAPE sur la filière uranifère par le comité interministériel en charge

Le mandat du BAPE a débuté le 20 mai 2014 pour se terminer le 20 mai 2015, date à laquelle le BAPE a rendu son rapport au ministre. Le ministre a rendu public le rapport d'enquête et d'audience publique sur les enjeux de la filière uranifère au Québec le 17 juillet 2015. Il a alors annoncé qu'un comité interministériel serait mis en place afin d'analyser en profondeur les conclusions du rapport du BAPE.

Ce comité interministériel a été mis en place. En plus d'évaluer en profondeur les conclusions du rapport, son mandat est de formuler des recommandations au gouvernement du Québec sur le développement de la filière uranifère au Québec.

Le comité s'est réuni une première fois le 20 octobre 2015. Une deuxième rencontre a eu lieu le 22 janvier 2016. Les constats et avis de la Commission du BAPE ont été analysés dans chacun des ministères ou organismes membres du comité. Les membres du comité évaluent actuellement les recommandations à proposer.

Pour tous les projets pour lesquels des certificats d'autorisation ont été demandés en 2014-2015 et en 2015-2016, fournir:

- a. nombre de projets pour lesquels des certificats ont été émis;
- b. nombre de projets ayant fait l'objet d'un refus définitif;
- c. nombre de projets en attente de décision;
- d. nombre de projets abandonnés à la suite d'un refus

Nombre d'intervention de type certifications d'autorisation (C.A.) traitées par la **Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionales** en vertu de l'article 22 de le LQE

	2015-2016
a. nombre de projets pour lesquels des certificats ont été émis;	1709
b. nombre de projets ayant fait l'objet d'un refus définitif;	0
c. nombre de projets en attente de décision;	337
d. nombre de projets abandonnés à la suite d'un refus	102

Nombre d'intervention de type certifications d'autorisation (C.A.) traitées par la **Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique** en vertu de l'article 22 de le LQE

	2015-2016
a. nombre de projets pour lesquels des certificats ont été émis;	66
b. nombre de projets ayant fait l'objet d'un refus définitif;	s.o.*
c. nombre de projets en attente de décision;	17
d. nombre de projets abandonnés à la suite d'un refus	s.o.

* Il n'y a pas de refus pour les demandes de certificats d'autorisation délivrées par la DGÉES car le ministre est lié à la décision gouvernementale, tel que spécifié à l'article 31.7 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 201

Pour tous les projets d'hydrocarbures pour lesquels des certificats d'autorisation ont été demandés en 2014-2015 et en 2015-2016, fournir :

- a. nombre de projets pour lesquels des certificats ont été émis;**
 - b. nombre de projets ayant fait l'objet d'un refus définitif;**
 - c. nombre de projets en attente de décision;**
 - d. nombre de projets abandonnés à la suite d'un refus.**
-

Le tableau en annexe apporte plus de détails à la question.

- a) En 2015-2016, cinq documents officiels ont été émis pour un site d'exploration pétrolière en Gaspésie et un projet de sondages stratigraphiques sur l'Île d'Anticosti. Ces documents sont des autorisations, certificats d'autorisation et modifications au certificat d'autorisation.
- b) Il n'y a eu aucun projet ayant fait l'objet d'un refus.
- c) Il y a quatre demandes déposées en 2015-2016 qui sont en attente d'une décision.
- d) Aucun projet n'a été abandonné à la suite d'un refus

Projets d'hydrocarbures pour lesquels des documents officiels ont été demandés en 2015-2016

Titulaire (Entreprise)	Région administrative	Municipalité	Numéro lieu	Nom du lieu	Nom du puits associé	Type document délivré	Date de délivrance	Numéro doc	Objet du document délivré
Pétrolia inc.	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	X2139650	Pétrolia - Haldimand No 4 (C-143) - Puits d'exploration de pétrole	Haldimand No 4	Autorisation (Q-2)	2015-11-18	401303052	Installation et exploitation d'une torchère sur le site du puits exploratoire de Haldimand n°4
Hydrocarbures Anticosti SEC	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti		Touche 3 lieux distincts sur le territoire de l'Île		Modification de certificat d'autorisation	2015-05-19	401241027	Utilisation de prises d'eau temporaires et de systèmes de récupération des boues de sondage à l'Île d'Anticosti
Hydrocarbures Anticosti SEC	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti	X2155143	Site de sondage La Loutre	La Loutre	Modification de certificat d'autorisation	2015-06-12	401259221	Utilisation de prises d'eau temporaires et de systèmes de récupération des boues de sondage à l'Île d'Anticosti
Hydrocarbures Anticosti SEC	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti		Touche 12 lieux distincts sur le territoire de l'Île		Certificat d'autorisation	2015-10-09	401294668	Utilisation des déblais de sondage stratigraphiques pour la restauration et de réaménagement des sites
Hydrocarbures Anticosti SEC	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti	X2149970	Site de sondage Martin-La-Mer	Martin-La-Mer	Certificat d'autorisation	2015-11-23	401293598	Gestion des eaux usées provenant de fosses de rétention à vidange totale
Décompte des valeurs distinctes: 5									

Question 201 - Projets à l'étude pour l'exploration ou l'exploitation des hydrocarbures

Titulaire (Entreprise)	Région	Municipalité (site)	Date de réception	Type de document demandé	Objet de la demande / Autorisations prévues
Hydrocarbures Anticosti SEC	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti	2016-02-10	Certificat d'autorisation	Trois forages avec fracturation
Junex	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	2015-11-10	Autorisation (Q-2)	Utilisation de nouvelles torchères sur les différents sites de forage présents sur la propriété de Galt
Pétrolia inc.	Gaspésie	Collines-du-Basque	2015-09-28	Autorisation (Q-2)	Demande d'autorisation pour les sites Bourque nos 1, 2 et 3, incluant quatre types de torchères
Pétrolia inc.	Gaspésie	Collines-du-Basque	2015-12-15	Certificat d'autorisation	Caplage d'eau de surface relié aux futurs travaux envisagés par Pétrolia pour les sites de Bourque

Liste exhaustive des critères s'appliquant pour les demandes de certificats d'autorisation touchant des projets d'exploitation ou d'exploration d'hydrocarbures.

La note d'instruction 15-02 présente l'encadrement du MDDELCC et introduit l'utilisation des *Lignes directrices provisoires sur l'exploration gazière et pétrolière*. Ces lignes directrices fournissent quant à elles les exigences réglementaires et les grandes orientations en matière de protection environnementale et livrent les attentes qui mèneront à une série de conditions auxquelles s'engagera le promoteur lorsqu'un certificat d'autorisation lui est délivré.

Note d'instruction 15-02

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/publications/note-instructions/15-02.htm>

Lignes directrices provisoires sur l'exploration gazière et pétrolière

<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/industriel/hydrocarbures/Lignes-directrices.pdf>

QUESTION PARTICULIÈRE N°203

Pour tous les permis d'exploitation et d'exploration gazière et/ou pétrolière, identifier les projets pour lesquels de la fracturation hydraulique ou des forages horizontaux sont prévus.

De tels permis sont délivrés par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

De la fracturation hydraulique est prévue pour trois forages à être réalisés sur l'Île d'Anticosti. Une demande de certificat d'autorisation est parvenue au MDDELCC à cet effet.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 204

Depuis le 5 décembre 2015, fournir la liste et le nombre de rencontres tenues par le ministre ou son cabinet en lien avec des projets pétroliers ou gaziers. Fournir la liste des personnes présentes.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 205

Depuis le 23 avril 2014, fournir la liste et le nombre de rencontres tenues par le ministre ou son cabinet en lien avec le projet Énergie Est de TransCanada. Fournir la liste des personnes présentes.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Copie de l'étude hydrologique sur Anticosti. Ventilation des sommes investies pour son élaboration.

Il n'y a pas eu d'étude hydrologique (étude sur le débit ou le niveau d'eau dans les rivières) à Anticosti dans le cadre du Plan d'acquisition de connaissances additionnelles (PACA). Ce PACA contient les études permettant d'alimenter les EES. Il y a plutôt une analyse des mesures de débit de rivière afin d'évaluer si certains cours d'eau peuvent fournir les débits requis pour la fracturation hydraulique (AENV06–Hydrologie et hydrométrie des bassins versants de l'île d'Anticosti).

Cette analyse est basée sur deux études réalisées dans le cadre du PACA également (AENV02–Évaluation des besoins en eau nécessaires à l'industrie des hydrocarbures à Anticosti et AENV03–Détermination des cours d'eau qui ne peuvent répondre aux besoins en eau de l'industrie des hydrocarbures à Anticosti). Puisque cette analyse a été réalisée par des employés du MDDELCC, il n'y a pas de coûts associés à sa réalisation.